

# **Projet de loi de finances pour 2005**

Présentation, à titre indicatif, des crédits du budget général selon les principes retenus par la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (LOLF)



# Présentation des crédits du PLF 2005 selon les principes de la loi organique relative aux lois de finances

---

## Les données figurant dans ce document sont de nature indicative et sont présentées sous réserve des indéterminations subsistant à ce stade des travaux

Ce rapport présente, de façon indicative, les crédits du projet de loi de finances pour 2005 selon les principes de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Il est annexé au PLF 2005 et déposé sur le bureau des Assemblées en application de l'article 66-1 de la LOLF qui prévoit qu'« est joint au projet de loi de finances pour 2005 un document présentant, à titre indicatif, les crédits du budget général selon les principes retenus par la présente loi organique ».

Ce document décrit, dans un premier tableau de synthèse, les crédits par mission en distinguant les autorisations d'engagement et les crédits de paiement, pour la LFI 2004 et le PLF 2005. Dans deux autres tableaux récapitulatifs, les crédits sont détaillés par mission et par titre pour, respectivement, la LFI 2004 et le PLF 2005. Enfin, un dernier tableau récapitulatif présente le détail des crédits par programme en identifiant le titre 2, dédié aux dépenses de personnel, ce titre faisant l'objet d'un plafond limitatif.

Ensuite, pour chaque mission, les crédits des programmes, pour la LFI 2004 et le PLF 2005, sont détaillés selon la nomenclature matricielle prévue par la LOLF, à savoir une présentation par mission, programme, titre et catégorie, puis par programme et action, titre et catégorie. Chaque programme fait l'objet d'une brève description quant à ses finalités et à son contenu physico-financier et d'une information sur les principaux chapitres et articles desquels proviennent, en tout ou partie, les crédits.

Pour produire ce document et de manière à répartir l'intégralité des crédits, une table de correspondance entre la nomenclature du PLF selon les principes de l'ordonnance de 1959 et la nomenclature selon ceux de la LOLF a été établie. Toutefois, cette table de correspondance étant très volumineuse (plusieurs milliers de pages), elle pourra être mise à la disposition des parlementaires sous une forme dématérialisée.

Dans la mesure où toutes les règles de la LOLF ne sont pas encore entrées en vigueur, des conventions de répartition des crédits ont été retenues ainsi qu'il est rappelé ci-dessous. Les montants indiqués correspondent donc à la répartition des crédits dans la nomenclature de la LOLF telle qu'elle peut être faite à ce stade des travaux de mise en œuvre du texte organique et à partir de toute l'information disponible à ce jour.

### *Conventions particulières adoptées pour cette présentation*

Les autorisations d'engagement ont été évaluées sur une base conventionnelle : pour les dépenses en capital, les autorisations de programme ont été converties en autorisation d'engagement et ont été réparties dans la nomenclature LOLF selon les mêmes clés de répartition que les crédits de paiement associés ; pour les dépenses ordinaires, il a été considéré que les autorisations d'engagement étaient de même montant que les crédits de paiement sauf dans le cas d'expérimentations ayant explicitement donné lieu à une budgétisation en autorisations d'engagement.

Cette présentation des crédits du PLF 2005 portant sur le seul budget général, à l'exclusion des budgets annexes et des comptes spéciaux et notamment du compte des pensions, les crédits de pensions n'ont pas été traduits en taux de cotisation. Les charges de pensions inscrites sur les budgets des ministères ont donc été réparties par programme au prorata des effectifs budgétaires correspondant à ces programmes et les charges de pensions inscrites aux Charges communes maintenues sur une ligne spécifique. La LOLF conduisant à définir un ou plusieurs taux de cotisation de pension et la réforme du versement des prestations familiales des fonctionnaires un taux de cotisation familiale, appliqués aux rémunérations prévues dans les programmes, les crédits du titre 2 pourront, programme par programme, différer de ceux actuellement présentés.

Il est par ailleurs rappelé que, conformément à la nature indicative de ce document, les imputations dans la nouvelle nomenclature seront sujettes à d'éventuelles modifications d'ici le prochain projet de loi de finances initiale. Par exemple, la liste des opérateurs n'est pas définitivement arrêtée ; ou encore, pour les dépenses de transferts la notion de bénéficiaire final nécessite des travaux complémentaires. Egalement, même si un seuil pour les immobilisations a été fixé, l'inventaire systématique des dépenses, pour les ventiler à nouveau entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement, reste encore à mener.



## Table des matières

Récapitulation des crédits du budget général par mission (autorisations d'engagement et crédits de paiement) 7	7
Récapitulation des crédits du budget général par mission et par titre (crédits de paiement de la LFI 2004).....	8
Récapitulation des crédits du budget général par mission et par titre (crédits de paiement du PLF 2005) .....	9
Récapitulation des crédits du budget général par mission et par programme (crédits de paiement dont titre 2). 10	10
Mission Action extérieure de l'État.....	15
Mission Administration générale et territoriale de l'État .....	22
Mission Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales.....	30
Mission Aide publique au développement.....	40
Mission Conseil économique et social .....	46
Mission Culture .....	48
Mission Défense.....	60
Mission Développement et régulation économiques.....	72
Mission Direction de l'action du Gouvernement .....	84
Mission Écologie et développement durable.....	91
Mission Engagements financiers de l'État.....	100
Mission Enseignement scolaire.....	107
Mission Gestion et contrôle des finances publiques.....	124
Mission Justice .....	132
Mission Médias.....	147
Mission Mémoire et liens avec la nation .....	151
Mission Outre-mer .....	157
Mission Politique des territoires.....	163
Mission Pouvoirs publics .....	175
Mission Provisions .....	178
Mission Recherche et enseignement supérieur .....	180
Mission Régimes sociaux et de retraite .....	208
Mission Relations avec les collectivités territoriales.....	215
Mission Remboursements et dégrèvements .....	220
Mission Santé .....	225
Mission Sécurité.....	232
Mission Sécurité civile.....	238
Mission Sécurité sanitaire .....	244
Mission Solidarité et intégration.....	250

<b>Mission Sport, jeunesse et vie associative.....</b>	<b>264</b>
<b>Mission Stratégie économique et pilotage des finances publiques .....</b>	<b>272</b>
<b>Mission Transports .....</b>	<b>278</b>
<b>Mission Travail .....</b>	<b>295</b>
<b>Mission Ville et logement .....</b>	<b>306</b>

## Récapitulation des crédits du budget général par mission (autorisations d'engagement et crédits de paiement)

(en euros)

MISSIONS	LFI pour 2004		PLF pour 2005	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action extérieure de l'État	2.278.854.741	2.276.660.399	2.286.719.936	2.284.552.487
Administration générale et territoriale de l'État	2.435.486.396	2.421.497.057	2.337.042.636	2.337.010.832
Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales	3.235.108.539	3.102.887.289	3.338.337.574	2.981.939.574
Aide publique au développement	2.084.914.532	2.769.050.874	1.920.207.360	2.874.339.809
Conseil économique et social	32.782.600	32.782.600	32.932.288	32.932.288
Culture	2.661.991.629	2.519.458.380	2.682.264.645	2.665.379.645
Défense	36.827.383.520	35.018.794.449	35.818.075.588	35.640.263.486
Développement et régulation économiques	3.492.137.235	3.577.802.235	3.467.163.498	3.493.777.498
Direction de l'action du Gouvernement	685.117.690	690.003.690	671.090.108	676.780.108
Écologie et développement durable	756.568.331	606.773.999	787.226.731	574.244.731
Engagements financiers de l'État	44.364.790.000	44.364.790.000	46.351.024.214	46.351.024.214
Enseignement scolaire	55.156.958.547	55.104.568.547	56.208.055.011	56.203.874.011
Gestion et contrôle des Finances Publiques	9.028.951.833	8.930.282.738	9.040.692.711	9.044.704.711
Justice	6.007.581.973	5.279.382.237	5.753.990.753	5.458.105.753
Médias	563.621.439	563.621.439	249.134.292	249.134.292
Mémoire et liens avec la nation	3.697.284.270	3.693.901.966	3.714.496.142	3.712.075.245
Outre-mer	2.135.512.342	2.001.049.342	2.032.243.943	1.915.526.943
Politique des territoires	1.994.745.766	1.891.754.627	1.985.889.805	1.899.257.805
Pouvoirs publics	830.961.481	830.961.481	844.398.095	844.398.095
Provisions	291.255.400	291.255.400	240.000.000	240.000.000
Recherche et enseignement supérieur	19.416.674.931	19.061.933.520	19.592.077.315	19.782.015.315
Régimes sociaux et de retraite	4.198.483.951	4.198.483.951	4.271.373.851	4.271.373.851
Relations avec les collectivités territoriales	2.949.206.099	2.722.425.345	2.950.787.340	2.791.615.869
Remboursements et dégrèvements	64.213.700.000	64.213.700.000	68.325.320.000	68.325.320.000
Santé	639.688.541	650.688.541	577.031.039	587.031.039
Sécurité	13.824.888.311	13.721.661.698	14.130.717.438	14.184.367.713
Sécurité civile	391.472.917	385.483.917	423.232.166	456.217.166
Sécurité sanitaire	585.347.022	585.232.022	688.394.105	619.136.105
Solidarité et intégration	11.445.723.553	11.446.254.553	11.587.321.169	11.575.802.169
Sport, jeunesse et vie associative	551.110.221	548.789.221	522.580.499	527.180.499
Stratégie économique et pilotage des finances publiques	819.710.872	769.010.872	828.246.847	754.746.847
Transports	9.604.400.478	9.246.417.478	9.198.245.160	8.787.316.160
Travail	30.301.570.603	30.305.200.603	31.010.852.980	30.744.672.980
Ville et logement	7.782.575.772	7.401.975.772	7.400.629.401	7.451.229.401
<b>Total dépenses brutes du budget général</b>	<b>345.286.561.535</b>	<b>341.224.536.242</b>	<b>351.267.794.640</b>	<b>350.337.346.640</b>
<i>Charges de pensions financées hors budget général</i>	<i>9.083.413.644</i>	<i>9.083.413.644</i>	<i>8.947.456.162</i>	<i>8.947.456.162</i>
<i>Remboursements et dégrèvement d'impôts</i>	<i>-64.213.700.000</i>	<i>-64.213.700.000</i>	<i>-68.325.320.000</i>	<i>-68.325.320.000</i>
<i>Recettes en atténuation des charges de la dette</i>	<i>-2.404.000.000</i>	<i>-2.404.000.000</i>	<i>-2.508.000.000</i>	<i>-2.508.000.000</i>
<b>Dépenses nettes du budget général</b>	<b>287.752.275.179</b>	<b>283.690.249.886</b>	<b>289.381.930.802</b>	<b>288.451.482.802</b>

**Récapitulation des crédits du budget général par mission et par titre  
(crédits de paiement de la LFI 2004)**

(en euros)

<b>MISSIONS</b>	<b>Titre 1 Pouvoirs publics</b>	<b>Titre 2 Personnel</b>	<b>Titre 3 Fonctionne- ment</b>	<b>Titre 4 Dette de l'Etat</b>	<b>Titre 5 Investissement</b>	<b>Titre 6 Intervention</b>	<b>Titre 7 Opérations financières</b>
Action extérieure de l'État		779.242.566	622.990.527		72.479.879	801.947.427	
Administration générale et territoriale de l'État		1.550.053.686	727.916.329		61.146.773	82.380.269	
Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales		695.844.923	543.913.603		30.823.094	1.832.305.669	
Aide publique au développement		315.679.173	59.939.229		1.196.033	2.362.508.439	29.728.000
Conseil économique et social		28.239.186	3.593.414		950.000		
Culture		510.771.106	961.990.286		200.772.299	845.924.689	
Défense		17.709.477.474	6.222.955.961		10.926.687.000	159.674.014	
Développement et régulation économiques		1.580.910.210	587.523.405		44.164.875	1.363.203.745	2.000.000
Direction de l'action du Gouvernement		286.023.178	248.674.055		54.657.818	100.648.639	
Écologie et développement durable		134.917.254	230.318.096		31.250.000	210.288.649	
Engagements financiers de l'État				40.992.000.000		3.372.790.000	
Enseignement scolaire		51.471.467.919	814.115.525		40.815.632	2.778.169.471	
Gestion et contrôle des Finances Publiques		6.724.263.125	1.773.877.786		322.197.765	109.944.062	
Justice		3.030.961.511	1.602.073.546		321.825.902	324.521.278	
Médias			103.205.400			460.416.039	
Mémoire et liens avec la nation		229.012.266	116.459.500		1.722.000	3.346.708.200	
Outre-mer		151.461.452	34.797.094		8.392.791	1.806.398.005	
Politique des territoires		1.313.430.269	250.371.401		19.809.303	308.143.654	
Pouvoirs publics	830.961.481						
Provisions		200.000.000				91.255.400	
Recherche et enseignement supérieur		7.233.673.933	8.492.532.212		40.262.051	3.295.465.324	
Régimes sociaux et de retraite		90.400				4.198.393.551	
Relations avec les collectivités territoriales		10.260.562	1.084.020		512.993	2.710.567.770	
Remboursements et dégrèvements						64.213.700.000	
Santé		214.796.214	71.035.503			364.856.824	
Sécurité		12.017.682.527	1.301.775.937		385.983.234	16.220.000	
Sécurité civile		137.037.540	113.889.708		76.792.000	57.764.669	
Sécurité sanitaire		210.215.667	269.654.855		3.844.000	101.517.500	
Solidarité et intégration		542.649.802	271.158.984		12.000.000	10.620.218.014	227.753
Sport, jeunesse et vie associative		266.893.592	71.638.835		6.225.432	204.031.362	
Stratégie économique et pilotage des finances publiques		435.887.935	212.449.692		102.554.600	18.118.645	
Transports		2.246.445.301	679.445.603		1.216.721.378	5.103.805.196	
Travail		441.632.307	2.271.554.649		10.725.146	27.581.288.501	
Ville et logement		155.518.303	31.468.875		406.048	7.214.582.546	
<b>Total dépenses brutes du budget général</b>	<b>830.961.481</b>	<b>110.624.539.381</b>	<b>28.692.404.030</b>	<b>40.992.000.000</b>	<b>13.994.918.046</b>	<b>146.057.757.551</b>	<b>31.955.753</b>

## Récapitulatif des crédits du budget général par mission et par titre (crédits de paiement du PLF 2005)

(en euros)

MISSIONS	Titre 1 Pouvoirs publics	Titre 2 Personnel	Titre 3 Fonctionne- ment	Titre 4 Dette de l'Etat	Titre 5 Investissement	Titre 6 Intervention	Titre 7 Opérations financières
Action extérieure de l'État		767.524.449	628.723.155		78.796.817	809.508.065	
Administration générale et territoriale de l'État		1.633.823.892	510.320.767		79.070.043	113.796.129	
Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales		718.388.754	559.272.108		29.926.079	1.674.352.633	
Aide publique au développement		303.221.427	60.005.382		1.374.444	2.481.938.556	27.800.000
Conseil économique et social		28.486.339	3.495.949		950.000		
Culture		516.464.681	1.000.299.451		224.428.153	924.187.360	
Défense		18.058.419.474	5.749.365.016		11.657.720.821	174.758.175	
Développement et régulation économiques		1.586.882.856	552.764.245		51.415.048	1.299.215.349	3.500.000
Direction de l'action du Gouvernement		231.191.744	266.723.813		51.969.785	126.894.765	
Écologie et développement durable		140.219.554	227.145.745		36.905.262	169.974.170	
Engagements financiers de l'État				42.355.800.000		3.995.224.214	
Enseignement scolaire		52.448.449.450	782.908.686		48.840.127	2.923.675.748	
Gestion et contrôle des Finances Publiques		6.792.961.649	1.808.592.469		330.605.205	112.545.388	
Justice		3.097.954.762	1.718.080.537		305.048.321	337.022.134	
Médias			105.682.330			143.451.962	
Mémoire et liens avec la nation		237.969.225	120.259.990		1.740.030	3.352.106.000	
Outre-mer		116.952.898	35.616.984		8.310.418	1.754.646.644	
Politique des territoires		1.323.564.980	257.919.178		14.756.866	303.016.781	
Pouvoirs publics	844.398.095						
Provisions		0				240.000.000	
Recherche et enseignement supérieur		7.457.000.210	8.951.077.645		118.073.160	3.255.864.300	
Régimes sociaux et de retraite		80.300				4.271.293.551	
Relations avec les collectivités territoriales		10.321.090	1.035.334		156.822	2.780.102.623	
Remboursements et dégrèvements						68.325.320.000	
Santé		224.848.299	88.680.901			273.501.840	
Sécurité		12.318.210.402	1.370.515.754		474.871.556	20.770.000	
Sécurité civile		144.773.382	119.354.116		115.075.000	77.014.669	
Sécurité sanitaire		217.752.162	246.484.836		3.091.947	151.807.161	
Solidarité et intégration		556.178.110	279.863.560		19.802.000	10.719.730.299	228.200
Sport, jeunesse et vie associative		267.924.958	74.371.769		8.814.676	176.069.096	
Stratégie économique et pilotage des finances publiques		455.392.038	211.619.125		67.380.000	20.355.684	
Transports		2.268.979.571	687.855.458		859.525.431	4.970.955.701	
Travail		452.533.739	2.283.182.403		9.226.384	27.999.730.455	
Ville et logement		156.011.833	36.577.606		405.900	7.258.234.061	
<b>Total dépenses brutes du budget général</b>	<b>844.398.095</b>	<b>112.532.482.225</b>	<b>28.737.794.311</b>	<b>42.355.800.000</b>	<b>14.598.280.295</b>	<b>151.237.063.514</b>	<b>31.528.200</b>

## Récapitulation des crédits du budget général par mission et par programme (crédits de paiement dont titre 2)

(en euros)

MISSIONS ET PROGRAMMES	LFI pour 2004 crédits de paiement	PLF pour 2005 crédits de paiement
<b>Action extérieure de l'État</b>		
Action de la France en Europe et dans le monde	1.331.447.572	1.335.077.346
<i>Dont titre 2</i>	471.507.942	465.653.606
Rayonnement culturel et scientifique	346.486.047	345.566.014
<i>Dont titre 2</i>	114.383.539	105.276.618
Français à l'étranger et étrangers en France	598.726.780	603.909.126
<i>Dont titre 2</i>	193.351.085	196.594.225
<b>Administration générale et territoriale de l'État</b>		
Administration territoriale	1.535.180.465	1.662.370.662
<i>Dont titre 2</i>	1.255.793.608	1.332.093.584
Vie politique, culturelle et associative	408.411.901	179.389.990
<i>Dont titre 2</i>	59.477.699	60.921.918
Soutien des politiques de l'intérieur	477.904.691	495.250.180
<i>Dont titre 2</i>	234.782.379	240.808.391
<b>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales</b>		
Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural	1.617.160.031	1.535.662.779
<i>Dont titre 2</i>	423.558.576	435.791.980
Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés	739.141.292	710.481.406
<i>Dont titre 2</i>	1.100.000	1.212.402
Forêt	347.611.347	325.298.574
<i>Dont titre 2</i>	4.134.637	4.227.574
Soutien des politiques de l'agriculture	398.974.619	410.496.814
<i>Dont titre 2</i>	267.051.710	277.156.797
<b>Aide publique au développement</b>		
Aide économique et financière au développement	942.778.000	886.715.000
Solidarité à l'égard des pays en développement	1.826.272.874	1.987.624.809
<i>Dont titre 2</i>	315.679.173	303.221.427
<b>Conseil économique et social</b>		
Conseil économique et social	32.782.600	32.932.288
<i>Dont titre 2</i>	28.239.186	28.486.339
<b>Culture</b>		
Patrimoines	1.006.222.371	1.080.982.668
<i>Dont titre 2</i>	291.226.948	293.404.329
Création	876.504.696	916.580.816
<i>Dont titre 2</i>	49.561.979	50.406.402
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	636.731.313	667.816.161
<i>Dont titre 2</i>	169.982.179	172.653.950
<b>Défense</b>		
Environnement et prospective de la politique de défense	1.479.903.087	1.615.020.720
<i>Dont titre 2</i>	563.113.148	574.393.710
Préparation et emploi des forces	20.980.529.085	21.233.643.576
<i>Dont titre 2</i>	15.454.080.863	15.827.693.482
Soutien de la politique de la défense	2.884.320.484	2.811.194.893
<i>Dont titre 2</i>	785.928.725	789.600.155
Equipement des forces	9.674.041.793	9.980.404.296
<i>Dont titre 2</i>	906.354.738	866.732.127
<b>Développement et régulation économiques</b>		
Développement des entreprises	1.403.700.113	1.180.257.246
<i>Dont titre 2</i>	253.853.720	244.749.095
Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel	251.257.779	246.299.700
<i>Dont titre 2</i>	145.677.747	147.073.034
Régulation et sécurisation des échanges de biens et services	1.395.037.345	1.411.865.445
<i>Dont titre 2</i>	1.181.378.743	1.195.060.727

MISSIONS ET PROGRAMMES	LFI pour 2004 crédits de paiement	PLF pour 2005 crédits de paiement
Passifs financiers miniers	527.806.998	655.355.108
<b>Direction de l'action du Gouvernement</b>		
Coordination du travail gouvernemental	433.622.672	481.028.248
<i>Dont titre 2</i>	160.097.056	171.227.011
Fonction publique, réforme de l'État et prospective	256.381.018	195.751.860
<i>Dont titre 2</i>	125.926.122	59.964.733
<b>Écologie et développement durable</b>		
Prévention des risques et lutte contre les pollutions	245.034.533	205.642.600
Gestion des milieux et biodiversité	153.770.777	159.969.471
<i>Dont titre 2</i>	17.891	2.430
Soutien aux politiques environnementales et développement durable	207.968.689	208.632.660
<i>Dont titre 2</i>	134.899.363	140.217.124
<b>Engagements financiers de l'État</b>		
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	40.992.000.000	42.355.800.000
Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	121.570.000	125.360.000
Épargne	1.367.120.000	1.264.420.000
Majoration de rentes	248.100.000	243.000.000
Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales	1.636.000.000	2.362.444.214
<b>Enseignement scolaire</b>		
Enseignement scolaire public du premier degré	14.234.145.715	14.659.397.001
<i>Dont titre 2</i>	14.125.007.279	14.543.682.400
Enseignement scolaire public du second degré	24.551.610.774	24.906.317.463
<i>Dont titre 2</i>	24.291.921.206	24.662.996.178
Vie de l'élève	6.334.227.301	6.520.314.243
<i>Dont titre 2</i>	5.161.680.317	5.239.399.517
Enseignement privé du premier et du second degrés	6.758.170.165	6.886.172.293
<i>Dont titre 2</i>	5.804.372.181	5.929.908.530
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2.070.001.112	2.048.946.567
<i>Dont titre 2</i>	1.320.268.016	1.295.240.210
Enseignement technique agricole	1.156.413.480	1.182.726.443
<i>Dont titre 2</i>	768.218.920	777.222.615
<b>Gestion et contrôle des Finances Publiques</b>		
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	8.071.910.270	8.199.389.823
<i>Dont titre 2</i>	6.254.191.034	6.317.361.076
Juridictions financières	133.264.606	138.499.336
<i>Dont titre 2</i>	114.791.984	120.095.947
Soutien des politiques économiques, financières et industrielles	725.107.862	706.815.552
<i>Dont titre 2</i>	355.280.107	355.504.626
<b>Justice</b>		
Justice administrative	188.044.113	193.456.505
<i>Dont titre 2</i>	148.155.276	153.137.859
Justice judiciaire	2.120.822.277	2.177.788.668
<i>Dont titre 2</i>	1.346.619.817	1.379.174.670
Administration pénitentiaire	1.815.393.104	1.873.129.994
<i>Dont titre 2</i>	1.125.371.644	1.144.219.122
Protection judiciaire de la jeunesse	647.500.142	676.840.065
<i>Dont titre 2</i>	315.745.912	321.128.212
Accès au droit et à la justice	323.392.740	333.168.856
<i>Dont titre 2</i>	20.730.544	21.223.736
Soutien de la politique de la justice et organismes rattachés	184.229.861	203.721.664
<i>Dont titre 2</i>	74.338.318	79.071.163
<b>Médias</b>		
Presse	135.501.295	249.134.292
Audiovisuel	428.120.144	0
<b>Mémoire et liens avec la nation</b>		
Liens entre la nation et son armée	242.800.152	260.178.625
<i>Dont titre 2</i>	174.847.514	187.524.063

MISSIONS ET PROGRAMMES	LFI pour 2004 crédits de paiement	PLF pour 2005 crédits de paiement
Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3.451.101.814	3.451.896.620
<i>Dont titre 2</i>	54.164.752	50.445.162
<b>Outre-mer</b>		
Emploi Outre-mer	1.245.353.733	1.165.159.998
<i>Dont titre 2</i>	70.355.663	70.543.533
Conditions de vie Outre-mer	382.241.753	367.510.069
Intégration et valorisation de l'Outre-mer	373.453.856	382.856.876
<i>Dont titre 2</i>	81.105.789	46.409.364
<b>Politique des territoires</b>		
Stratégie en matière d'équipement	132.115.370	133.504.382
<i>Dont titre 2</i>	108.081.655	108.634.246
Aménagement, urbanisme et ingénierie publique	1.333.728.999	1.345.388.335
<i>Dont titre 2</i>	1.178.749.747	1.186.909.897
Information géographique et cartographique	76.443.000	76.471.131
Tourisme	76.547.906	78.695.553
<i>Dont titre 2</i>	20.417.223	21.757.563
Aménagement du territoire	272.919.352	265.198.404
<i>Dont titre 2</i>	6.181.644	6.263.274
Interventions territoriales de l'État	0	0
<b>Pouvoirs publics</b>		
Présidence de la République	31.335.791	31.899.835
Assemblée nationale	491.532.750	498.878.460
Sénat	301.557.340	306.081.900
Conseil constitutionnel	5.535.000	6.592.000
Haute cour de justice	0	0
Cour de justice de la République	1.000.600	945.900
<b>Provisions</b>		
Provision relative aux rémunérations publiques	200.000.000	0
<i>Dont titre 2</i>	200.000.000	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	91.255.400	240.000.000
<b>Recherche et enseignement supérieur</b>		
Formations supérieures et recherche universitaire	8.842.054.716	9.205.618.320
<i>Dont titre 2</i>	6.781.651.533	6.985.460.660
Vie étudiante	1.664.805.368	1.707.338.909
<i>Dont titre 2</i>	37.125.718	39.113.927
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	3.443.110.840	3.684.531.389
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1.069.420.446	1.134.253.578
Recherche spatiale	1.222.999.851	1.201.425.851
Orientation et pilotage de la recherche	571.645.435	567.664.969
<i>Dont titre 2</i>	257.164.303	269.607.732
Recherche dans le domaine des risques et des pollutions	269.566.154	279.431.543
<i>Dont titre 2</i>	1.196.174	1.196.174
Recherche dans le domaine de l'énergie	633.712.242	617.339.530
Recherche industrielle	386.864.091	428.135.941
<i>Dont titre 2</i>	2.889.785	3.034.757
Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat	410.054.410	396.436.464
<i>Dont titre 2</i>	3.124.200	4.403.013
Recherche duale (civile et militaire)	200.000.000	200.000.000
Recherche culturelle et culture scientifique	129.377.157	131.679.630
<i>Dont titre 2</i>	21.757.507	21.764.044
Enseignement supérieur et recherche agricoles	218.322.810	228.159.191
<i>Dont titre 2</i>	128.764.713	132.419.903
<b>Régimes sociaux et de retraite</b>		
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	2.589.890.400	2.679.640.300
<i>Dont titre 2</i>	90.400	80.300

MISSIONS ET PROGRAMMES	LFI pour 2004 crédits de paiement	PLF pour 2005 crédits de paiement
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	777.770.000	822.000.000
Régime social des mines	648.000.000	576.000.000
Régimes de retraite de la SEITA, de l'imprimerie nationale et divers	182.823.551	193.733.551
<b>Relations avec les collectivités territoriales</b>		
Concours financiers aux communes et groupements de communes	544.351.607	697.585.909
Concours financiers aux départements	874.506.031	865.367.050
Concours financiers aux régions	1.156.441.887	1.204.627.419
Concours spécifiques et administration	147.125.820	24.035.491
<i>Dont titre 2</i>	10.260.562	10.321.090
<b>Remboursements et dégrèvements</b>		
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	54.797.700.000	57.214.333.076
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	9.416.000.000	11.110.986.924
<b>Santé</b>		
Santé publique et prévention	202.453.228	209.959.658
Offre de soins et qualité du système de soins	189.204.478	114.017.110
<i>Dont titre 2</i>	0	6.272.364
Drogue et toxicomanie	38.038.100	38.000.000
Conception et gestion des politiques de santé	220.992.735	225.054.271
<i>Dont titre 2</i>	214.796.214	218.575.935
<b>Sécurité</b>		
Police nationale	7.679.122.170	7.917.290.791
<i>Dont titre 2</i>	6.682.202.091	6.845.070.148
Gendarmerie nationale	6.042.539.528	6.267.076.922
<i>Dont titre 2</i>	5.335.480.436	5.473.140.253
<b>Sécurité civile</b>		
Intervention sur moyens nationaux	172.642.034	217.411.798
<i>Dont titre 2</i>	72.095.957	76.700.734
Coordination des moyens de secours	212.841.883	238.805.369
<i>Dont titre 2</i>	64.941.583	68.072.648
<b>Sécurité sanitaire</b>		
Veille et Sécurité sanitaires	96.798.028	120.278.291
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	488.433.994	498.857.814
<i>Dont titre 2</i>	210.215.667	217.752.162
<b>Solidarité et intégration</b>		
Politiques en faveur de l'inclusion sociale	891.734.382	868.159.001
Accueil des étrangers et intégration	741.235.284	809.057.436
<i>Dont titre 2</i>	189.775	14.411.598
Actions en faveur des familles vulnérables	945.439.323	1.060.060.925
Handicap et dépendance	7.124.810.404	7.373.421.236
Protection maladie complémentaire	946.560.308	660.577.410
Égalité entre les hommes et les femmes	27.001.713	26.991.829
<i>Dont titre 2</i>	8.761.302	8.745.796
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	769.473.139	777.534.333
<i>Dont titre 2</i>	533.698.725	533.020.717
<b>Sport, jeunesse et vie associative</b>		
Sport	247.786.159	227.000.454
<i>Dont titre 2</i>	144.352.588	144.596.689
Jeunesse et vie associative	155.163.135	149.837.557
<i>Dont titre 2</i>	28.263.237	26.462.967
Soutien à la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	145.839.927	150.342.487
<i>Dont titre 2</i>	94.277.767	96.865.302
<b>Stratégie économique et pilotage des finances publiques</b>		
Stratégie économique et financière	352.036.495	323.507.465
<i>Dont titre 2</i>	92.341.376	91.408.616

MISSIONS ET PROGRAMMES	LFI pour 2004 crédits de paiement	PLF pour 2005 crédits de paiement
Statistiques et études économiques	416.974.377	431.239.382
<i>Dont titre 2</i>	343.546.559	363.983.422
<b>Transports</b>		
Réseau routier national	2.761.127.457	2.386.850.721
<i>Dont titre 2</i>	1.404.408.413	1.415.468.428
Sécurité routière	247.621.616	246.898.949
<i>Dont titre 2</i>	130.509.932	131.185.456
Transports terrestres et maritimes	4.040.565.326	3.857.434.911
<i>Dont titre 2</i>	379.561.508	381.656.878
Passifs financiers ferroviaires	1.477.200.000	1.477.200.000
Sécurité et affaires maritimes	240.820.894	244.792.019
<i>Dont titre 2</i>	187.013.761	190.372.354
Transports aériens	15.189.386	99.090.083
<i>Dont titre 2</i>	14.558.631	14.979.276
Météorologie	187.562.336	190.129.035
Soutien des politiques d'équipement	276.330.463	284.920.442
<i>Dont titre 2</i>	130.393.056	135.317.178
<b>Travail</b>		
Développement de l'emploi	17.353.754.226	18.027.987.574
Accès et retour à l'emploi	7.335.884.809	7.173.227.820
Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques	4.928.785.261	4.837.784.308
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	181.017.573	193.220.675
<i>Dont titre 2</i>	124.780.276	129.414.587
Gestion et évaluation des politiques de l'emploi et de travail	505.758.734	512.452.602
<i>Dont titre 2</i>	316.852.031	323.119.152
<b>Ville et logement</b>		
Rénovation urbaine	209.500.000	226.600.000
Équité sociale et territoriale et soutien	584.571.842	660.383.650
<i>Dont titre 2</i>	3.704.156	3.243.650
Aide à l'accès au logement	5.174.224.860	5.186.490.000
Développement et amélioration de l'offre de logement	1.433.679.070	1.377.755.751
<i>Dont titre 2</i>	151.814.147	152.768.183
<b>Total dépenses brutes du budget général</b>	<b>341.224.536.242</b>	<b>350.337.346.640</b>

## Mission Action extérieure de l'État

La mission *Action extérieure de l'État* est une mission ministérielle composée de trois programmes :

- Le programme *Action de la France en Europe et dans le monde* ;
- Le programme *Rayonnement culturel et scientifique* ;
- Le programme *Français à l'étranger et étrangers en France*.

---

### Programme Action de la France en Europe et dans le monde

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.331.447.572	1.335.077.346

Ce programme représente le pôle politique de l'activité du ministère des affaires étrangères (MAE), notamment mis en œuvre par les ambassades bilatérales et les représentations permanentes auprès de l'Union européenne et des principales organisations internationales. Il est composé de 6 actions.

L'action « coordination de l'action diplomatique » regroupe les crédits des services politiques et l'essentiel des moyens des postes et correspond au rôle de conception et de pilotage de la politique extérieure (personnels et fonctionnement).

L'action européenne comporte les moyens de fonctionnement et d'intervention des services dont c'est la vocation.

Dans l'action « Régulation de la mondialisation » sont inscrites les contributions obligatoires aux organisations internationales (sauf celles liées à la problématique de la sécurité – opération de maintien de la paix notamment - et à la francophonie qui font l'objet de l'action 4).

L'action 5 regroupe les crédits de coopération militaire et de défense.

Les fonctions de soutien sont regroupées sur l'action 6.

Ce programme est notamment constitué des crédits de rémunération des personnels contribuant à l'activité diplomatique et aux fonctions support (hormis la fonction support des consulats de plein exercice regroupée sur le programme « Français à l'étranger et étrangers en France ». Il comporte également les crédits des chapitres de fonctionnement 37-88, 37-89 et 37-90 (hormis l'article 23 comportant les rémunérations des recrutés locaux qui est ventilé entre les programmes). Il comprend également les crédits de la coopération militaire et de défense (42-29 et 68-80 60), ainsi que la quasi totalité des contributions obligatoires et volontaires (42-31 et 42-32) et les crédits du chapitre 57-10 (articles 11, 21 et 61).

---

### Programme Rayonnement culturel et scientifique

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
346.486.047	345.566.014

Ce programme vise à mettre en œuvre la coopération et l'action culturelles françaises dans les pays ne relevant pas de l'aide publique au développement telle que définie par le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE. Plus largement, ces actions visent à encourager et à préserver la diversité culturelle. Il est mis en œuvre par la DGCID et les services de coopération et d'action culturelle (SCAC) chargés de la conception et de l'animation des actions de coopération de la France dans les domaines de la culture et du développement. Ces

services s'appuient sur un réseau de 69 centres et instituts culturels français, 73 Alliances françaises et 8 centres de recherches.

Ce programme se compose de trois actions.

Une action d'animation du réseau qui regroupe les personnels des SCAC et des services d'administration centrale concernés (une partie de la Direction générale de la coopération internationale et du développement).

L'action 2 est relative à la promotion du français et de la diversité culturelle et comporte les effectifs et moyens consacrés à notre réseau culturel (alliances françaises, EAF culturels, coopérants culturels).

Enfin, l'action 3 est orientée vers le renforcement des échanges scientifiques, techniques et universitaires et regroupe les crédits consacrés à la recherche et le réseau des établissements à autonomie financière de recherche.

Pour l'essentiel, le programme « Rayonnement culturel et scientifique » regroupe les crédits des chapitres de

rémunérations (articles 31) des personnels du réseau de coopération hors pays bénéficiant de l'aide publique au développement. Il comporte également les crédits du chapitre 37-95 (EAF) et du chapitre 42-15 article 13 (Alliances françaises). Il convient de préciser que la sous-action relative à la francophonie fait partie du programme « Solidarité à l'égard des pays en développement » de la mission « aide publique au développement ». Les autres crédits du chapitre 42-15 se trouvent répartis entre les actions 1, 2 et 3 de ce programme.

---

## Programme Français à l'étranger et étrangers en France

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
598.726.780	603.909.126

Ce programme a pour objet de fournir aux Français établis hors de France ou de passage à l'étranger les services qui leurs sont nécessaires, ainsi que de participer à la définition et à la mise en œuvre des politiques en matière d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en France et d'octroi de l'asile pour les étrangers qui le sollicitent.

Ces missions sont mises en œuvre à travers l'animation du réseau consulaire français, l'enseignement français à l'étranger et le traitement des demandes d'asile et la protection des réfugiés. Structurellement, ce programme regroupe la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France (DFAE) et le réseau consulaire. Il s'appuie également sur deux opérateurs : l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

L'action 1 « Offre d'un service public de qualité aux Français de l'étranger » comporte l'ensemble des crédits d'animation du réseau consacrés à ce programme ainsi que l'action des postes consulaires.

L'action 2 « Service public d'enseignement à l'étranger » intègre l'activité de l'AEFE, alors que l'action 4 « Garantie de l'exercice du droit d'asile » correspond à l'activité de l'OFPRA.

L'action 3 « Instruction des demandes de visas » correspond, quant à elle, à l'activité de traitement des demandes de visas des postes consulaires et de la DFAE, service des étrangers en France.

Les crédits constituant ce programme proviennent principalement de l'ancien agrégat 12 (Education et solidarité) auxquels s'ajoutent ceux de l'ancien agrégat 11 mis à disposition de l'OFPRA (chapitre 36-30 article 30) et ceux relatifs aux personnels se consacrant à l'activité consulaire, soit l'ensemble des personnels des postes consulaires de plein exercice (activité consulaire et activité de soutien) et les personnels correspondant à l'activité strictement consulaire des ambassades à section consulaire.

## Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie

(en euros)

Intitulé du programme Intitulé du titre et de la catégorie	2004		2005	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action de la France en Europe et dans le monde</b>	<b>1.333.039.572</b>	<b>1.331.447.572</b>	<b>1.336.622.346</b>	<b>1.335.077.346</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>471.507.942</b>	<b>471.507.942</b>	<b>465.653.606</b>	<b>465.653.606</b>
Rémunérations d'activité	405.051.516	405.051.516	401.161.534	401.161.534
Cotisations et contributions sociales	61.139.735	61.139.735	61.594.469	61.594.469
Prestations sociales et allocations diverses	5.316.691	5.316.691	2.897.603	2.897.603
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>236.151.262</b>	<b>236.151.262</b>	<b>235.483.637</b>	<b>235.483.637</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	236.151.262	236.151.262	235.483.637	235.483.637
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>64.930.062</b>	<b>63.338.062</b>	<b>70.156.588</b>	<b>68.611.588</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	63.653.715	62.061.715	68.834.487	67.289.487
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	1.276.347	1.276.347	1.322.101	1.322.101
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>560.450.306</b>	<b>560.450.306</b>	<b>565.328.515</b>	<b>565.328.515</b>
Transferts aux ménages	17.726.728	17.726.728	18.200.490	18.200.490
Transferts aux autres collectivités	542.723.578	542.723.578	547.128.025	547.128.025
<b>Rayonnement culturel et scientifique</b>	<b>347.088.389</b>	<b>346.486.047</b>	<b>346.188.463</b>	<b>345.566.014</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>114.383.539</b>	<b>114.383.539</b>	<b>105.276.618</b>	<b>105.276.618</b>
Rémunérations d'activité	101.200.335	101.200.335	92.450.084	92.450.084
Cotisations et contributions sociales	12.136.281	12.136.281	12.319.461	12.319.461
Prestations sociales et allocations diverses	1.046.923	1.046.923	507.073	507.073
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>12.800.932</b>	<b>12.800.932</b>	<b>18.168.892</b>	<b>18.168.892</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	12.800.932	12.800.932	18.168.892	18.168.892
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.479.390</b>	<b>877.048</b>	<b>1.634.648</b>	<b>1.012.199</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.479.390	877.048	1.634.648	1.012.199
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>218.424.528</b>	<b>218.424.528</b>	<b>221.108.305</b>	<b>221.108.305</b>
Transferts aux ménages	22.467.507	22.467.507	23.149.592	23.149.592
Transferts aux autres collectivités	195.957.021	195.957.021	197.958.713	197.958.713
<b>Français à l'étranger et étrangers en France</b>	<b>598.726.780</b>	<b>598.726.780</b>	<b>603.909.126</b>	<b>603.909.126</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>193.351.085</b>	<b>193.351.085</b>	<b>196.594.225</b>	<b>196.594.225</b>
Rémunérations d'activité	164.916.995	164.916.995	168.870.501	168.870.501
Cotisations et contributions sociales	27.144.943	27.144.943	27.350.698	27.350.698
Prestations sociales et allocations diverses	1.289.147	1.289.147	373.026	373.026
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>374.038.333</b>	<b>374.038.333</b>	<b>375.070.626</b>	<b>375.070.626</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.561.158	3.561.158	4.026.196	4.026.196
Subventions pour charges de service public	370.477.175	370.477.175	371.044.430	371.044.430
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>8.264.769</b>	<b>8.264.769</b>	<b>9.173.030</b>	<b>9.173.030</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	8.264.769	8.264.769	9.173.030	9.173.030
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>23.072.593</b>	<b>23.072.593</b>	<b>23.071.245</b>	<b>23.071.245</b>
Transferts aux ménages	1.087.797	1.087.797	891.600	891.600
Transferts aux autres collectivités	21.984.796	21.984.796	22.179.645	22.179.645

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Action de la France en Europe et dans le monde**

(en euros)

<b>Action de la France en Europe et dans le monde</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Coordination de l'action diplomatique</b>	<b>550.363.626</b>	<b>548.771.626</b>	<b>549.247.942</b>	<b>547.800.942</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>345.219.965</b>	<b>345.219.965</b>	<b>341.584.218</b>	<b>341.584.218</b>
Rémunérations d'activité	294.962.305	294.962.305	291.035.199	291.035.199
Cotisations et contributions sociales	47.454.234	47.454.234	48.736.019	48.736.019
Prestations sociales et allocations diverses	2.803.426	2.803.426	1.813.000	1.813.000
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>149.930.679</b>	<b>149.930.679</b>	<b>148.072.318</b>	<b>148.072.318</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	149.930.679	149.930.679	148.072.318	148.072.318
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>52.139.545</b>	<b>50.547.545</b>	<b>56.527.969</b>	<b>55.080.969</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	52.139.545	50.547.545	56.527.969	55.080.969
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>3.073.437</b>	<b>3.073.437</b>	<b>3.063.437</b>	<b>3.063.437</b>
Transferts aux autres collectivités	3.073.437	3.073.437	3.063.437	3.063.437
<b>Action européenne</b>	<b>66.276.298</b>	<b>66.276.298</b>	<b>69.293.539</b>	<b>69.293.539</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>8.952.884</b>	<b>8.952.884</b>	<b>9.103.645</b>	<b>9.103.645</b>
Rémunérations d'activité	7.553.434	7.553.434	7.740.529	7.740.529
Cotisations et contributions sociales	1.349.506	1.349.506	1.354.664	1.354.664
Prestations sociales et allocations diverses	49.944	49.944	8.452	8.452
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>13.114.681</b>	<b>13.114.681</b>	<b>12.437.318</b>	<b>12.437.318</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	13.114.681	13.114.681	12.437.318	12.437.318
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>766.403</b>	<b>766.403</b>	<b>804.614</b>	<b>804.614</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	766.403	766.403	804.614	804.614
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>43.442.330</b>	<b>43.442.330</b>	<b>46.947.962</b>	<b>46.947.962</b>
Transferts aux autres collectivités	43.442.330	43.442.330	46.947.962	46.947.962
<b>Régulation de la mondialisation</b>	<b>259.261.236</b>	<b>259.261.236</b>	<b>260.311.435</b>	<b>260.311.435</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>259.261.236</b>	<b>259.261.236</b>	<b>260.311.435</b>	<b>260.311.435</b>
Transferts aux autres collectivités	259.261.236	259.261.236	260.311.435	260.311.435
<b>Contribution à la sécurité internationale</b>	<b>212.590.600</b>	<b>212.590.600</b>	<b>212.222.978</b>	<b>212.222.978</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>67.297</b>	<b>67.297</b>	<b>67.297</b>	<b>67.297</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	67.297	67.297	67.297	67.297
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>212.523.303</b>	<b>212.523.303</b>	<b>212.155.681</b>	<b>212.155.681</b>
Transferts aux autres collectivités	212.523.303	212.523.303	212.155.681	212.155.681
<b>Coopération militaire et de défense</b>	<b>94.752.984</b>	<b>94.752.984</b>	<b>94.752.984</b>	<b>94.752.984</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>46.170.840</b>	<b>46.170.840</b>	<b>45.543.369</b>	<b>45.543.369</b>

## Action extérieure de l'État

<b>Action de la France en Europe et dans le monde</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Rémunérations d'activité	46.169.676	46.169.676	45.542.156	45.542.156
Prestations sociales et allocations diverses	1.164	1.164	1.213	1.213
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.432.144</b>	<b>6.432.144</b>	<b>6.359.615</b>	<b>6.359.615</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.432.144	6.432.144	6.359.615	6.359.615
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>42.150.000</b>	<b>42.150.000</b>	<b>42.850.000</b>	<b>42.850.000</b>
Transferts aux ménages	17.726.728	17.726.728	18.200.490	18.200.490
Transferts aux autres collectivités	24.423.272	24.423.272	24.649.510	24.649.510
<b>Soutien</b>	<b>149.794.828</b>	<b>149.794.828</b>	<b>150.793.467</b>	<b>150.695.467</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>71.164.253</b>	<b>71.164.253</b>	<b>69.422.372</b>	<b>69.422.372</b>
Rémunérations d'activité	56.366.101	56.366.101	56.843.650	56.843.650
Cotisations et contributions sociales	12.335.995	12.335.995	11.503.786	11.503.786
Prestations sociales et allocations diverses	2.462.157	2.462.157	1.074.936	1.074.936
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>66.606.461</b>	<b>66.606.461</b>	<b>68.547.090</b>	<b>68.547.090</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	66.606.461	66.606.461	68.547.090	68.547.090
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>12.024.114</b>	<b>12.024.114</b>	<b>12.824.005</b>	<b>12.726.005</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.747.767	10.747.767	11.501.904	11.403.904
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	1.276.347	1.276.347	1.322.101	1.322.101

**Rayonnement culturel et scientifique**

(en euros)

<b>Rayonnement culturel et scientifique</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Animation du réseau</b>	<b>66.852.054</b>	<b>66.852.054</b>	<b>69.200.972</b>	<b>69.200.972</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>50.222.172</b>	<b>50.222.172</b>	<b>45.770.936</b>	<b>45.770.936</b>
Rémunérations d'activité	42.908.443	42.908.443	38.611.865	38.611.865
Cotisations et contributions sociales	6.667.325	6.667.325	6.845.712	6.845.712
Prestations sociales et allocations diverses	646.404	646.404	313.359	313.359
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>800.318</b>	<b>800.318</b>	<b>907.260</b>	<b>907.260</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	800.318	800.318	907.260	907.260
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>141.232</b>	<b>141.232</b>	<b>148.471</b>	<b>148.471</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	141.232	141.232	148.471	148.471
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>15.688.332</b>	<b>15.688.332</b>	<b>22.374.305</b>	<b>22.374.305</b>
Transferts aux ménages	30.903	30.903	37.139	37.139
Transferts aux autres collectivités	15.657.429	15.657.429	22.337.166	22.337.166
<b>Promotion de l'usage de la langue française et de la diversité culturelle</b>	<b>243.154.774</b>	<b>242.552.432</b>	<b>239.247.162</b>	<b>238.624.713</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>53.355.503</b>	<b>53.355.503</b>	<b>48.202.351</b>	<b>48.202.351</b>
Rémunérations d'activité	48.581.225	48.581.225	43.483.890	43.483.890

## Action extérieure de l'État

<b>Rayonnement culturel et scientifique</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Cotisations et contributions sociales	4.455.961	4.455.961	4.549.099	4.549.099
Prestations sociales et allocations diverses	318.317	318.317	169.362	169.362
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.040.453</b>	<b>11.040.453</b>	<b>15.478.280</b>	<b>15.478.280</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11.040.453	11.040.453	15.478.280	15.478.280
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.338.158</b>	<b>735.816</b>	<b>1.486.177</b>	<b>863.728</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.338.158	735.816	1.486.177	863.728
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>177.420.660</b>	<b>177.420.660</b>	<b>174.080.354</b>	<b>174.080.354</b>
Transferts aux ménages	5.463.567	5.463.567	5.612.768	5.612.768
Transferts aux autres collectivités	171.957.093	171.957.093	168.467.586	168.467.586
<b>Renforcement des échanges scientifiques, techniques et universitaires</b>	<b>37.081.561</b>	<b>37.081.561</b>	<b>37.740.328</b>	<b>37.740.328</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>10.805.864</b>	<b>10.805.864</b>	<b>11.303.330</b>	<b>11.303.330</b>
Rémunérations d'activité	9.710.667	9.710.667	10.354.329	10.354.329
Cotisations et contributions sociales	1.012.995	1.012.995	924.649	924.649
Prestations sociales et allocations diverses	82.202	82.202	24.352	24.352
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>960.161</b>	<b>960.161</b>	<b>1.783.352</b>	<b>1.783.352</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	960.161	960.161	1.783.352	1.783.352
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>25.315.536</b>	<b>25.315.536</b>	<b>24.653.646</b>	<b>24.653.646</b>
Transferts aux ménages	16.973.037	16.973.037	17.499.685	17.499.685
Transferts aux autres collectivités	8.342.499	8.342.499	7.153.961	7.153.961

**Français à l'étranger et étrangers en France**

(en euros)

<b>Français à l'étranger et étrangers en France</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Offre d'un service public de qualité aux français de l'étranger</b>	<b>144.674.982</b>	<b>144.674.982</b>	<b>145.770.928</b>	<b>145.770.928</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>118.386.776</b>	<b>118.386.776</b>	<b>118.966.057</b>	<b>118.966.057</b>
Rémunérations d'activité	100.290.628	100.290.628	101.852.691	101.852.691
Cotisations et contributions sociales	17.099.549	17.099.549	16.858.985	16.858.985
Prestations sociales et allocations diverses	996.599	996.599	254.381	254.381
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.561.158</b>	<b>3.561.158</b>	<b>4.026.196</b>	<b>4.026.196</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.561.158	3.561.158	4.026.196	4.026.196
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>95.769</b>	<b>95.769</b>	<b>99.030</b>	<b>99.030</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	95.769	95.769	99.030	99.030
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>22.631.279</b>	<b>22.631.279</b>	<b>22.679.645</b>	<b>22.679.645</b>
Transferts aux ménages	646.483	646.483	500.000	500.000
Transferts aux autres collectivités	21.984.796	21.984.796	22.179.645	22.179.645
<b>Service public d'enseignement à l'étranger</b>	<b>341.733.650</b>	<b>341.733.650</b>	<b>334.934.543</b>	<b>334.934.543</b>

## Action extérieure de l'État

<b>Français à l'étranger et étrangers en France</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>		<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>					
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>1.284.850</b>	<b>1.284.850</b>	<b>1.164.423</b>	<b>1.164.423</b>
Rémunérations d'activité		949.344	949.344	929.247	929.247
Cotisations et contributions sociales		237.990	237.990	217.173	217.173
Prestations sociales et allocations diverses		97.516	97.516	18.003	18.003
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>332.279.800</b>	<b>332.279.800</b>	<b>324.696.120</b>	<b>324.696.120</b>
Subventions pour charges de service public		332.279.800	332.279.800	324.696.120	324.696.120
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>8.169.000</b>	<b>8.169.000</b>	<b>9.074.000</b>	<b>9.074.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		8.169.000	8.169.000	9.074.000	9.074.000
<b>Instruction des demandes de visa</b>		<b>71.773.063</b>	<b>71.773.063</b>	<b>74.648.726</b>	<b>74.648.726</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>71.773.063</b>	<b>71.773.063</b>	<b>74.648.726</b>	<b>74.648.726</b>
Rémunérations d'activité		62.220.514	62.220.514	64.633.058	64.633.058
Cotisations et contributions sociales		9.436.942	9.436.942	9.929.733	9.929.733
Prestations sociales et allocations diverses		115.607	115.607	85.935	85.935
<b>Garantie de l'exercice du droit d'asile</b>		<b>40.545.085</b>	<b>40.545.085</b>	<b>48.554.930</b>	<b>48.554.930</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>1.906.396</b>	<b>1.906.396</b>	<b>1.815.020</b>	<b>1.815.020</b>
Rémunérations d'activité		1.456.509	1.456.509	1.455.506	1.455.506
Cotisations et contributions sociales		370.462	370.462	344.807	344.807
Prestations sociales et allocations diverses		79.425	79.425	14.707	14.707
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>38.197.375</b>	<b>38.197.375</b>	<b>46.348.310</b>	<b>46.348.310</b>
Subventions pour charges de service public		38.197.375	38.197.375	46.348.310	46.348.310
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>441.314</b>	<b>441.314</b>	<b>391.600</b>	<b>391.600</b>
Transferts aux ménages		441.314	441.314	391.600	391.600

## Mission Administration générale et territoriale de l'État

La mission *Administration générale et territoriale de l'État* est une mission ministérielle composée de trois programmes :

- Le programme *Administration territoriale* ;
- Le programme *Vie politique, culturelle et associative* ;
- Le programme *Soutien des politiques de l'intérieur*.

---

### Programme Administration territoriale

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.535.180.465	1.662.370.662

Ce programme, dont le Secrétaire général du ministère est responsable, recouvre l'ensemble des missions des préfetures (de département, de région, de zone) et des sous-préfetures.

Les fonctions exercées sont de deux natures, selon qu'elles sont mises en œuvre pour le compte du ministre de l'intérieur, ou d'un autre ministre en vertu du principe constitutionnel qui fait du préfet le représentant de chacun des membres du gouvernement.

Les membres du cadre national des préfetures et du corps préfectoral constituent les principaux acteurs de ce programme. Au total, ce sont plus de 30 000 agents qui contribuent directement à sa réalisation, au sein d'une administration territoriale qui en compte 300 000.

En administration centrale, le pilotage de ce réseau est assuré par la sous-direction de l'administration territoriale, au sein de la direction de la modernisation et de l'administration territoriale.

Les actions de ce programme représentent les activités des préfetures, telle qu'elle ressort des analyses effectuées lors de la globalisation de leurs crédits. Ces

activités ont été regroupées en 5 grandes catégories, qui constituent autant d'actions, complétées par l'animation du réseau des préfetures :

- la direction et la coordination des activités de sécurités publique et civile exercées par les préfetures.
- la délivrance des cartes d'identité, des passeports, des cartes grises et de la police des étrangers exercées par les préfetures.
- le contrôle et le conseil exercés par les préfetures et les sous-préfetures au profit des collectivités territoriales.
- l'animation et la coordination des services déconcentrés
- la gestion du Feder exercée par les SGAR et les préfetures de département.
- l'animation du réseau des préfetures, relève, quant à elle, de la sous-direction de l'administration territoriale.

L'essentiel du financement de ce programme provient des chapitres 37-30 et 32-97 (Pensions).

---

### Programme Vie politique, culturelle et associative

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
408.411.901	179.389.990

Ce programme, dont le Secrétaire général du ministère est responsable, a pour finalité la mise en œuvre des lois de 1901 sur la liberté associative, de 1905 sur la

séparation de l'Eglise et de l'Etat, de 1988 et 1990 sur le financement de la vie politique

Les activités de deux services sont retracées par les actions de ce programme : en premier lieu, la direction

de la modernisation et de l'administration pour le ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (MISILL); en second lieu, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), créée par la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques.

Les 5 actions entre lesquelles se répartissent les activités de ce programme résultent du champ d'application des trois lois évoquées précédemment :

- Le financement des partis politiques par l'Etat est l'application des lois sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.
- L'organisation des élections, sous l'égide des préfetures, permet de garantir la régularité des scrutins.
- La CNCCFP, qui est une autorité administrative indépendante, contrôle les comptes de campagne des

candidats à toutes les élections, à l'exception de la campagne présidentielle, et vérifie le respect des obligations légales faites aux partis et groupements politiques et aux associations qui les financent.

- L'action tournée vers les cultes et l'organisation des grandes religions en France recouvre aussi bien la tutelle administrative exercée sur les congrégations religieuses que l'application du Concordat dans les départements du bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

- La vie associative est l'objet de la dernière action, qui regroupe aussi les activités de soutien du programme (hors CNCCFP)

Le financement de ce programme est essentiellement assuré par les chapitres 31-21, 41-61, et 37-61.

---

## Programme Soutien des politiques de l'intérieur

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
477.904.691	495.250.180

Ce programme, dont le Secrétaire général du ministère est responsable, comprend les fonctions d'état-major et les fonctions de gestion des moyens dont la finalité est de concourir à la réalisation des autres programmes pilotés par le MISILL.

Les services dont les activités sont retracées par les actions de ce programme sont les cabinets des ministres, l'Inspection générale de l'administration, le secrétariat général et la direction des libertés publiques et des affaires juridiques.

Il est structuré autour des fonctions classiques d'un programme soutien :

- une fonction de commandement, qui comprend essentiellement les ministres, leurs cabinets, le secrétaire général et le service de communication.
- une fonction d'expertise et d'études qui retrace les activités de l'inspection générale de l'administration, du centre d'études et de prospective ou encore de l'IHESI
- une fonction systèmes d'information qui assure l'ingénierie, l'équipement et l'exploitation des systèmes

d'information et de communication transverses au ministère, y compris dans sa composante territoriale.

- une fonction de gestion des ressources humaines, qui a pour but d'assurer l'allocation optimale des ressources humaines (hors police).

- une fonction financière, immobilière, et de contrôle de gestion, qui assure le pilotage de gestion et la programmation immobilière du ministère.

- une fonction réglementation et contentieux qui retrace les activités de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques dans sa dimension de producteur de normes relatives à l'exercice des libertés publiques et de conseil juridique du ministère.

Le financement de ce programme est assuré par un grand nombre de chapitres, de tous les titres car il y figure des dépenses de personnel (31-01 et suivants) des chapitres de fonctionnement (34-01 et suivants) et de l'investissement (57-40).

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Administration territoriale</b>	<b>1.537.579.948</b>	<b>1.535.180.465</b>	<b>1.659.806.138</b>	<b>1.662.370.662</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.255.793.608</b>	<b>1.255.793.608</b>	<b>1.332.093.584</b>	<b>1.332.093.584</b>
Rémunérations d'activité	767.758.284	767.758.284	810.090.709	810.090.709
Cotisations et contributions sociales	464.948.133	464.948.133	497.956.119	497.956.119
Prestations sociales et allocations diverses	23.087.191	23.087.191	24.046.756	24.046.756
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>242.195.286</b>	<b>242.195.286</b>	<b>244.324.987</b>	<b>244.324.987</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	242.195.286	242.195.286	244.324.987	244.324.987
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>39.591.054</b>	<b>37.191.571</b>	<b>44.927.567</b>	<b>54.140.091</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	39.591.054	37.191.571	44.927.567	54.140.091
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>38.460.000</b>	<b>31.812.000</b>
Transferts aux collectivités locales	0	0	38.460.000	31.812.000
<b>Vie politique, culturelle et associative</b>	<b>408.411.901</b>	<b>408.411.901</b>	<b>179.589.990</b>	<b>179.389.990</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>59.477.699</b>	<b>59.477.699</b>	<b>60.921.918</b>	<b>60.921.918</b>
Rémunérations d'activité	34.907.919	34.907.919	34.604.778	34.604.778
Cotisations et contributions sociales	24.290.914	24.290.914	26.175.457	26.175.457
Prestations sociales et allocations diverses	278.866	278.866	141.683	141.683
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>267.105.804</b>	<b>267.105.804</b>	<b>36.844.014</b>	<b>36.844.014</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	267.105.804	267.105.804	36.844.014	36.844.014
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>500.000</b>	<b>500.000</b>	<b>500.000</b>	<b>300.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	500.000	500.000	500.000	300.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>81.328.398</b>	<b>81.328.398</b>	<b>81.324.058</b>	<b>81.324.058</b>
Transferts aux collectivités locales	1.063.990	1.063.990	1.059.650	1.059.650
Transferts aux autres collectivités	80.264.408	80.264.408	80.264.408	80.264.408
<b>Soutien des politiques de l'intérieur</b>	<b>489.494.547</b>	<b>477.904.691</b>	<b>497.646.509</b>	<b>495.250.180</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>234.782.379</b>	<b>234.782.379</b>	<b>240.808.391</b>	<b>240.808.391</b>
Rémunérations d'activité	116.830.472	116.830.472	122.379.035	122.379.035
Cotisations et contributions sociales	110.557.095	110.557.095	115.560.713	115.560.713
Prestations sociales et allocations diverses	7.394.812	7.394.812	2.868.643	2.868.643
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>218.615.239</b>	<b>218.615.239</b>	<b>229.151.766</b>	<b>229.151.766</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	218.615.239	218.615.239	229.151.766	229.151.766
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>35.045.058</b>	<b>23.455.202</b>	<b>27.026.281</b>	<b>24.629.952</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	35.045.058	23.455.202	27.026.281	24.629.952
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.051.871</b>	<b>1.051.871</b>	<b>660.071</b>	<b>660.071</b>
Transferts aux autres collectivités	1.051.871	1.051.871	660.071	660.071

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Administration territoriale**

(en euros)

Administration territoriale <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Coordination de la sécurité des personnes et des biens</b>	<b>167.964.386</b>	<b>167.964.386</b>	<b>176.836.220</b>	<b>176.229.668</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>133.989.843</b>	<b>133.989.843</b>	<b>141.612.604</b>	<b>141.612.604</b>
Rémunérations d'activité	118.965.651	118.965.651	125.779.034	125.779.034
Cotisations et contributions sociales	11.459.988	11.459.988	12.097.559	12.097.559
Prestations sociales et allocations diverses	3.564.204	3.564.204	3.736.011	3.736.011
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>33.974.543</b>	<b>33.974.543</b>	<b>33.369.095</b>	<b>33.369.095</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	33.974.543	33.974.543	33.369.095	33.369.095
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.854.521</b>	<b>1.247.969</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	1.854.521	1.247.969
<b>Garantie de l'identité et de la nationalité, délivrance de titres</b>	<b>424.867.253</b>	<b>424.867.253</b>	<b>447.072.650</b>	<b>445.589.036</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>327.700.900</b>	<b>327.700.900</b>	<b>346.470.535</b>	<b>346.470.535</b>
Rémunérations d'activité	290.956.022	290.956.022	307.598.231	307.598.231
Cotisations et contributions sociales	28.027.859	28.027.859	29.621.229	29.621.229
Prestations sociales et allocations diverses	8.717.019	8.717.019	9.251.075	9.251.075
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>97.166.353</b>	<b>97.166.353</b>	<b>96.065.994</b>	<b>96.065.994</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	97.166.353	97.166.353	96.065.994	96.065.994
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4.536.121</b>	<b>3.052.507</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	4.536.121	3.052.507
<b>Contrôle de légalité et conseil aux collectivités territoriales</b>	<b>142.770.645</b>	<b>142.770.645</b>	<b>150.414.084</b>	<b>149.888.304</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>116.138.215</b>	<b>116.138.215</b>	<b>122.754.644</b>	<b>122.754.644</b>
Rémunérations d'activité	103.115.716	103.115.716	108.966.984	108.966.984
Cotisations et contributions sociales	9.933.160	9.933.160	10.496.412	10.496.412
Prestations sociales et allocations diverses	3.089.339	3.089.339	3.291.248	3.291.248
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>26.632.430</b>	<b>26.632.430</b>	<b>26.051.878</b>	<b>26.051.878</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	26.632.430	26.632.430	26.051.878	26.051.878
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.607.562</b>	<b>1.081.782</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	1.607.562	1.081.782
<b>Pilotage territorial des politiques gouvernementales</b>	<b>334.603.468</b>	<b>334.603.468</b>	<b>352.087.715</b>	<b>350.893.661</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>263.719.800</b>	<b>263.719.800</b>	<b>278.688.623</b>	<b>278.688.623</b>
Rémunérations d'activité	234.149.082	234.149.082	247.466.246	247.466.246
Cotisations et contributions sociales	22.555.634	22.555.634	23.839.308	23.839.308
Prestations sociales et allocations diverses	7.015.084	7.015.084	7.383.069	7.383.069
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>70.883.668</b>	<b>70.883.668</b>	<b>69.748.295</b>	<b>69.748.295</b>

## Administration générale et territoriale de l'État

Administration territoriale <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	70.883.668	70.883.668	69.748.295	69.748.295
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	3.650.797	2.456.743
<b>Participation de l' Union européenne à des projets cofinancés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Animation du réseau des préfetures</b>	<b>467.374.196</b>	<b>464.974.713</b>	<b>533.395.470</b>	<b>539.769.994</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>414.244.850</b>	<b>414.244.850</b>	<b>442.567.179</b>	<b>442.567.179</b>
Rémunérations d'activité	20.571.813	20.571.813	20.280.214	20.280.214
Cotisations et contributions sociales	392.971.492	392.971.492	421.901.611	421.901.611
Prestations sociales et allocations diverses	701.545	701.545	385.354	385.354
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>13.538.292</b>	<b>13.538.292</b>	<b>19.089.724</b>	<b>19.089.724</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	13.538.292	13.538.292	19.089.724	19.089.724
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>39.591.054</b>	<b>37.191.571</b>	<b>33.278.567</b>	<b>46.301.091</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	39.591.054	37.191.571	33.278.567	46.301.091
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>38.460.000</b>	<b>31.812.000</b>
Transferts aux collectivités locales	0	0	38.460.000	31.812.000

**Vie politique, culturelle et associative**

(en euros)

Vie politique, culturelle et associative <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Financement des partis</b>	<b>80.264.408</b>	<b>80.264.408</b>	<b>80.264.408</b>	<b>80.264.408</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>80.264.408</b>	<b>80.264.408</b>	<b>80.264.408</b>	<b>80.264.408</b>
Transferts aux autres collectivités	80.264.408	80.264.408	80.264.408	80.264.408
<b>Organisation des élections</b>	<b>264.885.368</b>	<b>264.885.368</b>	<b>35.287.796</b>	<b>35.287.796</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>264.885.368</b>	<b>264.885.368</b>	<b>35.287.796</b>	<b>35.287.796</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	264.885.368	264.885.368	35.287.796	35.287.796
<b>Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques</b>	<b>3.826.913</b>	<b>3.826.913</b>	<b>3.154.779</b>	<b>3.154.779</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.779.398</b>	<b>1.779.398</b>	<b>1.778.963</b>	<b>1.778.963</b>
Rémunérations d'activité	1.264.276	1.264.276	1.232.504	1.232.504
Cotisations et contributions sociales	466.109	466.109	497.446	497.446
Prestations sociales et allocations diverses	49.013	49.013	49.013	49.013
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.047.515</b>	<b>2.047.515</b>	<b>1.375.816</b>	<b>1.375.816</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.047.515	2.047.515	1.375.816	1.375.816

<b>Vie politique, culturelle et associative</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Cultes</b>	<b>35.571.566</b>	<b>35.571.566</b>	<b>35.572.150</b>	<b>35.572.150</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>34.507.576</b>	<b>34.507.576</b>	<b>34.512.500</b>	<b>34.512.500</b>
Rémunérations d'activité	31.248.274	31.248.274	31.007.934	31.007.934
Cotisations et contributions sociales	3.106.247	3.106.247	3.456.009	3.456.009
Prestations sociales et allocations diverses	153.055	153.055	48.557	48.557
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.063.990</b>	<b>1.063.990</b>	<b>1.059.650</b>	<b>1.059.650</b>
Transferts aux collectivités locales	1.063.990	1.063.990	1.059.650	1.059.650
<b>Vie associative et soutien</b>	<b>23.863.646</b>	<b>23.863.646</b>	<b>25.310.857</b>	<b>25.110.857</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>23.190.725</b>	<b>23.190.725</b>	<b>24.630.455</b>	<b>24.630.455</b>
Rémunérations d'activité	2.395.369	2.395.369	2.364.340	2.364.340
Cotisations et contributions sociales	20.718.558	20.718.558	22.222.002	22.222.002
Prestations sociales et allocations diverses	76.798	76.798	44.113	44.113
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>172.921</b>	<b>172.921</b>	<b>180.402</b>	<b>180.402</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	172.921	172.921	180.402	180.402
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>500.000</b>	<b>500.000</b>	<b>500.000</b>	<b>300.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	500.000	500.000	500.000	300.000

### Soutien des politiques de l'intérieur

(en euros)

<b>Soutien des politiques de l'intérieur</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>État-major</b>	<b>14.718.119</b>	<b>14.718.119</b>	<b>14.513.543</b>	<b>14.513.543</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>9.579.295</b>	<b>9.579.295</b>	<b>9.354.705</b>	<b>9.354.705</b>
Rémunérations d'activité	8.332.156	8.332.156	8.158.244	8.158.244
Cotisations et contributions sociales	899.818	899.818	986.946	986.946
Prestations sociales et allocations diverses	347.321	347.321	209.515	209.515
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.138.824</b>	<b>5.138.824</b>	<b>5.158.838</b>	<b>5.158.838</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5.138.824	5.138.824	5.158.838	5.158.838
<b>Expertise, audit, prévision, études</b>	<b>13.289.886</b>	<b>13.158.886</b>	<b>13.324.298</b>	<b>13.279.298</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>7.286.061</b>	<b>7.286.061</b>	<b>7.470.877</b>	<b>7.470.877</b>
Rémunérations d'activité	6.363.624	6.363.624	6.538.624	6.538.624
Cotisations et contributions sociales	693.550	693.550	771.072	771.072
Prestations sociales et allocations diverses	228.887	228.887	161.181	161.181
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.169.954</b>	<b>5.169.954</b>	<b>5.548.350</b>	<b>5.548.350</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5.169.954	5.169.954	5.548.350	5.548.350
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>282.000</b>	<b>151.000</b>	<b>145.000</b>	<b>100.000</b>

## Administration générale et territoriale de l'État

<b>Soutien des politiques de l'intérieur</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	282.000	151.000	145.000	100.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>551.871</b>	<b>551.871</b>	<b>160.071</b>	<b>160.071</b>
Transferts aux autres collectivités	551.871	551.871	160.071	160.071
<b>Système d'information et de communication</b>	<b>178.281.684</b>	<b>165.822.828</b>	<b>174.856.085</b>	<b>173.304.756</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>56.071.399</b>	<b>56.071.399</b>	<b>57.477.632</b>	<b>57.477.632</b>
Rémunérations d'activité	48.872.236	48.872.236	50.406.784	50.406.784
Cotisations et contributions sociales	5.743.273	5.743.273	6.107.087	6.107.087
Prestations sociales et allocations diverses	1.455.890	1.455.890	963.761	963.761
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>92.947.227</b>	<b>92.947.227</b>	<b>100.397.172</b>	<b>100.397.172</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	92.947.227	92.947.227	100.397.172	100.397.172
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>29.263.058</b>	<b>16.804.202</b>	<b>16.981.281</b>	<b>15.429.952</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	29.263.058	16.804.202	16.981.281	15.429.952
<b>Fonction soutien de gestion des ressources humaines</b>	<b>179.097.506</b>	<b>179.097.506</b>	<b>177.177.490</b>	<b>176.677.490</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>141.530.582</b>	<b>141.530.582</b>	<b>141.189.464</b>	<b>141.189.464</b>
Rémunérations d'activité	35.644.122	35.644.122	35.163.299	35.163.299
Cotisations et contributions sociales	101.291.869	101.291.869	104.957.102	104.957.102
Prestations sociales et allocations diverses	4.594.591	4.594.591	1.069.063	1.069.063
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>35.566.924</b>	<b>35.566.924</b>	<b>33.988.026</b>	<b>33.988.026</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	35.566.924	35.566.924	33.988.026	33.988.026
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.500.000</b>	<b>1.500.000</b>	<b>1.500.000</b>	<b>1.000.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.500.000	1.500.000	1.500.000	1.000.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>500.000</b>	<b>500.000</b>	<b>500.000</b>	<b>500.000</b>
Transferts aux autres collectivités	500.000	500.000	500.000	500.000
<b>Affaires financières et immobilières</b>	<b>14.818.449</b>	<b>15.818.449</b>	<b>25.076.706</b>	<b>24.776.706</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>8.233.295</b>	<b>8.233.295</b>	<b>13.564.350</b>	<b>13.564.350</b>
Rémunérations d'activité	7.220.592	7.220.592	11.981.974	11.981.974
Cotisations et contributions sociales	703.879	703.879	1.391.469	1.391.469
Prestations sociales et allocations diverses	308.824	308.824	190.907	190.907
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.585.154</b>	<b>2.585.154</b>	<b>3.112.356</b>	<b>3.112.356</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.585.154	2.585.154	3.112.356	3.112.356
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>4.000.000</b>	<b>5.000.000</b>	<b>8.400.000</b>	<b>8.100.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	4.000.000	5.000.000	8.400.000	8.100.000
<b>Conseil juridique et traitement du contentieux</b>	<b>78.534.959</b>	<b>78.534.959</b>	<b>82.122.844</b>	<b>82.122.844</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.100.916</b>	<b>2.100.916</b>	<b>1.981.492</b>	<b>1.981.492</b>
Rémunérations d'activité	1.808.090	1.808.090	1.685.591	1.685.591
Cotisations et contributions sociales	212.977	212.977	245.819	245.819
Prestations sociales et allocations diverses	79.849	79.849	50.082	50.082
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>76.434.043</b>	<b>76.434.043</b>	<b>80.141.352</b>	<b>80.141.352</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	76.434.043	76.434.043	80.141.352	80.141.352

## Administration générale et territoriale de l'État

<b>Soutien des politiques de l'intérieur</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Libertés publiques</b>		<b>10.753.944</b>	<b>10.753.944</b>	<b>10.575.543</b>	<b>10.575.543</b>
	<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>9.980.831</b>	<b>9.980.831</b>	<b>9.769.871</b>	<b>9.769.871</b>
	Rémunérations d'activité	8.589.652	8.589.652	8.444.518	8.444.518
	Cotisations et contributions sociales	1.011.729	1.011.729	1.101.218	1.101.218
	Prestations sociales et allocations diverses	379.450	379.450	224.135	224.135
	<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>773.113</b>	<b>773.113</b>	<b>805.672</b>	<b>805.672</b>
	Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	773.113	773.113	805.672	805.672

## Mission Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales

La mission *Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales* est une mission ministérielle composée de quatre programmes :

- Le programme *Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural* ;
- Le programme *Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés* ;
- Le programme *Forêt* ;
- Le programme *Soutien des politiques de l'agriculture*.

---

### Programme Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.617.160.031	1.535.662.779

Le programme « Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural », vise à répondre aux attentes de la société en matière de développement durable des territoires ruraux et des ressources halieutiques. L'objectif est de développer l'emploi en milieu rural et la vitalité des territoires ruraux en intégrant les aspects de viabilité économique des exploitations, la dimension sociale et les contraintes environnementales de l'agriculture.

Il se décline en 7 actions.

L'action « soutien aux territoires et aux acteurs ruraux » permet une meilleure prise en compte de la diversité de l'espace rural, elle regroupe les crédits des chapitres 31-15, 37-11, 43-23, 44-80, 46-32, 51-92, et 61-44.

L'action « politique du cheval » encourage l'amélioration des races et le développement économique de la filière en s'appuyant sur l'opérateur public que sont les Haras nationaux (chapitres 36-22, 37-11, 44-80 et 61-44).

« L'appui au renouvellement des exploitations agricoles » permet de favoriser l'installation en

agriculture et les départs liés à des restructurations de filières (chapitres 44-41, 44-42, 44-53, 44-80, 46-32).

L'action « modernisation et maîtrise des pollutions » permet d'accompagner l'adaptation des exploitations aux exigences environnementales (chapitres 37-11, 44-42, 44-53, 61-40).

L'action « mesures agroenvironnementales et territoriales » (chapitres 44-41, 44-53, 44-80, 44-84) s'inscrit dans le Règlement de développement rural favorisant les bonnes pratiques agricoles.

L'action « gestion durable des pêches maritimes et de l'aquaculture » vise à garantir une exploitation durable des ressources halieutiques (chapitres 36-22, 37-11, 44-36, 44-42, 64-36).

Une action spécifique correspond aux dépenses de personnel et de fonctionnement pour la mise en œuvre par les directions départementales de l'agriculture et de la forêt (DDAF) et le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), de ces politiques et de celles des programmes « valorisation des produits, orientation et régulation des marchés » et « forêt ».

---

### Programme Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
739.141.292	710.481.405

Ce programme vise à soutenir et favoriser un développement économique des exploitations et des

entreprises à la fois orientées vers des produits de qualité, mais aussi capables de s'adapter à des marchés nationaux et internationaux souvent instables. Il s'inscrit

dans le cadre du principal volet de la politique agricole commune qui a pour objectif d'améliorer la compétitivité des produits, d'adapter la production à la demande et de développer les débouchés tout en assurant un revenu équitable aux producteurs à un coût raisonnable pour le consommateur.

Quatre actions sont à distinguer : une politique d'aide à l'adaptation des filières aux marchés, sous la forme de diverses interventions sectorielles ou multi-sectorielles à caractère structurel afin d'optimiser les conditions de production et de commercialisation des produits ; la gestion des aléas de production avec un dispositif de soutien financier aux exploitations touchées par des calamités agricoles. L'action promotion des produits et du modèle agro-alimentaire français constitue le volet

international de la politique agricole nationale. Enfin, l'action gestion des aides nationales et communautaires regroupe les moyens alloués aux établissements publics placés sous la tutelle du ministère, désignés comme organismes payeurs des aides du premier pilier de la PAC et chargés de la mise en oeuvre et du paiement des mesures communautaires et nationales de ce programme.

Outre le chapitre 36-22 de subvention de fonctionnement à l'Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole (ACOFIA) et à l'Institut national des appellations d'origine (INAO), sont mobilisés les crédits des chapitres 37-11, 44-42, 44-53 (offices agricoles essentiellement), 44-55, 44-70, 46-33, 61-61, et 61-83).

---

## Programme Forêt

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
347.611.347	325.298.574

L'objectif de la politique forestière du ministère est de parvenir à l'équilibre des trois grandes fonctions — écologique, économique et sociale — de la forêt, dans une perspective de développement durable. Malgré l'intérêt croissant de la société pour les fonctions environnementales et sociales de la forêt, la fonction économique reste la seule à même d'assurer le financement de la gestion forestière, qui subit directement les contraintes des cours du marché mondial en l'absence d'une organisation communautaire du marché.

Ce programme vise à assurer le développement de l'ensemble de la filière forêt-bois, à travers quatre actions : le développement durable de la filière-bois, avec notamment le double objectif d'amélioration de la compétitivité de la filière et d'accroissement de la récolte de bois ; dans le même cadre, les deux actions suivantes regroupent les éléments spécifiques à la propriété publique ou privée des forêts : la gestion du patrimoine forestier public (forêts de l'Etat et des collectivités territoriales) relève du « régime forestier » mis en oeuvre

par l'Office national des forêts ; l'amélioration de la gestion des forêts privées repose notamment sur des incitations à la réduction du morcellement et à la présentation de garanties de gestion durable par les propriétaires.

La dernière action « prévention des risques et protection de la forêt » vise à préserver et renforcer les fonctions naturelles de protection des sols et de régulation du régime des eaux de la forêt, tout en organisant la protection de la forêt elle-même contre les incendies.

L'Office national des forêts (ONF) et le Centre national professionnel de la propriété forestière sont des acteurs majeurs dans la réalisation de ce programme.

Ce programme regroupe les crédits du titre III (chapitres 31-15, 35-92, 36-22), du titre IV (chapitres 44-42 et 44-92), du titre V pour la sauvegarde du domaine forestier de l'Etat (chapitre 51-92), et du titre VI (chapitres 61-02, 61-45 et 61-83).

---

## Programme Soutien des politiques de l'agriculture

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
398.974.619	410.496.813

Le programme support du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales correspond aux crédits non ventilables a priori dans les programmes opérationnels : crédits afférents aux fonctions de contrôle et de pilotage des politiques ; crédits mutualisés contribuant au fonctionnement et à la modernisation des services ou à la formation des agents ; moyens en personnel et en fonctionnement des directions régionales de l'agriculture et de la forêt, échelons de coordination et d'animation des services départementaux.

La première action regroupe les « Moyens de l'administration centrale » : totalité des charges de personnel et de fonctionnement de l'administration centrale ainsi que des services et conseils. Elle recouvre également les crédits d'action sociale (33-92), de formation continue, les projets informatiques transversaux ou structurants et les dépenses de fonctionnement commun à l'ensemble des services

déconcentrés du ministère (chapitre 34-97). La communication institutionnelle, les frais judiciaires et les réparations civiles sont également inscrits dans cette action

La seconde action, « Evaluation de l'impact des politiques publiques et information économique », vise à la construction de diagnostics partagés, sur la base de l'information conjoncturelle des marchés et de l'évolution des caractéristiques structurelles (chapitre 37-11) et économiques de l'agriculture française, en amont, pour la définition des politiques agricoles et rurales, mais aussi pour l'évaluation des politiques de l'agriculture et des territoires ruraux et la prospective (chapitre 37-14 – Statistiques).

La troisième action regroupe les moyens des directions régionales de l'agriculture et de la forêt, à l'exception des moyens mutualisés (loyers, action sociale, formation continue) qui figurent dans la première action (chapitre 34-97).

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</b>	<b>1.750.618.031</b>	<b>1.617.160.031</b>	<b>1.891.137.779</b>	<b>1.535.662.779</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>423.558.576</b>	<b>423.558.576</b>	<b>435.792.258</b>	<b>435.791.980</b>
Rémunérations d'activité	285.684.126	285.684.126	292.902.659	292.902.381
Cotisations et contributions sociales	129.307.894	129.307.894	138.141.474	138.141.474
Prestations sociales et allocations diverses	8.566.556	8.566.556	4.748.125	4.748.125
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>83.193.286</b>	<b>83.046.946</b>	<b>89.431.620</b>	<b>87.934.235</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	22.899.168	22.896.828	22.908.619	22.906.722
Subventions pour charges de service public	60.294.118	60.150.118	66.523.001	65.027.513
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>7.876.200</b>	<b>6.644.540</b>	<b>4.298.295</b>	<b>4.297.305</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	7.876.200	6.644.540	4.298.295	4.297.305
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.235.989.969</b>	<b>1.103.909.969</b>	<b>1.361.615.606</b>	<b>1.007.639.259</b>
Transferts aux ménages	93.726.620	91.819.080	126.745.830	91.659.469
Transferts aux entreprises	985.325.318	911.687.288	1.142.411.647	828.987.833
Transferts aux collectivités locales	77.124.820	23.736.330	16.165.137	13.109.453
Transferts aux autres collectivités	79.813.211	76.667.271	76.292.992	73.882.504
<b>Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</b>	<b>745.141.292</b>	<b>739.141.292</b>	<b>723.214.405</b>	<b>710.481.405</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.100.000</b>	<b>1.100.000</b>	<b>1.212.402</b>	<b>1.212.402</b>
Rémunérations d'activité	1.100.000	1.100.000	1.212.402	1.212.402
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>165.927.468</b>	<b>165.927.468</b>	<b>164.780.785</b>	<b>164.780.785</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.017.782	1.017.782	910.274	910.274
Subventions pour charges de service public	164.909.686	164.909.686	163.870.511	163.870.511
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>578.113.824</b>	<b>572.113.824</b>	<b>557.221.218</b>	<b>544.488.218</b>
Transferts aux entreprises	536.583.244	530.583.244	516.257.063	508.318.783
Transferts aux collectivités locales	250.000	250.000	0	0
Transferts aux autres collectivités	41.280.580	41.280.580	40.964.155	36.169.435
<b>Forêt</b>	<b>338.420.597</b>	<b>347.611.347</b>	<b>316.322.576</b>	<b>325.298.574</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>4.134.637</b>	<b>4.134.637</b>	<b>4.227.574</b>	<b>4.227.574</b>
Rémunérations d'activité	2.838.162	2.838.162	2.887.501	2.887.501
Cotisations et contributions sociales	1.214.199	1.214.199	1.300.346	1.300.346
Prestations sociales et allocations diverses	82.276	82.276	39.727	39.727
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>181.763.110</b>	<b>181.763.110</b>	<b>192.048.920</b>	<b>193.790.859</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	8.719.400	8.719.400	8.546.562	8.491.349
Subventions pour charges de service public	173.043.710	173.043.710	183.502.358	185.299.510
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.560.000</b>	<b>5.565.000</b>	<b>5.239.449</b>	<b>5.188.251</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.560.000	5.565.000	5.239.449	5.188.251
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>146.962.850</b>	<b>156.148.600</b>	<b>114.806.633</b>	<b>122.091.890</b>
Transferts aux ménages	1.022.400	1.015.920	153.306	159.975
Transferts aux entreprises	98.626.840	108.122.320	90.904.516	97.709.158

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Transferts aux collectivités locales	4.725.250	4.715.910	6.462.159	6.922.850
Transferts aux autres collectivités	42.588.360	42.294.450	17.286.652	17.299.907
<b>Soutien des politiques de l'agriculture</b>	<b>400.928.619</b>	<b>398.974.619</b>	<b>407.662.813</b>	<b>410.496.813</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>267.051.710</b>	<b>267.051.710</b>	<b>277.156.796</b>	<b>277.156.796</b>
Rémunérations d'activité	180.481.808	180.481.808	185.745.117	185.745.117
Cotisations et contributions sociales	80.853.366	80.853.366	86.978.810	86.978.810
Prestations sociales et allocations diverses	5.716.536	5.716.536	4.432.869	4.432.869
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>113.176.079</b>	<b>113.176.079</b>	<b>112.766.229</b>	<b>112.766.229</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	106.353.792	106.353.792	105.957.587	105.957.587
Subventions pour charges de service public	6.822.287	6.822.287	6.808.642	6.808.642
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>20.567.554</b>	<b>18.613.554</b>	<b>17.606.523</b>	<b>20.440.523</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.209.391	8.255.391	7.311.014	10.145.014
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	10.358.163	10.358.163	10.295.509	10.295.509
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>133.276</b>	<b>133.276</b>	<b>133.265</b>	<b>133.265</b>
Transferts aux autres collectivités	133.276	133.276	133.265	133.265

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural**

(en euros)

Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Soutien aux territoires et aux acteurs ruraux</b>	<b>124.859.626</b>	<b>61.994.626</b>	<b>45.045.751</b>	<b>45.831.750</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.278.010</b>	<b>1.278.010</b>	<b>1.309.714</b>	<b>1.309.714</b>
Rémunérations d'activité	991.205	991.205	1.001.923	1.001.923
Cotisations et contributions sociales	264.277	264.277	285.453	285.453
Prestations sociales et allocations diverses	22.528	22.528	22.338	22.338
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.269.710</b>	<b>2.123.370</b>	<b>1.778.174</b>	<b>1.858.199</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.093.710	1.091.370	861.898	861.888
Subventions pour charges de service public	1.176.000	1.032.000	916.276	996.311
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>376.200</b>	<b>144.540</b>	<b>297.000</b>	<b>296.010</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	376.200	144.540	297.000	296.010
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>120.935.706</b>	<b>58.448.706</b>	<b>41.660.863</b>	<b>42.367.827</b>
Transferts aux ménages	2.677.640	770.100	355.790	339.638
Transferts aux entreprises	8.429.355	3.344.325	2.022.123	2.059.378
Transferts aux collectivités locales	75.375.500	22.086.010	8.488.590	9.156.258
Transferts aux autres collectivités	34.453.211	32.248.271	30.794.360	30.812.553
<b>Politique du cheval</b>	<b>65.620.959</b>	<b>64.580.959</b>	<b>63.941.825</b>	<b>63.407.825</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>13.414.459</b>	<b>13.414.459</b>	<b>13.702.248</b>	<b>13.702.248</b>
Rémunérations d'activité	9.146.518	9.146.518	9.349.827	9.349.827
Cotisations et contributions sociales	4.003.316	4.003.316	4.233.050	4.233.050
Prestations sociales et allocations diverses	264.625	264.625	119.371	119.371
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>28.137.400</b>	<b>28.137.400</b>	<b>28.050.275</b>	<b>28.050.275</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	115.000	115.000	83.920	83.920
Subventions pour charges de service public	28.022.400	28.022.400	27.966.355	27.966.355
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>24.069.100</b>	<b>23.029.100</b>	<b>22.189.302</b>	<b>21.655.302</b>
Transferts aux entreprises	10.897.600	10.897.600	10.875.805	10.875.805
Transferts aux collectivités locales	511.500	412.500	330.000	263.340
Transferts aux autres collectivités	12.660.000	11.719.000	10.983.497	10.516.157
<b>Appui au renouvellement des exploitations agricoles</b>	<b>278.796.013</b>	<b>278.796.013</b>	<b>292.009.249</b>	<b>230.908.249</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.540.000</b>	<b>5.540.000</b>	<b>6.109.404</b>	<b>4.539.108</b>
Subventions pour charges de service public	5.540.000	5.540.000	6.109.404	4.539.108
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>273.256.013</b>	<b>273.256.013</b>	<b>285.899.845</b>	<b>226.369.141</b>
Transferts aux ménages	91.048.980	91.048.980	122.306.940	90.870.476
Transferts aux entreprises	176.007.033	176.007.033	155.962.093	129.829.195
Transferts aux autres collectivités	6.200.000	6.200.000	7.630.812	5.669.470
<b>Modernisation des exploitations et maîtrise des pollutions</b>	<b>139.537.223</b>	<b>70.984.223</b>	<b>189.542.709</b>	<b>71.179.710</b>

<b>Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i>				
<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>139.537.223</b>	<b>70.984.223</b>	<b>189.542.709</b>	<b>71.179.710</b>
Transferts aux ménages	0	0	4.083.100	449.356
Transferts aux entreprises	139.537.223	70.984.223	181.363.209	70.279.534
Transferts aux collectivités locales	0	0	4.096.400	450.820
<b>Mesures agro-environnementales et territoriales</b>	<b>624.904.786</b>	<b>624.904.786</b>	<b>765.132.000</b>	<b>588.980.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>624.904.786</b>	<b>624.904.786</b>	<b>765.132.000</b>	<b>588.980.000</b>
Transferts aux entreprises	624.904.786	624.904.786	765.132.000	588.980.000
<b>Gestion durable des pêches maritimes et de l'aquaculture</b>	<b>35.324.359</b>	<b>34.324.359</b>	<b>32.469.001</b>	<b>32.358.000</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>81.500</b>	<b>81.500</b>	<b>81.173</b>	<b>80.895</b>
Rémunérations d'activité	81.500	81.500	81.173	80.895
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.955.718</b>	<b>3.955.718</b>	<b>2.081.263</b>	<b>2.074.148</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	900.000	900.000	551.973	550.086
Subventions pour charges de service public	3.055.718	3.055.718	1.529.290	1.524.062
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>4.500.000</b>	<b>3.500.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	4.500.000	3.500.000	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>26.787.141</b>	<b>26.787.141</b>	<b>30.306.565</b>	<b>30.202.957</b>
Transferts aux entreprises	25.549.321	25.549.321	27.056.418	26.963.921
Transferts aux collectivités locales	1.237.820	1.237.820	3.250.147	3.239.036
<b>Mise en œuvre des politiques de l'agriculture et du développement rural, de valorisation des produits et orientation des marchés et de la forêt</b>	<b>481.575.065</b>	<b>481.575.065</b>	<b>502.997.247</b>	<b>502.997.247</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>408.784.607</b>	<b>408.784.607</b>	<b>420.699.124</b>	<b>420.699.124</b>
Rémunérations d'activité	275.464.903	275.464.903	282.469.737	282.469.737
Cotisations et contributions sociales	125.040.301	125.040.301	133.622.971	133.622.971
Prestations sociales et allocations diverses	8.279.403	8.279.403	4.606.416	4.606.416
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>43.290.458</b>	<b>43.290.458</b>	<b>51.412.504</b>	<b>51.412.504</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	20.790.458	20.790.458	21.410.828	21.410.828
Subventions pour charges de service public	22.500.000	22.500.000	30.001.676	30.001.676
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.000.000</b>	<b>3.000.000</b>	<b>4.001.295</b>	<b>4.001.295</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.000.000	3.000.000	4.001.295	4.001.295
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>26.500.000</b>	<b>26.500.000</b>	<b>26.884.324</b>	<b>26.884.324</b>
Transferts aux autres collectivités	26.500.000	26.500.000	26.884.324	26.884.324

**Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés**

(en euros)

<b>Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Adaptation des filières à l'évolution des marchés</b>	<b>529.935.694</b>	<b>523.935.694</b>	<b>495.476.417</b>	<b>482.743.417</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.100.000</b>	<b>1.100.000</b>	<b>1.212.402</b>	<b>1.212.402</b>
Rémunérations d'activité	1.100.000	1.100.000	1.212.402	1.212.402
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>15.346.673</b>	<b>15.346.673</b>	<b>15.234.649</b>	<b>15.234.649</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	610.000	610.000	610.267	610.267
Subventions pour charges de service public	14.736.673	14.736.673	14.624.382	14.624.382
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>513.489.021</b>	<b>507.489.021</b>	<b>479.029.366</b>	<b>466.296.366</b>
Transferts aux entreprises	494.209.303	488.209.303	456.735.174	448.796.894
Transferts aux collectivités locales	250.000	250.000	0	0
Transferts aux autres collectivités	19.029.718	19.029.718	22.294.192	17.499.472
<b>Gestion des aléas de production</b>	<b>24.338.441</b>	<b>24.338.441</b>	<b>41.522.461</b>	<b>41.522.461</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>24.338.441</b>	<b>24.338.441</b>	<b>41.522.461</b>	<b>41.522.461</b>
Transferts aux entreprises	24.338.441	24.338.441	41.522.461	41.522.461
<b>Promotion des produits et du modèle agro-alimentaire français</b>	<b>41.142.144</b>	<b>41.142.144</b>	<b>37.417.900</b>	<b>37.417.900</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>855.782</b>	<b>855.782</b>	<b>748.508</b>	<b>748.508</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	407.782	407.782	300.007	300.007
Subventions pour charges de service public	448.000	448.000	448.501	448.501
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>40.286.362</b>	<b>40.286.362</b>	<b>36.669.392</b>	<b>36.669.392</b>
Transferts aux entreprises	18.035.500	18.035.500	17.999.429	17.999.429
Transferts aux autres collectivités	22.250.862	22.250.862	18.669.963	18.669.963
<b>Gestion des aides nationales et communautaires</b>	<b>149.725.013</b>	<b>149.725.013</b>	<b>148.797.628</b>	<b>148.797.628</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>149.725.013</b>	<b>149.725.013</b>	<b>148.797.628</b>	<b>148.797.628</b>
Subventions pour charges de service public	149.725.013	149.725.013	148.797.628	148.797.628

**Forêt**

(en euros)

<b>Forêt</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Développement économique de la filière forêt – bois</b>	<b>34.341.324</b>	<b>33.838.347</b>	<b>31.287.574</b>	<b>31.102.574</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>4.134.637</b>	<b>4.134.637</b>	<b>4.227.574</b>	<b>4.227.574</b>
Rémunérations d'activité	2.838.162	2.838.162	2.887.501	2.887.501

Forêt <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Cotisations et contributions sociales	1.214.199	1.214.199	1.300.346	1.300.346
Prestations sociales et allocations diverses	82.276	82.276	39.727	39.727
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.493.110</b>	<b>6.493.110</b>	<b>7.912.344</b>	<b>7.858.250</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	274.400	274.400	205.656	204.250
Subventions pour charges de service public	6.218.710	6.218.710	7.706.688	7.654.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>23.713.577</b>	<b>23.210.600</b>	<b>19.147.656</b>	<b>19.016.750</b>
Transferts aux ménages	942.690	936.210	86.592	86.000
Transferts aux entreprises	6.163.310	5.790.790	4.854.564	4.821.375
Transferts aux collectivités locales	1.893.787	1.890.000	1.006.632	999.750
Transferts aux autres collectivités	14.713.790	14.593.600	13.199.868	13.109.625
<b>Gestion du patrimoine forestier public</b>	<b>160.416.882</b>	<b>161.404.400</b>	<b>153.442.000</b>	<b>153.997.001</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>150.000.000</b>	<b>150.000.000</b>	<b>145.079.411</b>	<b>145.604.164</b>
Subventions pour charges de service public	150.000.000	150.000.000	145.079.411	145.604.164
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>10.416.882</b>	<b>11.404.400</b>	<b>8.362.589</b>	<b>8.392.837</b>
Transferts aux entreprises	7.512.482	8.500.000	7.211.774	7.237.859
Transferts aux collectivités locales	1.904.400	1.904.400	1.150.815	1.154.978
Transferts aux autres collectivités	1.000.000	1.000.000	0	0
<b>Amélioration de la gestion et de l'organisation de la forêt privée</b>	<b>95.311.722</b>	<b>103.583.600</b>	<b>83.392.001</b>	<b>92.469.001</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>350.000</b>	<b>350.000</b>	<b>13.934.804</b>	<b>15.451.570</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	350.000	350.000	233.498	258.913
Subventions pour charges de service public	0	0	13.701.306	15.192.657
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>94.961.722</b>	<b>103.233.600</b>	<b>69.457.197</b>	<b>77.017.431</b>
Transferts aux ménages	79.710	79.710	66.714	73.975
Transferts aux entreprises	70.288.356	78.615.530	63.919.968	70.877.489
Transferts aux collectivités locales	890.577	888.810	4.261.331	4.725.166
Transferts aux autres collectivités	23.703.079	23.649.550	1.209.184	1.340.801
<b>Prévention des risques et protection de la forêt</b>	<b>48.350.670</b>	<b>48.785.000</b>	<b>48.201.001</b>	<b>47.730.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>24.920.000</b>	<b>24.920.000</b>	<b>25.122.361</b>	<b>24.876.876</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	8.095.000	8.095.000	8.107.408	8.028.186
Subventions pour charges de service public	16.825.000	16.825.000	17.014.953	16.848.690
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.560.000</b>	<b>5.565.000</b>	<b>5.239.449</b>	<b>5.188.251</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.560.000	5.565.000	5.239.449	5.188.251
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>17.870.670</b>	<b>18.300.000</b>	<b>17.839.191</b>	<b>17.664.873</b>
Transferts aux entreprises	14.662.693	15.216.000	14.918.210	14.772.435
Transferts aux collectivités locales	36.487	32.700	43.381	42.957
Transferts aux autres collectivités	3.171.490	3.051.300	2.877.600	2.849.481

**Soutien des politiques de l'agriculture**

(en euros)

<b>Soutien des politiques de l'agriculture</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Moyens de l'administration centrale</b>	<b>285.900.219</b>	<b>283.946.219</b>	<b>291.488.568</b>	<b>294.322.568</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>166.650.359</b>	<b>166.650.359</b>	<b>174.888.502</b>	<b>174.888.502</b>
Rémunérations d'activité	111.375.102	111.375.102	115.533.174	115.533.174
Cotisations et contributions sociales	51.541.337	51.541.337	55.774.388	55.774.388
Prestations sociales et allocations diverses	3.733.920	3.733.920	3.580.940	3.580.940
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>98.719.030</b>	<b>98.719.030</b>	<b>99.040.933</b>	<b>99.040.933</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	91.896.743	91.896.743	92.232.291	92.232.291
Subventions pour charges de service public	6.822.287	6.822.287	6.808.642	6.808.642
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>20.397.554</b>	<b>18.443.554</b>	<b>17.425.868</b>	<b>20.259.868</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.116.391	8.162.391	7.217.987	10.051.987
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	10.281.163	10.281.163	10.207.881	10.207.881
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>133.276</b>	<b>133.276</b>	<b>133.265</b>	<b>133.265</b>
Transferts aux autres collectivités	133.276	133.276	133.265	133.265
<b>Évaluation de l'impact des politiques publiques et information économique</b>	<b>15.760.398</b>	<b>15.760.398</b>	<b>15.774.247</b>	<b>15.774.247</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>7.767.282</b>	<b>7.767.282</b>	<b>7.918.325</b>	<b>7.918.325</b>
Rémunérations d'activité	5.694.675	5.694.675	5.784.230	5.784.230
Cotisations et contributions sociales	1.976.682	1.976.682	2.085.725	2.085.725
Prestations sociales et allocations diverses	95.925	95.925	48.370	48.370
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7.823.116</b>	<b>7.823.116</b>	<b>7.675.267</b>	<b>7.675.267</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.823.116	7.823.116	7.675.267	7.675.267
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>170.000</b>	<b>170.000</b>	<b>180.655</b>	<b>180.655</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	93.000	93.000	93.027	93.027
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	77.000	77.000	87.628	87.628
<b>Moyens des directions régionales de l'agriculture et de la forêt</b>	<b>99.268.002</b>	<b>99.268.002</b>	<b>100.400.000</b>	<b>100.400.000</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>92.634.069</b>	<b>92.634.069</b>	<b>94.349.971</b>	<b>94.349.971</b>
Rémunérations d'activité	63.412.031	63.412.031	64.427.714	64.427.714
Cotisations et contributions sociales	27.335.347	27.335.347	29.118.698	29.118.698
Prestations sociales et allocations diverses	1.886.691	1.886.691	803.559	803.559
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.633.933	6.633.933	6.050.029	6.050.029
<b>Moyens communs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Mission Aide publique au développement

La mission *Aide publique au développement* est une mission interministérielle composée de deux programmes :

- Le programme *Aide économique et financière au développement* ;
- Le programme *Solidarité à l'égard des pays en développement*.

---

### Programme Aide économique et financière au développement

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
942.778.000	886.715.000

Composé de trois actions complémentaires, le programme d'aide économique et financière, mis en œuvre par le ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie, repose sur le financement d'une aide budgétaire directe à caractère macro-économique et d'agences de développement bilatérales et multilatérales reconnues pour leur efficacité. Il a pour objectif global de réduire la pauvreté et de participer à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement.

Ce programme regroupe majoritairement les crédits qui composaient l'agrégat 26 « Action internationale ».

L'action 1 « Aide économique et financière multilatérale » regroupe les crédits correspondant à la participation de la France au capital de banques (chapitre 58-00) et à divers fonds placés auprès d'organismes multilatéraux de développement (chapitre 68-04).

L'action 2 « Aide économique et financière bilatérale » regroupe notamment les crédits mis en œuvre par l'AFD et Natexis (chapitre 37-01 art. 20 et 30), l'aide budgétaire globale (chapitre 68-00 art. 40), les crédits de soutien aux investissements dans les pays en développement (68-00 art. 10), ceux d'assistance technique (chapitre 41-10 art. 30) ainsi que ceux d'évaluation de l'aide (chapitre 37-75 art. 82 et 83).

L'action 3 « Traitement de la dette des pays pauvres » regroupe les crédits d'indemnisation de l'AFD au titre des annulations de dettes et des réductions des taux d'intérêts des prêts accordés aux pays à revenu intermédiaire (chapitre 44-97 art 50 paragraphes 30 et 40), ainsi que ceux correspondants à la participation de la France aux fonds multilatéraux de soutien des pays en situation d'arriérés (chapitre 68-04 art. 70).

---

### Programme Solidarité à l'égard des pays en développement

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.826.272.874	1.987.624.810

Ce programme regroupe l'essentiel des moyens du ministère des Affaires étrangères dédiés à la coopération avec les pays bénéficiant de l'aide publique au développement (APD) au sens du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE. Il est mis en œuvre par la Direction générale de la Coopération internationale et du Développement. Ils s'appuient à l'étranger sur les services de coopération et d'action culturelle (SCAC) chargés de la conception, de la mise en œuvre et de l'animation des actions de coopération de la France dans les domaines de la culture et du développement. En outre, 79 établissements culturels français, 139 Alliances françaises et 18 centres de recherche, ainsi que les

opérateurs habituels de la coopération française (ADIT, AFAA, AFVP, ADPF, GIP FCI, AFD, EDUFRANCE, EGIDE, CFI) y contribuent.

Les crédits de ce programme sont principalement issus de l'ancien agrégat 21.

L'action 1 « Animer et coordonner l'aide au développement » regroupe notamment les rémunérations des personnels concernés (SCAC).

L'action 2 « Affirmer la dimension culturelle du développement » comporte les crédits consacrés aux

EAF (37-95) et Alliances françaises (42-15) des pays concernés.

L'action 3 « Promouvoir l'enseignement supérieur et la recherche au service du développement » concerne la coopération scientifique (EAF de recherches notamment, chapitre 37-95).

L'action 4 « Aide en faveur du développement et éradication de la pauvreté » comporte notamment les crédits du Fonds de solidarité prioritaire qui y sont consacrés et l'ensemble du chapitre 68-93.

L'action 5 « Participer aux débats sur les enjeux globaux et aux dispositifs européens d'APD » comporte, outre certaines contributions obligatoires (aux « autres organisations »), les contributions volontaires, y compris celles relevant de la francophonie (Fonds multilatéral unique).

Enfin, l'action 6 « Aider les populations touchées par les crises » regroupe les crédits de l'aide alimentaire et des chapitres 42-31, 42-32, 42-37 et 68-91 correspondants.

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Aide économique et financière au développement</b>	<b>780.836.000</b>	<b>942.778.000</b>	<b>577.740.000</b>	<b>886.715.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>29.440.000</b>	<b>29.440.000</b>	<b>30.940.000</b>	<b>30.940.000</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	24.890.000	24.890.000	26.390.000	26.390.000
Subventions pour charges de service public	4.550.000	4.550.000	4.550.000	4.550.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>751.396.000</b>	<b>883.610.000</b>	<b>546.800.000</b>	<b>827.975.000</b>
Transferts aux entreprises	42.100.000	22.100.000	18.400.000	18.400.000
Transferts aux collectivités locales	364.046.000	383.900.000	268.940.000	283.980.000
Transferts aux autres collectivités	345.250.000	477.610.000	259.460.000	525.595.000
<b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b>	<b>0</b>	<b>29.728.000</b>	<b>0</b>	<b>27.800.000</b>
Dépenses de participation financières	0	29.728.000	0	27.800.000
<b>Solidarité à l'égard des pays en développement</b>	<b>1.304.078.532</b>	<b>1.826.272.874</b>	<b>1.342.467.361</b>	<b>1.987.624.810</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>315.679.173</b>	<b>315.679.173</b>	<b>303.221.427</b>	<b>303.221.427</b>
Rémunérations d'activité	298.117.902	298.117.902	285.163.663	285.163.663
Cotisations et contributions sociales	15.977.010	15.977.010	17.307.930	17.307.930
Prestations sociales et allocations diverses	1.584.261	1.584.261	749.834	749.834
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>30.499.229</b>	<b>30.499.229</b>	<b>28.378.993</b>	<b>29.065.382</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	30.499.229	30.499.229	28.378.993	29.065.382
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>2.001.691</b>	<b>1.196.033</b>	<b>2.206.995</b>	<b>1.374.444</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	2.001.691	1.196.033	2.206.995	1.374.444
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>955.898.439</b>	<b>1.478.898.439</b>	<b>1.008.659.946</b>	<b>1.653.963.557</b>
Transferts aux ménages	95.781.467	95.781.467	92.218.725	94.891.737
Transferts aux autres collectivités	860.116.972	1.383.116.972	916.441.221	1.559.071.820

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Aide économique et financière au développement**

(en euros)

Aide économique et financière au développement <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Aide économique et financière multilatérale</b>	<b>405.710.000</b>	<b>547.798.000</b>	<b>220.122.374</b>	<b>514.057.374</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>405.710.000</b>	<b>518.070.000</b>	<b>220.122.374</b>	<b>486.257.374</b>
Transferts aux entreprises	42.100.000	22.100.000	0	0
Transferts aux collectivités locales	21.500.000	21.500.000	15.662.374	15.662.374
Transferts aux autres collectivités	342.110.000	474.470.000	204.460.000	470.595.000
<b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b>	<b>0</b>	<b>29.728.000</b>	<b>0</b>	<b>27.800.000</b>
Dépenses de participation financières	0	29.728.000	0	27.800.000
<b>Aide économique et financière bilatérale</b>	<b>152.586.000</b>	<b>172.440.000</b>	<b>197.789.636</b>	<b>212.829.636</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>29.440.000</b>	<b>29.440.000</b>	<b>30.940.000</b>	<b>30.940.000</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	24.890.000	24.890.000	26.390.000	26.390.000
Subventions pour charges de service public	4.550.000	4.550.000	4.550.000	4.550.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>123.146.000</b>	<b>143.000.000</b>	<b>166.849.636</b>	<b>181.889.636</b>
Transferts aux entreprises	0	0	18.400.000	18.400.000
Transferts aux collectivités locales	123.146.000	143.000.000	93.449.636	108.489.636
Transferts aux autres collectivités	0	0	55.000.000	55.000.000
<b>Traitement de la dette des pays pauvres</b>	<b>222.540.000</b>	<b>222.540.000</b>	<b>159.827.990</b>	<b>159.827.990</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>222.540.000</b>	<b>222.540.000</b>	<b>159.827.990</b>	<b>159.827.990</b>
Transferts aux collectivités locales	219.400.000	219.400.000	159.827.990	159.827.990
Transferts aux autres collectivités	3.140.000	3.140.000	0	0

**Solidarité à l'égard des pays en développement**

(en euros)

Solidarité à l'égard des pays en développement <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Animation et coordination de l'aide au développement</b>	<b>194.619.955</b>	<b>190.436.120</b>	<b>191.915.461</b>	<b>205.981.458</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>75.380.669</b>	<b>75.380.669</b>	<b>67.183.948</b>	<b>67.183.948</b>
Rémunérations d'activité	64.390.701	64.390.701	55.933.091	55.933.091
Cotisations et contributions sociales	9.970.348	9.970.348	10.741.801	10.741.801

<b>Solidarité à l'égard des pays en développement</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Prestations sociales et allocations diverses	1.019.620	1.019.620	509.056	509.056
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.839.627</b>	<b>1.839.627</b>	<b>1.992.398</b>	<b>2.041.027</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.839.627	1.839.627	1.992.398	2.041.027
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>211.849</b>	<b>211.849</b>	<b>219.172</b>	<b>219.172</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	211.849	211.849	219.172	219.172
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>117.187.810</b>	<b>113.003.975</b>	<b>122.519.943</b>	<b>136.537.311</b>
Transferts aux ménages	88.710	88.710	81.374	83.765
Transferts aux autres collectivités	117.099.100	112.915.265	122.438.569	136.453.546
<b>Affirmation de la dimension culturelle du développement</b>	<b>154.339.150</b>	<b>153.102.408</b>	<b>141.152.102</b>	<b>143.258.095</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>52.575.754</b>	<b>52.575.754</b>	<b>50.497.279</b>	<b>50.497.279</b>
Rémunérations d'activité	48.745.941	48.745.941	46.208.066	46.208.066
Cotisations et contributions sociales	3.652.052	3.652.052	4.152.774	4.152.774
Prestations sociales et allocations diverses	177.761	177.761	136.439	136.439
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>15.227.067</b>	<b>15.227.067</b>	<b>13.223.840</b>	<b>13.655.126</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15.227.067	15.227.067	13.223.840	13.655.126
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.789.842</b>	<b>984.184</b>	<b>1.987.823</b>	<b>1.155.272</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.789.842	984.184	1.987.823	1.155.272
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>84.746.487</b>	<b>84.315.403</b>	<b>75.443.160</b>	<b>77.950.418</b>
Transferts aux ménages	15.683.855	15.683.855	15.075.891	15.504.785
Transferts aux autres collectivités	69.062.632	68.631.548	60.367.269	62.445.633
<b>Promotion de l'enseignement supérieur et recherche au service du développement</b>	<b>204.590.676</b>	<b>195.344.367</b>	<b>175.447.009</b>	<b>205.387.333</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>74.600.849</b>	<b>74.600.849</b>	<b>74.012.097</b>	<b>74.012.097</b>
Rémunérations d'activité	73.033.407	73.033.407	72.283.709	72.283.709
Cotisations et contributions sociales	1.524.091	1.524.091	1.687.441	1.687.441
Prestations sociales et allocations diverses	43.351	43.351	40.947	40.947
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.628.898</b>	<b>6.628.898</b>	<b>6.530.229</b>	<b>6.736.704</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.628.898	6.628.898	6.530.229	6.736.704
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>123.360.929</b>	<b>114.114.620</b>	<b>94.904.683</b>	<b>124.638.532</b>
Transferts aux ménages	48.094.500	48.094.500	46.376.293	47.745.085
Transferts aux autres collectivités	75.266.429	66.020.120	48.528.390	76.893.447
<b>Aide en faveur du développement et éradication de la pauvreté</b>	<b>578.694.717</b>	<b>554.555.945</b>	<b>502.509.889</b>	<b>483.555.025</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>111.312.507</b>	<b>111.312.507</b>	<b>109.945.802</b>	<b>109.945.802</b>
Rémunérations d'activité	110.654.363	110.654.363	109.456.375	109.456.375
Cotisations et contributions sociales	547.864	547.864	469.142	469.142
Prestations sociales et allocations diverses	110.280	110.280	20.285	20.285
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.803.637</b>	<b>6.803.637</b>	<b>6.632.526</b>	<b>6.632.526</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.803.637	6.803.637	6.632.526	6.632.526
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>460.578.573</b>	<b>436.439.801</b>	<b>385.931.561</b>	<b>366.976.697</b>
Transferts aux ménages	31.914.402	31.914.402	30.685.167	31.558.101
Transferts aux autres collectivités	428.664.171	404.525.399	355.246.394	335.418.596

<b>Solidarité à l'égard des pays en développement</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Participation aux débats sur les enjeux globaux et aux dispositifs multilatéraux d'aide publique au développement</b>	<b>96.677.938</b>	<b>661.677.938</b>	<b>245.298.757</b>	<b>873.298.757</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>958.502</b>	<b>958.502</b>	<b>744.927</b>	<b>744.927</b>
Rémunérations d'activité	592.300	592.300	580.196	580.196
Cotisations et contributions sociales	133.070	133.070	121.624	121.624
Prestations sociales et allocations diverses	233.132	233.132	43.107	43.107
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>95.719.436</b>	<b>660.719.436</b>	<b>244.553.830</b>	<b>872.553.830</b>
Transferts aux autres collectivités	95.719.436	660.719.436	244.553.830	872.553.830
<b>Aide aux populations touchées par les crises</b>	<b>75.156.096</b>	<b>71.156.096</b>	<b>86.144.142</b>	<b>76.144.142</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>850.892</b>	<b>850.892</b>	<b>837.374</b>	<b>837.374</b>
Rémunérations d'activité	701.190	701.190	702.227	702.227
Cotisations et contributions sociales	149.585	149.585	135.147	135.147
Prestations sociales et allocations diverses	117	117	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>74.305.204</b>	<b>70.305.204</b>	<b>85.306.768</b>	<b>75.306.768</b>
Transferts aux autres collectivités	74.305.204	70.305.204	85.306.768	75.306.768

## **Mission Conseil économique et social**

La mission *Conseil économique et social* est une mission composée d'un programme :

- Le programme *Conseil économique et social*.

---

### **Programme Conseil économique et social**

<b>Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)</b>	<b>Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)</b>
32.782.600	32.932.289

Par la représentation des principales activités économiques et sociales, le Conseil économique et social favorise la collaboration des différentes catégories professionnelles entre elles et assure leur participation à la politique économique et sociale du gouvernement. Consulté par ce dernier sur les sujets à caractère économique et social, le conseil est aussi obligatoirement saisi des projets de plan ou lois de programme.

Le Conseil oeuvre par ailleurs au renforcement des liens avec les institutions similaires établies de par le monde, tant d'un point de vue bilatéral que multilatéral par le biais de l'association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires.

Enfin, le Conseil économique et social contribue au renforcement des échanges avec les Conseils économiques et sociaux régionaux.

Le budget regroupe les indemnités des 303 membres du Conseil économique et social (231 conseillers et 72 membres de section), le financement de leur caisse de retraites, les dépenses de personnel (149 fonctionnaires et 22 agents contractuels), les moyens de fonctionnement courant ainsi que les crédits d'investissement permettant la rénovation du Palais d'Iéna.

Le financement de ce programme provient des chapitres 31-01 (indemnités des membres, soit 62,1% des crédits), 31-11 (personnel, soit 26,2% des crédits), 34-01 (dépenses de matériel, soit 8,8% des crédits) et 57-01 (travaux de rénovation du Palais d'Iéna, soit 2,9% des crédits).

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Conseil économique et social</b>	<b>32.782.600</b>	<b>32.782.600</b>	<b>32.932.289</b>	<b>32.932.289</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>28.239.186</b>	<b>28.239.186</b>	<b>28.486.340</b>	<b>28.486.340</b>
Rémunérations d'activité	21.298.749	21.298.749	21.476.352	21.476.352
Cotisations et contributions sociales	6.693.149	6.693.149	6.758.539	6.758.539
Prestations sociales et allocations diverses	247.288	247.288	251.449	251.449
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.593.414</b>	<b>3.593.414</b>	<b>3.495.949</b>	<b>3.495.949</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.593.414	3.593.414	3.495.949	3.495.949
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>950.000</b>	<b>950.000</b>	<b>950.000</b>	<b>950.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	950.000	950.000	950.000	950.000

## Mission Culture

La mission *Culture* est une mission ministérielle composée de trois programmes :

- Le programme *Patrimoine* ;
- Le programme *Création* ;
- Le programme *Transmission des savoirs et démocratisation de la culture*.

---

### Programme Patrimoine

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.006.222.371	1.080.982.668

Le programme « Patrimoines » est composé de 8 actions. Ces objectifs principaux sont :

- l'amélioration de la connaissance et de l'étude des patrimoines ;
- l'entretien et la restauration de ceux-ci ;
- la diffusion des fonds et l'enrichissement des collections publiques.

L'action 1 regroupe les crédits en faveur des monuments historiques et de l'inventaire ainsi que du Centre des monuments nationaux et de l'INRAP.

L'action 2 concerne les services départementaux de l'architecture et du patrimoine, ainsi que la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP).

L'action 3 concerne les musées de France et les principaux opérateurs muséographiques (musée du Louvre, Réunion des musées nationaux, musée d'Orsay).

L'action 4 concerne les services de la direction des archives de France et les moyens des centres des archives nationales.

L'action 5 comprend essentiellement les moyens de la BNF et ceux de la direction du livre dédiés à

l'enrichissement des collections des bibliothèques territoriales.

L'action 6 inclut les moyens du Centre national de la cinématographie en faveur de ses missions de collecte et de conservation, notamment ceux de la Cinémathèque française et de l'antenne des archives françaises du film.

L'action 7 comprend les moyens affectés aux structures chargées de la préservation du français et des langues de France.

L'action 8 comprend l'ensemble des crédits d'acquisition d'œuvres et de commande publique.

Le programme « Patrimoine » recouvre essentiellement l'agrégat 11 « Patrimoine » auquel s'ajoute une partie des crédits de personnel de l'agrégat 14 « moyens budgétairement non ventilés par action ». Il comprend des crédits des titres III, IV, V et VI. Les dépenses de personnel proviennent de l'ensemble des chapitres de personnel (31 à 33) ; les dépenses de fonctionnement proviennent des articles 34-97, 34-98, 35-20, 36-60 et du 66-91 pour les opérateurs de l'Etat ainsi que des chapitres 43-20 et 43-30. Le programme Patrimoine regroupe 55% des crédits d'investissement du ministère de la Culture et de la Communication hors BCRD. L'action 8 reprend la totalité de l'article 43-92.

---

## Programme Création

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
876.504.696	916.580.817

Le programme « Création » est composé de 4 actions. Ses finalités sont doubles :

- assurer le renouvellement et la diversité de l'offre culturelle ;
- favoriser la diffusion des œuvres auprès du public le plus large.

L'action 1 comprend notamment l'ensemble de l'aide aux réseaux territoriaux de structures de diffusion de spectacles vivants (scènes nationales, centres nationaux dramatiques, orchestres, centres de danse). Les principaux opérateurs de l'Etat sont l'Opéra national de Paris, la Cité de la musique, les théâtres nationaux, l'Etablissement public du parc et de la grande halle de la Villette.

L'action 2 recouvre les crédits de la délégation aux arts plastiques, les moyens du Centre national des arts plastiques et ceux des fonds régionaux d'art contemporain.

L'action 3 comprend les moyens en faveur de la politique de la lecture, des médiathèques de proximité ainsi que les moyens de la Bibliothèque publique

d'information. Le Centre national du livre est un opérateur qui participe largement aux objectifs de cette action.

L'action 4 comprend les dépenses budgétaires affectées aux secteurs des industries culturelles.

Le programme « Création » recouvre en grande partie l'agrégat 12 « Développement culturel et spectacles » auquel s'ajoute une partie des crédits de personnel de l'agrégat 14 « moyens budgétairement non ventilés par action ». Il comprend des crédits des titres III, IV, V et VI. Les dépenses de personnel proviennent de l'ensemble des chapitres de personnel (31 à 33), les crédits du titre 3 LOLF de ce programme proviennent des crédits des chapitres 34-97, 35-20, 36-60 et 66-91 pour les opérateurs de l'Etat. Ce programme recouvre plus de la moitié des crédits d'intervention du ministère (chapitres 43-20 et 43-30). Les crédits d'investissement proviennent quasi exclusivement du chapitre 66-91. L'action 3 contient par ailleurs l'ensemble des crédits de l'article 41-10, dotation globale de décentralisation (aide aux bibliothèques).

---

## Programme Transmission des savoirs et démocratisation de la culture

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
636.731.313	667.816.159

Le programme « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » est composé de 7 actions. Il vise à donner une cohérence transversale à l'action du ministère et des institutions qui en relèvent. Ses finalités sont triples :

- soutenir l'enseignement supérieur pour une meilleure insertion professionnelle ;
- favoriser l'accès à la culture ;
- promouvoir les échanges culturels internationaux sur la base de la diversité culturelle.

L'action 1 concerne les 115 établissements supérieurs placés sous le contrôle du ministère de la culture.

L'action 2 a trait aux activités d'éducation artistique et culturelle menées en faveur des enfants et des jeunes.

L'action 3 soutient les écoles de musique, de danse, de théâtres et les conservatoires relevant des collectivités territoriales.

L'action 4 recouvre les politiques en faveur des publics, notamment les dispositifs en faveur des personnes handicapées et des jeunes.

L'action 5 concerne l'action du ministère de la Culture et de la Communication au titre des politiques interministérielles d'aménagement du territoire (FNADT).

L'action 6 finance les actions internationales auxquelles participe le ministère.

L'action 7 regroupe les fonctions de soutien telles que les fonctions juridiques, budgétaires, documentaires, informatique, de communication interne...

Le programme regroupe les crédits de l'agrégat 13 « enseignements spécialisés en formation » et de l'agrégat 14 « moyens budgétairement non ventilés par action » minorés des dépenses de personnel ventilées dans les 2 premiers programmes. Il comprend des crédits des titres III, IV, V et VI. Le programme inclut notamment plus de 90% du chapitre 34-97 et la totalité

du chapitre 37-91. Il comprend une grande partie des crédits d'intervention en faveur des enseignements et de la formation (chapitres 43-20 et 43-30) et l'ensemble des crédits de bourses. Les crédits d'investissement de l'administration centrale (action 7) et des écoles d'architecture proviennent du chapitre 56-91, ceux des autres écoles des chapitres 56-91 et 66-91.

---

## Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie

(en euros)

Intitulé du programme Intitulé du titre et de la catégorie	2004		2005	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Patrimoines</b>	<b>1.097.616.160</b>	<b>1.006.222.371</b>	<b>1.131.250.166</b>	<b>1.080.982.668</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>291.226.948</b>	<b>291.226.948</b>	<b>293.163.894</b>	<b>293.404.329</b>
Rémunérations d'activité	226.040.346	226.040.346	226.433.214	226.644.782
Cotisations et contributions sociales	59.649.968	59.649.968	63.901.057	63.922.572
Prestations sociales et allocations diverses	5.536.634	5.536.634	2.829.623	2.836.975
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>429.287.203</b>	<b>425.833.120</b>	<b>464.049.099</b>	<b>448.223.057</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	51.137.989	50.526.713	52.063.665	50.971.590
Subventions pour charges de service public	378.149.214	375.306.407	411.985.434	397.251.467
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>139.282.658</b>	<b>125.893.967</b>	<b>148.087.377</b>	<b>126.186.905</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	108.363.713	98.186.720	118.649.829	107.257.435
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	30.918.945	27.707.247	29.437.548	18.929.470
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>237.819.351</b>	<b>163.268.336</b>	<b>225.949.796</b>	<b>213.168.377</b>
Transferts aux ménages	21.800.196	14.587.682	21.447.194	22.894.619
Transferts aux entreprises	3.493.121	1.696.985	2.536.882	3.039.259
Transferts aux collectivités locales	146.590.575	91.426.503	143.128.563	130.668.571
Transferts aux autres collectivités	65.935.459	55.557.166	58.837.157	56.565.928
<b>Création</b>	<b>903.652.042</b>	<b>876.504.696</b>	<b>921.084.741</b>	<b>916.580.817</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>49.561.979</b>	<b>49.561.979</b>	<b>50.446.119</b>	<b>50.406.402</b>
Rémunérations d'activité	38.459.996	38.459.996	38.947.077	38.914.255
Cotisations et contributions sociales	10.186.139	10.186.139	11.000.402	10.995.228
Prestations sociales et allocations diverses	915.844	915.844	498.640	496.919
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>326.271.544</b>	<b>322.799.516</b>	<b>332.590.551</b>	<b>335.575.843</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	36.576.783	36.576.783	39.243.895	37.004.674
Subventions pour charges de service public	289.694.761	286.222.733	293.346.656	298.571.169
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>10.671.510</b>	<b>10.025.895</b>	<b>17.940.965</b>	<b>14.523.949</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.476.368	9.849.033	17.380.882	14.322.405
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	195.142	176.862	560.083	201.544
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>517.147.009</b>	<b>494.117.306</b>	<b>520.107.106</b>	<b>516.074.623</b>
Transferts aux ménages	630.187	527.726	3.002.767	2.973.771
Transferts aux entreprises	4.093.075	985.046	2.209.935	2.073.615
Transferts aux collectivités locales	209.841.993	194.409.243	226.328.333	223.355.513
Transferts aux autres collectivités	302.581.754	298.195.291	288.566.071	287.671.724
<b>Transmission des savoirs et démocratisation de la culture</b>	<b>660.723.429</b>	<b>636.731.313</b>	<b>629.929.738</b>	<b>667.816.159</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>169.982.179</b>	<b>169.982.179</b>	<b>171.787.220</b>	<b>172.653.950</b>
Rémunérations d'activité	131.528.836	131.528.836	131.970.763	132.725.190
Cotisations et contributions sociales	34.666.246	34.666.246	37.528.113	37.610.677
Prestations sociales et allocations diverses	3.787.097	3.787.097	2.288.344	2.318.083
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>213.242.250</b>	<b>213.357.650</b>	<b>215.022.325</b>	<b>216.500.551</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	72.022.595	71.820.489	67.878.841	70.496.208
Subventions pour charges de service public	141.219.655	141.537.161	147.143.484	146.004.343

## Culture

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>72.783.662</b>	<b>64.852.437</b>	<b>45.782.252</b>	<b>83.717.298</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	69.024.108	61.659.421	43.528.488	79.646.250
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	3.759.554	3.193.016	2.253.764	4.071.048
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>204.715.338</b>	<b>188.539.047</b>	<b>197.337.941</b>	<b>194.944.360</b>
Transferts aux ménages	23.114.705	23.023.515	23.551.398	23.537.114
Transferts aux entreprises	1.574.483	358.469	6.039.514	5.994.256
Transferts aux collectivités locales	54.775.863	42.545.219	56.176.398	54.107.146
Transferts aux autres collectivités	125.250.287	122.611.844	111.570.631	111.305.844

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Patrimoines**

(en euros)

Patrimoines <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Patrimoine monumental et archéologique</b>	<b>340.842.968</b>	<b>283.016.690</b>	<b>353.539.808</b>	<b>316.596.457</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>47.848.898</b>	<b>47.848.898</b>	<b>53.886.229</b>	<b>54.212.409</b>
Rémunérations d'activité	37.138.629	37.138.629	42.255.114	42.542.138
Cotisations et contributions sociales	9.800.586	9.800.586	11.018.983	11.048.166
Prestations sociales et allocations diverses	909.683	909.683	612.132	622.105
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>53.000.787</b>	<b>50.375.980</b>	<b>61.261.881</b>	<b>51.023.310</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	23.865.836	23.839.082	24.499.194	23.657.163
Subventions pour charges de service public	29.134.951	26.536.898	36.762.687	27.366.147
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>89.715.519</b>	<b>75.890.846</b>	<b>85.362.344</b>	<b>63.374.215</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	62.473.978	51.057.525	59.409.379	46.975.959
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	27.241.541	24.833.321	25.952.965	16.398.256
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>150.277.764</b>	<b>108.900.966</b>	<b>153.029.354</b>	<b>147.986.523</b>
Transferts aux ménages	19.209.624	12.659.348	18.514.743	20.641.916
Transferts aux entreprises	2.632.409	1.556.566	2.458.395	2.965.613
Transferts aux collectivités locales	106.802.935	75.859.830	111.451.289	104.762.473
Transferts aux autres collectivités	21.632.796	18.825.222	20.604.927	19.616.521
<b>Architecture</b>	<b>63.397.533</b>	<b>62.625.088</b>	<b>71.166.442</b>	<b>70.059.794</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>38.530.315</b>	<b>38.530.315</b>	<b>42.181.882</b>	<b>42.145.334</b>
Rémunérations d'activité	29.905.873	29.905.873	33.022.833	32.989.915
Cotisations et contributions sociales	7.891.920	7.891.920	8.752.489	8.749.234
Prestations sociales et allocations diverses	732.522	732.522	406.560	406.185
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>12.974.046</b>	<b>12.974.408</b>	<b>17.601.468</b>	<b>17.582.824</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5.502.570	5.502.932	5.548.814	5.530.192
Subventions pour charges de service public	7.471.476	7.471.476	12.052.654	12.052.632
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>2.917.452</b>	<b>2.582.310</b>	<b>1.932.634</b>	<b>2.231.401</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	644.022	641.862	644.104	644.693
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	2.273.430	1.940.448	1.288.530	1.586.708
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>8.975.720</b>	<b>8.538.055</b>	<b>9.450.458</b>	<b>8.100.235</b>
Transferts aux ménages	1.919.305	1.438.381	2.210.181	1.578.888
Transferts aux collectivités locales	3.246.330	3.425.927	3.661.216	3.111.879
Transferts aux autres collectivités	3.810.085	3.673.747	3.579.061	3.409.468
<b>Patrimoine des musées de France</b>	<b>381.633.958</b>	<b>363.029.121</b>	<b>385.040.993</b>	<b>389.113.647</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>92.052.394</b>	<b>92.052.394</b>	<b>88.732.016</b>	<b>88.685.234</b>
Rémunérations d'activité	71.448.050	71.448.050	68.064.612	68.024.195
Cotisations et contributions sociales	18.854.303	18.854.303	19.842.548	19.838.346
Prestations sociales et allocations diverses	1.750.041	1.750.041	824.856	822.693
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>228.454.919</b>	<b>227.690.706</b>	<b>248.983.204</b>	<b>243.345.917</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15.640.375	15.066.857	15.040.977	14.739.204

<b>Patrimoines</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Subventions pour charges de service public	212.814.544	212.623.849	233.942.227	228.606.713
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>18.566.861</b>	<b>22.160.219</b>	<b>16.148.789</b>	<b>29.920.214</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	17.849.034	21.737.614	15.689.636	29.538.060
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	717.827	422.605	459.153	382.154
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>42.559.784</b>	<b>21.125.802</b>	<b>31.176.984</b>	<b>27.162.282</b>
Transferts aux ménages	361.688	246.452	294.794	267.365
Transferts aux entreprises	453.715	66.803	0	0
Transferts aux collectivités locales	19.632.469	4.521.093	14.025.694	10.741.165
Transferts aux autres collectivités	22.111.912	16.291.454	16.856.496	16.153.752
<b>Patrimoine archivistique et célébrations nationales</b>	<b>61.155.587</b>	<b>47.977.000</b>	<b>71.290.701</b>	<b>52.906.772</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>32.615.041</b>	<b>32.615.041</b>	<b>31.311.231</b>	<b>31.308.816</b>
Rémunérations d'activité	25.314.646	25.314.646	24.005.215	24.003.094
Cotisations et contributions sociales	6.680.332	6.680.332	7.021.162	7.020.952
Prestations sociales et allocations diverses	620.063	620.063	284.854	284.770
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.289.266</b>	<b>5.235.284</b>	<b>6.087.243</b>	<b>6.069.708</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.983.420	4.983.420	5.814.725	5.799.080
Subventions pour charges de service public	305.846	251.864	272.518	270.628
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>7.732.098</b>	<b>5.690.098</b>	<b>21.294.733</b>	<b>5.293.515</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	7.151.598	5.267.878	19.669.333	4.906.515
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	580.500	422.220	1.625.400	387.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>15.519.182</b>	<b>4.436.577</b>	<b>12.597.494</b>	<b>10.234.733</b>
Transferts aux ménages	213.745	147.667	328.626	307.601
Transferts aux entreprises	276.483	40.864	0	0
Transferts aux collectivités locales	11.451.534	2.212.442	8.580.539	6.645.712
Transferts aux autres collectivités	3.577.420	2.035.604	3.688.329	3.281.420
<b>Patrimoine écrit et documentaire</b>	<b>196.322.513</b>	<b>196.322.513</b>	<b>193.420.615</b>	<b>193.420.615</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>79.005.379</b>	<b>79.005.379</b>	<b>75.882.447</b>	<b>75.882.447</b>
Rémunérations d'activité	61.321.193	61.321.193	58.184.066	58.184.066
Cotisations et contributions sociales	16.182.170	16.182.170	17.009.290	17.009.290
Prestations sociales et allocations diverses	1.502.016	1.502.016	689.091	689.091
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>111.044.662</b>	<b>111.044.662</b>	<b>111.712.109</b>	<b>111.712.109</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	322.216	322.216	398.280	398.280
Subventions pour charges de service public	110.722.446	110.722.446	111.313.829	111.313.829
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>20.747</b>	<b>20.747</b>	<b>43.450</b>	<b>43.450</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	20.747	20.747	43.450	43.450
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>6.251.725</b>	<b>6.251.725</b>	<b>5.782.609</b>	<b>5.782.609</b>
Transferts aux ménages	83.507	83.507	74.892	74.892
Transferts aux collectivités locales	718.870	718.870	645.011	645.011
Transferts aux autres collectivités	5.449.348	5.449.348	5.062.706	5.062.706
<b>Patrimoine cinématographique</b>	<b>19.784.094</b>	<b>18.772.450</b>	<b>21.077.482</b>	<b>23.171.258</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.965.758</b>	<b>5.954.314</b>	<b>5.131.607</b>	<b>5.217.604</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	92.103	80.737	30.509	116.506
Subventions pour charges de service public	5.873.655	5.873.577	5.101.098	5.101.098
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.269.264</b>	<b>4.489.029</b>	<b>7.825.068</b>	<b>9.843.750</b>

<b>Patrimoines</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.163.616	4.400.376	7.713.567	9.668.398
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	105.648	88.653	111.501	175.352
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>8.549.072</b>	<b>8.329.107</b>	<b>8.120.807</b>	<b>8.109.904</b>
Transferts aux ménages	2.132	2.132	7.557	7.557
Transferts aux entreprises	130.513	32.752	78.487	73.646
Transferts aux collectivités locales	136.228	86.132	183.647	181.163
Transferts aux autres collectivités	8.280.199	8.208.091	7.851.116	7.847.538
<b>Patrimoine linguistique</b>	<b>2.807.442</b>	<b>2.807.442</b>	<b>2.948.779</b>	<b>2.948.779</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>972.371</b>	<b>972.371</b>	<b>927.764</b>	<b>927.764</b>
Rémunérations d'activité	754.721	754.721	710.898	710.898
Cotisations et contributions sociales	199.164	199.164	208.479	208.479
Prestations sociales et allocations diverses	18.486	18.486	8.387	8.387
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>727.960</b>	<b>727.960</b>	<b>721.144</b>	<b>721.144</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	96.255	96.255	102.209	102.209
Subventions pour charges de service public	631.705	631.705	618.935	618.935
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>10.071</b>	<b>10.071</b>	<b>8.703</b>	<b>8.703</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.071	10.071	8.703	8.703
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.097.040</b>	<b>1.097.040</b>	<b>1.291.168</b>	<b>1.291.168</b>
Transferts aux ménages	10.195	10.195	16.401	16.401
Transferts aux collectivités locales	13.145	13.145	80.245	80.245
Transferts aux autres collectivités	1.073.700	1.073.700	1.194.522	1.194.522
<b>Acquisition et enrichissement des collections publiques</b>	<b>31.672.067</b>	<b>31.672.067</b>	<b>32.765.345</b>	<b>32.765.345</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>202.550</b>	<b>202.550</b>	<b>242.324</b>	<b>242.324</b>
Rémunérations d'activité	157.234	157.234	190.475	190.475
Cotisations et contributions sociales	41.493	41.493	48.104	48.104
Prestations sociales et allocations diverses	3.823	3.823	3.745	3.745
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.829.806</b>	<b>11.829.806</b>	<b>12.550.441</b>	<b>12.550.441</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	635.214	635.214	628.956	628.956
Subventions pour charges de service public	11.194.592	11.194.592	11.921.485	11.921.485
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>15.050.647</b>	<b>15.050.647</b>	<b>15.471.657</b>	<b>15.471.657</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	15.050.647	15.050.647	15.471.657	15.471.657
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>4.589.064</b>	<b>4.589.064</b>	<b>4.500.923</b>	<b>4.500.923</b>
Transferts aux collectivités locales	4.589.064	4.589.064	4.500.923	4.500.923

### Création

(en euros)

<b>Création</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Soutien à la création, à la production et à la diffusion du spectacle vivant</b>	<b>578.121.820</b>	<b>554.277.647</b>	<b>586.811.933</b>	<b>589.010.174</b>

<b>Création</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.419.254</b>	<b>6.419.254</b>	<b>8.345.897</b>	<b>8.337.463</b>
Rémunérations d'activité	4.981.318	4.981.318	6.553.511	6.546.351
Cotisations et contributions sociales	1.319.315	1.319.315	1.698.320	1.697.301
Prestations sociales et allocations diverses	118.621	118.621	94.066	93.811
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>269.831.687</b>	<b>266.377.700</b>	<b>272.768.923</b>	<b>278.029.405</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	326.735	326.735	523.065	520.348
Subventions pour charges de service public	269.504.952	266.050.965	272.245.858	277.509.057
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.633.344</b>	<b>3.098.729</b>	<b>7.700.768</b>	<b>7.897.439</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.586.847	3.059.376	7.602.065	7.796.195
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	46.497	39.353	98.703	101.244
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>298.237.535</b>	<b>278.381.964</b>	<b>297.996.345</b>	<b>294.745.867</b>
Transferts aux ménages	119.477	34.874	2.489.996	2.467.473
Transferts aux entreprises	4.015.093	973.340	2.209.935	2.073.615
Transferts aux collectivités locales	33.841.512	21.057.429	45.606.869	43.219.653
Transferts aux autres collectivités	260.261.453	256.316.321	247.689.545	246.985.126
<b>Soutien à la création, à la production et à la diffusion des arts plastiques</b>	<b>96.949.455</b>	<b>93.646.282</b>	<b>100.698.166</b>	<b>93.996.000</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>26.886.049</b>	<b>26.886.049</b>	<b>25.816.657</b>	<b>25.785.374</b>
Rémunérations d'activité	20.863.525	20.863.525	19.817.879	19.792.217
Cotisations et contributions sociales	5.525.703	5.525.703	5.749.502	5.745.347
Prestations sociales et allocations diverses	496.821	496.821	249.276	247.810
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>36.501.340</b>	<b>36.483.298</b>	<b>39.092.220</b>	<b>36.817.029</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	31.861.042	31.861.042	34.259.124	32.022.619
Subventions pour charges de service public	4.640.298	4.622.256	4.833.096	4.794.410
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>6.916.548</b>	<b>6.805.548</b>	<b>10.113.628</b>	<b>6.499.942</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	6.767.903	6.668.039	9.652.248	6.399.642
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	148.645	137.509	461.380	100.300
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>26.645.518</b>	<b>23.471.387</b>	<b>25.675.661</b>	<b>24.893.655</b>
Transferts aux ménages	352.219	334.361	354.110	347.636
Transferts aux entreprises	77.982	11.706	0	0
Transferts aux collectivités locales	10.032.903	7.384.237	9.306.982	8.721.378
Transferts aux autres collectivités	16.182.414	15.741.083	16.014.569	15.824.641
<b>Soutien à la création, à la production, à la diffusion et à la valorisation du livre et de la lecture</b>	<b>185.250.681</b>	<b>185.250.681</b>	<b>190.790.424</b>	<b>190.790.424</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>11.004.523</b>	<b>11.004.523</b>	<b>11.103.952</b>	<b>11.103.952</b>
Rémunérations d'activité	8.539.490	8.539.490	8.581.634	8.581.634
Cotisations et contributions sociales	2.261.683	2.261.683	2.412.576	2.412.576
Prestations sociales et allocations diverses	203.350	203.350	109.742	109.742
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7.551.141</b>	<b>7.551.141</b>	<b>7.655.449</b>	<b>7.655.449</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	882.733	882.733	878.570	878.570
Subventions pour charges de service public	6.668.408	6.668.408	6.776.879	6.776.879
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>20.747</b>	<b>20.747</b>	<b>18.923</b>	<b>18.923</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	20.747	20.747	18.923	18.923
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>166.674.270</b>	<b>166.674.270</b>	<b>172.012.100</b>	<b>172.012.100</b>
Transferts aux ménages	11.124	11.124	13.984	13.984
Transferts aux collectivités locales	164.797.338	164.797.338	170.215.132	170.215.132

<b>Création</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Transferts aux autres collectivités	1.865.808	1.865.808	1.782.984	1.782.984
<b>Économie des professions et des industries culturelles</b>	<b>43.330.086</b>	<b>43.330.086</b>	<b>42.784.216</b>	<b>42.784.216</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>5.252.153</b>	<b>5.252.153</b>	<b>5.179.612</b>	<b>5.179.612</b>
Rémunérations d'activité	4.075.663	4.075.663	3.994.053	3.994.053
Cotisations et contributions sociales	1.079.438	1.079.438	1.140.003	1.140.003
Prestations sociales et allocations diverses	97.052	97.052	45.556	45.556
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>12.387.377</b>	<b>12.387.377</b>	<b>13.073.959</b>	<b>13.073.959</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.506.273	3.506.273	3.583.135	3.583.135
Subventions pour charges de service public	8.881.104	8.881.104	9.490.824	9.490.824
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>100.871</b>	<b>100.871</b>	<b>107.646</b>	<b>107.646</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	100.871	100.871	107.646	107.646
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>25.589.685</b>	<b>25.589.685</b>	<b>24.422.999</b>	<b>24.422.999</b>
Transferts aux ménages	147.367	147.367	144.678	144.678
Transferts aux collectivités locales	1.170.239	1.170.239	1.199.349	1.199.349
Transferts aux autres collectivités	24.272.079	24.272.079	23.078.972	23.078.972

### Transmission des savoirs et démocratisation de la culture

(en euros)

<b>Transmission des savoirs et démocratisation de la culture</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle</b>	<b>282.349.693</b>	<b>280.934.693</b>	<b>274.324.191</b>	<b>286.632.192</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>90.689.302</b>	<b>90.689.302</b>	<b>87.597.156</b>	<b>87.597.156</b>
Rémunérations d'activité	70.395.027	70.395.027	67.120.462	67.120.462
Cotisations et contributions sociales	18.553.450	18.553.450	19.684.810	19.684.810
Prestations sociales et allocations diverses	1.740.825	1.740.825	791.884	791.884
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>116.948.521</b>	<b>116.911.599</b>	<b>119.947.828</b>	<b>120.203.360</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.179.475	4.142.553	3.961.396	4.216.300
Subventions pour charges de service public	112.769.046	112.769.046	115.986.432	115.987.060
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>34.388.812</b>	<b>33.010.734</b>	<b>22.631.274</b>	<b>34.656.530</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	31.861.947	30.591.953	20.958.083	32.096.920
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	2.526.865	2.418.781	1.673.191	2.559.610
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>40.323.058</b>	<b>40.323.058</b>	<b>44.147.933</b>	<b>44.175.146</b>
Transferts aux ménages	3.345.884	3.345.884	3.786.984	3.789.871
Transferts aux collectivités locales	12.570.958	12.570.958	14.325.386	14.335.055
Transferts aux autres collectivités	24.406.216	24.406.216	26.035.563	26.050.220
<b>Soutien à l'éducation artistique</b>	<b>2.530.079</b>	<b>2.530.079</b>	<b>2.538.516</b>	<b>2.538.516</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>120.384</b>	<b>120.384</b>	<b>355.007</b>	<b>355.007</b>
Rémunérations d'activité	93.444	93.444	296.797	296.797

<b>Transmission des savoirs et démocratisation de la culture</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Cotisations et contributions sociales	24.629	24.629	43.527	43.527
Prestations sociales et allocations diverses	2.311	2.311	14.683	14.683
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.234.647</b>	<b>1.234.647</b>	<b>1.161.141</b>	<b>1.161.141</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.081.508	1.081.508	1.013.959	1.013.959
Subventions pour charges de service public	153.139	153.139	147.182	147.182
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>290.852</b>	<b>290.852</b>	<b>272.486</b>	<b>272.486</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	290.852	290.852	272.486	272.486
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>884.196</b>	<b>884.196</b>	<b>749.882</b>	<b>749.882</b>
Transferts aux ménages	43.677	43.677	32.021	32.021
Transferts aux collectivités locales	155.709	155.709	107.936	107.936
Transferts aux autres collectivités	684.810	684.810	609.925	609.925
<b>Soutien aux établissements d'enseignement spécialisé</b>	<b>8.808.177</b>	<b>8.808.177</b>	<b>6.335.180</b>	<b>6.335.180</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>113.546</b>	<b>113.546</b>
Rémunérations d'activité	0	0	97.195	97.195
Cotisations et contributions sociales	0	0	9.980	9.980
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	6.371	6.371
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>637.846</b>	<b>637.846</b>	<b>578.832</b>	<b>578.832</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	444.826	444.826	444.480	444.480
Subventions pour charges de service public	193.020	193.020	134.352	134.352
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>8.170.331</b>	<b>8.170.331</b>	<b>5.642.802</b>	<b>5.642.802</b>
Transferts aux ménages	809.658	809.658	558.623	558.623
Transferts aux collectivités locales	3.058.630	3.058.630	2.114.283	2.114.283
Transferts aux autres collectivités	4.302.043	4.302.043	2.969.896	2.969.896
<b>Actions spécifiques en faveur des publics</b>	<b>111.030.100</b>	<b>102.190.069</b>	<b>109.704.906</b>	<b>106.879.626</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>481.539</b>	<b>481.539</b>	<b>642.266</b>	<b>642.266</b>
Rémunérations d'activité	373.781	373.781	503.254	503.254
Cotisations et contributions sociales	98.515	98.515	129.860	129.860
Prestations sociales et allocations diverses	9.243	9.243	9.152	9.152
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>16.597.499</b>	<b>16.951.479</b>	<b>19.707.523</b>	<b>18.515.733</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.912.708	3.912.708	3.942.125	3.896.364
Subventions pour charges de service public	12.684.791	13.038.771	15.765.398	14.619.369
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>66.486</b>	<b>66.486</b>	<b>60.552</b>	<b>60.552</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	66.486	66.486	60.552	60.552
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>93.884.576</b>	<b>84.690.565</b>	<b>89.294.565</b>	<b>87.661.075</b>
Transferts aux ménages	18.246.333	18.197.516	18.354.282	18.336.373
Transferts aux entreprises	1.269.286	299.594	4.919.771	4.879.523
Transferts aux collectivités locales	27.996.809	21.447.219	27.779.464	26.516.619
Transferts aux autres collectivités	46.372.148	44.746.236	38.241.048	37.928.560
<b>Actions spécifiques en faveur de l'aménagement du territoire</b>	<b>19.186.006</b>	<b>19.186.006</b>	<b>17.799.849</b>	<b>17.799.849</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.163.714</b>	<b>1.163.714</b>	<b>1.437.930</b>	<b>1.437.930</b>
Rémunérations d'activité	903.300	903.300	1.131.484	1.131.484
Cotisations et contributions sociales	238.076	238.076	292.555	292.555
Prestations sociales et allocations diverses	22.338	22.338	13.891	13.891

<b>Transmission des savoirs et démocratisation de la culture</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.700.179</b>	<b>3.700.179</b>	<b>3.532.929</b>	<b>3.532.929</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	697.443	697.443	692.880	692.880
Subventions pour charges de service public	3.002.736	3.002.736	2.840.049	2.840.049
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>27.102</b>	<b>27.102</b>	<b>26.492</b>	<b>26.492</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	27.102	27.102	26.492	26.492
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>14.295.011</b>	<b>14.295.011</b>	<b>12.802.498</b>	<b>12.802.498</b>
Transferts aux ménages	365.645	365.645	297.844	297.844
Transferts aux collectivités locales	1.561.029	1.561.029	1.333.548	1.333.548
Transferts aux autres collectivités	12.368.337	12.368.337	11.171.106	11.171.106
<b>Action culturelle internationale</b>	<b>32.379.039</b>	<b>32.379.039</b>	<b>33.072.611</b>	<b>33.072.611</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>722.304</b>	<b>722.304</b>	<b>683.616</b>	<b>683.616</b>
Rémunérations d'activité	560.668	560.668	523.820	523.820
Cotisations et contributions sociales	147.771	147.771	153.616	153.616
Prestations sociales et allocations diverses	13.865	13.865	6.180	6.180
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.780.098</b>	<b>3.780.098</b>	<b>3.645.669</b>	<b>3.645.669</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	945.758	945.758	922.726	922.726
Subventions pour charges de service public	2.834.340	2.834.340	2.722.943	2.722.943
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>95.023</b>	<b>95.023</b>	<b>90.829</b>	<b>90.829</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	95.023	95.023	90.829	90.829
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>27.781.614</b>	<b>27.781.614</b>	<b>28.652.497</b>	<b>28.652.497</b>
Transferts aux ménages	253.882	253.882	392.407	392.407
Transferts aux entreprises	0	0	1.038.525	1.038.525
Transferts aux collectivités locales	1.852.802	1.852.802	4.683.905	4.683.905
Transferts aux autres collectivités	25.674.930	25.674.930	22.537.660	22.537.660
<b>Fonctions soutien communes aux trois programmes</b>	<b>204.440.334</b>	<b>190.703.250</b>	<b>186.154.492</b>	<b>214.558.190</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>76.804.936</b>	<b>76.804.936</b>	<b>80.957.701</b>	<b>81.824.429</b>
Rémunérations d'activité	59.202.616	59.202.616	62.297.751	63.052.177
Cotisations et contributions sociales	15.603.805	15.603.805	17.213.765	17.296.329
Prestations sociales et allocations diverses	1.998.515	1.998.515	1.446.185	1.475.923
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>70.343.460</b>	<b>70.141.802</b>	<b>66.448.404</b>	<b>68.862.888</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	60.760.877	60.595.693	56.901.275	59.309.499
Subventions pour charges de service public	9.582.583	9.546.109	9.547.129	9.553.389
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>37.915.387</b>	<b>31.362.240</b>	<b>22.700.620</b>	<b>48.610.411</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	36.682.698	30.588.005	22.120.047	47.098.973
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	1.232.689	774.235	580.573	1.511.438
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>19.376.551</b>	<b>12.394.272</b>	<b>16.047.767</b>	<b>15.260.462</b>
Transferts aux ménages	49.625	7.253	129.237	129.976
Transferts aux entreprises	305.196	58.875	81.218	76.208
Transferts aux collectivités locales	7.579.926	1.898.872	5.831.877	5.015.800
Transferts aux autres collectivités	11.441.804	10.429.272	10.005.435	10.038.478

## Mission Défense

La mission *Défense* est une mission ministérielle composée de quatre programmes :

- Le programme *Environnement et prospective de la politique de défense* ;
- Le programme *Préparation et emploi des forces* ;
- Le programme *Soutien de la politique de la défense* ;
- Le programme *Equipement des forces*.

---

### Programme Environnement et prospective de la politique de défense

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.479.903.087	1.615.020.719

L'objectif principal des six actions du programme « Environnement et prospective de la politique de défense » est d'éclairer le ministère pour lui permettre d'élaborer et de conduire la politique de défense.

L'action « Analyse stratégique » concerne pour l'essentiel les activités de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) et de l'EMA consacrées à l'analyse stratégique mais aussi à l'élaboration de la stratégie générale militaire et leur diffusion.

L'action « Prospective des systèmes de forces » intéresse les activités de l'EMA et de la DGA dédiées à l'élaboration des capacités opérationnelles futures.

L'action « Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France » couvre les activités de la DGSE et de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD).

L'action « Capacités technologiques et industrielles nécessaires à la défense » regroupe les activités de la DGA liées au développement et au maintien de ces capacités au profit des systèmes d'équipement futurs.

L'action « Soutien des exportations d'armement » finance les activités de la DGA visant à développer et à soutenir les exportations d'armement.

Enfin, l'action « Diplomatie de défense » recouvre les actions internationales de l'EMA dans le domaine de la prévention et de la limitation des crises (réseau de représentation à l'étranger, coopération de défense, maîtrise des armements,...) et l'action de la DAS afférente aux autorisations et au contrôle des exportations d'armement.

Pour l'essentiel, le programme recouvre les agrégats des entités ou organismes cités ci-dessus participants aux actions. Les dépenses de personnel correspondent à une partie des chapitres en 31, 32 et 33, celles de fonctionnement aux chapitres 34-01/02/04/08 et 52-81, les subventions aux écoles et à l'ONERA aux chapitres 36-01 et 67-10. Les dépenses en capital sont issues principalement des chapitres 51-61, 53-71 et 54-41, notamment pour les équipements de la DGSE et de la DPSD.

---

### Programme Préparation et emploi des forces

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
20.980.529.085	21.233.643.577

Le programme « Préparation et emploi des forces » constitue la finalité ultime du ministère de la Défense, la préparation, le maintien en condition et l'emploi des

forces armées, en renforçant la cohérence opérationnelle des armées dans une perspective interarmées et interalliés. Il comporte sept actions.

Les actions 2, 3 et 4 concernent les forces terrestres, navales et aériennes, forces vives qui dimensionnent le programme par leurs effectifs et par leurs crédits. La finalité de chacune d'elles est de maintenir et de renforcer l'aptitude de l'armée considérée à assurer sa contribution à la politique de défense dans le cadre des missions confiées.

Deux actions concernent plus particulièrement l'emploi des forces. L'action 1 s'intéresse à la cohérence d'ensemble et au commandement, avec comme finalité de planifier les moyens concourant à l'emploi des forces et de conduire les opérations militaires ; l'action 5 englobe les éléments qui assurent les soutiens interarmées nécessaires à l'emploi des forces en opérations : santé, carburants, etc.

Deux actions ont vocation à pourvoir au financement des surcoûts des opérations extérieures (action 6) et intérieures (action 7). Dépourvues d'effectifs, elles ont vocation à répondre aux principes de sincérité et de transparence des comptes budgétaires.

Le programme recouvre :

- des dépenses ordinaires, rémunération, indemnités, pensions et charges sociales des personnels militaires et civils (31-11/12/21/22/31/32/51/61/62/94/96, 32-92/97, 33-90/91/92, 37-01/10 et 30, 37-02-10, 37-03/10 et 30), le fonctionnement (34-01/02/03/04/05/10, 36-01, 37-01/20 et 40, 37-02/20, 37-03/20 et 40) ;
- des dépenses en capital, systèmes d'information et de communication (51-61), forces nucléaires (51-71), équipements communs interarmées (53-71), équipements des armées (53-81), infrastructure (54-41), soutien des forces (55-11), entretien programmé des matériels (55-21) ;
- des subventions d'investissement, travaux d'équipement civil et équipement social intéressant la collectivité militaire (66-50).

---

## Programme Soutien de la politique de la défense

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
2.884.320.484	2.811.194.894

Le programme « Soutien de la politique de défense » est composé de 6 actions et a pour objectif principal de mettre en œuvre au plan administratif les actions de soutien des armées découlant ou non de besoins opérationnels. Il s'agit d'un programme de soutien.

L'action « direction et pilotage » a pour but d'évaluer le coût de fonctionnement du cabinet civil et militaire du ministre.

L'action « fonction de contrôle » est consacrée au contrôle général des armées, corps de contrôle du ministère de la défense.

L'action « gestion centrale » décrit le coût et les effectifs des services de l'administration centrale qui ne sont pas comptabilisés ailleurs.

L'action « politique immobilière » concerne l'ensemble des activités immobilières de la défense (une partie de la DMPA et services constructeurs des armées) et permet de mesurer leur efficacité.

L'action « systèmes d'information et de gestion » répond à la nécessité de mieux harmoniser les différents systèmes d'information du ministère actuellement trop

disparates et de mettre en place un réel pilotage de cet outil.

L'action « action sociale » permet de mettre en évidence cette importante action de soutien, qui comprend les effectifs de l'ensemble de la chaîne sociale, ainsi que les subventions et aides accordées aux organismes d'actions sociale ou aux personnes.

Ce programme recouvre des dépenses des titres III, V et VI. Les dépenses de personnel correspondent essentiellement aux chapitres 31,32 et 33.

Les dépenses de fonctionnement correspondent aux chapitres 34-01, 34-03, 34-04, 34-05, 34-06, 36-01, 37-91, 37-94.

Les dépenses en capital sont consacrées à l'investissement immobilier et l'informatique (chapitres 51-61, 51-71, 53-81, 54-41 et 55-11.

Enfin, le chapitre 66-50 recouvre les crédits destinés aux actions de restructuration, aux dépenses issues d'accords de défense et aux subventions diverses.

## Programme Equipement des forces

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
9.674.041.793	9.980.404.295

Le programme « Equipement des forces » a pour objectif principal la satisfaction des besoins en équipements permettant aux armées de remplir les missions qui leur sont ordonnées.

Les quatre premières actions englobent les crédits des programmes et opérations d'armement au profit de chacune des armées et les RCS des organismes dédiés à leur évaluation opérationnelle et à leur admission au service actif, ainsi qu'aux expérimentations. Afin d'en faire plus clairement ressortir la dimension opérationnelle, les crédits des principaux équipements sont rassemblés en fonctions opérationnelles correspondant aux domaines de chaque armée dont la mise en œuvre coordonnée permet de mener à bien les opérations militaires complexes. Elles présentent aux chefs d'état-major une vue synthétique complète du volet « équipement » des capacités de leur armée.

La cinquième action regroupe les activités de la DGA en matière de préparation et de conduite des opérations d'armement. Elle a pour finalité d'assurer la maîtrise d'ouvrage des programmes et opérations d'armement

dans un souci de cohérence entre les aspects opérationnels, techniques, financiers, calendaires et industriels. Pour chacune de ces opérations d'armement, les différentes solutions techniques sont examinées, l'architecture générale du système d'armes est choisie, les spécifications sont consolidées, le déroulement des programmes et des marchés passés auprès des maîtres d'œuvre industriels sont supervisés et la qualification du système d'armes est assurée.

Les crédits d'investissement du programme sont alimentés par le titre V. Les principaux chapitres concernent le nucléaire (51-71), l'espace et les systèmes d'information (51-61), les autres programmes d'armement (53-71, 53-81) et les investissements des centres d'essais (54-41). Les RCS des militaires et civils sont alimentés par les chapitres en 31, 32 et 33, et le fonctionnement par les chapitres et 34-04 , 34-08 (DGA) et 36-01 pour la contribution au fonctionnement de l'OCCAR.

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>1.505.662.796</b>	<b>1.479.903.087</b>	<b>1.462.499.222</b>	<b>1.615.020.719</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>563.113.148</b>	<b>563.113.148</b>	<b>574.393.709</b>	<b>574.393.709</b>
Rémunérations d'activité	388.865.496	388.865.496	395.067.849	395.067.849
Cotisations et contributions sociales	168.294.985	168.294.985	176.857.155	176.857.155
Prestations sociales et allocations diverses	5.952.667	5.952.667	2.468.705	2.468.705
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>726.991.314</b>	<b>683.698.844</b>	<b>633.646.318</b>	<b>788.864.318</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	487.938.486	442.398.016	371.923.485	526.902.485
Subventions pour charges de service public	239.052.828	241.300.828	261.722.833	261.961.833
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>100.466.239</b>	<b>106.716.000</b>	<b>125.581.600</b>	<b>110.045.097</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	100.466.239	106.716.000	125.581.600	110.045.097
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>115.092.095</b>	<b>126.375.095</b>	<b>128.877.595</b>	<b>141.717.595</b>
Transferts aux entreprises	0	1.283.000	1.624.000	1.269.000
Transferts aux autres collectivités	115.092.095	125.092.095	127.253.595	140.448.595
<b>Préparation et emploi des forces</b>	<b>21.193.500.486</b>	<b>20.980.529.085</b>	<b>21.781.207.049</b>	<b>21.233.643.577</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>15.454.080.863</b>	<b>15.454.080.863</b>	<b>15.827.693.482</b>	<b>15.827.693.482</b>
Rémunérations d'activité	8.091.013.786	8.091.013.786	8.301.209.015	8.301.209.015
Cotisations et contributions sociales	7.114.350.630	7.114.350.630	7.406.737.655	7.406.737.655
Prestations sociales et allocations diverses	248.716.447	248.716.447	119.746.812	119.746.812
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.284.800.916</b>	<b>4.122.521.222</b>	<b>4.221.014.101</b>	<b>3.821.194.146</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.284.800.916	4.122.521.222	4.221.014.101	3.821.194.146
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.454.618.707</b>	<b>1.402.557.000</b>	<b>1.729.568.366</b>	<b>1.581.825.849</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.454.618.707	1.402.557.000	1.729.568.366	1.581.825.849
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>1.370.000</b>	<b>2.931.100</b>	<b>2.930.100</b>
Transferts aux collectivités locales	0	0	101.000	100.000
Transferts aux autres collectivités	0	1.370.000	2.830.100	2.830.100
<b>Soutien de la politique de la défense</b>	<b>2.960.747.655</b>	<b>2.884.320.484</b>	<b>2.754.834.556</b>	<b>2.811.194.894</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>784.923.625</b>	<b>785.928.725</b>	<b>786.939.508</b>	<b>789.600.156</b>
Rémunérations d'activité	411.470.555	411.470.555	391.787.848	391.787.848
Cotisations et contributions sociales	219.225.368	219.225.368	229.166.013	229.166.013
Prestations sociales et allocations diverses	154.227.702	155.232.802	165.985.647	168.646.295
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>823.613.143</b>	<b>838.556.779</b>	<b>849.892.556</b>	<b>828.739.410</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	818.878.400	833.822.078	844.849.548	823.710.374
Subventions pour charges de service public	4.734.743	4.734.701	5.043.008	5.029.036
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.324.087.907</b>	<b>1.229.910.000</b>	<b>1.086.637.512</b>	<b>1.165.932.348</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.324.087.907	1.229.910.000	1.086.637.512	1.165.932.348
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>28.122.980</b>	<b>29.924.980</b>	<b>31.364.980</b>	<b>26.922.980</b>
Transferts aux collectivités locales	26.596.000	28.398.000	29.838.000	25.396.000
Transferts aux autres collectivités	1.526.980	1.526.980	1.526.980	1.526.980

## Défense

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Equipement des forces</b>	<b>11.167.472.583</b>	<b>9.674.041.793</b>	<b>9.819.534.761</b>	<b>9.980.404.295</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>906.354.738</b>	<b>906.354.738</b>	<b>873.178.251</b>	<b>866.732.126</b>
Rémunérations d'activité	541.377.309	541.377.309	511.098.146	505.315.271
Cotisations et contributions sociales	351.477.007	351.477.007	353.869.742	353.326.367
Prestations sociales et allocations diverses	13.500.422	13.500.422	8.210.363	8.090.488
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>641.292.535</b>	<b>578.179.116</b>	<b>286.694.700</b>	<b>310.567.142</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	641.292.535	578.179.116	284.690.761	308.563.203
Subventions pour charges de service public	0	0	2.003.939	2.003.939
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>9.617.821.371</b>	<b>8.187.504.000</b>	<b>8.656.474.310</b>	<b>8.799.917.527</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	9.617.821.371	8.187.504.000	8.656.474.310	8.799.917.527
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.003.939</b>	<b>2.003.939</b>	<b>3.187.500</b>	<b>3.187.500</b>
Transferts aux autres collectivités	2.003.939	2.003.939	3.187.500	3.187.500

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Environnement et prospective de la politique de défense**

(en euros)

Environnement et prospective de la politique de défense <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Analyse stratégique</b>	<b>21.180.454</b>	<b>22.061.851</b>	<b>20.561.871</b>	<b>20.451.666</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>13.581.232</b>	<b>13.581.232</b>	<b>13.755.603</b>	<b>13.755.603</b>
Rémunérations d'activité	8.564.061	8.564.061	8.522.899	8.522.899
Cotisations et contributions sociales	4.838.982	4.838.982	5.162.647	5.162.647
Prestations sociales et allocations diverses	178.189	178.189	70.057	70.057
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.641.485</b>	<b>7.380.619</b>	<b>6.300.372</b>	<b>6.316.050</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.111.089	6.115.619	5.363.538	5.363.538
Subventions pour charges de service public	530.396	1.265.000	936.834	952.512
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>957.737</b>	<b>1.100.000</b>	<b>505.896</b>	<b>380.013</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	957.737	1.100.000	505.896	380.013
<b>Prospective des systèmes de forces</b>	<b>19.382.083</b>	<b>25.877.725</b>	<b>19.444.809</b>	<b>24.246.163</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>5.631.808</b>	<b>5.631.808</b>	<b>5.839.720</b>	<b>5.839.720</b>
Rémunérations d'activité	3.900.611	3.900.611	4.043.186	4.043.186
Cotisations et contributions sociales	1.666.127	1.666.127	1.771.503	1.771.503
Prestations sociales et allocations diverses	65.070	65.070	25.031	25.031
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>13.750.275</b>	<b>20.245.917</b>	<b>13.605.089</b>	<b>18.406.443</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	13.614.917	19.922.917	13.285.195	18.081.195
Subventions pour charges de service public	135.358	323.000	319.894	325.248
<b>Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France</b>	<b>501.091.271</b>	<b>503.587.280</b>	<b>531.836.571</b>	<b>517.582.295</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>363.461.919</b>	<b>363.461.919</b>	<b>369.258.494</b>	<b>369.258.494</b>
Rémunérations d'activité	232.190.819	232.190.819	235.018.637	235.018.637
Cotisations et contributions sociales	125.995.647	125.995.647	131.975.051	131.975.051
Prestations sociales et allocations diverses	5.275.453	5.275.453	2.264.806	2.264.806
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>44.211.361</b>	<b>44.211.361</b>	<b>44.208.901</b>	<b>44.208.901</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	44.211.361	44.211.361	44.208.901	44.208.901
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>93.417.991</b>	<b>95.914.000</b>	<b>118.369.176</b>	<b>104.114.900</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	93.417.991	95.914.000	118.369.176	104.114.900
<b>Maintien des capacités technologiques industrielles</b>	<b>671.162.822</b>	<b>621.918.577</b>	<b>579.738.607</b>	<b>729.784.575</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>25.278.707</b>	<b>25.278.707</b>	<b>25.374.065</b>	<b>25.374.065</b>
Rémunérations d'activité	16.428.985	16.428.985	16.622.640	16.622.640
Cotisations et contributions sociales	8.590.087	8.590.087	8.714.373	8.714.373
Prestations sociales et allocations diverses	259.635	259.635	37.052	37.052
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>645.884.115</b>	<b>595.356.870</b>	<b>552.740.542</b>	<b>703.141.510</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	407.497.042	355.644.042	292.274.437	442.457.437
Subventions pour charges de service public	238.387.073	239.712.828	260.466.105	260.684.073

<b>Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>1.283.000</b>	<b>1.624.000</b>	<b>1.269.000</b>
Transferts aux entreprises	0	1.283.000	1.624.000	1.269.000
<b>Soutien aux exportations d'armement</b>	<b>10.746.270</b>	<b>10.746.270</b>	<b>10.521.711</b>	<b>10.521.711</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>9.733.770</b>	<b>9.733.770</b>	<b>9.501.800</b>	<b>9.501.800</b>
Rémunérations d'activité	5.979.381	5.979.381	5.914.084	5.914.084
Cotisations et contributions sociales	3.635.895	3.635.895	3.544.129	3.544.129
Prestations sociales et allocations diverses	118.494	118.494	43.587	43.587
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.012.500</b>	<b>1.012.500</b>	<b>1.019.911</b>	<b>1.019.911</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.012.500	1.012.500	1.019.911	1.019.911
<b>Diplomatie de défense</b>	<b>282.099.895</b>	<b>295.711.384</b>	<b>300.395.655</b>	<b>312.434.311</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>145.425.712</b>	<b>145.425.712</b>	<b>150.664.029</b>	<b>150.664.029</b>
Rémunérations d'activité	121.801.639	121.801.639	124.946.403	124.946.403
Cotisations et contributions sociales	23.568.247	23.568.247	25.689.453	25.689.453
Prestations sociales et allocations diverses	55.826	55.826	28.173	28.173
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>15.491.577</b>	<b>15.491.577</b>	<b>15.771.503</b>	<b>15.771.503</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15.491.577	15.491.577	15.771.503	15.771.503
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>6.090.511</b>	<b>9.702.000</b>	<b>6.706.528</b>	<b>5.550.184</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	6.090.511	9.702.000	6.706.528	5.550.184
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>115.092.095</b>	<b>125.092.095</b>	<b>127.253.595</b>	<b>140.448.595</b>
Transferts aux autres collectivités	115.092.095	125.092.095	127.253.595	140.448.595

### Préparation et emploi des forces

(en euros)

<b>Préparation et emploi des forces</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Planification des moyens et conduite des opérations</b>	<b>419.660.017</b>	<b>414.803.803</b>	<b>433.635.076</b>	<b>439.477.508</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>356.850.891</b>	<b>356.850.891</b>	<b>375.851.942</b>	<b>375.851.942</b>
Rémunérations d'activité	215.731.195	215.731.195	233.464.797	233.464.797
Cotisations et contributions sociales	136.767.165	136.767.165	140.177.900	140.177.900
Prestations sociales et allocations diverses	4.352.531	4.352.531	2.209.245	2.209.245
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>14.622.912</b>	<b>14.622.912</b>	<b>19.548.990</b>	<b>19.814.238</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	14.622.912	14.622.912	19.548.990	19.814.238
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>48.186.214</b>	<b>43.330.000</b>	<b>38.234.144</b>	<b>43.811.328</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	48.186.214	43.330.000	38.234.144	43.811.328
<b>Préparation des forces terrestres</b>	<b>9.751.102.732</b>	<b>9.562.321.516</b>	<b>9.654.123.642</b>	<b>9.575.125.256</b>

<b>Préparation et emploi des forces</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>7.822.306.985</b>	<b>7.822.306.985</b>	<b>7.838.659.553</b>	<b>7.838.659.553</b>
Rémunérations d'activité	4.023.599.110	4.023.599.110	3.957.939.021	3.957.939.021
Cotisations et contributions sociales	3.676.751.244	3.676.751.244	3.820.347.700	3.820.347.700
Prestations sociales et allocations diverses	121.956.631	121.956.631	60.372.832	60.372.832
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.596.775.407</b>	<b>1.412.905.531</b>	<b>1.554.543.659</b>	<b>1.442.650.729</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.596.775.407	1.412.905.531	1.554.543.659	1.442.650.729
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>332.020.340</b>	<b>327.109.000</b>	<b>260.472.330</b>	<b>293.366.874</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	332.020.340	327.109.000	260.472.330	293.366.874
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>448.100</b>	<b>448.100</b>
Transferts aux autres collectivités	0	0	448.100	448.100
<b>Préparation des forces navales</b>	<b>4.519.925.079</b>	<b>4.621.369.792</b>	<b>4.946.174.522</b>	<b>4.500.258.212</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.896.720.106</b>	<b>2.896.720.106</b>	<b>2.867.309.229</b>	<b>2.867.309.229</b>
Rémunérations d'activité	1.570.447.980	1.570.447.980	1.529.750.070	1.529.750.070
Cotisations et contributions sociales	1.265.175.423	1.265.175.423	1.311.570.174	1.311.570.174
Prestations sociales et allocations diverses	61.096.703	61.096.703	25.988.985	25.988.985
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.175.965.044</b>	<b>1.240.203.686</b>	<b>1.236.437.175</b>	<b>994.192.224</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.175.965.044	1.240.203.686	1.236.437.175	994.192.224
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>447.239.929</b>	<b>483.076.000</b>	<b>839.945.118</b>	<b>636.274.759</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	447.239.929	483.076.000	839.945.118	636.274.759
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>1.370.000</b>	<b>2.483.000</b>	<b>2.482.000</b>
Transferts aux collectivités locales	0	0	101.000	100.000
Transferts aux autres collectivités	0	1.370.000	2.382.000	2.382.000
<b>Préparation des forces aériennes</b>	<b>5.125.288.110</b>	<b>5.004.407.654</b>	<b>5.012.699.130</b>	<b>4.988.404.488</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>3.393.144.782</b>	<b>3.393.144.782</b>	<b>3.416.499.756</b>	<b>3.416.499.756</b>
Rémunérations d'activité	1.788.785.316	1.788.785.316	1.776.031.841	1.776.031.841
Cotisations et contributions sociales	1.557.401.676	1.557.401.676	1.625.468.282	1.625.468.282
Prestations sociales et allocations diverses	46.957.790	46.957.790	14.999.633	14.999.633
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.203.267.456</b>	<b>1.129.936.872</b>	<b>1.115.188.251</b>	<b>1.097.219.901</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.203.267.456	1.129.936.872	1.115.188.251	1.097.219.901
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>528.875.872</b>	<b>481.326.000</b>	<b>481.011.123</b>	<b>474.684.831</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	528.875.872	481.326.000	481.011.123	474.684.831
<b>Soutien interarmées</b>	<b>1.377.524.548</b>	<b>1.377.626.320</b>	<b>1.626.969.847</b>	<b>1.622.787.254</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>985.058.099</b>	<b>985.058.099</b>	<b>1.229.373.002</b>	<b>1.229.373.002</b>
Rémunérations d'activité	492.450.185	492.450.185	704.023.285	704.023.285
Cotisations et contributions sociales	478.255.122	478.255.122	509.173.599	509.173.599
Prestations sociales et allocations diverses	14.352.792	14.352.792	16.176.118	16.176.118
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>294.170.097</b>	<b>324.852.221</b>	<b>295.296.027</b>	<b>267.317.054</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	294.170.097	324.852.221	295.296.027	267.317.054
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>98.296.352</b>	<b>67.716.000</b>	<b>102.300.818</b>	<b>126.097.198</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	98.296.352	67.716.000	102.300.818	126.097.198

<b>Préparation et emploi des forces</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Surcoûts liés aux opérations extérieures</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>107.604.832</b>	<b>107.590.858</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100.000.000</b>	<b>100.000.000</b>
Rémunérations d'activité		0	0	100.000.000	100.000.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>					
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		0	0	7.604.832	7.590.858
<b>Surcoûts liés aux opérations intérieures</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Soutien de la politique de la défense

(en euros)

<b>Soutien de la politique de la défense</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Direction et pilotage</b>		<b>96.299.603</b>	<b>96.356.073</b>	<b>102.582.363</b>	<b>102.531.363</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>88.658.958</b>	<b>88.658.958</b>	<b>94.756.868</b>	<b>94.756.868</b>
Rémunérations d'activité		50.729.349	50.729.349	50.349.922	50.349.922
Cotisations et contributions sociales		36.727.844	36.727.844	43.876.459	43.876.459
Prestations sociales et allocations diverses		1.201.765	1.201.765	530.487	530.487
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>6.113.665</b>	<b>6.170.135</b>	<b>6.298.515</b>	<b>6.247.515</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		3.322.665	3.379.135	3.477.515	3.470.515
Subventions pour charges de service public		2.791.000	2.791.000	2.821.000	2.777.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>1.526.980</b>	<b>1.526.980</b>	<b>1.526.980</b>	<b>1.526.980</b>
Transferts aux autres collectivités		1.526.980	1.526.980	1.526.980	1.526.980
<b>Fonction de contrôle</b>		<b>23.814.008</b>	<b>23.814.008</b>	<b>24.480.788</b>	<b>24.480.788</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>23.320.997</b>	<b>23.320.997</b>	<b>24.010.394</b>	<b>24.010.394</b>
Rémunérations d'activité		15.204.378	15.204.378	15.878.939	15.878.939
Cotisations et contributions sociales		7.665.447	7.665.447	7.843.692	7.843.692
Prestations sociales et allocations diverses		451.172	451.172	287.763	287.763
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>493.011</b>	<b>493.011</b>	<b>470.394</b>	<b>470.394</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		493.011	493.011	470.394	470.394
<b>Gestion centrale</b>		<b>609.024.653</b>	<b>625.171.332</b>	<b>589.815.774</b>	<b>587.603.695</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>388.675.867</b>	<b>389.680.967</b>	<b>396.087.517</b>	<b>398.748.166</b>
Rémunérations d'activité		184.066.864	184.066.864	175.767.723	175.767.723
Cotisations et contributions sociales		62.268.618	62.268.618	63.294.886	63.294.886
Prestations sociales et allocations diverses		142.340.385	143.345.485	157.024.908	159.685.557
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>199.898.353</b>	<b>214.720.365</b>	<b>182.167.951</b>	<b>168.943.778</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		198.713.652	213.535.664	180.663.873	167.439.700
Subventions pour charges de service public		1.184.701	1.184.701	1.504.078	1.504.078

<b>Soutien de la politique de la défense</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>4.004.433</b>	<b>5.608.000</b>	<b>2.124.306</b>	<b>5.475.751</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	4.004.433	5.608.000	2.124.306	5.475.751
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>16.446.000</b>	<b>15.162.000</b>	<b>9.436.000</b>	<b>14.436.000</b>
Transferts aux collectivités locales	16.446.000	15.162.000	9.436.000	14.436.000
<b>Politique immobilière</b>	<b>1.818.450.092</b>	<b>1.779.607.147</b>	<b>1.659.861.285</b>	<b>1.697.733.388</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>228.200.455</b>	<b>228.200.455</b>	<b>218.916.247</b>	<b>218.916.247</b>
Rémunérations d'activité	127.179.534	127.179.534	118.481.328	118.481.328
Cotisations et contributions sociales	97.126.875	97.126.875	98.058.908	98.058.908
Prestations sociales et allocations diverses	3.894.046	3.894.046	2.376.011	2.376.011
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>502.038.734</b>	<b>502.038.692</b>	<b>540.740.997</b>	<b>532.831.025</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	501.888.692	501.888.692	540.600.067	532.692.067
Subventions pour charges de service public	150.042	150.000	140.930	138.958
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.078.060.903</b>	<b>1.036.132.000</b>	<b>879.802.041</b>	<b>935.026.116</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.078.060.903	1.036.132.000	879.802.041	935.026.116
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>10.150.000</b>	<b>13.236.000</b>	<b>20.402.000</b>	<b>10.960.000</b>
Transferts aux collectivités locales	10.150.000	13.236.000	20.402.000	10.960.000
<b>Systèmes d'information et d'administration et de gestion</b>	<b>261.801.558</b>	<b>208.014.183</b>	<b>224.749.844</b>	<b>245.469.160</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.557.259</b>	<b>6.557.259</b>	<b>6.776.765</b>	<b>6.776.765</b>
Rémunérations d'activité	4.237.369	4.237.369	4.065.695	4.065.695
Cotisations et contributions sociales	2.196.764	2.196.764	2.650.302	2.650.302
Prestations sociales et allocations diverses	123.126	123.126	60.768	60.768
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>13.221.728</b>	<b>13.286.924</b>	<b>13.261.914</b>	<b>13.261.914</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	13.221.728	13.286.924	13.261.914	13.261.914
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>242.022.571</b>	<b>188.170.000</b>	<b>204.711.165</b>	<b>225.430.481</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	242.022.571	188.170.000	204.711.165	225.430.481
<b>Action sociale</b>	<b>151.357.741</b>	<b>151.357.741</b>	<b>153.344.502</b>	<b>153.376.502</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>49.510.089</b>	<b>49.510.089</b>	<b>46.391.717</b>	<b>46.391.717</b>
Rémunérations d'activité	30.053.061	30.053.061	27.244.241	27.244.241
Cotisations et contributions sociales	13.239.820	13.239.820	13.441.765	13.441.765
Prestations sociales et allocations diverses	6.217.208	6.217.208	5.705.711	5.705.711
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>101.847.652</b>	<b>101.847.652</b>	<b>106.952.785</b>	<b>106.984.785</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	101.238.652	101.238.652	106.375.785	106.375.785
Subventions pour charges de service public	609.000	609.000	577.000	609.000

**Équipement des forces**

(en euros)

<b>Équipement des forces</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Équipement de la composante interarmées</b>	<b>1.544.102.026</b>	<b>1.454.215.883</b>	<b>1.722.287.535</b>	<b>1.566.703.088</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>4.367.005</b>	<b>4.367.005</b>	<b>5.287.994</b>	<b>5.287.994</b>
Rémunérations d'activité	2.568.015	2.568.015	3.332.615	3.332.615
Cotisations et contributions sociales	1.746.876	1.746.876	1.897.746	1.897.746
Prestations sociales et allocations diverses	52.114	52.114	57.633	57.633
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.116.902</b>	<b>3.227.878</b>	<b>34.687.574</b>	<b>33.808.289</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.116.902	3.227.878	34.687.574	33.808.289
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.535.618.119</b>	<b>1.446.621.000</b>	<b>1.682.311.967</b>	<b>1.527.606.805</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.535.618.119	1.446.621.000	1.682.311.967	1.527.606.805
<b>Équipement des forces terrestres</b>	<b>1.679.186.752</b>	<b>1.664.856.084</b>	<b>1.228.952.885</b>	<b>1.644.924.182</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>24.238.010</b>	<b>24.238.010</b>	<b>24.043.927</b>	<b>24.043.927</b>
Rémunérations d'activité	13.729.895	13.729.895	13.371.568	13.371.568
Cotisations et contributions sociales	10.189.754	10.189.754	10.518.300	10.518.300
Prestations sociales et allocations diverses	318.361	318.361	154.059	154.059
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>25.420.054</b>	<b>18.405.074</b>	<b>20.833.033</b>	<b>20.972.878</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	25.420.054	18.405.074	20.833.033	20.972.878
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.629.528.688</b>	<b>1.622.213.000</b>	<b>1.184.075.925</b>	<b>1.599.907.377</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.629.528.688	1.622.213.000	1.184.075.925	1.599.907.377
<b>Équipement des forces navales</b>	<b>3.061.755.948</b>	<b>2.111.458.475</b>	<b>3.971.910.282</b>	<b>2.263.419.827</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>7.448.475</b>	<b>7.448.475</b>	<b>7.742.795</b>	<b>7.742.795</b>
Rémunérations d'activité	5.071.235	5.071.235	5.022.014	5.022.014
Cotisations et contributions sociales	2.258.988	2.258.988	2.676.360	2.676.360
Prestations sociales et allocations diverses	118.252	118.252	44.421	44.421
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>14.642.829</b>	<b>15.480.000</b>	<b>19.000.000</b>	<b>9.790.000</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	14.642.829	15.480.000	19.000.000	9.790.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.039.664.644</b>	<b>2.088.530.000</b>	<b>3.945.167.487</b>	<b>2.245.887.032</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.039.664.644	2.088.530.000	3.945.167.487	2.245.887.032
<b>Équipement des forces aériennes</b>	<b>2.674.996.438</b>	<b>2.356.072.008</b>	<b>814.002.974</b>	<b>2.442.508.528</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>23.992.008</b>	<b>23.992.008</b>	<b>24.209.104</b>	<b>24.209.104</b>
Rémunérations d'activité	14.238.147	14.238.147	14.230.953	14.230.953
Cotisations et contributions sociales	9.469.708	9.469.708	9.898.175	9.898.175
Prestations sociales et allocations diverses	284.153	284.153	79.976	79.976
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>98.146.681</b>	<b>73.695.000</b>	<b>10.223.278</b>	<b>43.554.569</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	98.146.681	73.695.000	10.223.278	43.554.569
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>2.552.857.749</b>	<b>2.258.385.000</b>	<b>779.570.592</b>	<b>2.374.744.855</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	2.552.857.749	2.258.385.000	779.570.592	2.374.744.855

<b>Equipement des forces</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Préparation et conduite des opérations d'armement</b>	<b>2.207.431.419</b>	<b>2.087.439.343</b>	<b>2.082.381.086</b>	<b>2.062.848.672</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>846.309.240</b>	<b>846.309.240</b>	<b>811.894.432</b>	<b>805.448.307</b>
Rémunérations d'activité	505.770.017	505.770.017	475.140.996	469.358.121
Cotisations et contributions sociales	327.811.681	327.811.681	328.879.161	328.335.786
Prestations sociales et allocations diverses	12.727.542	12.727.542	7.874.275	7.754.400
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>498.966.069</b>	<b>467.371.164</b>	<b>201.950.815</b>	<b>202.441.407</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	498.966.069	467.371.164	199.946.876	200.437.468
Subventions pour charges de service public	0	0	2.003.939	2.003.939
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>860.152.171</b>	<b>771.755.000</b>	<b>1.065.348.339</b>	<b>1.051.771.458</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	860.152.171	771.755.000	1.065.348.339	1.051.771.458
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.003.939</b>	<b>2.003.939</b>	<b>3.187.500</b>	<b>3.187.500</b>
Transferts aux autres collectivités	2.003.939	2.003.939	3.187.500	3.187.500

## Mission Développement et régulation économiques

La mission *Développement et régulation économiques* est une mission ministérielle composée de quatre programmes :

- Le programme *Développement des entreprises* ;
- Le programme *Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel* ;
- Le programme *Régulation et sécurisation des échanges de biens et services* ;
- Le programme *Passifs financiers miniers*.

---

### Programme Développement des entreprises

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.403.700.113	1.180.257.245

Le programme « développement des entreprises », qui associe les moyens de 5 directions (DGEMP, DECAS, DGE, DT et DREE), vise à faciliter le développement d'un tissu économique structurant pour les territoires et générateur d'emplois, tout en contribuant à la répartition équilibrée des activités sur le territoire. Il comporte 7 actions.

L'action « Politique de l'énergie et des matières premières » a pour objet d'accroître la compétitivité de la production nationale d'énergie et de matières premières et de satisfaire la demande en la maîtrisant et en préservant l'environnement. Les dépenses en capital proviennent du 54-93 art.40 et 50 et du 62-92 art.10, 20 et 50 ; les crédits d'intervention sont issus du 41-10 art 50., 44-80 art.51 et 45-10 art.20 et 30 et du 37-61 art.30 pour les dépenses ordinaires (DGE).

L'action « Développement des PME, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales » est orientée vers leur promotion dans les secteurs du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales. Elle agit sur leur environnement économique, réglementaire, social et financier afin de favoriser et soutenir leur développement. Ces crédits sont notamment retracés sur le chapitre expérimental 69-02 ainsi que sur le 44-95 (hors art. 50) (DECAS et DT).

L'action « Environnement et compétitivité des entreprises industrielles » vise à assurer le développement durable de notre industrie en agissant sur son environnement économique, réglementaire, social, financier et technologique. Ces crédits sont principalement retracés sur les chapitres 44-93 et 44-05 (DGE).

L'action « Développement des télécommunications, des postes et de la société de l'information » vise tout d'abord à favoriser le développement des services de

communications électroniques et des services postaux par la mise en place, d'une politique d'ouverture à la concurrence et à l'innovation et d'un service public de qualité; de manière plus générale, à permettre l'essor de la société et des technologies de l'information, au cœur de la croissance et de la compétitivité des économies. Ces crédits sont principalement retracés sur les chapitres 36-10,44-80, 41-10 et 63-04 (DGE).

L'action « Offre de formation pour les entreprises » a pour objet de répondre aux besoins de compétence des entreprises, aux attentes des élèves des écoles d'ingénieurs et de leurs différents partenaires. Les crédits de la DGE et du CGM sont utilisés pour cette action. Les crédits de personnel sont retracés sur les chapitres 31-90, 31-94, 31-97, 32-92, 32-97, 33-90 et 33-91. Les crédits de fonctionnement sur le 36-1 et 43-01. Les crédits d'investissement sur le 66-70. Les crédits BCRD sont regroupés dans le programme « Recherche industrielles ».

L'action « Accompagnement des mutations industrielles » vise à anticiper et accompagner les mutations économiques des entreprises industrielles et des territoires en favorisant leurs actions économiquement et socialement responsables. Ces crédits sont principalement retracés sur les chapitres 64-93 et 64-96 (DGE et DT).

L'action « Développement international de l'économie française » comporte deux finalités : l'information, la mise en relation et la promotion pour soutenir le développement international des entreprises françaises ; la promotion de l'offre territoriale française auprès des sociétés étrangères souhaitant éventuellement s'implanter en France. Ces crédits sont principalement retracés sur les chapitres 31-10, 33-92, 37-07, 44-97, 44-84, 57-90 et 64-00 (DT et DREE).

## Programme Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
251.257.779	246.299.700

Ce programme a pour but d'assurer le contrôle des activités nucléaires et industrielles afin de protéger les travailleurs, le public, l'environnement, contre les risques liés à ces activités, de garantir un niveau élevé de fiabilité des instruments de mesure réglementés et de favoriser le développement des entreprises. Ce programme comporte quatre actions pilotées par la DGE et l'ASN et exécutées localement par les DRIRE.

L'action « Prévention des nuisances et des risques industriels » comprend les crédits (personnels, fonctionnement, équipement) destinés à mettre en œuvre une inspection optimale des installations classées par les DRIRE pour le compte du ministère chargé de l'environnement.

L'action « Contrôles techniques de sécurité et de métrologie » comprend les moyens en personnel, en fonctionnement et investissement nécessaires à l'action, des DRIRE correspondant au programme « Passifs financiers miniers » et les crédits d'études de sécurité industrielle.

L'action « Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » comprend les moyens en personnel, en fonctionnement et investissement de l'Autorité de sûreté nucléaire (DGSNR et DSNR), ainsi que ceux du délégué à la sûreté nucléaire de défense (DSND).

L'action « Développement industriel » comprend les moyens en personnel, en fonctionnement et investissement pour accompagner le développement des entreprises et ceux de l'action des DRIRE en matière d'énergie.

Le programme comporte les dépenses de l'agrégat 18 (SARSCI), ceux de l'ASN et une partie de l'agrégat 31 « administration générale et dotations communes » soit des dépenses des titres III, IV et V (ASN et DGE) correspondant aux dépenses de personnel des chapitres 31-90, 31-94, 31-97, 32-92, 32-97, 33-90, 33-91, aux dépenses de fonctionnement et en capital des chapitres 34-98, 37-70, 37-91, 44-80, 45-10, 54-93, 57-90 et 64-92.

## Programme Régulation et sécurisation des échanges de biens et services

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.395.037.345	1.411.865.445

Composé de 9 actions, associant les moyens de la DGDDI, de la DGCCRF, du conseil de la concurrence (CC), de la commission de régulation de l'énergie (CRE) et de l'autorité de régulation des télécommunications (ART), ce programme vise à garantir un équilibre d'une part entre le développement des activités économiques et le respect de l'égalité entre les acteurs et d'autre part, entre la fluidité des échanges et la sécurité des personnes.

Les 3 premières actions recouvrent les moyens (personnels, fonctionnement, équipements) mis à la disposition de la DGCCRF et d'organismes tiers ou d'associations de consommateurs comme l'INC.

Les deux actions suivantes comprennent les crédits de rémunération, fonctionnement et équipement mis à la

disposition de la DGDDI pour assurer la maîtrise et la régulation des flux de marchandises, ainsi que la protection de l'espace national et européen.

Les actions « mise en œuvre indépendante du droit de la concurrence », « régulation et contrôle du marché de l'énergie » et « régulation des télécommunications » regroupent les moyens du CC, de la CRE et de l'ART.

L'action « soutien » comprend les coûts des fonctions transversales de la DGDDI et de la DGCCRF.

Ce programme recouvre l'essentiel des agrégats 14 DGDDI et l'agrégat 17 DGCCRF et certains crédits de l'agrégat 31 administration générale et dotations communes, soit des dépenses des titres III (DGDDI,

DGCCRF, CC, CRE et ART), IV (DGCCRF et DGDDI) et V (DGCCRF et DGDDI). Les crédits de personnel correspondent aux chapitres 31-90, 31-94, 31-97, 33-90, 33-91, 33-92 et 37-30 articles 50 et 70, ceux de fonctionnement aux chapitres 34-98, 37-30 articles 60 et 80, 36-10 et 37-91 et ceux d'investissement au chapitre

57-90. Les crédits d'intervention sont issus des chapitres 41-10, 44-42 art61, 87 et 88.

Les chapitres 37-05, 37-06, 37-08 reprennent les crédits de personnels, de fonctionnement et d'équipement du CC, de la CRE et de l'ART.

---

## Programme Passifs financiers miniers

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
527.806.998	655.355.108

Le programme « Passifs financiers miniers » est composé de 4 actions destinées à traiter l'ensemble des conséquences liées à l'arrêt de l'exploitation minière qu'elles soient d'ordre environnemental, social, ou de sécurité.

L'action « Gestion de l'après-mines » a pour but d'assurer l'arrêt des exploitations minières dans les meilleures conditions et à des coûts acceptables. Elle s'appuie sur l'application de textes réglementaires pour conduire les exploitants miniers publics à leur dissolution et sur l'élaboration de plans de prévention des risques miniers et de gestion de la procédure d'arrêt définitif de travaux.

L'action « Indemnisations liées aux sinistres de l'après-mine » vise à élaborer le cadre juridique de l'indemnisation, à apporter une expertise technique et à mettre en place les crédits nécessaires à l'indemnisation de victimes d'effondrements ou de mouvements de terrains liés à l'exploitation minière.

L'action « Travaux de sécurité dans les mines et expropriations » consiste à gérer la procédure de travaux de mise en sécurité des sites miniers « orphelins » ou non en établissant les diagnostics des méthodes de traitement. Par ailleurs, après avoir identifié les ouvrages miniers à risque d'effondrement, elle met en œuvre la procédure d'expropriation requise pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur les sites à risques.

L'action « Prestations à certains retraités des mines » consiste à garantir le droit des mineurs en substituant l'État aux obligations des entreprises disparues.

Pour l'essentiel le programme « Passifs financiers miniers » recouvre les crédits d'intervention et d'équipement de l'agrégat 24 accompagnement des mutations industrielles (titres IV et V). Les crédits sont issus des chapitres 44-80 art.52 en partie et art.90, 45-10 art.10 (CDF), 46-93 (art.10, 20, 30 et 40) pour les prestations versées à certains retraités des mines et des industries électriques et gazières et les indemnisations liées aux sinistres de « l'après-mines » et 57-91 (art.10, 20 et 30).

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Développement des entreprises</b>	<b>1.308.734.113</b>	<b>1.403.700.113</b>	<b>1.145.929.245</b>	<b>1.180.257.245</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>253.853.720</b>	<b>253.853.720</b>	<b>244.749.095</b>	<b>244.749.095</b>
Rémunérations d'activité	197.827.663	197.827.663	187.208.008	187.208.008
Cotisations et contributions sociales	47.232.823	47.232.823	49.985.540	49.985.540
Prestations sociales et allocations diverses	8.793.234	8.793.234	7.555.547	7.555.547
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>351.723.873</b>	<b>355.584.873</b>	<b>319.359.395</b>	<b>325.791.395</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	44.359.637	42.778.637	42.218.933	42.150.933
Subventions pour charges de service public	307.364.236	312.806.236	277.140.462	283.640.462
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.613.000</b>	<b>1.358.000</b>	<b>2.113.000</b>	<b>2.200.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.000.000	1.000.000	1.500.000	1.500.000
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	613.000	358.000	613.000	700.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>698.043.520</b>	<b>790.903.520</b>	<b>576.207.755</b>	<b>604.016.755</b>
Transferts aux ménages	28.326.164	30.426.164	28.376.030	30.476.030
Transferts aux entreprises	641.973.333	732.733.333	498.107.788	532.516.788
Transferts aux autres collectivités	27.744.023	27.744.023	49.723.937	41.023.937
<b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b>	<b>3.500.000</b>	<b>2.000.000</b>	<b>3.500.000</b>	<b>3.500.000</b>
Dotations en fonds propres	3.500.000	2.000.000	3.500.000	3.500.000
<b>Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel</b>	<b>258.958.779</b>	<b>251.257.779</b>	<b>251.513.700</b>	<b>246.299.700</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>145.677.747</b>	<b>145.677.747</b>	<b>147.073.034</b>	<b>147.073.034</b>
Rémunérations d'activité	111.148.000	111.148.000	111.267.114	111.267.114
Cotisations et contributions sociales	31.763.456	31.763.456	34.181.063	34.181.063
Prestations sociales et allocations diverses	2.766.291	2.766.291	1.624.857	1.624.857
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>43.538.807</b>	<b>43.538.807</b>	<b>43.174.355</b>	<b>43.174.355</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	41.423.147	41.423.147	41.058.805	41.058.805
Subventions pour charges de service public	2.115.660	2.115.660	2.115.550	2.115.550
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>2.002.000</b>	<b>4.188.000</b>	<b>2.002.000</b>	<b>6.388.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	3.000.000	0	5.200.000
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	2.002.000	1.188.000	2.002.000	1.188.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>67.740.225</b>	<b>57.853.225</b>	<b>59.264.311</b>	<b>49.664.311</b>
Transferts aux entreprises	65.526.000	55.639.000	57.050.000	47.450.000
Transferts aux autres collectivités	2.214.225	2.214.225	2.214.311	2.214.311
<b>Régulation et sécurisation des échanges de biens et services</b>	<b>1.394.137.345</b>	<b>1.395.037.345</b>	<b>1.412.365.445</b>	<b>1.411.865.445</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.181.378.743</b>	<b>1.181.378.743</b>	<b>1.195.060.727</b>	<b>1.195.060.727</b>
Rémunérations d'activité	848.488.432	848.488.432	848.629.605	848.629.605
Cotisations et contributions sociales	315.066.496	315.066.496	336.102.563	336.102.563
Prestations sociales et allocations diverses	17.823.815	17.823.815	10.328.559	10.328.559
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>184.179.727</b>	<b>184.179.727</b>	<b>178.825.805</b>	<b>178.825.805</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	172.741.175	172.741.175	174.515.161	174.515.161

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Subventions pour charges de service public	11.438.552	11.438.552	4.310.644	4.310.644
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>27.718.875</b>	<b>28.618.875</b>	<b>28.327.049</b>	<b>27.827.049</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	27.269.275	28.169.275	27.870.300	27.370.300
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	449.600	449.600	456.749	456.749
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>860.000</b>	<b>860.000</b>	<b>10.151.864</b>	<b>10.151.864</b>
Transferts aux collectivités locales	860.000	860.000	1.770.000	1.770.000
Transferts aux autres collectivités	0	0	8.381.864	8.381.864
<b>Passifs financiers miniers</b>	<b>530.306.998</b>	<b>527.806.998</b>	<b>657.355.108</b>	<b>655.355.108</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.219.998</b>	<b>4.219.998</b>	<b>4.972.690</b>	<b>4.972.690</b>
Subventions pour charges de service public	4.219.998	4.219.998	4.972.690	4.972.690
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>12.500.000</b>	<b>10.000.000</b>	<b>17.000.000</b>	<b>15.000.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	12.500.000	10.000.000	17.000.000	15.000.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>513.587.000</b>	<b>513.587.000</b>	<b>635.382.418</b>	<b>635.382.418</b>
Transferts aux ménages	481.587.000	481.587.000	603.380.000	603.380.000
Transferts aux entreprises	32.000.000	32.000.000	32.002.418	32.002.418

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Développement des entreprises**

(en euros)

Intitulé de l'action <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Politique de l'énergie et des matières premières</b>	<b>69.136.093</b>	<b>69.407.093</b>	<b>93.712.964</b>	<b>85.626.964</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>15.091.416</b>	<b>15.091.416</b>	<b>14.895.114</b>	<b>14.895.114</b>
Rémunérations d'activité	11.586.901	11.586.901	11.120.725	11.120.725
Cotisations et contributions sociales	3.303.203	3.303.203	3.625.971	3.625.971
Prestations sociales et allocations diverses	201.312	201.312	148.418	148.418
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>12.939.741</b>	<b>12.865.741</b>	<b>14.133.000</b>	<b>14.160.000</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	273.000	199.000	273.000	300.000
Subventions pour charges de service public	12.666.741	12.666.741	13.860.000	13.860.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>613.000</b>	<b>358.000</b>	<b>613.000</b>	<b>700.000</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	613.000	358.000	613.000	700.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>36.991.936</b>	<b>39.091.936</b>	<b>60.571.850</b>	<b>52.371.850</b>
Transferts aux ménages	26.040.000	28.140.000	26.040.000	28.140.000
Transferts aux entreprises	0	0	2.000.000	2.000.000
Transferts aux autres collectivités	10.951.936	10.951.936	32.531.850	22.231.850
<b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b>	<b>3.500.000</b>	<b>2.000.000</b>	<b>3.500.000</b>	<b>3.500.000</b>
Dotations en fonds propres	3.500.000	2.000.000	3.500.000	3.500.000
<b>Développement des PME, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales</b>	<b>307.381.347</b>	<b>306.731.347</b>	<b>285.749.388</b>	<b>287.724.388</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>15.311.147</b>	<b>15.311.147</b>	<b>15.138.388</b>	<b>15.138.388</b>
Rémunérations d'activité	11.612.397	11.612.397	11.158.849	11.158.849
Cotisations et contributions sociales	3.496.995	3.496.995	3.830.612	3.830.612
Prestations sociales et allocations diverses	201.755	201.755	148.927	148.927
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>292.070.200</b>	<b>291.420.200</b>	<b>270.611.000</b>	<b>272.586.000</b>
Transferts aux entreprises	292.070.200	291.420.200	270.611.000	272.586.000
<b>Environnement et compétitivité des entreprises industrielles</b>	<b>185.937.516</b>	<b>186.430.516</b>	<b>143.284.469</b>	<b>147.789.469</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>24.063.186</b>	<b>24.063.186</b>	<b>23.801.734</b>	<b>23.801.734</b>
Rémunérations d'activité	18.314.873	18.314.873	17.623.437	17.623.437
Cotisations et contributions sociales	5.430.109	5.430.109	5.942.978	5.942.978
Prestations sociales et allocations diverses	318.204	318.204	235.319	235.319
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>140.474.330</b>	<b>138.967.330</b>	<b>100.735.947</b>	<b>100.640.947</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.912.000	2.405.000	2.500.000	2.405.000
Subventions pour charges de service public	136.562.330	136.562.330	98.235.947	98.235.947
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>21.400.000</b>	<b>23.400.000</b>	<b>18.746.788</b>	<b>23.346.788</b>
Transferts aux entreprises	12.800.000	14.800.000	11.546.788	14.546.788
Transferts aux autres collectivités	8.600.000	8.600.000	7.200.000	8.800.000

<b>Développement des entreprises</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Développement des télécommunications, des postes et de la société de l'information</b>	<b>327.706.184</b>	<b>330.648.184</b>	<b>213.872.227</b>	<b>218.872.227</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>260.935</b>	<b>260.935</b>	<b>198.111</b>	<b>198.111</b>
Rémunérations d'activité	171.992	171.992	172.852	172.852
Cotisations et contributions sociales	83.530	83.530	19.811	19.811
Prestations sociales et allocations diverses	5.413	5.413	5.448	5.448
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>29.732.898</b>	<b>32.674.898</b>	<b>27.814.898</b>	<b>32.814.898</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	244.898	244.898	244.898	244.898
Subventions pour charges de service public	29.488.000	32.430.000	27.570.000	32.570.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>297.712.351</b>	<b>297.712.351</b>	<b>185.859.218</b>	<b>185.859.218</b>
Transferts aux entreprises	289.653.133	289.653.133	176.000.000	176.000.000
Transferts aux autres collectivités	8.059.218	8.059.218	9.859.218	9.859.218
<b>Offre de formation aux entreprises</b>	<b>136.285.865</b>	<b>138.785.865</b>	<b>140.681.189</b>	<b>142.181.189</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>50.059.680</b>	<b>50.059.680</b>	<b>51.125.553</b>	<b>51.125.553</b>
Rémunérations d'activité	36.204.765	36.204.765	36.629.478	36.629.478
Cotisations et contributions sociales	13.331.928	13.331.928	14.136.019	14.136.019
Prestations sociales et allocations diverses	522.987	522.987	360.056	360.056
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>83.940.021</b>	<b>86.440.021</b>	<b>87.219.606</b>	<b>88.719.606</b>
Subventions pour charges de service public	83.940.021	86.440.021	87.219.606	88.719.606
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.286.164</b>	<b>2.286.164</b>	<b>2.336.030</b>	<b>2.336.030</b>
Transferts aux ménages	2.286.164	2.286.164	2.336.030	2.336.030
<b>Accompagnement des mutations industrielles</b>	<b>38.000.000</b>	<b>130.470.000</b>	<b>28.500.000</b>	<b>60.004.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>38.000.000</b>	<b>130.470.000</b>	<b>28.500.000</b>	<b>60.004.000</b>
Transferts aux entreprises	38.000.000	130.470.000	28.500.000	60.004.000
<b>Développement international de l'économie française</b>	<b>244.287.108</b>	<b>241.227.108</b>	<b>240.129.008</b>	<b>238.059.008</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>149.067.356</b>	<b>149.067.356</b>	<b>139.590.195</b>	<b>139.590.195</b>
Rémunérations d'activité	119.936.735	119.936.735	110.502.668	110.502.668
Cotisations et contributions sociales	21.587.058	21.587.058	22.430.148	22.430.148
Prestations sociales et allocations diverses	7.543.563	7.543.563	6.657.379	6.657.379
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>84.636.883</b>	<b>84.636.883</b>	<b>89.455.944</b>	<b>89.455.944</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	39.929.739	39.929.739	39.201.035	39.201.035
Subventions pour charges de service public	44.707.144	44.707.144	50.254.909	50.254.909
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.000.000</b>	<b>1.000.000</b>	<b>1.500.000</b>	<b>1.500.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.000.000	1.000.000	1.500.000	1.500.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>9.582.869</b>	<b>6.522.869</b>	<b>9.582.869</b>	<b>7.512.869</b>
Transferts aux entreprises	9.450.000	6.390.000	9.450.000	7.380.000
Transferts aux autres collectivités	132.869	132.869	132.869	132.869

**Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel**

(en euros)

<b>Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Prévention des nuisances et des risques industriels</b>		<b>13.490.812</b>	<b>13.558.432</b>	<b>13.485.211</b>	<b>13.602.731</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>12.729.093</b>	<b>12.729.093</b>	<b>12.748.081</b>	<b>12.748.081</b>
Rémunérations d'activité		12.018.390	12.018.390	12.011.264	12.011.264
Cotisations et contributions sociales		670.330	670.330	713.149	713.149
Prestations sociales et allocations diverses		40.373	40.373	23.668	23.668
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>761.719</b>	<b>761.719</b>	<b>737.130</b>	<b>737.130</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		761.719	761.719	737.130	737.130
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>67.620</b>	<b>0</b>	<b>117.520</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		0	67.620	0	117.520
<b>Contrôles techniques de sécurité et de métrologie</b>		<b>116.628.272</b>	<b>118.813.422</b>	<b>116.196.189</b>	<b>120.010.269</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>83.372.418</b>	<b>83.372.418</b>	<b>83.958.256</b>	<b>83.958.256</b>
Rémunérations d'activité		59.736.972	59.736.972	59.520.634	59.520.634
Cotisations et contributions sociales		21.876.570	21.876.570	23.450.340	23.450.340
Prestations sociales et allocations diverses		1.758.876	1.758.876	987.282	987.282
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>33.166.854</b>	<b>33.166.854</b>	<b>32.148.933</b>	<b>32.148.933</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		31.051.194	31.051.194	30.033.383	30.033.383
Subventions pour charges de service public		2.115.660	2.115.660	2.115.550	2.115.550
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>89.000</b>	<b>2.274.150</b>	<b>89.000</b>	<b>3.903.080</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		0	2.221.150	0	3.850.080
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		89.000	53.000	89.000	53.000
<b>Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection</b>		<b>32.500.498</b>	<b>32.072.508</b>	<b>33.755.459</b>	<b>33.453.419</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>25.418.570</b>	<b>25.418.570</b>	<b>25.796.971</b>	<b>25.796.971</b>
Rémunérations d'activité		21.547.107	21.547.107	21.705.917	21.705.917
Cotisations et contributions sociales		3.415.232	3.415.232	3.757.311	3.757.311
Prestations sociales et allocations diverses		456.231	456.231	333.743	333.743
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>3.535.703</b>	<b>3.535.703</b>	<b>4.412.177</b>	<b>4.412.177</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		3.535.703	3.535.703	4.412.177	4.412.177
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>1.332.000</b>	<b>904.010</b>	<b>1.332.000</b>	<b>1.029.960</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		0	172.010	0	297.960
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		1.332.000	732.000	1.332.000	732.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>2.214.225</b>	<b>2.214.225</b>	<b>2.214.311</b>	<b>2.214.311</b>
Transferts aux autres collectivités		2.214.225	2.214.225	2.214.311	2.214.311
<b>Développement industriel</b>		<b>96.339.197</b>	<b>86.813.417</b>	<b>88.076.842</b>	<b>79.233.282</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>24.157.666</b>	<b>24.157.666</b>	<b>24.569.727</b>	<b>24.569.727</b>
Rémunérations d'activité		17.845.531	17.845.531	18.029.300	18.029.300
Cotisations et contributions sociales		5.801.324	5.801.324	6.260.264	6.260.264
Prestations sociales et allocations diverses		510.811	510.811	280.163	280.163

<b>Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.074.531</b>	<b>6.074.531</b>	<b>5.876.115</b>	<b>5.876.115</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.074.531	6.074.531	5.876.115	5.876.115
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>581.000</b>	<b>942.220</b>	<b>581.000</b>	<b>1.337.440</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	539.220	0	934.440
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	581.000	403.000	581.000	403.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>65.526.000</b>	<b>55.639.000</b>	<b>57.050.000</b>	<b>47.450.000</b>
Transferts aux entreprises	65.526.000	55.639.000	57.050.000	47.450.000

### Régulation et sécurisation des échanges de biens et services

(en euros)

<b>Régulation et sécurisation des échanges de biens et services</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Régulation concurrentielle des marchés</b>	<b>65.157.148</b>	<b>65.145.968</b>	<b>50.343.866</b>	<b>50.343.866</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>56.748.691</b>	<b>56.748.691</b>	<b>44.314.565</b>	<b>44.314.565</b>
Rémunérations d'activité	41.770.375	41.770.375	29.761.160	29.761.160
Cotisations et contributions sociales	14.264.878	14.264.878	14.251.184	14.251.184
Prestations sociales et allocations diverses	713.438	713.438	302.221	302.221
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7.922.330</b>	<b>7.922.330</b>	<b>5.649.641</b>	<b>5.649.641</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.922.330	7.922.330	5.649.641	5.649.641
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>486.127</b>	<b>474.947</b>	<b>379.660</b>	<b>379.660</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	486.127	474.947	379.660	379.660
<b>Protection économique du consommateur</b>	<b>127.753.909</b>	<b>127.703.428</b>	<b>106.428.367</b>	<b>106.428.367</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>104.318.996</b>	<b>104.318.996</b>	<b>83.006.891</b>	<b>83.006.891</b>
Rémunérations d'activité	76.801.527	76.801.527	55.893.386	55.893.386
Cotisations et contributions sociales	26.205.672	26.205.672	26.545.792	26.545.792
Prestations sociales et allocations diverses	1.311.797	1.311.797	567.713	567.713
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>21.777.194</b>	<b>21.777.194</b>	<b>13.695.122</b>	<b>13.695.122</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	14.277.305	14.277.305	9.884.478	9.884.478
Subventions pour charges de service public	7.499.889	7.499.889	3.810.644	3.810.644
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.657.719</b>	<b>1.607.238</b>	<b>1.344.490</b>	<b>1.344.490</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.657.719	1.607.238	1.344.490	1.344.490
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8.381.864</b>	<b>8.381.864</b>
Transferts aux autres collectivités	0	0	8.381.864	8.381.864
<b>Maîtrise et régulation des flux de marchandises</b>	<b>349.824.502</b>	<b>349.824.502</b>	<b>337.757.743</b>	<b>337.757.743</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>317.805.781</b>	<b>317.805.781</b>	<b>312.541.308</b>	<b>312.541.308</b>
Rémunérations d'activité	227.604.874	227.604.874	220.335.823	220.335.823
Cotisations et contributions sociales	85.195.504	85.195.504	89.648.677	89.648.677

<b>Régulation et sécurisation des échanges de biens et services</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Prestations sociales et allocations diverses	5.005.403	5.005.403	2.556.808	2.556.808
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>32.018.721</b>	<b>32.018.721</b>	<b>25.216.435</b>	<b>25.216.435</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	31.938.060	31.938.060	25.052.435	25.052.435
Subventions pour charges de service public	80.661	80.661	164.000	164.000
<b>Protection de l'espace national et européen</b>	<b>449.153.869</b>	<b>449.663.869</b>	<b>454.947.526</b>	<b>454.702.526</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>393.124.890</b>	<b>393.124.890</b>	<b>401.903.084</b>	<b>401.903.084</b>
Rémunérations d'activité	275.166.839	275.166.839	278.948.203	278.948.203
Cotisations et contributions sociales	111.771.638	111.771.638	119.292.893	119.292.893
Prestations sociales et allocations diverses	6.186.413	6.186.413	3.661.988	3.661.988
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>42.928.979</b>	<b>42.928.979</b>	<b>39.024.442</b>	<b>39.024.442</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	42.820.832	42.820.832	38.837.942	38.837.942
Subventions pour charges de service public	108.147	108.147	186.500	186.500
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>12.240.000</b>	<b>12.750.000</b>	<b>12.250.000</b>	<b>12.005.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	12.240.000	12.750.000	12.250.000	12.005.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>860.000</b>	<b>860.000</b>	<b>1.770.000</b>	<b>1.770.000</b>
Transferts aux collectivités locales	860.000	860.000	1.770.000	1.770.000
<b>Sécurité du consommateur</b>	<b>53.561.362</b>	<b>53.523.023</b>	<b>53.154.603</b>	<b>53.154.603</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>42.690.126</b>	<b>42.690.126</b>	<b>47.970.547</b>	<b>47.970.547</b>
Rémunérations d'activité	31.525.182	31.525.182	35.635.092	35.635.092
Cotisations et contributions sociales	10.626.308	10.626.308	11.987.583	11.987.583
Prestations sociales et allocations diverses	538.636	538.636	347.872	347.872
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9.745.807</b>	<b>9.745.807</b>	<b>4.239.824</b>	<b>4.239.824</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.057.144	6.057.144	4.239.824	4.239.824
Subventions pour charges de service public	3.688.663	3.688.663	0	0
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.125.429</b>	<b>1.087.090</b>	<b>944.232</b>	<b>944.232</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.125.429	1.087.090	944.232	944.232
<b>Mise en œuvre indépendante du droit de la concurrence (Conseil de la concurrence)</b>	<b>9.811.176</b>	<b>9.811.176</b>	<b>9.939.996</b>	<b>9.939.996</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>7.270.867</b>	<b>7.270.867</b>	<b>7.422.823</b>	<b>7.422.823</b>
Rémunérations d'activité	5.217.871	5.217.871	5.263.602	5.263.602
Cotisations et contributions sociales	1.902.310	1.902.310	2.061.808	2.061.808
Prestations sociales et allocations diverses	150.686	150.686	97.413	97.413
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.540.309</b>	<b>2.540.309</b>	<b>2.517.173</b>	<b>2.517.173</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.540.309	2.540.309	2.517.173	2.517.173
<b>Régulation et contrôle des marchés de l'énergie (CRE)</b>	<b>14.998.484</b>	<b>14.998.484</b>	<b>16.729.871</b>	<b>16.729.871</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>8.728.484</b>	<b>8.728.484</b>	<b>9.739.871</b>	<b>9.739.871</b>
Rémunérations d'activité	6.336.577	6.336.577	7.097.142	7.097.142
Cotisations et contributions sociales	2.310.963	2.310.963	2.547.419	2.547.419
Prestations sociales et allocations diverses	80.944	80.944	95.310	95.310
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.270.000</b>	<b>6.270.000</b>	<b>6.990.000</b>	<b>6.990.000</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.270.000	6.270.000	6.990.000	6.990.000

<b>Régulation et sécurisation des échanges de biens et services</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Régulation des télécommunications (ART)</b>	<b>19.441.307</b>	<b>19.441.307</b>	<b>20.511.114</b>	<b>20.511.114</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>11.616.853</b>	<b>11.616.853</b>	<b>12.567.660</b>	<b>12.567.660</b>
Rémunérations d'activité	8.683.661	8.683.661	9.337.365	9.337.365
Cotisations et contributions sociales	2.737.998	2.737.998	3.068.046	3.068.046
Prestations sociales et allocations diverses	195.194	195.194	162.249	162.249
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7.374.854</b>	<b>7.374.854</b>	<b>7.486.705</b>	<b>7.486.705</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.374.854	7.374.854	7.486.705	7.486.705
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>449.600</b>	<b>449.600</b>	<b>456.749</b>	<b>456.749</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	449.600	449.600	456.749	456.749
<b>Soutien</b>	<b>304.435.588</b>	<b>304.925.588</b>	<b>362.552.359</b>	<b>362.297.359</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>239.074.055</b>	<b>239.074.055</b>	<b>275.593.977</b>	<b>275.593.977</b>
Rémunérations d'activité	175.381.526	175.381.526	206.357.831	206.357.831
Cotisations et contributions sociales	60.051.225	60.051.225	66.699.160	66.699.160
Prestations sociales et allocations diverses	3.641.304	3.641.304	2.536.986	2.536.986
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>53.601.533</b>	<b>53.601.533</b>	<b>74.006.463</b>	<b>74.006.463</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	53.540.341	53.540.341	73.856.963	73.856.963
Subventions pour charges de service public	61.192	61.192	149.500	149.500
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>11.760.000</b>	<b>12.250.000</b>	<b>12.951.919</b>	<b>12.696.919</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	11.760.000	12.250.000	12.951.919	12.696.919

### Passifs financiers miniers

(en euros)

<b>Passifs financiers miniers</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Gestion de l'après-mines</b>	<b>5.219.998</b>	<b>5.219.998</b>	<b>36.975.108</b>	<b>36.975.108</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.219.998</b>	<b>4.219.998</b>	<b>4.972.690</b>	<b>4.972.690</b>
Subventions pour charges de service public	4.219.998	4.219.998	4.972.690	4.972.690
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.000.000</b>	<b>1.000.000</b>	<b>32.002.418</b>	<b>32.002.418</b>
Transferts aux ménages	1.000.000	1.000.000	0	0
Transferts aux entreprises	0	0	32.002.418	32.002.418
<b>Indemnisation liée aux sinistres de l'après-mines</b>	<b>492.737.000</b>	<b>492.737.000</b>	<b>500.000</b>	<b>500.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>492.737.000</b>	<b>492.737.000</b>	<b>500.000</b>	<b>500.000</b>
Transferts aux ménages	460.737.000	460.737.000	500.000	500.000
Transferts aux entreprises	32.000.000	32.000.000	0	0
<b>Travaux de sécurité dans les mines et expropriations sur</b>	<b>12.500.000</b>	<b>10.000.000</b>	<b>17.000.000</b>	<b>15.000.000</b>

<b>Passifs financiers miniers</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
		<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>les sites miniers</b>					
	<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>12.500.000</b>	<b>10.000.000</b>	<b>17.000.000</b>	<b>15.000.000</b>
	Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	12.500.000	10.000.000	17.000.000	15.000.000
<hr/>					
	<b>Prestations à certains retraités des mines</b>	<b>19.850.000</b>	<b>19.850.000</b>	<b>602.880.000</b>	<b>602.880.000</b>
	<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>19.850.000</b>	<b>19.850.000</b>	<b>602.880.000</b>	<b>602.880.000</b>
	Transferts aux ménages	19.850.000	19.850.000	602.880.000	602.880.000

## Mission Direction de l'action du Gouvernement

La mission *Direction de l'action du Gouvernement* est une mission ministérielle composée de deux programmes :

- Le programme *Coordination du travail gouvernemental* ;
- Le programme *Fonction publique, réforme de l'État et prospective*.

---

### Programme Coordination du travail gouvernemental

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
433.622.672	481.028.247

Le programme « Coordination du travail gouvernemental » est composé de 10 actions et présente l'ensemble administratif diversifié rattaché au Chef du Gouvernement pour l'assister dans les fonctions que lui confèrent les articles 20 et 21 de la Constitution.

L'action « Coordination du travail gouvernemental » regroupe les crédits destinés au fonctionnement du cabinet du Premier ministre et des cabinets des ministres rattachés, du Secrétariat Général du Gouvernement, et du Service d'Information du Gouvernement.

L'action « Coordination de la Sécurité et de la Défense » comprend les crédits du Secrétariat Général à la Défense Nationale, les subventions à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) et à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), ainsi que les crédits alloués au Groupement interministériel de Contrôle (ex-fonds spéciaux) .

L'action « Coordination de la politique européenne » reprend les crédits du secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI).

L'action « Coordination sectorielle » regroupe les crédits de rémunération et de fonctionnement des services dépendant du ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat (Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique, Délégation à la Modernisation de la Gestion Publique et des Structures de l'Etat, Délégation aux Usagers et aux Simplifications Administratives, Agence pour le Développement de l'Administration Electronique), de la Direction du Développement des Médias, du Conseil d'Analyse Economique et du Conseil d'Orientation des Retraites.

L'action « Information administrative » retrace les crédits de la Direction de la Documentation Française et des Centres Interministériels des renseignements administratifs.

L'action « Instances indépendantes » recouvre l'activité de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations, de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme et de la Commission d'accès aux documents administratifs.

Les actions « Médiateur et Conseil Supérieur de l'Audiovisuel » isolent les crédits de ces autorités administratives indépendantes.

L'action « Défense et protection des libertés » regroupe les crédits de la Commission Nationale de Contrôle des Interceptions de Sécurité, de la Commission Consultative du Secret de la Défense Nationale et de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité.

L'action « Soutien » regroupe les crédits gérés par la Direction des Services Administratifs et Financiers, ainsi que les rémunérations des Secrétaires Généraux aux Affaires Régionales (SGAR).

Le programme « Coordination du travail gouvernemental » recouvre l'agrégat 31 administration générale (dépenses des titres III, IV et V et pour une faible part l'agrégat 32 autorités administratives indépendantes (dépenses du titre III).

Les dépenses de personnel correspondent aux chapitres 32-97, 33-90, 33-91 et une partie des chapitres 34-98, 37-05, 37-10, 37-11, 37-12, 37-16 et 37-30.

Les dépenses de fonctionnement proviennent principalement des chapitres 34-98, 37-10, 37-01, 37-05, 37-11, 37-13, 37-16, 37-30, 37-90, 37-91, 37-92, 57-03.

Les dépenses d'investissement représentent la totalité des chapitres 57-02 et 57-07 ; la quasi-totalité du chapitre 57-03 et une faible partie des chapitres 34-98 et 37-05.

Les dépenses de transfert sont issues des chapitres 37-06, 43-04 et 46-02.

---

**Programme Fonction publique, réforme de l'État et prospective**

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
256.381.018	195.751.860

Le programme « Fonction publique, réforme de l'Etat et prospective » est structuré en 5 actions et regroupe les crédits liés à l'activité des services dépendant du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat.

L'action « Formation des fonctionnaires » regroupe d'une part les subventions de fonctionnement aux établissements publics chargés de la formation interministérielle des cadres (ENA, IRA) et d'autre part les crédits consacrés à la formation continue interministérielle des fonctionnaires.

L'action « Réforme de l'Etat » reprend les crédits du Fonds pour la Réforme de l'Etat (FRE).

L'action « Action sociale interministérielle » retrace essentiellement les crédits dédiés aux prestations d'action sociale, auxquels s'ajoutent les crédits du fonds interministériel pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

L'action « Administration électronique » finance les projets développés par l'Agence pour le développement de l'Administration électronique.

L'action « Prospective » regroupe les crédits du Commissariat Général du Plan, du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), et

du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC).

Le programme « Fonction publique, réforme de l'état et prospective » recouvre l'agrégat 31 administration générale (dépenses des titres III, IV et V) et l'agrégat 21 fonction publique (dépenses des titres III, IV, et V).

Les dépenses de personnel correspondent aux chapitres 34-98 articles 21, 33-94 articles 30 et 60, 31-01 articles 10 à 80, 31-02 articles 10 à 40, 31-96 articles 10 à 70, 33-90 articles 10 à 60, 33-91 articles 10 à 60, 33-92 article 20, article 40, article 60.

Les dépenses de fonctionnement proviennent principalement des chapitres 34-94 articles 10 30 40, chapitre 36-10 articles 11 à 17, chapitre 37-04, chapitre 43-02 articles 10 et 30, chapitre 37-04 article 20, article 33-94 articles 20 et 50, chapitre 33-92 articles 10 50 70, chapitre 34-98 articles 10 à 80, chapitre 66-01 article 10.

Les dépenses d'investissement représentent les chapitres 57-06 articles 10 et 30

Les dépenses de transfert sont issues des chapitres 43-02 article 20 40 50, chapitre 44-11 articles 21 22 31 32 40 50 60.

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Coordination du travail gouvernemental</b>	<b>428.611.672</b>	<b>433.622.672</b>	<b>478.731.247</b>	<b>481.028.247</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>160.097.056</b>	<b>160.097.056</b>	<b>171.227.011</b>	<b>171.227.011</b>
Rémunérations d'activité	97.267.440	97.267.440	104.873.029	104.873.029
Cotisations et contributions sociales	60.128.745	60.128.745	64.160.792	64.160.792
Prestations sociales et allocations diverses	2.700.871	2.700.871	2.193.190	2.193.190
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>137.160.092</b>	<b>137.217.080</b>	<b>143.490.903</b>	<b>143.361.832</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	135.132.667	135.189.655	139.276.367	139.147.296
Subventions pour charges de service public	2.027.425	2.027.425	4.214.536	4.214.536
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>44.157.758</b>	<b>49.111.770</b>	<b>44.654.735</b>	<b>47.160.806</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	43.158.467	48.169.463	43.330.415	46.103.832
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	999.291	942.307	1.324.320	1.056.974
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>87.196.766</b>	<b>87.196.766</b>	<b>119.358.598</b>	<b>119.278.598</b>
Transferts aux ménages	74.043.832	74.043.832	106.595.737	106.595.737
Transferts aux entreprises	0	0	1.180.000	1.100.000
Transferts aux autres collectivités	13.152.934	13.152.934	11.582.861	11.582.861
<b>Fonction publique, réforme de l'État et prospective</b>	<b>256.506.018</b>	<b>256.381.018</b>	<b>192.358.860</b>	<b>195.751.860</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>125.926.122</b>	<b>125.926.122</b>	<b>59.964.733</b>	<b>59.964.733</b>
Rémunérations d'activité	8.537.391	8.537.391	8.512.427	8.512.427
Cotisations et contributions sociales	1.705.341	1.705.341	1.676.421	1.676.421
Prestations sociales et allocations diverses	115.683.390	115.683.390	49.775.885	49.775.885
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>111.456.975</b>	<b>111.456.975</b>	<b>123.361.981</b>	<b>123.361.981</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	45.650.673	45.650.673	59.007.018	59.007.018
Subventions pour charges de service public	65.806.302	65.806.302	64.354.963	64.354.963
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.546.048</b>	<b>5.546.048</b>	<b>1.415.979</b>	<b>4.808.979</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.546.048	5.546.048	1.415.979	4.808.979
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>13.576.873</b>	<b>13.451.873</b>	<b>7.616.167</b>	<b>7.616.167</b>
Transferts aux autres collectivités	13.576.873	13.451.873	7.616.167	7.616.167

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Coordination du travail gouvernemental**

(en euros)

Coordination du travail gouvernemental <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Coordination du travail gouvernemental</b>	<b>87.943.271</b>	<b>91.943.271</b>	<b>70.373.672</b>	<b>74.249.672</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>36.714.118</b>	<b>36.714.118</b>	<b>33.654.790</b>	<b>33.654.790</b>
Rémunérations d'activité	21.537.235	21.537.235	18.624.095	18.624.095
Cotisations et contributions sociales	14.735.473	14.735.473	14.866.448	14.866.448
Prestations sociales et allocations diverses	441.410	441.410	164.247	164.247
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>21.088.717</b>	<b>21.088.717</b>	<b>9.130.907</b>	<b>9.130.907</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	21.088.717	21.088.717	9.130.907	9.130.907
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>18.909.482</b>	<b>22.909.482</b>	<b>17.737.600</b>	<b>21.613.600</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	18.909.482	22.909.482	17.737.600	21.613.600
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>11.230.954</b>	<b>11.230.954</b>	<b>9.850.375</b>	<b>9.850.375</b>
Transferts aux autres collectivités	11.230.954	11.230.954	9.850.375	9.850.375
<b>Coordination de la sécurité et de la défense</b>	<b>110.650.286</b>	<b>112.841.286</b>	<b>119.466.074</b>	<b>118.356.074</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>23.077.634</b>	<b>23.077.634</b>	<b>26.372.515</b>	<b>26.372.515</b>
Rémunérations d'activité	12.937.027	12.937.027	15.905.768	15.905.768
Cotisations et contributions sociales	9.823.902	9.823.902	10.299.429	10.299.429
Prestations sociales et allocations diverses	316.705	316.705	167.318	167.318
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>67.918.291</b>	<b>67.975.279</b>	<b>69.754.113</b>	<b>69.625.042</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	65.890.866	65.947.854	65.539.577	65.410.506
Subventions pour charges de service public	2.027.425	2.027.425	4.214.536	4.214.536
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>17.732.381</b>	<b>19.866.393</b>	<b>20.426.960</b>	<b>19.526.031</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	16.878.090	19.069.086	19.239.754	18.606.171
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	854.291	797.307	1.187.206	919.860
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.921.980</b>	<b>1.921.980</b>	<b>2.912.486</b>	<b>2.832.486</b>
Transferts aux entreprises	0	0	1.180.000	1.100.000
Transferts aux autres collectivités	1.921.980	1.921.980	1.732.486	1.732.486
<b>Coordination de la politique européenne</b>	<b>6.857.141</b>	<b>6.857.141</b>	<b>6.708.709</b>	<b>6.708.709</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.812.511</b>	<b>6.812.511</b>	<b>6.664.082</b>	<b>6.664.082</b>
Rémunérations d'activité	6.137.830	6.137.830	5.944.476	5.944.476
Cotisations et contributions sociales	568.735	568.735	641.356	641.356
Prestations sociales et allocations diverses	105.946	105.946	78.250	78.250
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>44.630</b>	<b>44.630</b>	<b>44.627</b>	<b>44.627</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	44.630	44.630	44.627	44.627
<b>Coordination sectorielle</b>	<b>21.033.735</b>	<b>21.033.735</b>	<b>17.795.868</b>	<b>17.795.868</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>17.221.974</b>	<b>17.221.974</b>	<b>16.873.527</b>	<b>16.873.527</b>

<b>Coordination du travail gouvernemental</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Rémunérations d'activité	13.143.496	13.143.496	11.492.768	11.492.768
Cotisations et contributions sociales	3.767.878	3.767.878	5.068.469	5.068.469
Prestations sociales et allocations diverses	310.600	310.600	312.290	312.290
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.722.639</b>	<b>3.722.639</b>	<b>922.341</b>	<b>922.341</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.722.639	3.722.639	922.341	922.341
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>89.122</b>	<b>89.122</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	89.122	89.122	0	0
<b>Information administrative</b>	<b>29.894.807</b>	<b>29.722.807</b>	<b>31.929.334</b>	<b>31.747.334</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>19.018.814</b>	<b>19.018.814</b>	<b>17.964.926</b>	<b>17.964.926</b>
Rémunérations d'activité	9.044.986	9.044.986	7.899.360	7.899.360
Cotisations et contributions sociales	9.756.043	9.756.043	9.969.335	9.969.335
Prestations sociales et allocations diverses	217.785	217.785	96.231	96.231
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9.611.993</b>	<b>9.611.993</b>	<b>12.720.408</b>	<b>12.720.408</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9.611.993	9.611.993	12.720.408	12.720.408
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.264.000</b>	<b>1.092.000</b>	<b>1.244.000</b>	<b>1.062.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.264.000	1.092.000	1.244.000	1.062.000
<b>Instances indépendantes</b>	<b>76.659.061</b>	<b>76.659.061</b>	<b>108.788.205</b>	<b>108.788.205</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.168.302</b>	<b>2.168.302</b>	<b>1.997.115</b>	<b>1.997.115</b>
Rémunérations d'activité	1.670.682	1.670.682	1.498.119	1.498.119
Cotisations et contributions sociales	487.631	487.631	493.446	493.446
Prestations sociales et allocations diverses	9.989	9.989	5.550	5.550
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>436.927</b>	<b>436.927</b>	<b>195.353</b>	<b>195.353</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	436.927	436.927	195.353	195.353
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>10.000</b>	<b>10.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.000	10.000	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>74.043.832</b>	<b>74.043.832</b>	<b>106.595.737</b>	<b>106.595.737</b>
Transferts aux ménages	74.043.832	74.043.832	106.595.737	106.595.737
<b>Méiateur</b>	<b>7.942.583</b>	<b>7.942.583</b>	<b>7.752.583</b>	<b>7.752.583</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>4.307.923</b>	<b>4.307.923</b>	<b>4.205.001</b>	<b>4.205.001</b>
Rémunérations d'activité	3.395.823	3.395.823	3.314.229	3.314.229
Cotisations et contributions sociales	821.000	821.000	801.617	801.617
Prestations sociales et allocations diverses	91.100	91.100	89.155	89.155
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.336.660</b>	<b>3.336.660</b>	<b>3.256.860</b>	<b>3.256.860</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.336.660	3.336.660	3.256.860	3.256.860
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>298.000</b>	<b>298.000</b>	<b>290.722</b>	<b>290.722</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	273.000	273.000	266.689	266.689
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	25.000	25.000	24.033	24.033
<b>Défense et protection des libertés</b>	<b>1.445.315</b>	<b>1.445.315</b>	<b>1.467.379</b>	<b>1.467.379</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>918.293</b>	<b>918.293</b>	<b>929.319</b>	<b>929.319</b>
Rémunérations d'activité	516.056	516.056	526.971	526.971
Cotisations et contributions sociales	383.693	383.693	383.327	383.327

<b>Coordination du travail gouvernemental</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Prestations sociales et allocations diverses	18.544	18.544	19.021	19.021
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>527.022</b>	<b>527.022</b>	<b>538.060</b>	<b>538.060</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	527.022	527.022	538.060	538.060
<b>Conseil supérieur de l'audiovisuel</b>	<b>33.251.584</b>	<b>33.251.584</b>	<b>32.476.075</b>	<b>32.476.075</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>14.176.521</b>	<b>14.176.521</b>	<b>14.543.579</b>	<b>14.543.579</b>
Rémunérations d'activité	10.911.031	10.911.031	11.246.001	11.246.001
Cotisations et contributions sociales	2.915.099	2.915.099	3.022.661	3.022.661
Prestations sociales et allocations diverses	350.391	350.391	274.917	274.917
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>18.861.283</b>	<b>18.861.283</b>	<b>17.731.868</b>	<b>17.731.868</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	18.861.283	18.861.283	17.731.868	17.731.868
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>213.780</b>	<b>213.780</b>	<b>200.628</b>	<b>200.628</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	93.780	93.780	87.547	87.547
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	120.000	120.000	113.081	113.081
<b>Soutien</b>	<b>52.933.889</b>	<b>51.925.889</b>	<b>81.973.347</b>	<b>81.686.347</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>35.680.966</b>	<b>35.680.966</b>	<b>48.022.156</b>	<b>48.022.156</b>
Rémunérations d'activité	17.973.274	17.973.274	28.421.240	28.421.240
Cotisations et contributions sociales	16.869.291	16.869.291	18.614.705	18.614.705
Prestations sociales et allocations diverses	838.401	838.401	986.211	986.211
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.611.930</b>	<b>11.611.930</b>	<b>29.196.365</b>	<b>29.196.365</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11.611.930	11.611.930	29.196.365	29.196.365
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.640.993</b>	<b>4.632.993</b>	<b>4.754.826</b>	<b>4.467.826</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.640.993	4.632.993	4.754.826	4.467.826

### Fonction publique, réforme de l'État et prospective

(en euros)

<b>Fonction publique, réforme de l'État et prospective</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Formation des fonctionnaires</b>	<b>73.308.764</b>	<b>73.308.764</b>	<b>71.945.170</b>	<b>71.945.170</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>70.781.437</b>	<b>70.781.437</b>	<b>69.295.139</b>	<b>69.295.139</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.975.135	4.975.135	4.940.176	4.940.176
Subventions pour charges de service public	65.806.302	65.806.302	64.354.963	64.354.963
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.527.327</b>	<b>2.527.327</b>	<b>2.650.031</b>	<b>2.650.031</b>
Transferts aux autres collectivités	2.527.327	2.527.327	2.650.031	2.650.031
<b>Réforme de l'État</b>	<b>18.241.297</b>	<b>18.241.297</b>	<b>13.807.240</b>	<b>13.807.240</b>

<b>Fonction publique, réforme de l'État et prospective</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>41.297</b>	<b>41.297</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Rémunérations d'activité	41.297	41.297	0	0
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>18.200.000</b>	<b>18.200.000</b>	<b>13.807.240</b>	<b>13.807.240</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	18.200.000	18.200.000	13.807.240	13.807.240
<b>Action sociale interministérielle</b>	<b>128.941.238</b>	<b>128.941.238</b>	<b>57.986.905</b>	<b>61.379.905</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>115.476.748</b>	<b>115.476.748</b>	<b>49.535.695</b>	<b>49.535.695</b>
Prestations sociales et allocations diverses	115.476.748	115.476.748	49.535.695	49.535.695
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7.354.490</b>	<b>7.354.490</b>	<b>7.343.430</b>	<b>7.343.430</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.354.490	7.354.490	7.343.430	7.343.430
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.000.000</b>	<b>5.000.000</b>	<b>0</b>	<b>3.393.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.000.000	5.000.000	0	3.393.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.110.000</b>	<b>1.110.000</b>	<b>1.107.780</b>	<b>1.107.780</b>
Transferts aux autres collectivités	1.110.000	1.110.000	1.107.780	1.107.780
<b>Administration électronique</b>	<b>11.201.429</b>	<b>11.201.429</b>	<b>30.142.859</b>	<b>30.142.859</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>10.655.381</b>	<b>10.655.381</b>	<b>28.726.880</b>	<b>28.726.880</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	10.655.381	10.655.381	28.726.880	28.726.880
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>546.048</b>	<b>546.048</b>	<b>1.415.979</b>	<b>1.415.979</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	546.048	546.048	1.415.979	1.415.979
<b>Prospective</b>	<b>24.813.290</b>	<b>24.688.290</b>	<b>18.476.686</b>	<b>18.476.686</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>10.408.077</b>	<b>10.408.077</b>	<b>10.429.038</b>	<b>10.429.038</b>
Rémunérations d'activité	8.496.094	8.496.094	8.512.427	8.512.427
Cotisations et contributions sociales	1.705.341	1.705.341	1.676.421	1.676.421
Prestations sociales et allocations diverses	206.642	206.642	240.190	240.190
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.465.667</b>	<b>4.465.667</b>	<b>4.189.292</b>	<b>4.189.292</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.465.667	4.465.667	4.189.292	4.189.292
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>9.939.546</b>	<b>9.814.546</b>	<b>3.858.356</b>	<b>3.858.356</b>
Transferts aux autres collectivités	9.939.546	9.814.546	3.858.356	3.858.356

## Mission Écologie et développement durable

La mission *Écologie et développement durable* est une mission ministérielle composée de trois programmes :

- Le programme *Prévention des risques et lutte contre les pollutions* ;
- Le programme *Gestion des milieux et biodiversité* ;
- Le programme *Soutien aux politiques environnementales et développement durable*.

---

### Programme Prévention des risques et lutte contre les pollutions

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
245.034.533	205.642.600

Le ministère de l'écologie et du développement durable met en œuvre, au sein de ce programme, la stratégie de prévention des risques et des nuisances. La prévention des risques technologiques et des pollutions, celle des risques naturels ainsi que la maîtrise des effets des processus industriels et des produits et déchets sur l'environnement et la santé y contribuent. La lutte contre le changement climatique et la maîtrise de l'énergie participent également de ce programme. La lutte contre les pollutions de l'eau et des milieux aquatiques et la gestion des crues constituent une des politiques mettant en œuvre cette stratégie. Les acteurs sont, outre la direction de la prévention des pollutions et des risques et la direction de l'eau, la mission interministérielle de l'effet de serre, les DRIRE et DIREN, les directions départementales des services vétérinaires, de l'agriculture et de la forêt, de l'action sanitaire et sociale et de l'équipement, les services de navigation et les préfetures. Le programme est constitué de deux Budgets Opérationnels de Programme en administration centrale et d'un BOP en région, auprès du chef de pôle régional. Interviennent les établissements publics tels que

l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale, le Bureau de recherche géologique et minière, l'Institut national de l'environnement industriel et des risques, l'Office national des forêts, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, les agences de l'eau et des associations loi 1901 comme le centre d'information et de documentation sur le bruit, les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air.

Ce programme regroupe, pour la mise en œuvre des politiques par les services, des crédits de fonctionnement, les crédits du fonds Polmar, des crédits d'intervention, de travaux d'investissement et de subventions d'investissement. Ce programme regroupe également les subventions de fonctionnement aux établissements publics administratifs, et à l'ADEME et à l'INERIS (fonctionnement et investissement). Les crédits de ce programme se ventilent sur l'ensemble des titres et catégories de la LOLF à l'exception du titre de dépenses de personnel.

---

### Programme Gestion des milieux et biodiversité

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
153.770.777	159.969.470

Ce programme comprend les actions mises en œuvre dans le domaine de la gestion de la ressource en eau et dans celui de la conservation de la biodiversité. Il vise à mieux rendre compte de la mise en œuvre des missions engagées, à bâtir un cadre harmonisé, exhaustif et à faire apparaître les différents acteurs intervenant dans le

domaine de l'eau et à contribuer, au moyen d'espaces réglementés ou d'outils d'incitation à la gestion durable du patrimoine naturel, à l'arrêt de la perte de biodiversité.

La mise en œuvre du programme implique :

- pour les actions 1 et 2, les agences de l'eau dont l'intervention est financée par les redevances prélevées par ces organismes ;

- pour l'action 3, les parcs nationaux, les réserves naturelles et les gestionnaires de sites classés ;

- pour l'action 4, hors établissements publics (Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Office national des forêts, Office national de la chasse et de faune sauvage, Muséum national d'histoire naturelle), les parcs naturels régionaux, les associations de protection de la nature et le GIP Ateliers des espaces naturels.

Les principaux acteurs, outre la direction de la nature et des paysages et la direction de l'eau, sont les DIREN, les directions départementales des services vétérinaires, de

l'agriculture et de la forêt, de l'action sanitaire et sociale et de l'équipement, les services de navigation et les services départementaux de l'architecture et du paysage. Ce programme comprend deux BOP en administration centrale et un BOP en région, auprès d'un chef de pôle régional.

Ce programme regroupe des crédits de fonctionnement spécifiques à la mise en œuvre des politiques par les services, de subvention de fonctionnement et d'investissement aux établissements publics ainsi que des crédits d'intervention, de travaux d'investissement et de subvention d'investissement. Les crédits de ce programme se ventilent sur l'ensemble des titres et catégories de la nouvelle loi organique à la seule exception du titre de dépenses de personnel.

---

## Programme Soutien aux politiques environnementales et développement durable

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
207.968.689	208.632.660

Ce programme concerne les actions relatives au développement durable et à l'information environnementale et celles concernant le soutien des programmes en termes de pilotage, de coordination, de méthodes. Une action recouvre l'évaluation environnementale et l'animation de l'action publique pour le développement des comportements d'éco-responsabilité. Elle a pour objet la conciliation du développement économique avec la justice sociale et la protection de la santé et de l'environnement. Elle repose sur un partenariat avec l'ensemble des ministères, des acteurs économiques, des élus et des citoyens. Les autres actions portent sur la collecte, le traitement et la diffusion des données sur l'environnement, l'action internationale, la fonction juridique, la gestion des ressources humaines, financières, l'animation des services déconcentrés et des opérateurs publics ainsi que du partenariat associatif et les politiques d'information et de communication. Les principaux acteurs, outre la direction des études économiques et de l'évaluation

environnementale, la direction générale de l'administration, sont le service de l'inspection générale de l'environnement, l'institut français de l'environnement et les directions régionales de l'environnement. Ce programme comprend trois BOP en administration centrale (dont celui de la Commission nationale du débat public) et d'un BOP en région, auprès d'un chef de pôle régional.

Ce programme regroupe des crédits en provenance de l'ensemble des chapitres actuels, à l'exception des subventions de fonctionnement à divers organismes, des subventions d'investissement de l'ADEME ainsi que du fonds d'intervention contre les pollutions marines accidentelles. Il contient l'intégralité des crédits de personnel et de fonctionnement général du ministère dont la ventilation entre les programmes permettra d'en établir les coûts complets. Les crédits de ce programme se ventilent sur l'ensemble des titres et catégories de la nouvelle loi organique.

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Prévention des risques et lutte contre les pollutions</b>	<b>378.532.727</b>	<b>245.034.533</b>	<b>406.375.812</b>	<b>205.642.600</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>84.010.271</b>	<b>84.010.271</b>	<b>173.719.773</b>	<b>89.429.193</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	29.216.237	29.216.237	28.974.635	27.841.555
Subventions pour charges de service public	54.794.034	54.794.034	144.745.138	61.587.638
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>26.726.279</b>	<b>16.163.110</b>	<b>31.657.441</b>	<b>22.122.610</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	8.263.982	4.381.344	10.682.375	6.832.750
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	18.462.297	11.781.766	20.975.066	15.289.860
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>267.796.177</b>	<b>144.861.152</b>	<b>200.998.598</b>	<b>94.090.797</b>
Transferts aux ménages	20.379.800	11.691.863	14.161.000	3.323.500
Transferts aux entreprises	58.123.189	27.699.696	49.009.435	17.769.051
Transferts aux collectivités locales	148.165.298	68.641.811	102.520.424	43.213.143
Transferts aux autres collectivités	41.127.890	36.827.782	35.307.739	29.785.103
<b>Gestion des milieux et biodiversité</b>	<b>166.745.915</b>	<b>153.770.777</b>	<b>172.440.258</b>	<b>159.969.470</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>17.891</b>	<b>17.891</b>	<b>2.430</b>	<b>2.430</b>
Rémunérations d'activité	17.891	17.891	2.430	2.430
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>98.446.999</b>	<b>93.966.999</b>	<b>93.251.435</b>	<b>90.305.980</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	18.927.242	18.927.242	17.576.497	17.521.042
Subventions pour charges de service public	79.519.757	75.039.757	75.674.938	72.784.938
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>11.725.168</b>	<b>8.366.890</b>	<b>11.115.613</b>	<b>6.185.620</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	2.555.952	1.376.501	2.211.345	1.234.321
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	9.169.216	6.990.389	8.904.268	4.951.299
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>56.555.857</b>	<b>51.418.997</b>	<b>68.070.780</b>	<b>63.475.440</b>
Transferts aux ménages	817.109	605.317	1.095.242	906.872
Transferts aux entreprises	2.125.837	1.943.162	2.747.213	2.640.546
Transferts aux collectivités locales	19.647.129	17.085.516	25.070.208	22.733.741
Transferts aux autres collectivités	33.965.782	31.785.002	39.158.117	37.194.281
<b>Soutien aux politiques environnementales et développement durable</b>	<b>211.289.689</b>	<b>207.968.689</b>	<b>208.410.662</b>	<b>208.632.660</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>134.899.363</b>	<b>134.899.363</b>	<b>140.217.124</b>	<b>140.217.124</b>
Rémunérations d'activité	119.269.220	119.269.220	124.633.554	124.633.554
Cotisations et contributions sociales	12.617.306	12.617.306	14.386.423	14.386.423
Prestations sociales et allocations diverses	3.012.837	3.012.837	1.197.147	1.197.147
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>53.500.826</b>	<b>52.340.826</b>	<b>47.439.875</b>	<b>47.410.571</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	45.562.894	45.562.894	47.439.875	47.410.571
Subventions pour charges de service public	7.937.932	6.777.932	0	0
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>7.351.000</b>	<b>6.720.000</b>	<b>7.656.237</b>	<b>8.597.031</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	7.211.600	6.590.890	5.967.637	7.189.181
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	139.400	129.110	1.688.600	1.407.850
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>15.538.500</b>	<b>14.008.500</b>	<b>13.097.426</b>	<b>12.407.934</b>
Transferts aux ménages	27.649	27.649	27.238	26.190

Écologie et développement durable

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Transferts aux entreprises	346.601	372.346	276.961	300.444
Transferts aux collectivités locales	3.663.716	2.466.846	3.137.120	2.644.954
Transferts aux autres collectivités	11.500.534	11.141.659	9.656.107	9.436.346

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Prévention des risques et lutte contre les pollutions**

(en euros)

Prévention des risques et lutte contre les pollutions <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Prévention des risques technologiques et des pollutions</b>	<b>112.828.047</b>	<b>81.591.870</b>	<b>119.378.534</b>	<b>77.531.644</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>29.256.007</b>	<b>29.256.007</b>	<b>45.698.002</b>	<b>34.200.139</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.841.507	6.841.507	8.478.203	8.200.340
Subventions pour charges de service public	22.414.500	22.414.500	37.219.799	25.999.799
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>10.407.498</b>	<b>6.939.472</b>	<b>10.830.179</b>	<b>8.351.712</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	440.032	316.541	307.403	237.061
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	9.967.466	6.622.931	10.522.776	8.114.651
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>73.164.542</b>	<b>45.396.391</b>	<b>62.850.353</b>	<b>34.979.793</b>
Transferts aux ménages	1.000	5.047.535	0	0
Transferts aux entreprises	35.734.505	13.774.531	23.682.784	10.344.680
Transferts aux collectivités locales	17.580.015	7.423.078	20.541.321	8.932.948
Transferts aux autres collectivités	19.849.022	19.151.247	18.626.248	15.702.165
<b>Prévention des risques naturels</b>	<b>10.460.046</b>	<b>9.240.258</b>	<b>14.609.976</b>	<b>12.295.014</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.239.983</b>	<b>6.239.983</b>	<b>8.249.448</b>	<b>7.618.466</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.659.983	4.659.983	6.600.262	5.969.280
Subventions pour charges de service public	1.580.000	1.580.000	1.649.186	1.649.186
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.563.755</b>	<b>1.042.166</b>	<b>2.787.843</b>	<b>2.025.157</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	66.462	47.533	79.644	57.881
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	1.497.293	994.633	2.708.199	1.967.276
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.656.308</b>	<b>1.958.109</b>	<b>3.572.685</b>	<b>2.651.391</b>
Transferts aux ménages	0	43	0	0
Transferts aux entreprises	1.095.394	796.595	1.485.830	1.155.332
Transferts aux collectivités locales	540.553	214.891	962.467	604.338
Transferts aux autres collectivités	1.020.361	946.580	1.124.388	891.721
<b>Prévention des dommages liés aux inondations</b>	<b>63.612.162</b>	<b>40.251.637</b>	<b>65.767.629</b>	<b>48.043.735</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.733.651</b>	<b>11.733.651</b>	<b>12.302.251</b>	<b>12.078.016</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11.733.651	11.733.651	12.302.251	12.078.016
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>12.827.436</b>	<b>6.663.110</b>	<b>16.739.977</b>	<b>10.584.444</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	7.635.480	3.909.484	10.207.987	6.454.350
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	5.191.956	2.753.626	6.531.990	4.130.094
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>39.051.075</b>	<b>21.854.876</b>	<b>36.725.401</b>	<b>25.381.275</b>
Transferts aux ménages	29.000	13.394	0	0
Transferts aux entreprises	799.990	243.676	544.275	319.994
Transferts aux collectivités locales	29.166.110	15.988.286	25.318.567	16.204.153
Transferts aux autres collectivités	9.055.975	5.609.520	10.862.559	8.857.128
<b>Gestion des déchets et évaluation des produits</b>	<b>94.575.754</b>	<b>58.679.974</b>	<b>96.552.522</b>	<b>34.247.226</b>

<b>Prévention des risques et lutte contre les pollutions</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>22.804.410</b>	<b>22.804.410</b>	<b>49.803.264</b>	<b>20.353.264</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	438.510	438.510	422.384	422.384
Subventions pour charges de service public	22.365.900	22.365.900	49.380.880	19.930.880
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.066.344</b>	<b>710.564</b>	<b>474.258</b>	<b>364.962</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	45.189	32.405	13.241	10.189
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	1.021.155	678.159	461.017	354.773
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>70.705.000</b>	<b>35.165.000</b>	<b>46.275.000</b>	<b>13.529.000</b>
Transferts aux entreprises	0	6.188.000	9.135.000	2.625.000
Transferts aux collectivités locales	70.000.000	28.173.000	36.540.000	10.500.000
Transferts aux autres collectivités	705.000	804.000	600.000	404.000
<b>Lutte contre les pollutions de l'eau et des milieux aquatiques</b>	<b>29.226.973</b>	<b>28.621.396</b>	<b>11.621.750</b>	<b>10.108.431</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7.301.620</b>	<b>7.301.620</b>	<b>1.829.592</b>	<b>1.829.592</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5.342.586	5.342.586	851.319	851.319
Subventions pour charges de service public	1.959.034	1.959.034	978.273	978.273
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>700.000</b>	<b>700.000</b>	<b>700.000</b>	<b>700.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	70.490	70.457	70.490	70.490
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	629.510	629.543	629.510	629.510
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>21.225.353</b>	<b>20.619.776</b>	<b>9.092.158</b>	<b>7.578.839</b>
Transferts aux ménages	18.500	8.557	0	0
Transferts aux entreprises	162.000	74.561	546	546
Transferts aux collectivités locales	10.547.320	10.220.223	4.997.068	3.648.203
Transferts aux autres collectivités	10.497.533	10.316.435	4.094.544	3.930.090
<b>Lutte contre le changement climatique</b>	<b>67.829.746</b>	<b>26.649.398</b>	<b>98.445.401</b>	<b>23.416.551</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.674.600</b>	<b>6.674.600</b>	<b>55.837.216</b>	<b>13.349.716</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	200.000	200.000	320.216	320.216
Subventions pour charges de service public	6.474.600	6.474.600	55.517.000	13.029.500
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>161.246</b>	<b>107.798</b>	<b>125.185</b>	<b>96.335</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	6.329	4.924	3.611	2.779
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	154.917	102.874	121.574	93.556
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>60.993.900</b>	<b>19.867.000</b>	<b>42.483.000</b>	<b>9.970.500</b>
Transferts aux ménages	20.331.300	6.622.334	14.161.000	3.323.500
Transferts aux entreprises	20.331.300	6.622.333	14.161.000	3.323.500
Transferts aux collectivités locales	20.331.300	6.622.333	14.161.000	3.323.500

**Gestion des milieux et biodiversité**

(en euros)

<b>Gestion des milieux et biodiversité</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Préservation du bon état écologique de l'eau et des milieux aquatiques</b>	<b>39.767.043</b>	<b>37.736.042</b>	<b>32.101.193</b>	<b>30.466.405</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>24.897.437</b>	<b>24.897.437</b>	<b>19.295.263</b>	<b>19.295.263</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11.007.437	11.007.437	8.795.263	8.795.263
Subventions pour charges de service public	13.890.000	13.890.000	10.500.000	10.500.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.922.168</b>	<b>2.036.890</b>	<b>3.540.982</b>	<b>1.976.855</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	2.334.712	1.195.148	2.159.298	1.205.490
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	1.587.456	841.742	1.381.684	771.365
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>10.947.438</b>	<b>10.801.715</b>	<b>9.264.948</b>	<b>9.194.287</b>
Transferts aux ménages	4.500	2.046	0	0
Transferts aux entreprises	38.500	17.830	41.693	41.693
Transferts aux collectivités locales	2.530.400	2.451.388	1.549.240	1.486.150
Transferts aux autres collectivités	8.374.038	8.330.451	7.674.015	7.666.444
<b>Gouvernance dans le domaine de l'eau</b>	<b>6.086.426</b>	<b>6.086.426</b>	<b>6.812.323</b>	<b>6.812.323</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.556.396</b>	<b>3.556.396</b>	<b>4.855.757</b>	<b>4.855.757</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.556.396	3.556.396	4.855.757	4.855.757
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.530.030</b>	<b>2.530.030</b>	<b>1.956.566</b>	<b>1.956.566</b>
Transferts aux autres collectivités	2.530.030	2.530.030	1.956.566	1.956.566
<b>Développement du réseau des espaces réglementés au titre de la nature et des paysages</b>	<b>51.293.459</b>	<b>48.511.762</b>	<b>50.413.595</b>	<b>47.098.768</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>270</b>	<b>270</b>
Rémunérations d'activité	0	0	270	270
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>34.433.038</b>	<b>33.463.038</b>	<b>33.166.415</b>	<b>31.962.710</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	793.038	793.038	796.415	777.710
Subventions pour charges de service public	33.640.000	32.670.000	32.370.000	31.185.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>2.204.400</b>	<b>1.788.395</b>	<b>2.386.870</b>	<b>1.305.740</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	47.384	39.201	16.503	9.050
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	2.157.016	1.749.194	2.370.367	1.296.690
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>14.656.021</b>	<b>13.260.329</b>	<b>14.860.040</b>	<b>13.830.048</b>
Transferts aux ménages	249.578	191.356	233.111	198.129
Transferts aux entreprises	587.812	542.681	557.780	531.133
Transferts aux collectivités locales	6.089.480	5.395.125	6.485.094	5.973.082
Transferts aux autres collectivités	7.729.151	7.131.167	7.584.055	7.127.704
<b>Incitation à la gestion durable du patrimoine naturel</b>	<b>69.598.987</b>	<b>61.436.547</b>	<b>83.113.148</b>	<b>75.591.975</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>17.891</b>	<b>17.891</b>	<b>2.160</b>	<b>2.160</b>
Rémunérations d'activité	17.891	17.891	2.160	2.160
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>35.560.128</b>	<b>32.050.128</b>	<b>35.934.000</b>	<b>34.192.251</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.570.371	3.570.371	3.129.062	3.092.313

<b>Gestion des milieux et biodiversité</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Subventions pour charges de service public	31.989.757	28.479.757	32.804.938	31.099.938
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.598.600</b>	<b>4.541.605</b>	<b>5.187.762</b>	<b>2.903.025</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	173.856	142.152	35.545	19.781
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	5.424.744	4.399.453	5.152.217	2.883.244
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>28.422.368</b>	<b>24.826.923</b>	<b>41.989.226</b>	<b>38.494.539</b>
Transferts aux ménages	563.031	411.915	862.131	708.743
Transferts aux entreprises	1.499.525	1.382.651	2.147.739	2.067.720
Transferts aux collectivités locales	11.027.249	9.239.003	17.035.874	15.274.508
Transferts aux autres collectivités	15.332.563	13.793.354	21.943.482	20.443.568

### Soutien aux politiques environnementales et développement durable

(en euros)

<b>Soutien aux politiques environnementales et développement durable</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Développement durable</b>	<b>11.423.620</b>	<b>9.158.620</b>	<b>15.771.294</b>	<b>14.719.294</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.890</b>	<b>1.890</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Rémunérations d'activité	1.890	1.890	0	0
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.602.224</b>	<b>2.602.224</b>	<b>3.383.992</b>	<b>3.354.688</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.602.224	2.602.224	3.383.992	3.354.688
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.771.000</b>	<b>1.140.000</b>	<b>1.540.237</b>	<b>1.302.031</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.711.600	1.090.890	1.540.237	1.302.031
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	59.400	49.110	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>7.048.506</b>	<b>5.414.506</b>	<b>10.847.065</b>	<b>10.062.575</b>
Transferts aux ménages	2.130	2.130	27.238	26.190
Transferts aux entreprises	46.822	46.822	159.129	159.100
Transferts aux collectivités locales	3.386.118	2.189.248	3.093.727	2.601.562
Transferts aux autres collectivités	3.613.436	3.176.306	7.566.971	7.275.723
<b>Données environnementales</b>	<b>6.980.000</b>	<b>5.820.000</b>	<b>3.149.665</b>	<b>3.399.665</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.980.000</b>	<b>5.820.000</b>	<b>1.949.665</b>	<b>1.949.665</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	1.949.665	1.949.665
Subventions pour charges de service public	6.980.000	5.820.000	0	0
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.200.000</b>	<b>1.450.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	320.400	387.150
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	0	0	879.600	1.062.850
<b>Action internationale</b>	<b>3.049.999</b>	<b>3.049.999</b>	<b>3.667.875</b>	<b>3.203.875</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>320.000</b>	<b>320.000</b>	<b>653.514</b>	<b>653.514</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	320.000	320.000	653.514	653.514
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>80.000</b>	<b>80.000</b>	<b>809.000</b>	<b>345.000</b>

<b>Soutien aux politiques environnementales et développement durable</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	80.000	80.000	809.000	345.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.649.999</b>	<b>2.649.999</b>	<b>2.205.361</b>	<b>2.205.361</b>
Transferts aux entreprises	128.211	128.211	106.695	106.695
Transferts aux collectivités locales	51.951	51.951	43.393	43.393
Transferts aux autres collectivités	2.469.837	2.469.837	2.055.273	2.055.273
<b>Qualité de la réglementation et efficacité de la police de l'environnement</b>	<b>1.140.472</b>	<b>1.140.472</b>	<b>1.107.936</b>	<b>1.107.936</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.140.472</b>	<b>1.140.472</b>	<b>1.107.936</b>	<b>1.107.936</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.140.472	1.140.472	1.107.936	1.107.936
<b>Management et soutien</b>	<b>183.275.137</b>	<b>183.379.137</b>	<b>179.632.274</b>	<b>181.120.273</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>134.447.332</b>	<b>134.447.332</b>	<b>139.767.039</b>	<b>139.767.039</b>
Rémunérations d'activité	118.852.212	118.852.212	124.218.478	124.218.478
Cotisations et contributions sociales	12.587.125	12.587.125	14.356.243	14.356.243
Prestations sociales et allocations diverses	3.007.995	3.007.995	1.192.318	1.192.318
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>37.487.810</b>	<b>37.487.810</b>	<b>35.713.234</b>	<b>35.713.234</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	36.585.821	36.585.821	35.713.234	35.713.234
Subventions pour charges de service public	901.989	901.989	0	0
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.500.000</b>	<b>5.500.000</b>	<b>4.107.000</b>	<b>5.500.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.500.000	5.500.000	4.107.000	5.500.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.839.995</b>	<b>5.943.995</b>	<b>45.001</b>	<b>140.000</b>
Transferts aux ménages	25.519	25.519	0	0
Transferts aux entreprises	171.568	197.313	11.138	34.650
Transferts aux collectivités locales	225.647	225.647	0	0
Transferts aux autres collectivités	5.417.261	5.495.516	33.863	105.350
<b>Information et communication</b>	<b>3.408.001</b>	<b>3.408.001</b>	<b>3.069.619</b>	<b>3.069.619</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.408.001</b>	<b>3.408.001</b>	<b>3.069.619</b>	<b>3.069.619</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.352.058	3.352.058	3.069.619	3.069.619
Subventions pour charges de service public	55.943	55.943	0	0
<b>Commission nationale du débat public</b>	<b>2.012.460</b>	<b>2.012.460</b>	<b>2.012.001</b>	<b>2.012.001</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>450.141</b>	<b>450.141</b>	<b>450.085</b>	<b>450.085</b>
Rémunérations d'activité	415.118	415.118	415.076	415.076
Cotisations et contributions sociales	30.181	30.181	30.180	30.180
Prestations sociales et allocations diverses	4.842	4.842	4.829	4.829
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.562.319</b>	<b>1.562.319</b>	<b>1.561.916</b>	<b>1.561.916</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.562.319	1.562.319	1.561.916	1.561.916

## Mission Engagements financiers de l'État

La mission *Engagements financiers de l'État* est une mission ministérielle composée de cinq programmes :

- Le programme *Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)* ;
- Le programme *Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)* ;
- Le programme *Épargne* ;
- Le programme *Majoration de rentes* ;
- Le programme *Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales*.

---

### Programme Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
40.992.000.000	42.355.800.000

Composé de 3 actions, pilotées par la direction du Trésor, le programme « Gestion de la dette de l'État » regroupe des dépenses de nature évaluative engendrées par le paiement des intérêts de la dette de l'État.

L'action « dette négociable » comprend les crédits des charges communes destinées à prendre en charge les intérêts dus au titre de la dette négociable qui représente l'essentiel de l'endettement de l'État à court terme (BTF) et à moyen et long terme (OAT et BTAN). Le provisionnement de la charge d'indexation des titres indexés sur l'inflation française et européenne (OAT€ et OAT€i) est également inclus au sein de cette action.

L'action « dette non négociable » comprend les crédits des charges communes destinées à prendre en charge les intérêts dus au titre de la dette non négociable dont la principale composante concerne les bons du Trésor sur formules, mais également les intérêts des emprunts

contractés par la SOMIVAC ainsi que les annuités versées à la caisse des dépôts et consignations, au crédit foncier de France et au crédit national.

L'action « Trésorerie de l'État » comprend les crédits des charges communes destinées à prendre en charge les dépenses et les recettes liées à la gestion active de la trésorerie de l'État. Il s'agit aussi bien de la rémunération des dépôts de certains des correspondants du Trésor que du produit des placements réalisés chaque jour par l'État sur le marché monétaire, ainsi que les frais directement liées à l'émission de la dette.

Ce programme regroupe les crédits des charges communes des chapitres 11-05, 11-06, 12-01, 12-02, 12-05, 13-01, 13-03 et d'une partie des chapitres 12-03 et 13-03.

---

### Programme Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
121.570.000	125.360.000

Composé de 7 actions, pilotées par la direction du Trésor, le programme « appels en garantie de l'État » regroupe des dépenses de nature évaluative qui résultent de la mise en jeu de la garantie de l'État, que cette garantie soit liée à un emprunt, un prêt, à des mécanismes d'assurance ou des garanties de passifs.

Il s'agit également de l'assurance-crédit, qui permet de couvrir les entreprises exportant des biens ou services ou la banque finançant le contrat d'exportation. Les procédures sont exécutées sous la responsabilité de la DREE. Le réseau des missions économiques à l'étranger est mis à contribution, en tant que de besoin.

Les principales dépenses résultent en général de l'appel en garantie de l'État par l'AFD et la COFACE.

La structuration en action reprend globalement celle du chapitre 14-01 des charges communes, chaque action identifiant une grande catégorie de bénéficiaires.

La première action concerne les garanties accordées à des collectivités, établissements publics et services autonomes, la seconde, celles liées à la construction immobilière, la troisième, celles destinées au financement de l'agriculture, la quatrième couvre les garanties afférentes au financement de l'industrie.

Les trois dernières actions concernent respectivement le développement de l'économie française, le développement international de l'économie française et les garanties liées à l'aide économique et financière au développement.

Ce programme regroupe l'ensemble des crédits du chapitre 14-01 des charges communes.

---

## Programme Épargne

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.367.120.000	1.264.420.000

Composé de deux actions, pilotées par la direction du Trésor, le programme « Épargne » a pour but d'encourager à la construction immobilière.

L'action « épargne logement » regroupe les dépenses liées aux produits d'épargne logement. Elles correspondent aux versements de primes dans le cadre des Plan d'Épargne Logement et Contrat d'Épargne Logement.

L'action « instruments de financement du logement » regroupe les dépenses qui résultent d'autres instruments

de financement du logement qui ne sont pas strictement liées à l'épargne mais au crédit. Elles correspondent à des engagements pris dans le cadre de petits dispositifs de soutien au logement, généralement en cours d'extinction et dont l'impact budgétaire diminue d'année en année.

Ce programme regroupe l'ensemble des crédits du chapitre 44-91 des charges communes.

---

## Programme Majoration des rentes

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
248.100.000	243.000.000

Composé de l'action « participation de l'État aux majorations de rentes viagères », pilotée par la direction du Budget, le programme « majoration de rentes » a pour but de retracer le dispositif destiné à verser les majorations légales de rentes viagères.

Les majorations légales de rentes viagères sont versées aux organismes institutionnels débirentiers (caisse nationale de prévoyance -CNP, caisses autonomes mutualistes et compagnies d'assurance), à terme échu et à partir d'un fonds spécial alimenté par ce chapitre.

Par ailleurs, depuis l'article 104 de la loi de finances initiale pour 1996 seules font l'objet d'une revalorisation du taux de majoration légale les rentes constituées entre particuliers, celles allouées en réparation d'un préjudice et celles servies à des anciens combattants.

Ce programme regroupe l'ensemble des crédits du chapitre 46-93 des charges communes (art.20).

---

**Programme Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales**

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.636.000.000	2.362.444.214

Composé de l'action « Versement à la caisse nationale d'allocations familiales », pilotée par la direction du Budget, le programme « Versement à la caisse nationale d'allocations familiales » a pour but de retracer les crédits destinés à l'apurement du solde du compte CNAF.

Cet apurement qui correspond à la différence entre les cotisations dues par l'État-employeur au titre de ses personnels permanents civils et militaires et les prestations familiales qu'il leur sert directement.

Les crédits de ce programme sont issus de l'article 10 du chapitre 33-91 des charges communes.

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)</b>	<b>40.992.000.000</b>	<b>40.992.000.000</b>	<b>42.355.800.000</b>	<b>42.355.800.000</b>
<b>Titre 4 : Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>40.992.000.000</b>	<b>40.992.000.000</b>	<b>42.355.800.000</b>	<b>42.355.800.000</b>
Intérêts de la dette financière négociable	40.510.000.000	40.510.000.000	41.921.300.000	41.921.300.000
Intérêts de la dette financière non négociable	57.000.000	57.000.000	37.100.000	37.100.000
Charges financières diverses	425.000.000	425.000.000	397.400.000	397.400.000
<b>Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)</b>	<b>121.570.000</b>	<b>121.570.000</b>	<b>125.360.000</b>	<b>125.360.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>121.570.000</b>	<b>121.570.000</b>	<b>125.360.000</b>	<b>125.360.000</b>
Appels en garantie	121.570.000	121.570.000	125.360.000	125.360.000
<b>Épargne</b>	<b>1.367.120.000</b>	<b>1.367.120.000</b>	<b>1.264.420.000</b>	<b>1.264.420.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.367.120.000</b>	<b>1.367.120.000</b>	<b>1.264.420.000</b>	<b>1.264.420.000</b>
Transferts aux ménages	1.366.770.000	1.366.770.000	1.264.200.000	1.264.200.000
Transferts aux autres collectivités	350.000	350.000	220.000	220.000
<b>Majoration de rentes</b>	<b>248.100.000</b>	<b>248.100.000</b>	<b>243.000.000</b>	<b>243.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>248.100.000</b>	<b>248.100.000</b>	<b>243.000.000</b>	<b>243.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	248.100.000	248.100.000	243.000.000	243.000.000
<b>Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales</b>	<b>1.636.000.000</b>	<b>1.636.000.000</b>	<b>2.362.444.214</b>	<b>2.362.444.214</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.636.000.000</b>	<b>1.636.000.000</b>	<b>2.362.444.214</b>	<b>2.362.444.214</b>
Transferts aux autres collectivités	1.636.000.000	1.636.000.000	2.362.444.214	2.362.444.214

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)**

(en euros)

Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	2004		2005	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Dette négociable</b>	<b>40.524.000.000</b>	<b>40.524.000.000</b>	<b>41.951.300.000</b>	<b>41.951.300.000</b>
<b>Titre 4 : Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>40.524.000.000</b>	<b>40.524.000.000</b>	<b>41.951.300.000</b>	<b>41.951.300.000</b>
Intérêts de la dette financière négociable	40.510.000.000	40.510.000.000	41.921.300.000	41.921.300.000
Charges financières diverses	14.000.000	14.000.000	30.000.000	30.000.000
<b>Dette non négociable</b>	<b>57.000.000</b>	<b>57.000.000</b>	<b>37.100.000</b>	<b>37.100.000</b>
<b>Titre 4 : Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>57.000.000</b>	<b>57.000.000</b>	<b>37.100.000</b>	<b>37.100.000</b>
Intérêts de la dette financière non négociable	57.000.000	57.000.000	37.100.000	37.100.000
<b>Trésorerie de l'Etat</b>	<b>411.000.000</b>	<b>411.000.000</b>	<b>367.400.000</b>	<b>367.400.000</b>
<b>Titre 4 : Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>411.000.000</b>	<b>411.000.000</b>	<b>367.400.000</b>	<b>367.400.000</b>
Charges financières diverses	411.000.000	411.000.000	367.400.000	367.400.000

**Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)**

(en euros)

Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	2004		2005	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Soutien au développement des collectivités, établissements publics et services autonomes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Financement de la construction immobilière</b>	<b>350.000</b>	<b>350.000</b>	<b>250.000</b>	<b>250.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>350.000</b>	<b>350.000</b>	<b>250.000</b>	<b>250.000</b>
Appels en garantie	350.000	350.000	250.000	250.000
<b>Financement de l'agriculture</b>	<b>610.000</b>	<b>610.000</b>	<b>610.000</b>	<b>610.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>610.000</b>	<b>610.000</b>	<b>610.000</b>	<b>610.000</b>
Appels en garantie	610.000	610.000	610.000	610.000
<b>Financement des entreprises industrielles</b>	<b>7.000.000</b>	<b>7.000.000</b>	<b>7.000.000</b>	<b>7.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>7.000.000</b>	<b>7.000.000</b>	<b>7.000.000</b>	<b>7.000.000</b>

## Engagements financiers de l'État

<b>Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Appels en garantie	7.000.000	7.000.000	7.000.000	7.000.000
<b>Développement de l'économie française</b>	<b>52.610.000</b>	<b>52.610.000</b>	<b>56.500.000</b>	<b>56.500.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>52.610.000</b>	<b>52.610.000</b>	<b>56.500.000</b>	<b>56.500.000</b>
Appels en garantie	52.610.000	52.610.000	56.500.000	56.500.000
<b>Développement international de l'économie française</b>	<b>61.000.000</b>	<b>61.000.000</b>	<b>61.000.000</b>	<b>61.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>				
Appels en garantie	61.000.000	61.000.000	61.000.000	61.000.000
<b>Garantie de l'aide économique et financière au développement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Épargne

(en euros)

<b>Épargne</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Épargne logement</b>	<b>1.350.000.000</b>	<b>1.350.000.000</b>	<b>1.250.000.000</b>	<b>1.250.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.350.000.000</b>	<b>1.350.000.000</b>	<b>1.250.000.000</b>	<b>1.250.000.000</b>
Transferts aux ménages	1.350.000.000	1.350.000.000	1.250.000.000	1.250.000.000
<b>Instruments de financement du logement</b>	<b>17.120.000</b>	<b>17.120.000</b>	<b>14.420.000</b>	<b>14.420.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>17.120.000</b>	<b>17.120.000</b>	<b>14.420.000</b>	<b>14.420.000</b>
Transferts aux ménages	16.770.000	16.770.000	14.200.000	14.200.000
Transferts aux autres collectivités	350.000	350.000	220.000	220.000

Majoration de rentes

(en euros)

<b>Majoration de rentes</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Majoration des rentes en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>Majoration de rentes</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Participation de l'État aux majorations de rentes viagères</b>	<b>248.100.000</b>	<b>248.100.000</b>	<b>243.000.000</b>	<b>243.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>248.100.000</b>	<b>248.100.000</b>	<b>243.000.000</b>	<b>243.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	248.100.000	248.100.000	243.000.000	243.000.000

### Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales

(en euros)

<b>Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Prestations et versements obligatoires relatifs au personnel en activité</b>	<b>1.636.000.000</b>	<b>1.636.000.000</b>	<b>2.362.444.214</b>	<b>2.362.444.214</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.636.000.000</b>	<b>1.636.000.000</b>	<b>2.362.444.214</b>	<b>2.362.444.214</b>
Transferts aux autres collectivités	1.636.000.000	1.636.000.000	2.362.444.214	2.362.444.214

## Mission Enseignement scolaire

La mission *Enseignement scolaire* est une mission interministérielle composée de six programmes :

- Le programme *Enseignement scolaire public du premier degré* ;
- Le programme *Enseignement scolaire public du second degré* ;
- Le programme *Vie de l'élève* ;
- Le programme *Enseignement privé du premier et second degrés* ;
- Le programme *Soutien de la politique de l'éducation nationale* ;
- Le programme *Enseignement technique agricole*.

---

### Programme Enseignement scolaire public du premier degré

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
14.234.145.715	14.659.397.001

Le programme « Enseignement scolaire public du premier degré » regroupe les moyens destinés à l'école primaire publique. Cette dernière apporte aux élèves les instruments et les éléments fondamentaux du savoir. Elle permet à chacun d'étendre sa connaissance des milieux vivants, de l'histoire et de la géographie de la France et de l'Europe, des œuvres majeures du patrimoine accessibles à l'enfance ; elle initie à une langue vivante étrangère.

Elle conduit tous les élèves à exercer et développer leur intelligence, leur sociabilité, leur curiosité, leurs aptitudes manuelles, physiques et artistiques, en aménageant si besoin les conditions de leur scolarité. Elle favorise l'acquisition de savoirs méthodologiques et prépare à suivre dans de bonnes conditions la scolarité du collège.

Elle contribue à prévenir les difficultés scolaires, à dépister les handicaps et à compenser les inégalités.

Sept actions composent le programme.

Les actions 1 et 2 regroupent respectivement les moyens destinés à l'enseignement préélémentaire et élémentaire.

L'action 3 reçoit les moyens consacrés aux besoins particuliers de certains enfants (élèves handicapés, primo arrivants, élèves hospitalisés, traitement des difficultés scolaires).

Les moyens destinés à la formation des enseignants sont inscrits sur l'action 4.

L'action 5 intègre les moyens destinés à assurer le remplacement des enseignants absents. Le pilotage et l'encadrement pédagogique (action 6) regroupent les moyens consacrés à la direction d'école et aux inspections du premier degré.

Enfin, les rémunérations des personnels en situation diverses seront inscrites sur l'action 7 (décharges syndicales, partenariats divers, réadaptation et réemplois).

Ce programme intègre notamment les dépenses de personnel enseignant du premier degré et d'inspection (chapitres 31 et 33).

En outre, il comprend les crédits pédagogiques du premier degré (37-83), les crédits de formation (37-20) et les crédits d'intervention (43-80 et 41-02).

## Programme Enseignement scolaire public du second degré

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
24.551.610.774	24.906.317.464

Le programme « Enseignement scolaire public du second degré » est structuré en deux cycles complémentaires : le collège et le lycée.

Le collège a pour mission la poursuite de l'enseignement entamée à l'école primaire par l'apprentissage de nouveaux savoirs disciplinaires et l'acquisition de nouvelles compétences. Le lycée quant à lui que ce soit un LP ou un LEGT transmet aux élèves un ensemble de savoirs les préparant à leur vie d'adulte capable d'assumer pleinement leur rôle de citoyen, de poursuivre des études et/ou de s'insérer dans la vie active.

Au-delà de son action en direction des élèves qui se diversifie lorsqu'elle vise des élèves ayant des besoins éducatifs particuliers, des jeunes en rupture scolaire ou en voie de décrochage, les établissements du second degré délivrent des enseignements post baccalauréat ainsi que des formations à destination des adultes.

Ce programme est constitué de deux grands groupes d'actions. Les neuf premières concernent les activités pédagogiques destinées aux différents publics : enseignement en collège, enseignement général et

technologique en lycée, enseignement professionnel sous statut scolaire, apprentissage, enseignements post-baccalauréat en lycée, réponse aux besoins éducatifs particuliers, aide à l'insertion professionnelle, information et orientation, formation continue des adultes.

Les quatre autres actions concernent le fonctionnement du système scolaire : formation des personnels enseignants et d'orientation, remplacement des personnels enseignants, pilotage, administration et encadrement pédagogiques, personnels en situations diverses.

Ce programme intègre notamment les dépenses de personnels enseignants et non enseignants dans les EPLE (chapitres en 31 et 33) ; les subventions pour charges de service public au profit des EPLE (43-80, 37-83) ; les dépenses de fonctionnements (34-98, 37-91, 37-83 et 36-80) ainsi que la formation des personnels d'enseignement et d'orientation (37-20).

## Programme Vie de l'élève

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
6.334.227.301	6.520.314.243

Le programme « Vie de l'élève » de l'enseignement public des premier et second degrés, recense les moyens mis en œuvre pour l'éducation aux comportements et à la citoyenneté ainsi que ceux qui contribuent à la promotion de l'égalité des chances. Ces deux dimensions sont les fondements principaux de ce programme au travers notamment du suivi individualisé de l'élève ou de l'accueil dans des services annexes. A cette fin un nombre important d'acteurs, internes au système éducatif ou extérieurs à celui-ci sont mobilisés dans le cadre de partenariats nombreux. Ce programme est fortement déconcentré.

Cinq actions composent ce programme.

L'action 1 concerne la vie scolaire et l'éducation à la responsabilité. Elle vise à faire en sorte que l'enfant ou l'adolescent soit en position d'être un élève responsable.

L'action 2 est relative à la santé scolaire.

L'action 3 recouvre l'accompagnement des élèves handicapés.

L'action 4 réunit les moyens assurant l'égalité des élèves qui rencontrent des difficultés d'ordre social par l'intermédiaire des bourses et fonds sociaux.

L'action 5 regroupe les moyens des services annexes aux activités pédagogiques et éducatives, l'accueil et les services aux élèves (hébergement, restauration).

Ce programme intègre notamment les dépenses de personnels d'éducation (chapitres 31 et 33), d'assistance éducative et de surveillance (chapitre 37-81), de santé, d'accueil, d'entretien et de service (chapitres 31 et 33).

En outre, il comprend les crédits de fonctionnement et d'interventions (chapitres 34-98 et 43-80). Enfin ce programme est également composé des crédits relatifs aux aides à l'action sociale (chapitre 43-71).

---

### Programme Enseignement privé du premier et second degrés

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
6.758.170.165	6.886.172.293

En vertu d'un principe de liberté affirmé par la loi, les établissements d'enseignement privés peuvent souscrire un contrat avec l'Etat. En contrepartie, ils doivent adopter les structures pédagogiques et les programmes d'enseignement existant dans l'enseignement public. Aussi, les finalités générales de l'enseignement primaire et secondaire publics s'appliquent à l'enseignement privé sous contrat. L'Etat est compétent en matière pédagogique ; à ce titre, il prend en charge la rémunération des enseignants et les actions pédagogiques innovantes dans le premier degré et le second degrés ; en outre, il assure dans le second degré la fourniture des manuels scolaires de collèges, des documents pédagogiques à usage collectif, la participation aux frais de stages en entreprise. Il exerce une mission sociale par l'octroi, notamment, de bourses et de secours d'études.

Ce programme est constitué de douze actions.

Les sept premières actions retracent les moyens mis en place par l'Etat aux différents niveaux d'enseignement : enseignement en classes pré élémentaires, en classes élémentaires, enseignement en collège, enseignement

général et technologique en lycée, enseignement professionnel sous statut scolaire, enseignement post-baccalauréat en lycée, réponse aux besoins éducatifs particuliers.

Trois autres actions concernent le fonctionnement des établissements, la formation initiale et continue des maîtres et le remplacement des personnels absents ; une action regroupe les moyens consacrés à l'action sociale en faveur des élèves.

Enfin, la dernière est relative aux prestations diverses versées à des enseignants en situations particulières (régime temporaire de retraite des maîtres de l'enseignement privé, chômage, congé de fin d'activité, frais de déplacement).

Ce programme intègre principalement les dépenses de personnel enseignant (chapitre 43-01), les dépenses pédagogiques ainsi que les dépenses de fonctionnement des établissements privés et notamment le forfait d'externat (chapitre 43-02).

---

### Programme Soutien de la politique de l'éducation nationale

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
2.070.001.112	2.048.946.568

Le programme « Soutien de la politique de l'éducation nationale » regroupe les moyens transversaux bénéficiant à l'ensemble des programmes de la mission « Enseignement scolaire » qu'il n'est pas possible de ventiler au sein des programmes opérationnels.

Sont regroupés les crédits relatifs à la conduite des politiques et leur évaluation (orientation, animation, interventions, certification, pilotage des moyens), aux expertises (juridique, international, communication, prospective, modernisation, systèmes d'information, immobilier et patrimoine), à la gestion des ressources

humaines (recrutement, formation, action sociale), au fonctionnement des services exerçant des fonctions de pilotage (administration centrale et services déconcentrés).

Ainsi, les crédits de ce programme retracent des crédits de rémunération, de fonctionnement courant, de formation, d'action sociale, d'investissement, de communication, de maintenance, de conception et de développement des systèmes d'information.

Ces moyens sont regroupés au sein de quatre pôles :

- un pôle pilotage (action 1 «pilotage et mise en œuvre des politiques éducatives », action 3 « communication », action 4 «expertise juridique », action 5 «action internationale », action 7 «établissements d'appui de la politique éducative », action 9 «certification » ) ;

- un pôle gestion des ressources humaines (action 6 « politique des ressources humaines ») ;

- un pôle logistique (action 8 « logistique, systèmes d'information, immobilier », action 10 «transports scolaires ») ;

- un pôle contrôle et évaluation (action 2 «évaluation et contrôle »).

Ce programme intègre notamment les dépenses de personnels non enseignant (chapitres en 31 et 33), les moyens de fonctionnement (chapitre 34-98), les crédits d'examens et de concours (chapitre 37-82), les subventions versées aux établissements publics nationaux (chapitre 36-10), les subventions allouées aux associations (chapitre 43-80) et les dépenses d'investissement (titres V et VI).

## Programme Enseignement technique agricole

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.156.413.480	1.182.726.443

L'enseignement technique agricole participe d'un service de proximité en matière d'éducation dans le cadre de liens historiques forts avec le monde rural et agroalimentaire. Son originalité réside, outre sa mission d'enseignement et le poids de la formation continue, dans la mise en œuvre de quatre autres missions qui lui sont spécifiques : insertion scolaire, sociale et professionnelle, animation du milieu rural, expérimentation et développement agricole, coopération internationale.

Les 859 établissements d'enseignement technique locaux (publics et privés sous contrat avec l'Etat) scolarisent 172 780 élèves en 2003-2004, dont 38,8 % dans le secteur public. Ils dispensent des formations dans l'ensemble du champ de compétence du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales (production, transformation et commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires, services en milieu rural, aménagement et environnement). Ils sont de petite taille (200 élèves en moyenne) et présentent la particularité de posséder quasiment tous un internat (60 % d'internes). Par

ailleurs, quatre établissements publics nationaux concourent à l'appui et à l'innovation pédagogique ainsi qu'à la formation des personnels.

Les actions de ce programme sont au nombre de 5 : la mise en œuvre des enseignements dans les établissements publics (personnels et dépenses pédagogiques) ; dans les établissements privés (personnels et fonctionnement) ; l'aide sociale aux élèves (public et privé) dont les crédits des bourses et du fonds social lycéen.

Les actions « évolution des compétences et dynamique territoriale » et « moyens communs à l'enseignement technique agricole public et privé » en complètent la mise en œuvre, notamment par l'accompagnement de la politique d'installation en agriculture, l'innovation en éducation et formation et les formations ouvertes et à distance.

Ce programme fait l'objet d'une expérimentation LOLF depuis 2004 (chapitre 39-01).

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Enseignement scolaire public du premier degré</b>	<b>14.234.145.715</b>	<b>14.234.145.715</b>	<b>14.659.397.001</b>	<b>14.659.397.001</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>14.125.007.279</b>	<b>14.125.007.279</b>	<b>14.543.682.399</b>	<b>14.543.682.399</b>
Rémunérations d'activité	9.350.413.699	9.350.413.699	9.499.273.805	9.499.273.805
Cotisations et contributions sociales	4.502.356.774	4.502.356.774	4.887.393.450	4.887.393.450
Prestations sociales et allocations diverses	272.236.806	272.236.806	157.015.144	157.015.144
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>73.754.521</b>	<b>73.754.521</b>	<b>83.534.901</b>	<b>83.534.901</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	73.754.521	73.754.521	83.534.901	83.534.901
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>35.383.915</b>	<b>35.383.915</b>	<b>32.179.701</b>	<b>32.179.701</b>
Transferts aux collectivités locales	33.701.010	33.701.010	30.988.492	30.988.492
Transferts aux autres collectivités	1.682.905	1.682.905	1.191.209	1.191.209
<b>Enseignement scolaire public du second degré</b>	<b>24.551.610.774</b>	<b>24.551.610.774</b>	<b>24.906.317.464</b>	<b>24.906.317.464</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>24.291.921.206</b>	<b>24.291.921.206</b>	<b>24.662.996.179</b>	<b>24.662.996.179</b>
Rémunérations d'activité	16.751.348.622	16.751.348.622	16.691.689.842	16.691.689.842
Cotisations et contributions sociales	6.930.118.047	6.930.118.047	7.555.941.092	7.555.941.092
Prestations sociales et allocations diverses	610.454.537	610.454.537	415.365.245	415.365.245
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>86.895.916</b>	<b>86.895.916</b>	<b>68.766.797</b>	<b>68.766.797</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	86.895.916	86.895.916	68.766.797	68.766.797
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>172.793.652</b>	<b>172.793.652</b>	<b>174.554.488</b>	<b>174.554.488</b>
Transferts aux collectivités locales	7.867.147	7.867.147	8.309.213	8.309.213
Transferts aux autres collectivités	164.926.505	164.926.505	166.245.275	166.245.275
<b>Vie de l'élève</b>	<b>6.334.227.301</b>	<b>6.334.227.301</b>	<b>6.520.314.243</b>	<b>6.520.314.243</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>5.161.680.317</b>	<b>5.161.680.317</b>	<b>5.239.399.517</b>	<b>5.239.399.517</b>
Rémunérations d'activité	2.843.473.186	2.843.473.186	2.837.177.947	2.837.177.947
Cotisations et contributions sociales	2.144.963.544	2.144.963.544	2.288.394.036	2.288.394.036
Prestations sociales et allocations diverses	173.243.587	173.243.587	113.827.534	113.827.534
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>98.599.535</b>	<b>98.599.535</b>	<b>84.765.052</b>	<b>84.765.052</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15.692.728	15.692.728	13.858.245	13.858.245
Subventions pour charges de service public	82.906.807	82.906.807	70.906.807	70.906.807
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.073.947.449</b>	<b>1.073.947.449</b>	<b>1.196.149.674</b>	<b>1.196.149.674</b>
Transferts aux ménages	540.736.111	540.736.111	540.761.780	540.761.780
Transferts aux collectivités locales	1.680.769	1.680.769	1.711.486	1.711.486
Transferts aux autres collectivités	531.530.569	531.530.569	653.676.408	653.676.408
<b>Enseignement privé du premier et du second degrés</b>	<b>6.758.170.165</b>	<b>6.758.170.165</b>	<b>6.886.172.293</b>	<b>6.886.172.293</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>5.804.372.181</b>	<b>5.804.372.181</b>	<b>5.929.908.530</b>	<b>5.929.908.530</b>
Rémunérations d'activité	3.962.563.441	3.962.563.441	4.028.493.470	4.028.493.470
Cotisations et contributions sociales	1.585.025.376	1.585.025.376	1.609.851.681	1.609.851.681
Prestations sociales et allocations diverses	256.783.364	256.783.364	291.563.379	291.563.379
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.142.416</b>	<b>2.142.416</b>	<b>2.170.331</b>	<b>2.170.331</b>

## Enseignement scolaire

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.142.416	2.142.416	2.170.331	2.170.331
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>951.655.568</b>	<b>951.655.568</b>	<b>954.093.432</b>	<b>954.093.432</b>
Transferts aux ménages	66.797.200	66.797.200	67.984.200	67.984.200
Transferts aux autres collectivités	884.858.368	884.858.368	886.109.232	886.109.232
<b>Soutien de la politique de l'éducation nationale</b>	<b>2.122.280.112</b>	<b>2.070.001.112</b>	<b>2.053.014.568</b>	<b>2.048.946.568</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.320.268.016</b>	<b>1.320.268.016</b>	<b>1.295.240.210</b>	<b>1.295.240.210</b>
Rémunérations d'activité	876.690.495	876.690.495	832.537.064	832.537.064
Cotisations et contributions sociales	353.875.449	353.875.449	388.969.882	388.969.882
Prestations sociales et allocations diverses	89.702.072	89.702.072	73.733.264	73.733.264
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>541.267.639</b>	<b>540.827.639</b>	<b>535.346.121</b>	<b>535.661.121</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	377.513.551	377.313.551	369.090.735	369.447.735
Subventions pour charges de service public	163.754.088	163.514.088	166.255.386	166.213.386
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>84.816.632</b>	<b>40.105.632</b>	<b>58.368.127</b>	<b>48.132.127</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	84.816.632	40.105.632	58.368.127	48.132.127
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>175.927.825</b>	<b>168.799.825</b>	<b>164.060.110</b>	<b>169.913.110</b>
Transferts aux ménages	112.580.104	112.580.104	111.246.373	111.246.373
Transferts aux entreprises	741.280	741.280	742.187	742.187
Transferts aux collectivités locales	14.298.793	10.320.793	7.767.664	14.304.664
Transferts aux autres collectivités	48.307.648	45.157.648	44.303.886	43.619.886
<b>Enseignement technique agricole</b>	<b>1.156.524.480</b>	<b>1.156.413.480</b>	<b>1.182.839.443</b>	<b>1.182.726.443</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>768.218.920</b>	<b>768.218.920</b>	<b>777.222.615</b>	<b>777.222.615</b>
Rémunérations d'activité	511.574.679	511.574.679	513.045.793	513.045.793
Cotisations et contributions sociales	248.448.176	248.448.176	257.398.661	257.398.661
Prestations sociales et allocations diverses	8.196.065	8.196.065	6.778.161	6.778.161
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.916.498</b>	<b>11.895.498</b>	<b>8.031.484</b>	<b>8.010.484</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5.262.800	5.262.800	2.134.286	2.134.286
Subventions pour charges de service public	6.653.698	6.632.698	5.897.198	5.876.198
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>800.000</b>	<b>710.000</b>	<b>800.000</b>	<b>708.000</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	800.000	710.000	800.000	708.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>375.589.062</b>	<b>375.589.062</b>	<b>396.785.344</b>	<b>396.785.344</b>
Transferts aux ménages	86.422.370	86.422.370	81.542.700	81.542.700
Transferts aux collectivités locales	1.019.292	1.019.292	3.769.539	3.769.539
Transferts aux autres collectivités	288.147.400	288.147.400	311.473.105	311.473.105

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Enseignement scolaire public du premier degré**

(en euros)

Enseignement scolaire public du premier degré <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Enseignement pré-élémentaire</b>	<b>3.614.032.066</b>	<b>3.614.032.066</b>	<b>3.699.719.042</b>	<b>3.699.719.042</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>3.601.956.558</b>	<b>3.601.956.558</b>	<b>3.690.134.056</b>	<b>3.690.134.056</b>
Rémunérations d'activité	2.371.612.768	2.371.612.768	2.386.661.653	2.386.661.653
Cotisations et contributions sociales	1.159.749.160	1.159.749.160	1.262.760.698	1.262.760.698
Prestations sociales et allocations diverses	70.594.630	70.594.630	40.711.705	40.711.705
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.866.297</b>	<b>3.866.297</b>	<b>1.916.997</b>	<b>1.916.997</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.866.297	3.866.297	1.916.997	1.916.997
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>8.209.211</b>	<b>8.209.211</b>	<b>7.667.989</b>	<b>7.667.989</b>
Transferts aux collectivités locales	8.209.211	8.209.211	7.667.989	7.667.989
<b>Enseignement élémentaire</b>	<b>6.541.290.651</b>	<b>6.541.290.651</b>	<b>6.714.639.450</b>	<b>6.714.639.450</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.488.906.188</b>	<b>6.488.906.188</b>	<b>6.660.371.975</b>	<b>6.660.371.975</b>
Rémunérations d'activité	4.297.091.766	4.297.091.766	4.351.324.348	4.351.324.348
Cotisations et contributions sociales	2.066.802.274	2.066.802.274	2.236.945.468	2.236.945.468
Prestations sociales et allocations diverses	125.012.148	125.012.148	72.102.159	72.102.159
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>26.102.631</b>	<b>26.102.631</b>	<b>30.152.776</b>	<b>30.152.776</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	26.102.631	26.102.631	30.152.776	30.152.776
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>26.281.832</b>	<b>26.281.832</b>	<b>24.114.699</b>	<b>24.114.699</b>
Transferts aux collectivités locales	25.365.614	25.365.614	23.237.801	23.237.801
Transferts aux autres collectivités	916.218	916.218	876.898	876.898
<b>Besoins éducatifs particuliers</b>	<b>1.228.054.389</b>	<b>1.228.054.389</b>	<b>1.269.108.729</b>	<b>1.269.108.729</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.215.385.062</b>	<b>1.215.385.062</b>	<b>1.245.257.241</b>	<b>1.245.257.241</b>
Rémunérations d'activité	801.118.169	801.118.169	805.761.243	805.761.243
Cotisations et contributions sociales	390.497.099	390.497.099	425.789.200	425.789.200
Prestations sociales et allocations diverses	23.769.794	23.769.794	13.706.798	13.706.798
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>12.112.635</b>	<b>12.112.635</b>	<b>23.768.786</b>	<b>23.768.786</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	12.112.635	12.112.635	23.768.786	23.768.786
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>556.692</b>	<b>556.692</b>	<b>82.702</b>	<b>82.702</b>
Transferts aux collectivités locales	126.185	126.185	82.702	82.702
Transferts aux autres collectivités	430.507	430.507	0	0
<b>Formation des personnels enseignants</b>	<b>986.705.570</b>	<b>986.705.570</b>	<b>1.007.881.263</b>	<b>1.007.881.263</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>966.478.445</b>	<b>966.478.445</b>	<b>990.424.709</b>	<b>990.424.709</b>
Rémunérations d'activité	631.846.113	631.846.113	637.141.833	637.141.833
Cotisations et contributions sociales	315.484.100	315.484.100	342.232.556	342.232.556
Prestations sociales et allocations diverses	19.148.232	19.148.232	11.050.320	11.050.320
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>19.890.945</b>	<b>19.890.945</b>	<b>17.142.243</b>	<b>17.142.243</b>

## Enseignement scolaire

Enseignement scolaire public du premier degré	2004		2005	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	19.890.945	19.890.945	17.142.243	17.142.243
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>336.180</b>	<b>336.180</b>	<b>314.311</b>	<b>314.311</b>
Transferts aux autres collectivités	336.180	336.180	314.311	314.311
<b>Remplacement</b>	<b>1.145.722.721</b>	<b>1.145.722.721</b>	<b>1.172.340.852</b>	<b>1.172.340.852</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.145.722.721</b>	<b>1.145.722.721</b>	<b>1.172.340.852</b>	<b>1.172.340.852</b>
Rémunérations d'activité	781.326.477	781.326.477	786.322.014	786.322.014
Cotisations et contributions sociales	343.487.927	343.487.927	373.962.514	373.962.514
Prestations sociales et allocations diverses	20.908.317	20.908.317	12.056.324	12.056.324
<b>Pilotage et encadrement pédagogique</b>	<b>616.562.139</b>	<b>616.562.139</b>	<b>686.575.179</b>	<b>686.575.179</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>604.780.126</b>	<b>604.780.126</b>	<b>676.021.080</b>	<b>676.021.080</b>
Rémunérations d'activité	402.134.449	402.134.449	461.164.299	461.164.299
Cotisations et contributions sociales	191.935.956	191.935.956	208.679.291	208.679.291
Prestations sociales et allocations diverses	10.709.721	10.709.721	6.177.490	6.177.490
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.782.013</b>	<b>11.782.013</b>	<b>10.554.099</b>	<b>10.554.099</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11.782.013	11.782.013	10.554.099	10.554.099
<b>Personnels en situations diverses</b>	<b>101.778.179</b>	<b>101.778.179</b>	<b>109.132.487</b>	<b>109.132.487</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>101.778.179</b>	<b>101.778.179</b>	<b>109.132.487</b>	<b>109.132.487</b>
Rémunérations d'activité	65.283.957	65.283.957	70.898.415	70.898.415
Cotisations et contributions sociales	34.400.258	34.400.258	37.023.724	37.023.724
Prestations sociales et allocations diverses	2.093.964	2.093.964	1.210.348	1.210.348

**Enseignement scolaire public du second degré**

(en euros)

Enseignement scolaire public du second degré	2004		2005	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Enseignement en collège</b>	<b>9.269.172.264</b>	<b>9.269.172.264</b>	<b>9.437.585.351</b>	<b>9.437.585.351</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>9.172.557.386</b>	<b>9.172.557.386</b>	<b>9.339.424.488</b>	<b>9.339.424.488</b>
Rémunérations d'activité	6.390.631.075	6.390.631.075	6.403.481.613	6.403.481.613
Cotisations et contributions sociales	2.564.967.310	2.564.967.310	2.795.157.200	2.795.157.200
Prestations sociales et allocations diverses	216.959.001	216.959.001	140.785.675	140.785.675
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>455.211</b>	<b>455.211</b>	<b>399.964</b>	<b>399.964</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	455.211	455.211	399.964	399.964
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>96.159.667</b>	<b>96.159.667</b>	<b>97.760.899</b>	<b>97.760.899</b>
Transferts aux collectivités locales	4.818.066	4.818.066	5.087.695	5.087.695
Transferts aux autres collectivités	91.341.601	91.341.601	92.673.204	92.673.204
<b>Enseignement général et technologique en lycée</b>	<b>5.333.755.445</b>	<b>5.333.755.445</b>	<b>5.554.751.999</b>	<b>5.554.751.999</b>

Enseignement scolaire public du second degré <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>5.295.149.286</b>	<b>5.295.149.286</b>	<b>5.515.459.141</b>	<b>5.515.459.141</b>
Rémunérations d'activité	3.682.551.112	3.682.551.112	3.810.531.428	3.810.531.428
Cotisations et contributions sociales	1.489.784.564	1.489.784.564	1.624.797.900	1.624.797.900
Prestations sociales et allocations diverses	122.813.610	122.813.610	80.129.813	80.129.813
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.072.429</b>	<b>5.072.429</b>	<b>4.474.228</b>	<b>4.474.228</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5.072.429	5.072.429	4.474.228	4.474.228
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>33.533.730</b>	<b>33.533.730</b>	<b>34.818.630</b>	<b>34.818.630</b>
Transferts aux collectivités locales	1.429.516	1.429.516	1.509.679	1.509.679
Transferts aux autres collectivités	32.104.214	32.104.214	33.308.951	33.308.951
<b>Enseignement professionnel sous statut scolaire</b>	<b>3.552.954.204</b>	<b>3.552.954.204</b>	<b>3.588.557.769</b>	<b>3.588.557.769</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>3.517.925.593</b>	<b>3.517.925.593</b>	<b>3.553.889.497</b>	<b>3.553.889.497</b>
Rémunérations d'activité	2.448.006.978	2.448.006.978	2.425.664.219	2.425.664.219
Cotisations et contributions sociales	980.776.052	980.776.052	1.069.309.830	1.069.309.830
Prestations sociales et allocations diverses	89.142.563	89.142.563	58.915.448	58.915.448
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>10.175.030</b>	<b>10.175.030</b>	<b>10.807.004</b>	<b>10.807.004</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	10.175.030	10.175.030	10.807.004	10.807.004
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>24.853.581</b>	<b>24.853.581</b>	<b>23.861.268</b>	<b>23.861.268</b>
Transferts aux collectivités locales	1.245.764	1.245.764	1.316.214	1.316.214
Transferts aux autres collectivités	23.607.817	23.607.817	22.545.054	22.545.054
<b>Apprentissage</b>	<b>5.577.260</b>	<b>5.577.260</b>	<b>5.201.729</b>	<b>5.201.729</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.751.179</b>	<b>2.751.179</b>	<b>2.732.197</b>	<b>2.732.197</b>
Rémunérations d'activité	1.857.078	1.857.078	1.188.416	1.188.416
Cotisations et contributions sociales	827.720	827.720	1.512.547	1.512.547
Prestations sociales et allocations diverses	66.381	66.381	31.234	31.234
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.826.081</b>	<b>2.826.081</b>	<b>2.469.532</b>	<b>2.469.532</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.826.081	2.826.081	2.469.532	2.469.532
<b>Enseignement post-baccalauréat en lycée</b>	<b>1.454.639.491</b>	<b>1.454.639.491</b>	<b>1.463.382.628</b>	<b>1.463.382.628</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.446.729.756</b>	<b>1.446.729.756</b>	<b>1.455.623.727</b>	<b>1.455.623.727</b>
Rémunérations d'activité	1.064.903.114	1.064.903.114	1.042.124.100	1.042.124.100
Cotisations et contributions sociales	365.340.499	365.340.499	399.280.218	399.280.218
Prestations sociales et allocations diverses	16.486.143	16.486.143	14.219.409	14.219.409
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>7.909.735</b>	<b>7.909.735</b>	<b>7.758.901</b>	<b>7.758.901</b>
Transferts aux collectivités locales	148.908	148.908	157.598	157.598
Transferts aux autres collectivités	7.760.827	7.760.827	7.601.303	7.601.303
<b>Besoins éducatifs particuliers</b>	<b>1.076.325.536</b>	<b>1.076.325.536</b>	<b>1.048.618.396</b>	<b>1.048.618.396</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.048.595.465</b>	<b>1.048.595.465</b>	<b>1.038.501.633</b>	<b>1.038.501.633</b>
Rémunérations d'activité	743.402.203	743.402.203	716.337.221	716.337.221
Cotisations et contributions sociales	280.147.028	280.147.028	305.719.567	305.719.567
Prestations sociales et allocations diverses	25.046.234	25.046.234	16.444.845	16.444.845
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>18.020.025</b>	<b>18.020.025</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	18.020.025	18.020.025	0	0

Enseignement scolaire public du second degré <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>9.710.046</b>	<b>9.710.046</b>	<b>10.116.763</b>	<b>10.116.763</b>
Transferts aux autres collectivités	9.710.046	9.710.046	10.116.763	10.116.763
<b>Aide à l'insertion professionnelle</b>	<b>34.089.813</b>	<b>34.089.813</b>	<b>34.604.847</b>	<b>34.604.847</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>27.365.484</b>	<b>27.365.484</b>	<b>29.282.518</b>	<b>29.282.518</b>
Rémunérations d'activité	21.303.215	21.303.215	22.346.468	22.346.468
Cotisations et contributions sociales	6.062.269	6.062.269	6.936.050	6.936.050
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.322.329</b>	<b>6.322.329</b>	<b>5.322.329</b>	<b>5.322.329</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.322.329	6.322.329	5.322.329	5.322.329
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>402.000</b>	<b>402.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts aux autres collectivités	402.000	402.000	0	0
<b>Information et orientation</b>	<b>274.907.794</b>	<b>274.907.794</b>	<b>266.270.787</b>	<b>266.270.787</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>273.525.357</b>	<b>273.525.357</b>	<b>264.346.958</b>	<b>264.346.958</b>
Rémunérations d'activité	191.920.414	191.920.414	177.834.385	177.834.385
Cotisations et contributions sociales	76.470.487	76.470.487	83.270.939	83.270.939
Prestations sociales et allocations diverses	5.134.456	5.134.456	3.241.634	3.241.634
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.382.437</b>	<b>1.382.437</b>	<b>1.923.829</b>	<b>1.923.829</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.382.437	1.382.437	1.923.829	1.923.829
<b>Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience</b>	<b>72.655.873</b>	<b>72.655.873</b>	<b>69.740.612</b>	<b>69.740.612</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>67.161.859</b>	<b>67.161.859</b>	<b>65.044.574</b>	<b>65.044.574</b>
Rémunérations d'activité	46.283.802	46.283.802	42.643.375	42.643.375
Cotisations et contributions sociales	19.327.997	19.327.997	21.432.952	21.432.952
Prestations sociales et allocations diverses	1.550.060	1.550.060	968.247	968.247
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.494.014</b>	<b>5.494.014</b>	<b>4.696.038</b>	<b>4.696.038</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5.494.014	5.494.014	4.696.038	4.696.038
<b>Formation des personnels enseignants et d'orientation</b>	<b>708.634.674</b>	<b>708.634.674</b>	<b>682.039.815</b>	<b>682.039.815</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>676.899.122</b>	<b>676.899.122</b>	<b>649.458.416</b>	<b>649.458.416</b>
Rémunérations d'activité	473.630.570	473.630.570	434.914.376	434.914.376
Cotisations et contributions sociales	188.293.185	188.293.185	205.142.677	205.142.677
Prestations sociales et allocations diverses	14.975.367	14.975.367	9.401.363	9.401.363
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>31.735.552</b>	<b>31.735.552</b>	<b>32.581.399</b>	<b>32.581.399</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	31.735.552	31.735.552	32.581.399	32.581.399
<b>Remplacement</b>	<b>992.974.411</b>	<b>992.974.411</b>	<b>952.351.856</b>	<b>952.351.856</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>992.974.411</b>	<b>992.974.411</b>	<b>952.351.856</b>	<b>952.351.856</b>
Rémunérations d'activité	661.787.840	661.787.840	609.401.737	609.401.737
Cotisations et contributions sociales	262.082.413	262.082.413	286.102.885	286.102.885
Prestations sociales et allocations diverses	69.104.158	69.104.158	56.847.234	56.847.234
<b>Pilotage, administration et encadrement pédagogique</b>	<b>1.609.537.572</b>	<b>1.609.537.572</b>	<b>1.641.146.967</b>	<b>1.641.146.967</b>

<b>Enseignement scolaire public du second degré</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>1.603.899.871</b>	<b>1.603.899.871</b>	<b>1.634.816.466</b>	<b>1.634.816.466</b>
Rémunérations d'activité		910.323.073	910.323.073	897.719.006	897.719.006
Cotisations et contributions sociales		648.234.040	648.234.040	705.122.116	705.122.116
Prestations sociales et allocations diverses		45.342.758	45.342.758	31.975.344	31.975.344
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>5.412.808</b>	<b>5.412.808</b>	<b>6.092.474</b>	<b>6.092.474</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		5.412.808	5.412.808	6.092.474	6.092.474
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>224.893</b>	<b>224.893</b>	<b>238.027</b>	<b>238.027</b>
Transferts aux collectivités locales		224.893	224.893	238.027	238.027
<b>Personnels en situations diverses</b>		<b>166.386.437</b>	<b>166.386.437</b>	<b>162.064.710</b>	<b>162.064.710</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>166.386.437</b>	<b>166.386.437</b>	<b>162.064.710</b>	<b>162.064.710</b>
Rémunérations d'activité		114.748.148	114.748.148	107.503.499	107.503.499
Cotisations et contributions sociales		47.804.483	47.804.483	52.156.211	52.156.211
Prestations sociales et allocations diverses		3.833.806	3.833.806	2.405.000	2.405.000

**Vie de l'élève**

(en euros)

<b>Vie de l'élève</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Vie scolaire et éducation à la responsabilité</b>		<b>2.241.294.832</b>	<b>2.241.294.832</b>	<b>2.260.583.856</b>	<b>2.260.583.856</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>1.752.583.720</b>	<b>1.752.583.720</b>	<b>1.659.733.400</b>	<b>1.659.733.400</b>
Rémunérations d'activité		813.238.656	813.238.656	739.277.041	739.277.041
Cotisations et contributions sociales		832.657.486	832.657.486	857.641.879	857.641.879
Prestations sociales et allocations diverses		106.687.578	106.687.578	62.814.480	62.814.480
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>1.000.000</b>	<b>1.000.000</b>	<b>1.384.497</b>	<b>1.384.497</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		0	0	384.497	384.497
Subventions pour charges de service public		1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>487.711.112</b>	<b>487.711.112</b>	<b>599.465.959</b>	<b>599.465.959</b>
Transferts aux collectivités locales		291.048	291.048	252.157	252.157
Transferts aux autres collectivités		487.420.064	487.420.064	599.213.802	599.213.802
<b>Santé scolaire</b>		<b>264.397.549</b>	<b>264.397.549</b>	<b>268.325.335</b>	<b>268.325.335</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>258.515.042</b>	<b>258.515.042</b>	<b>261.972.372</b>	<b>261.972.372</b>
Rémunérations d'activité		179.975.974	179.975.974	177.815.258	177.815.258
Cotisations et contributions sociales		72.165.673	72.165.673	79.081.580	79.081.580
Prestations sociales et allocations diverses		6.373.395	6.373.395	5.075.534	5.075.534
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>4.918.505</b>	<b>4.918.505</b>	<b>5.008.372</b>	<b>5.008.372</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		4.918.505	4.918.505	5.008.372	5.008.372
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>964.002</b>	<b>964.002</b>	<b>1.344.591</b>	<b>1.344.591</b>
Transferts aux collectivités locales		243.836	243.836	248.543	248.543
Transferts aux autres collectivités		720.166	720.166	1.096.048	1.096.048

Vie de l'élève <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Accompagnement des élèves handicapés</b>	<b>169.260.379</b>	<b>169.260.379</b>	<b>187.428.527</b>	<b>187.428.527</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>125.104.699</b>	<b>125.104.699</b>	<b>136.016.431</b>	<b>136.016.431</b>
Rémunérations d'activité	52.588.368	52.588.368	56.594.634	56.594.634
Cotisations et contributions sociales	72.516.331	72.516.331	79.421.797	79.421.797
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.799.600</b>	<b>6.799.600</b>	<b>4.161.397</b>	<b>4.161.397</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.799.600	6.799.600	4.161.397	4.161.397
Subventions pour charges de service public	0	0	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>37.356.080</b>	<b>37.356.080</b>	<b>47.250.699</b>	<b>47.250.699</b>
Transferts aux autres collectivités	37.356.080	37.356.080	47.250.699	47.250.699
<b>Action sociale</b>	<b>642.846.268</b>	<b>642.846.268</b>	<b>646.940.500</b>	<b>646.940.500</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>102.110.157</b>	<b>102.110.157</b>	<b>106.178.720</b>	<b>106.178.720</b>
Rémunérations d'activité	63.467.602	63.467.602	64.481.121	64.481.121
Cotisations et contributions sociales	35.901.847	35.901.847	39.611.944	39.611.944
Prestations sociales et allocations diverses	2.740.708	2.740.708	2.085.655	2.085.655
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>540.736.111</b>	<b>540.736.111</b>	<b>540.761.780</b>	<b>540.761.780</b>
Transferts aux ménages	540.736.111	540.736.111	540.761.780	540.761.780
<b>Accueil et service aux élèves</b>	<b>3.016.428.273</b>	<b>3.016.428.273</b>	<b>3.157.036.026</b>	<b>3.157.036.026</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.923.366.699</b>	<b>2.923.366.699</b>	<b>3.075.498.595</b>	<b>3.075.498.595</b>
Rémunérations d'activité	1.734.202.586	1.734.202.586	1.799.009.893	1.799.009.893
Cotisations et contributions sociales	1.131.722.207	1.131.722.207	1.232.636.837	1.232.636.837
Prestations sociales et allocations diverses	57.441.906	57.441.906	43.851.865	43.851.865
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>85.881.430</b>	<b>85.881.430</b>	<b>74.210.786</b>	<b>74.210.786</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.974.623	3.974.623	4.303.979	4.303.979
Subventions pour charges de service public	81.906.807	81.906.807	69.906.807	69.906.807
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>7.180.144</b>	<b>7.180.144</b>	<b>7.326.645</b>	<b>7.326.645</b>
Transferts aux collectivités locales	1.145.885	1.145.885	1.210.787	1.210.787
Transferts aux autres collectivités	6.034.259	6.034.259	6.115.858	6.115.858

### Enseignement privé du premier et du second degrés

(en euros)

Enseignement privé du premier et du second degrés <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Enseignement pré-élémentaire</b>	<b>518.851.139</b>	<b>518.851.139</b>	<b>527.932.951</b>	<b>527.932.951</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>518.851.139</b>	<b>518.851.139</b>	<b>527.932.951</b>	<b>527.932.951</b>
Rémunérations d'activité	369.633.994	369.633.994	376.009.800	376.009.800
Cotisations et contributions sociales	147.853.598	147.853.598	150.295.403	150.295.403
Prestations sociales et allocations diverses	1.363.547	1.363.547	1.627.748	1.627.748

<b>Enseignement privé du premier et du second degrés</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Enseignement élémentaire</b>	<b>927.030.260</b>	<b>927.030.260</b>	<b>943.008.705</b>	<b>943.008.705</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>927.030.260</b>	<b>927.030.260</b>	<b>943.008.705</b>	<b>943.008.705</b>
Rémunérations d'activité	660.424.296	660.424.296	671.717.363	671.717.363
Cotisations et contributions sociales	264.169.718	264.169.718	268.578.429	268.578.429
Prestations sociales et allocations diverses	2.436.246	2.436.246	2.712.913	2.712.913
<b>Enseignement en collège</b>	<b>1.773.605.229</b>	<b>1.773.605.229</b>	<b>1.803.544.841</b>	<b>1.803.544.841</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.773.605.229</b>	<b>1.773.605.229</b>	<b>1.803.544.841</b>	<b>1.803.544.841</b>
Rémunérations d'activité	1.263.531.553	1.263.531.553	1.284.835.795	1.284.835.795
Cotisations et contributions sociales	505.412.621	505.412.621	513.825.802	513.825.802
Prestations sociales et allocations diverses	4.661.055	4.661.055	4.883.244	4.883.244
<b>Enseignement général et technologique en lycée</b>	<b>1.043.024.082</b>	<b>1.043.024.082</b>	<b>1.059.857.892</b>	<b>1.059.857.892</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.043.024.082</b>	<b>1.043.024.082</b>	<b>1.059.857.892</b>	<b>1.059.857.892</b>
Rémunérations d'activité	743.059.287	743.059.287	755.678.265	755.678.265
Cotisations et contributions sociales	297.223.715	297.223.715	301.387.288	301.387.288
Prestations sociales et allocations diverses	2.741.080	2.741.080	2.792.339	2.792.339
<b>Enseignement professionnel sous statut scolaire</b>	<b>692.505.936</b>	<b>692.505.936</b>	<b>704.272.324</b>	<b>704.272.324</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>692.505.936</b>	<b>692.505.936</b>	<b>704.272.324</b>	<b>704.272.324</b>
Rémunérations d'activité	493.347.159	493.347.159	501.888.983	501.888.983
Cotisations et contributions sociales	197.338.863	197.338.863	200.755.593	200.755.593
Prestations sociales et allocations diverses	1.819.914	1.819.914	1.627.748	1.627.748
<b>Enseignement post-baccalauréat en lycée</b>	<b>233.592.599</b>	<b>233.592.599</b>	<b>235.258.647</b>	<b>235.258.647</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>233.592.599</b>	<b>233.592.599</b>	<b>235.258.647</b>	<b>235.258.647</b>
Rémunérations d'activité	166.413.368	166.413.368	167.614.505	167.614.505
Cotisations et contributions sociales	66.565.347	66.565.347	67.035.212	67.035.212
Prestations sociales et allocations diverses	613.884	613.884	608.930	608.930
<b>Dispositifs spécifiques de scolarisation</b>	<b>129.629.476</b>	<b>129.629.476</b>	<b>131.847.592</b>	<b>131.847.592</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>129.629.476</b>	<b>129.629.476</b>	<b>131.847.592</b>	<b>131.847.592</b>
Rémunérations d'activité	92.349.149	92.349.149	93.866.804	93.866.804
Cotisations et contributions sociales	36.939.659	36.939.659	37.438.205	37.438.205
Prestations sociales et allocations diverses	340.668	340.668	542.583	542.583
<b>Actions sociales en faveur des élèves</b>	<b>66.797.200</b>	<b>66.797.200</b>	<b>67.984.200</b>	<b>67.984.200</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>66.797.200</b>	<b>66.797.200</b>	<b>67.984.200</b>	<b>67.984.200</b>
Transferts aux ménages	66.797.200	66.797.200	67.984.200	67.984.200
<b>Fonctionnement des établissements</b>	<b>833.777.611</b>	<b>833.777.611</b>	<b>834.674.329</b>	<b>834.674.329</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>833.777.611</b>	<b>833.777.611</b>	<b>834.674.329</b>	<b>834.674.329</b>

<b>Enseignement privé du premier et du second degrés</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Transferts aux autres collectivités	833.777.611	833.777.611	834.674.329	834.674.329
<b>Formation initiale et continue des enseignants</b>	<b>129.185.245</b>	<b>129.185.245</b>	<b>130.704.841</b>	<b>130.704.841</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>78.431.338</b>	<b>78.431.338</b>	<b>79.759.655</b>	<b>79.759.655</b>
Rémunérations d'activité	55.875.156	55.875.156	56.971.182	56.971.182
Cotisations et contributions sociales	22.350.063	22.350.063	22.788.473	22.788.473
Prestations sociales et allocations diverses	206.119	206.119	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>50.753.907</b>	<b>50.753.907</b>	<b>50.945.186</b>	<b>50.945.186</b>
Transferts aux autres collectivités	50.753.907	50.753.907	50.945.186	50.945.186
<b>Remplacement</b>	<b>165.536.302</b>	<b>165.536.302</b>	<b>168.200.632</b>	<b>168.200.632</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>165.536.302</b>	<b>165.536.302</b>	<b>168.200.632</b>	<b>168.200.632</b>
Rémunérations d'activité	117.929.479	117.929.479	119.910.773	119.910.773
Cotisations et contributions sociales	47.171.792	47.171.792	47.747.276	47.747.276
Prestations sociales et allocations diverses	435.031	435.031	542.583	542.583
<b>Soutien</b>	<b>244.635.086</b>	<b>244.635.086</b>	<b>278.885.340</b>	<b>278.885.340</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>242.165.820</b>	<b>242.165.820</b>	<b>276.225.292</b>	<b>276.225.292</b>
Prestations sociales et allocations diverses	242.165.820	242.165.820	276.225.292	276.225.292
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.142.416</b>	<b>2.142.416</b>	<b>2.170.331</b>	<b>2.170.331</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.142.416	2.142.416	2.170.331	2.170.331
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>326.850</b>	<b>326.850</b>	<b>489.717</b>	<b>489.717</b>
Transferts aux autres collectivités	326.850	326.850	489.717	489.717

### Soutien de la politique de l'éducation nationale

(en euros)

<b>Soutien de la politique de l'éducation nationale</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Pilotage et mise en œuvre des politiques éducatives</b>	<b>461.269.899</b>	<b>461.269.899</b>	<b>467.038.012</b>	<b>467.038.012</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>426.495.765</b>	<b>426.495.765</b>	<b>432.302.715</b>	<b>432.302.715</b>
Rémunérations d'activité	283.079.241	283.079.241	281.976.742	281.976.742
Cotisations et contributions sociales	131.816.417	131.816.417	144.731.140	144.731.140
Prestations sociales et allocations diverses	11.600.107	11.600.107	5.594.833	5.594.833
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>34.774.134</b>	<b>34.774.134</b>	<b>34.735.297</b>	<b>34.735.297</b>
Transferts aux entreprises	674.707	674.707	674.063	674.063
Transferts aux collectivités locales	1.038.793	1.038.793	1.096.664	1.096.664
Transferts aux autres collectivités	33.060.634	33.060.634	32.964.570	32.964.570
<b>Évaluation et contrôle</b>	<b>47.488.885</b>	<b>47.488.885</b>	<b>47.820.931</b>	<b>47.820.931</b>

<b>Soutien de la politique de l'éducation nationale</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>47.488.885</b>	<b>47.488.885</b>	<b>47.820.931</b>	<b>47.820.931</b>
Rémunérations d'activité	36.626.848	36.626.848	35.967.331	35.967.331
Cotisations et contributions sociales	9.985.085	9.985.085	11.473.181	11.473.181
Prestations sociales et allocations diverses	876.952	876.952	380.419	380.419
<b>Communication</b>	<b>10.157.441</b>	<b>10.157.441</b>	<b>10.344.307</b>	<b>10.344.307</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>10.157.441</b>	<b>10.157.441</b>	<b>10.262.089</b>	<b>10.262.089</b>
Rémunérations d'activité	7.040.408	7.040.408	6.855.472	6.855.472
Cotisations et contributions sociales	2.855.813	2.855.813	3.293.013	3.293.013
Prestations sociales et allocations diverses	261.220	261.220	113.604	113.604
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>82.218</b>	<b>82.218</b>
Transferts aux autres collectivités	0	0	82.218	82.218
<b>Expertise juridique</b>	<b>34.414.851</b>	<b>34.414.851</b>	<b>29.193.278</b>	<b>29.193.278</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>9.707.070</b>	<b>9.707.070</b>	<b>9.681.346</b>	<b>9.681.346</b>
Rémunérations d'activité	6.575.754	6.575.754	6.292.837	6.292.837
Cotisations et contributions sociales	2.874.421	2.874.421	3.278.052	3.278.052
Prestations sociales et allocations diverses	256.895	256.895	110.457	110.457
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>24.707.781</b>	<b>24.707.781</b>	<b>19.511.932</b>	<b>19.511.932</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	24.707.781	24.707.781	19.511.932	19.511.932
<b>Action internationale</b>	<b>20.954.851</b>	<b>20.988.011</b>	<b>21.007.028</b>	<b>21.186.525</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>5.169.558</b>	<b>5.169.558</b>	<b>5.353.063</b>	<b>5.353.063</b>
Rémunérations d'activité	3.607.461	3.607.461	3.658.897	3.658.897
Cotisations et contributions sociales	1.437.211	1.437.211	1.639.026	1.639.026
Prestations sociales et allocations diverses	124.886	124.886	55.140	55.140
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9.991.826</b>	<b>9.929.866</b>	<b>10.597.544</b>	<b>10.586.695</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.327.436	2.327.436	1.259.966	1.259.966
Subventions pour charges de service public	7.664.390	7.602.430	9.337.578	9.326.729
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>2.049.880</b>	<b>2.145.000</b>	<b>1.464.200</b>	<b>1.654.546</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	2.049.880	2.145.000	1.464.200	1.654.546
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>3.743.587</b>	<b>3.743.587</b>	<b>3.592.221</b>	<b>3.592.221</b>
Transferts aux entreprises	66.573	66.573	68.123	68.123
Transferts aux autres collectivités	3.677.014	3.677.014	3.524.098	3.524.098
<b>Politique des ressources humaines</b>	<b>602.516.651</b>	<b>602.316.651</b>	<b>590.120.837</b>	<b>590.477.837</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>500.149.184</b>	<b>500.149.184</b>	<b>486.574.617</b>	<b>486.574.617</b>
Rémunérations d'activité	304.180.866	304.180.866	284.114.690	284.114.690
Cotisations et contributions sociales	126.444.480	126.444.480	138.278.803	138.278.803
Prestations sociales et allocations diverses	69.523.838	69.523.838	64.181.124	64.181.124
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>102.020.146</b>	<b>101.820.146</b>	<b>103.218.093</b>	<b>103.575.093</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	102.020.146	101.820.146	103.218.093	103.575.093
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>347.321</b>	<b>347.321</b>	<b>328.127</b>	<b>328.127</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	347.321	347.321	328.127	328.127

<b>Soutien de la politique de l'éducation nationale</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Établissements d'appui de la politique éducative</b>	<b>160.408.455</b>	<b>160.265.295</b>	<b>157.453.608</b>	<b>157.492.111</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>159.524.972</b>	<b>159.346.932</b>	<b>156.917.808</b>	<b>156.886.657</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.435.274	3.435.274	0	0
Subventions pour charges de service public	156.089.698	155.911.658	156.917.808	156.886.657
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>883.483</b>	<b>918.363</b>	<b>535.800</b>	<b>605.454</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	883.483	918.363	535.800	605.454
<b>Logistique, système d'information, immobilier</b>	<b>586.422.507</b>	<b>534.453.507</b>	<b>524.741.230</b>	<b>520.098.230</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>274.931.478</b>	<b>274.931.478</b>	<b>247.129.175</b>	<b>247.129.175</b>
Rémunérations d'activité	189.411.282	189.411.282	157.554.820	157.554.820
Cotisations et contributions sociales	78.462.022	78.462.022	86.276.667	86.276.667
Prestations sociales et allocations diverses	7.058.174	7.058.174	3.297.688	3.297.688
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>205.125.081</b>	<b>205.125.081</b>	<b>207.168.055</b>	<b>207.168.055</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	205.125.081	205.125.081	207.168.055	207.168.055
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>81.535.948</b>	<b>36.694.948</b>	<b>56.040.000</b>	<b>45.544.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	81.535.948	36.694.948	56.040.000	45.544.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>24.830.000</b>	<b>17.702.000</b>	<b>14.404.000</b>	<b>20.257.000</b>
Transferts aux collectivités locales	13.260.000	9.282.000	6.671.000	13.208.000
Transferts aux autres collectivités	11.570.000	8.420.000	7.733.000	7.049.000
<b>Certification</b>	<b>86.066.468</b>	<b>86.066.468</b>	<b>94.048.963</b>	<b>94.048.963</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>46.168.635</b>	<b>46.168.635</b>	<b>56.116.274</b>	<b>56.116.274</b>
Rémunérations d'activité	46.168.635	46.168.635	56.116.274	56.116.274
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>39.897.833</b>	<b>39.897.833</b>	<b>37.932.689</b>	<b>37.932.689</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	39.897.833	39.897.833	37.932.689	37.932.689
<b>Transports scolaires</b>	<b>112.580.104</b>	<b>112.580.104</b>	<b>111.246.373</b>	<b>111.246.373</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>112.580.104</b>	<b>112.580.104</b>	<b>111.246.373</b>	<b>111.246.373</b>
Transferts aux ménages	112.580.104	112.580.104	111.246.373	111.246.373

### Enseignement technique agricole

(en euros)

<b>Enseignement technique agricole</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics</b>	<b>573.362.760</b>	<b>573.272.760</b>	<b>592.340.413</b>	<b>592.248.413</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>559.781.074</b>	<b>559.781.074</b>	<b>569.003.344</b>	<b>569.003.344</b>
Rémunérations d'activité	381.984.449	381.984.449	383.769.864	383.769.864

Enseignement technique agricole <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Cotisations et contributions sociales	169.886.272	169.886.272	178.665.581	178.665.581
Prestations sociales et allocations diverses	7.910.353	7.910.353	6.567.899	6.567.899
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.134.286</b>	<b>2.134.286</b>	<b>2.479.964</b>	<b>2.479.964</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.134.286	2.134.286	2.134.286	2.134.286
Subventions pour charges de service public	0	0	345.678	345.678
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>800.000</b>	<b>710.000</b>	<b>800.000</b>	<b>708.000</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	800.000	710.000	800.000	708.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>10.647.400</b>	<b>10.647.400</b>	<b>20.057.105</b>	<b>20.057.105</b>
Transferts aux autres collectivités	10.647.400	10.647.400	20.057.105	20.057.105
<b>Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés</b>	<b>455.552.000</b>	<b>455.531.000</b>	<b>469.112.200</b>	<b>469.091.200</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>177.900.000</b>	<b>177.900.000</b>	<b>177.544.200</b>	<b>177.544.200</b>
Rémunérations d'activité	108.000.000	108.000.000	107.787.084	107.787.084
Cotisations et contributions sociales	69.900.000	69.900.000	69.757.116	69.757.116
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>152.000</b>	<b>131.000</b>	<b>152.000</b>	<b>131.000</b>
Subventions pour charges de service public	152.000	131.000	152.000	131.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>277.500.000</b>	<b>277.500.000</b>	<b>291.416.000</b>	<b>291.416.000</b>
Transferts aux autres collectivités	277.500.000	277.500.000	291.416.000	291.416.000
<b>Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé)</b>	<b>75.419.388</b>	<b>75.419.388</b>	<b>73.272.549</b>	<b>73.272.549</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>75.419.388</b>	<b>75.419.388</b>	<b>73.272.549</b>	<b>73.272.549</b>
Transferts aux ménages	75.419.388	75.419.388	73.272.549	73.272.549
<b>Évolution des compétences et dynamique territoriale</b>	<b>38.502.785</b>	<b>38.502.785</b>	<b>35.196.874</b>	<b>35.196.874</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>20.998.105</b>	<b>20.998.105</b>	<b>21.527.203</b>	<b>21.527.203</b>
Rémunérations d'activité	14.422.639	14.422.639	14.676.334	14.676.334
Cotisations et contributions sociales	6.345.396	6.345.396	6.682.659	6.682.659
Prestations sociales et allocations diverses	230.070	230.070	168.210	168.210
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.501.698</b>	<b>6.501.698</b>	<b>5.399.520</b>	<b>5.399.520</b>
Subventions pour charges de service public	6.501.698	6.501.698	5.399.520	5.399.520
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>11.002.982</b>	<b>11.002.982</b>	<b>8.270.151</b>	<b>8.270.151</b>
Transferts aux ménages	11.002.982	11.002.982	8.270.151	8.270.151
<b>Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé</b>	<b>13.687.547</b>	<b>13.687.547</b>	<b>12.917.409</b>	<b>12.917.409</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>9.539.741</b>	<b>9.539.741</b>	<b>9.147.870</b>	<b>9.147.870</b>
Rémunérations d'activité	7.167.591	7.167.591	6.812.511	6.812.511
Cotisations et contributions sociales	2.316.508	2.316.508	2.293.306	2.293.306
Prestations sociales et allocations diverses	55.642	55.642	42.053	42.053
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.128.514</b>	<b>3.128.514</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.128.514	3.128.514	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.019.292</b>	<b>1.019.292</b>	<b>3.769.539</b>	<b>3.769.539</b>
Transferts aux collectivités locales	1.019.292	1.019.292	3.769.539	3.769.539

## Mission Gestion et contrôle des finances publiques

La mission *Gestion et contrôle des finances publiques* est une mission ministérielle composée de trois programmes :

- Le programme *Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local* ;
- Le programme *Juridictions financières* ;
- Le programme *Soutien des politiques économique, financière et industrielle*.

---

### Programme Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
8.071.910.270	8.199.389.823

Ce programme retrace les conditions dans lesquelles les administrations du ministère des Finances encaissent les recettes, notamment fiscales, payent les dépenses et tiennent les comptes publics, de l'État, des collectivités locales et des établissements publics locaux.

Composé de 9 actions, il identifie les moyens (rémunérations, fonctionnement, et équipement) alloués à la fonction fiscale (assiette, contrôle, recouvrement), au sein des actions « fiscalité des grandes entreprises », « fiscalité des PME » et « fiscalité des particuliers et fiscalité directe locale » confiées à la direction générale des impôts et à la direction générale de la comptabilité publique, ainsi qu'au sein de l'action « fiscalité des marchandises et des moyens de transport » pilotée par la direction générale des douanes et des droits indirects (partie recouvrement).

Les crédits associés à la gestion financière hors fiscalité (recouvrement de recettes non fiscales, paiement des dépenses publiques, fonction comptable de l'État et du secteur public local notamment) sont retracés au sein des actions « gestion financière de l'État hors fiscalité »,

« gestion financière du secteur public local hors fiscalité » (DGI-DGCP), « gestion des fonds déposés » (DGCP) et « gestion des pensions » (DGCP-SP service des pensions).

L'action de « Soutien », commandement, formation et logistique, finance, notamment, les actions structurantes de modernisation de l'administration fiscale (COPERNIC).

Ce programme correspond principalement aux agrégats 13 (DGI), 12 (DGCP), à une partie des agrégats 14 (DGDDI) et 31 « administration générale et dotations communes », soit des dépenses des titres III (DGI, DGCP, DGDDI et SP), IV (DGI) et V (DGI et DGCP). Les dépenses de personnel correspondent aux chapitres 31-10, 31-90, 31-94, 31-97, 32-92, 32-97, 33-90, 33-91, 33-92 et 37-30 (expérimentations), celles de fonctionnement aux chapitres 37-50, 37-30 et 37-91. Les dépenses en capital sont issues des chapitres 57-90 et 57-92.

---

### Programme Juridictions financières

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
133.264.606	138.499.336

Le programme « Juridictions financières », composé de 4 actions, a pour objectif principal de contrôler les comptes publics, la gestion et le bon emploi des fonds publics et d'assister le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale.

Les 3 premières actions du programme recouvrent les dépenses de rémunération, de fonctionnement et d'équipement concernant, respectivement, l'action juridictionnelle, incluant la nouvelle mission de certification (contrôle externe et indépendant des comptes et des systèmes d'information), l'examen de la

gestion des ordonnateurs (contrôle externe et indépendant de la régularité et de l'efficacité de la gestion ainsi que du bon emploi des fonds publics ou assimilés) et la mission d'assistance aux pouvoirs locaux, nationaux et internationaux précisée par la LOLF pour ce qui concerne l'appui au Parlement (expertise économique et financière à la disposition des pouvoirs publics).

L'action de « Soutien aux activités de contrôle et de gestion des juridictions financières », outre les crédits de personnel, comprend également le financement des

moyens permettant d'accroître la productivité et la qualité des audits (informatique, équipement, mission).

Ce programme se substitue à l'agrégat 11 « Cour des comptes et chambres régionales des comptes » comprenant les crédits du titre III et V. Les dépenses de personnel correspondent aux chapitres 31-91, 31-93, 31-97, 32-92, 32-97, 33-90, 33-91 et 33-92, celles de fonctionnement et d'informatique aux chapitres 34-97. Les dépenses en capital sont issues du chapitre 57-90 qui regroupe l'ensemble des crédits d'investissement du ministère des Finances.

---

## Programme Soutien des politiques économique, financière et industrielle

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
725.107.862	706.815.552

Composé de 5 actions, ce programme recouvre les fonctions ministérielles, d'état-major, d'audit, d'expertise et la gestion des moyens transversaux.

L'action « état-major, médiation et support » comporte les crédits de rémunération, de fonctionnement et d'investissement alloués aux cabinets ministériels, au secrétaire général, au médiateur, au haut fonctionnaire de défense et à la direction du personnel, de la modernisation et de l'administration (DPMA) pour les personnels assurant des activités d'appui des services centraux. Cette action intègre les crédits de fonctionnement et d'investissement des services centraux ainsi que la rémunération des agents mis à disposition d'autres structures.

L'action « expertise, audit, évaluation et contrôle » recouvre les rémunérations des personnels des corps de contrôle et d'inspection.

Les actions « promotion de l'action du ministère » et « contribution au respect du droit et à la sécurité juridique » englobent les crédits de rémunération des personnels du SIRCOM et de la direction des affaires

juridiques, ainsi que les crédits spécifiques affectés à la communication ministérielle et aux affaires juridiques.

L'action « GRH et autres politiques transversales » regroupe l'ensemble des crédits (rémunération, fonctionnement, investissement) consacrés à la conduite de politiques transversales en matière de GRH, de formation, d'action sociale, d'hygiène et sécurité, de prévention médicale, d'immobilier et de gestion financière.

Ce programme est issu de l'agrégat 31 « administration générale et dotations communes ». Les dépenses de personnel correspondent pour partie aux crédits inscrits aux chapitres 31-90, 31-94, 31-97, 32-92, 32-97, 33-90, 33-91 et 33-92. Les autres dépenses proviennent des chapitres 34-98 et 37-91 (fonctionnement) et du chapitre 57-90 (investissement). Le programme comprend également les dépenses de l'IGPDE (chapitre 37-90) et les dépenses de subvention, de modernisation ou de puissance publique issues des chapitres 36-10, 44-42, 37-92 et 37-10.

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local</b>	<b>8.174.129.270</b>	<b>8.071.910.270</b>	<b>8.202.327.823</b>	<b>8.199.389.823</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.254.191.034</b>	<b>6.254.191.034</b>	<b>6.317.361.076</b>	<b>6.317.361.076</b>
Rémunérations d'activité	4.343.279.752	4.343.279.752	4.356.007.980	4.356.007.980
Cotisations et contributions sociales	1.778.849.660	1.778.849.660	1.890.437.090	1.890.437.090
Prestations sociales et allocations diverses	132.061.622	132.061.622	70.916.006	70.916.006
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.406.598.471</b>	<b>1.406.598.471</b>	<b>1.460.770.553</b>	<b>1.460.770.553</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.406.598.471	1.406.598.471	1.460.770.553	1.460.770.553
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>404.259.765</b>	<b>302.040.765</b>	<b>311.986.194</b>	<b>309.048.194</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	401.740.884	299.521.884	306.002.100	303.064.100
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	2.518.881	2.518.881	5.984.094	5.984.094
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>109.080.000</b>	<b>109.080.000</b>	<b>112.210.000</b>	<b>112.210.000</b>
Transferts aux collectivités locales	80.000	80.000	80.000	80.000
Transferts aux autres collectivités	109.000.000	109.000.000	112.130.000	112.130.000
<b>Juridictions financières</b>	<b>132.714.701</b>	<b>133.264.606</b>	<b>138.199.336</b>	<b>138.499.336</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>114.791.984</b>	<b>114.791.984</b>	<b>120.095.947</b>	<b>120.095.947</b>
Rémunérations d'activité	87.625.837	87.625.837	91.060.206	91.060.206
Cotisations et contributions sociales	26.123.354	26.123.354	28.495.369	28.495.369
Prestations sociales et allocations diverses	1.042.793	1.042.793	540.372	540.372
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>16.322.622</b>	<b>16.322.622</b>	<b>16.703.389</b>	<b>16.703.389</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	16.322.622	16.322.622	16.703.389	16.703.389
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.600.095</b>	<b>2.150.000</b>	<b>1.400.000</b>	<b>1.700.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.600.095	2.150.000	1.400.000	1.700.000
<b>Soutien des politiques économiques, financières et industrielles</b>	<b>722.107.862</b>	<b>725.107.862</b>	<b>700.165.552</b>	<b>706.815.552</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>355.280.107</b>	<b>355.280.107</b>	<b>355.504.626</b>	<b>355.504.626</b>
Rémunérations d'activité	256.856.995	256.856.995	252.015.255	252.015.255
Cotisations et contributions sociales	90.539.206	90.539.206	96.452.250	96.452.250
Prestations sociales et allocations diverses	7.883.906	7.883.906	7.037.121	7.037.121
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>350.956.693</b>	<b>350.956.693</b>	<b>331.118.527</b>	<b>331.118.527</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	345.802.987	345.802.987	327.408.477	327.408.477
Subventions pour charges de service public	5.153.706	5.153.706	3.710.050	3.710.050
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>15.007.000</b>	<b>18.007.000</b>	<b>13.207.011</b>	<b>19.857.011</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	15.007.000	18.007.000	10.007.011	16.657.011
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	0	0	3.200.000	3.200.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>864.062</b>	<b>864.062</b>	<b>335.388</b>	<b>335.388</b>
Transferts aux autres collectivités	864.062	864.062	335.388	335.388

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local**

(en euros)

Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Fiscalité des grandes entreprises</b>	<b>53.465.154</b>	<b>53.465.154</b>	<b>53.615.597</b>	<b>53.615.597</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>45.996.711</b>	<b>45.996.711</b>	<b>46.187.294</b>	<b>46.187.294</b>
Rémunérations d'activité	31.949.444	31.949.444	31.688.541	31.688.541
Cotisations et contributions sociales	13.102.034	13.102.034	13.983.232	13.983.232
Prestations sociales et allocations diverses	945.233	945.233	515.521	515.521
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7.467.408</b>	<b>7.467.408</b>	<b>7.427.271</b>	<b>7.427.271</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.467.408	7.467.408	7.427.271	7.427.271
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.035</b>	<b>1.035</b>	<b>1.032</b>	<b>1.032</b>
Transferts aux collectivités locales	1.035	1.035	1.032	1.032
<b>Fiscalité des PME</b>	<b>2.194.952.082</b>	<b>2.194.952.082</b>	<b>2.199.614.149</b>	<b>2.199.614.149</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.867.068.028</b>	<b>1.867.068.028</b>	<b>1.873.448.665</b>	<b>1.873.448.665</b>
Rémunérations d'activité	1.296.951.782	1.296.951.782	1.286.395.701	1.286.395.701
Cotisations et contributions sociales	531.746.615	531.746.615	566.023.691	566.023.691
Prestations sociales et allocations diverses	38.369.631	38.369.631	21.029.273	21.029.273
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>327.841.449</b>	<b>327.841.449</b>	<b>326.122.876</b>	<b>326.122.876</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	327.841.449	327.841.449	326.122.876	326.122.876
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>42.605</b>	<b>42.605</b>	<b>42.608</b>	<b>42.608</b>
Transferts aux collectivités locales	42.605	42.605	42.608	42.608
<b>Fiscalité des particuliers et fiscalité directe locale</b>	<b>2.880.608.056</b>	<b>2.884.136.686</b>	<b>2.853.190.205</b>	<b>2.856.362.205</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.311.532.870</b>	<b>2.311.532.870</b>	<b>2.275.265.191</b>	<b>2.275.265.191</b>
Rémunérations d'activité	1.605.402.195	1.605.402.195	1.555.282.059	1.555.282.059
Cotisations et contributions sociales	657.489.442	657.489.442	694.702.464	694.702.464
Prestations sociales et allocations diverses	48.641.233	48.641.233	25.280.668	25.280.668
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>427.651.409</b>	<b>427.651.409</b>	<b>439.342.475</b>	<b>439.342.475</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	427.651.409	427.651.409	439.342.475	439.342.475
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>32.387.417</b>	<b>35.916.047</b>	<b>26.546.179</b>	<b>29.718.179</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	32.387.417	35.916.047	26.546.179	29.718.179
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>109.036.360</b>	<b>109.036.360</b>	<b>112.036.360</b>	<b>112.036.360</b>
Transferts aux collectivités locales	36.360	36.360	36.360	36.360
Transferts aux autres collectivités	109.000.000	109.000.000	112.000.000	112.000.000
<b>Fiscalité des marchandises et des moyens de transport</b>	<b>39.525.855</b>	<b>39.525.855</b>	<b>45.708.640</b>	<b>45.708.640</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>39.479.618</b>	<b>39.479.618</b>	<b>45.708.640</b>	<b>45.708.640</b>
Rémunérations d'activité	28.473.865	28.473.865	33.791.052	33.791.052
Cotisations et contributions sociales	10.362.973	10.362.973	11.358.527	11.358.527
Prestations sociales et allocations diverses	642.780	642.780	559.061	559.061

<b>Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i>				
<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>46.237</b>	<b>46.237</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	46.237	46.237	0	0
<b>Gestion financière de l'État hors fiscalité</b>	<b>496.108.833</b>	<b>497.790.144</b>	<b>515.197.522</b>	<b>517.077.322</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>392.707.481</b>	<b>392.707.481</b>	<b>405.318.964</b>	<b>405.318.964</b>
Rémunérations d'activité	272.668.484	272.668.484	282.111.510	282.111.510
Cotisations et contributions sociales	111.424.463	111.424.463	118.629.685	118.629.685
Prestations sociales et allocations diverses	8.614.534	8.614.534	4.577.769	4.577.769
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>87.966.847</b>	<b>87.966.847</b>	<b>94.762.523</b>	<b>94.762.523</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	87.966.847	87.966.847	94.762.523	94.762.523
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>15.434.505</b>	<b>17.115.816</b>	<b>15.116.035</b>	<b>16.995.835</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	15.434.505	17.115.816	15.116.035	16.995.835
<b>Gestion des pensions</b>	<b>61.431.655</b>	<b>61.593.036</b>	<b>59.305.281</b>	<b>59.456.081</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>53.593.497</b>	<b>53.593.497</b>	<b>51.566.686</b>	<b>51.566.686</b>
Rémunérations d'activité	37.540.125	37.540.125	35.091.734	35.091.734
Cotisations et contributions sociales	15.081.119	15.081.119	15.947.260	15.947.260
Prestations sociales et allocations diverses	972.253	972.253	527.692	527.692
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.357.579</b>	<b>6.357.579</b>	<b>5.465.236</b>	<b>5.465.236</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.357.579	6.357.579	5.465.236	5.465.236
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.480.579</b>	<b>1.641.960</b>	<b>2.143.359</b>	<b>2.294.159</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.480.579	1.641.960	1.074.657	1.225.457
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	0	0	1.068.702	1.068.702
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>130.000</b>	<b>130.000</b>
Transferts aux autres collectivités	0	0	130.000	130.000
<b>Gestion financière du secteur public local hors fiscalité</b>	<b>1.515.335.216</b>	<b>1.518.434.344</b>	<b>1.423.560.167</b>	<b>1.430.040.567</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.195.863.940</b>	<b>1.195.863.940</b>	<b>1.154.097.962</b>	<b>1.154.097.962</b>
Rémunérations d'activité	830.173.491	830.173.491	786.723.501	786.723.501
Cotisations et contributions sociales	339.174.047	339.174.047	354.450.030	354.450.030
Prestations sociales et allocations diverses	26.516.402	26.516.402	12.924.431	12.924.431
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>240.082.424</b>	<b>240.082.424</b>	<b>215.064.039</b>	<b>215.064.039</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	240.082.424	240.082.424	215.064.039	215.064.039
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>79.388.852</b>	<b>82.487.980</b>	<b>54.398.166</b>	<b>60.878.566</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	79.388.852	82.487.980	54.398.166	60.878.566
<b>Gestion des fonds déposés</b>	<b>92.176.464</b>	<b>92.553.804</b>	<b>94.052.755</b>	<b>94.411.555</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>73.846.760</b>	<b>73.846.760</b>	<b>72.398.672</b>	<b>72.398.672</b>
Rémunérations d'activité	51.263.860	51.263.860	49.622.683	49.622.683
Cotisations et contributions sociales	20.943.851	20.943.851	21.967.648	21.967.648
Prestations sociales et allocations diverses	1.639.049	1.639.049	808.341	808.341
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>14.867.291</b>	<b>14.867.291</b>	<b>16.174.555</b>	<b>16.174.555</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	14.867.291	14.867.291	16.174.555	16.174.555

<b>Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.462.413</b>	<b>3.839.753</b>	<b>5.479.528</b>	<b>5.838.328</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.462.413	3.839.753	5.479.528	5.838.328
<b>Soutien</b>	<b>840.525.955</b>	<b>729.459.165</b>	<b>958.083.505</b>	<b>943.103.705</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>274.102.129</b>	<b>274.102.129</b>	<b>393.369.000</b>	<b>393.369.000</b>
Rémunérations d'activité	188.856.506	188.856.506	295.301.199	295.301.199
Cotisations et contributions sociales	79.525.116	79.525.116	93.374.552	93.374.552
Prestations sociales et allocations diverses	5.720.507	5.720.507	4.693.249	4.693.249
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>294.317.827</b>	<b>294.317.827</b>	<b>356.411.577</b>	<b>356.411.577</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	294.317.827	294.317.827	356.411.577	356.411.577
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>272.105.999</b>	<b>161.039.209</b>	<b>208.302.928</b>	<b>193.323.128</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	269.587.118	158.520.328	203.387.536	188.407.736
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	2.518.881	2.518.881	4.915.392	4.915.392

### Juridictions financières

(en euros)

<b>Juridictions financières</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Contrôle externe et indépendant des comptes et des systèmes d'information comptable</b>	<b>28.060.322</b>	<b>28.146.491</b>	<b>30.578.228</b>	<b>30.625.208</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>24.445.122</b>	<b>24.445.122</b>	<b>26.627.707</b>	<b>26.627.707</b>
Rémunérations d'activité	18.842.500	18.842.500	20.457.067	20.457.067
Cotisations et contributions sociales	5.379.319	5.379.319	6.029.406	6.029.406
Prestations sociales et allocations diverses	223.303	223.303	141.234	141.234
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.317.355</b>	<b>3.317.355</b>	<b>3.680.461</b>	<b>3.680.461</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.317.355	3.317.355	3.680.461	3.680.461
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>297.845</b>	<b>384.014</b>	<b>270.060</b>	<b>317.040</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	297.845	384.014	270.060	317.040
<b>Contrôle externe et indépendant de la régularité et de l'efficacité de la gestion ainsi que du bon emploi des fonds publics ou assimilés</b>	<b>66.755.710</b>	<b>67.057.360</b>	<b>69.946.998</b>	<b>70.111.548</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>58.948.871</b>	<b>58.948.871</b>	<b>61.094.614</b>	<b>61.094.614</b>
Rémunérations d'activité	45.974.507	45.974.507	47.426.250	47.426.250
Cotisations et contributions sociales	12.439.837	12.439.837	13.381.369	13.381.369
Prestations sociales et allocations diverses	534.527	534.527	286.995	286.995
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7.012.699</b>	<b>7.012.699</b>	<b>8.174.364</b>	<b>8.174.364</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.012.699	7.012.699	8.174.364	8.174.364
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>794.140</b>	<b>1.095.790</b>	<b>678.020</b>	<b>842.570</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	794.140	1.095.790	678.020	842.570

<b>Juridictions financières</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Expertise économique et financière à la disposition des pouvoirs publics</b>	<b>14.019.573</b>	<b>14.062.610</b>	<b>14.688.726</b>	<b>14.712.246</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>12.211.926</b>	<b>12.211.926</b>	<b>12.689.971</b>	<b>12.689.971</b>
Rémunérations d'activité	9.421.762	9.421.762	9.647.075	9.647.075
Cotisations et contributions sociales	2.678.505	2.678.505	2.984.635	2.984.635
Prestations sociales et allocations diverses	111.659	111.659	58.261	58.261
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.658.677</b>	<b>1.658.677</b>	<b>1.863.655</b>	<b>1.863.655</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.658.677	1.658.677	1.863.655	1.863.655
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>148.970</b>	<b>192.007</b>	<b>135.100</b>	<b>158.620</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	148.970	192.007	135.100	158.620
<b>Soutien aux activités de contrôle et de gestion des juridictions financières</b>	<b>23.879.096</b>	<b>23.998.145</b>	<b>22.985.385</b>	<b>23.050.335</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>19.186.065</b>	<b>19.186.065</b>	<b>19.683.656</b>	<b>19.683.656</b>
Rémunérations d'activité	13.387.068	13.387.068	13.529.815	13.529.815
Cotisations et contributions sociales	5.625.693	5.625.693	6.099.959	6.099.959
Prestations sociales et allocations diverses	173.304	173.304	53.882	53.882
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.333.891</b>	<b>4.333.891</b>	<b>2.984.909</b>	<b>2.984.909</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.333.891	4.333.891	2.984.909	2.984.909
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>359.140</b>	<b>478.189</b>	<b>316.820</b>	<b>381.770</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	359.140	478.189	316.820	381.770

### Soutien des politiques économiques, financières et industrielles

(en euros)

<b>Soutien des politiques économiques, financières et industrielles</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Etat-major, médiation et support</b>	<b>423.214.836</b>	<b>420.284.836</b>	<b>402.553.818</b>	<b>403.273.818</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>220.693.876</b>	<b>220.693.876</b>	<b>217.639.621</b>	<b>217.639.621</b>
Rémunérations d'activité	160.302.091	160.302.091	154.174.836	154.174.836
Cotisations et contributions sociales	57.625.019	57.625.019	61.420.830	61.420.830
Prestations sociales et allocations diverses	2.766.766	2.766.766	2.043.955	2.043.955
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>186.656.898</b>	<b>186.656.898</b>	<b>171.378.809</b>	<b>171.378.809</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	181.503.192	181.503.192	167.668.759	167.668.759
Subventions pour charges de service public	5.153.706	5.153.706	3.710.050	3.710.050
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>15.000.000</b>	<b>12.070.000</b>	<b>13.200.000</b>	<b>13.920.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	15.000.000	12.070.000	10.000.000	10.720.000
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	0	0	3.200.000	3.200.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>864.062</b>	<b>864.062</b>	<b>335.388</b>	<b>335.388</b>
Transferts aux autres collectivités	864.062	864.062	335.388	335.388

<b>Soutien des politiques économiques, financières et industrielles</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Expertise, audit, évaluation et contrôle</b>	<b>42.337.576</b>	<b>42.337.576</b>	<b>41.692.251</b>	<b>41.692.251</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>41.630.028</b>	<b>41.630.028</b>	<b>40.984.703</b>	<b>40.984.703</b>
Rémunérations d'activité	33.532.730	33.532.730	32.759.465	32.759.465
Cotisations et contributions sociales	7.542.366	7.542.366	7.831.755	7.831.755
Prestations sociales et allocations diverses	554.932	554.932	393.483	393.483
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>707.548</b>	<b>707.548</b>	<b>707.548</b>	<b>707.548</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	707.548	707.548	707.548	707.548
<b>Promotion de l'action du ministère</b>	<b>25.031.253</b>	<b>25.031.253</b>	<b>22.771.555</b>	<b>22.771.555</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>9.167.542</b>	<b>9.167.542</b>	<b>9.107.579</b>	<b>9.107.579</b>
Rémunérations d'activité	6.751.044	6.751.044	6.502.712	6.502.712
Cotisations et contributions sociales	2.299.204	2.299.204	2.517.966	2.517.966
Prestations sociales et allocations diverses	117.294	117.294	86.901	86.901
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>15.863.711</b>	<b>15.863.711</b>	<b>13.663.976</b>	<b>13.663.976</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15.863.711	15.863.711	13.663.976	13.663.976
<b>GRH et autres politiques transversales</b>	<b>214.630.495</b>	<b>220.560.495</b>	<b>216.492.581</b>	<b>222.422.581</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>69.562.664</b>	<b>69.562.664</b>	<b>73.785.081</b>	<b>73.785.081</b>
Rémunérations d'activité	45.530.459	45.530.459	48.265.759	48.265.759
Cotisations et contributions sociales	19.773.900	19.773.900	21.144.272	21.144.272
Prestations sociales et allocations diverses	4.258.305	4.258.305	4.375.050	4.375.050
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>145.060.831</b>	<b>145.060.831</b>	<b>142.700.489</b>	<b>142.700.489</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	145.060.831	145.060.831	142.700.489	142.700.489
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>7.000</b>	<b>5.937.000</b>	<b>7.011</b>	<b>5.937.011</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	7.000	5.937.000	7.011	5.937.011
<b>Contribution au respect du droit et à la sécurité juridique</b>	<b>16.893.702</b>	<b>16.893.702</b>	<b>16.655.347</b>	<b>16.655.347</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>14.225.997</b>	<b>14.225.997</b>	<b>13.987.642</b>	<b>13.987.642</b>
Rémunérations d'activité	10.740.671	10.740.671	10.312.483	10.312.483
Cotisations et contributions sociales	3.298.717	3.298.717	3.537.428	3.537.428
Prestations sociales et allocations diverses	186.609	186.609	137.731	137.731
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.667.705</b>	<b>2.667.705</b>	<b>2.667.705</b>	<b>2.667.705</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.667.705	2.667.705	2.667.705	2.667.705

## Mission Justice

La mission *Justice* est une mission ministérielle composée de six programmes :

- Le programme *Justice administrative* ;
- Le programme *Justice judiciaire* ;
- Le programme *Administration pénitentiaire* ;
- Le programme *Protection judiciaire de la jeunesse* ;
- Le programme *Accès au droit et à la justice* ;
- Le programme *Soutien de la politique de la justice et organismes rattachés*.

---

### Programme Justice administrative

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
188.044.113	193.456.505

Le programme « Justice administrative » est composé de 6 actions et a pour objectif principal de veiller au respect de la légalité par l'administration, dans les relations que celle-ci entretient avec les administrés.

Les trois actions juridictionnelles (Conseil d'Etat ; cours administratives d'appel ; tribunaux administratifs) retracent l'ensemble de l'activité contentieuse des trois niveaux de juridiction.

L'action consultative concerne, d'une part, l'activité de conseil du gouvernement assurée par le Conseil d'Etat et, d'autre part, les avis rendus par les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel à la demande des préfets.

L'action « études, expertise et services rendus aux administrations de l'Etat et aux collectivités » recouvre, d'une part, l'activité de la section du rapport et des études qui, outre la rédaction du rapport annuel du Conseil d'Etat, assure la réalisation, à la demande du Gouvernement, d'études portant sur des sujets divers et,

d'autre part, l'activité des membres de la juridiction administrative qui participent à des commissions administratives et à des cabinets ministériels et assurent la désignation des commissaires enquêteurs.

L'action de soutien retrace l'activité des services administratifs chargés de la gestion des moyens en personnel et en matériel du Conseil d'Etat, des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs.

Le programme « Justice administrative » recouvre l'agrégat Justice administrative. Les dépenses de personnel correspondent aux chapitres 31-51, 31-52, et à une partie des chapitres 31-96, 33-90 et 33-91. Celles de fonctionnement, d'informatique, de frais de justice et de mise en jeu de la responsabilité de l'Etat correspondent au chapitre 34-51 et à une partie des chapitres 37-11 et 37-91. Les subventions sont inscrites sur le chapitre 41-11. Enfin, les dépenses en capital sont issues du chapitre 57-51.

---

## Programme Justice judiciaire

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
2.120.822.277	2.177.788.668

Le programme « Justice judiciaire » est composé de sept actions et a pour mission de rendre la justice en matière civile, pénale et commerciale.

Les trois premières actions « traitement et jugement des contentieux civils », « conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales » et « Cour de cassation » ont une nature juridictionnelle. Les deux premières actions ont pour objectifs de rendre des décisions de qualité dans des délais raisonnables, la troisième action permettant de garantir la régularité des jugements et l'homogénéité de l'application du droit sur l'ensemble du territoire.

L'action « Conseil supérieur de la magistrature » permet d'appréhender les moyens affectés à cet organe constitutionnel pour lui permettre d'assurer sa mission en matière de nomination des magistrats et ses compétences en matière disciplinaire.

L'action « enregistrement des décisions judiciaires » retrace l'activité du Casier judiciaire qui a en charge, notamment, l'administration et la gestion des condamnations pénales et la délivrance des différents extraits du casier judiciaire.

L'action soutien est une action support qui couvre l'ensemble des moyens permettant à la direction des services judiciaires de mettre en œuvre les politiques et de gérer les moyens, l'action formation regroupant l'ensemble des moyens assurant une formation initiale et continue aux personnels des services judiciaires.

Le programme « Justice judiciaire » recouvre l'agrégat Justice judiciaire c'est-à-dire des dépenses des titres III, IV, V et VI. Les dépenses de personnel correspondent à une partie des chapitres 31-90, 31-92, 31-96, 33-90 et 33-91. Les dépenses informatiques sont inscrites sur le chapitre 34-05. Le chapitre 36-10 correspond à la subvention de l'Ecole nationale de la magistrature qui est un établissement public. Les frais de justice sont prévus au chapitre 37-11 et les réparations civiles au chapitre 37-91. Les moyens de fonctionnement et de formation figurent au chapitre 37-92. Les subventions en faveur des collectivités sont inscrites au chapitre 41-11, les autres subventions au chapitre 46-01. Les chapitres 57-60 et 66-20 couvrent, entre autres, les dépenses d'équipement des services judiciaires.

---

## Programme Administration pénitentiaire

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.815.393.104	1.873.129.993

Le programme « Administration pénitentiaire » est composé de cinq actions. Le service public pénitentiaire participe au maintien de la sécurité publique par la garde et la réinsertion des personnes placées sous main de Justice. Le programme s'articule autour de trois actions opérationnelles et de deux actions de soutien.

L'action qui mobilise la majeure partie des crédits, notamment des crédits de rémunération et d'équipement est la garde des détenus en établissement pénitentiaire et le contrôle des personnes faisant l'objet d'une mesure de suivi judiciaire assuré par les services pénitentiaires d'insertion et de probation.

L'action relative à l'accueil des personnes placées en détention dans des conditions dignes et satisfaisantes est constituée des crédits et des personnels mobilisés pour fournir aux détenus les prestations d'entretien du

quotidien en assurant la maintenance des bâtiments et leur permettre l'accès aux soins et le maintien des liens familiaux.

L'action « accompagnement et réinsertion des personnes placées sous main de Justice » concerne les activités qui sont proposées aux détenus pour préparer leur réinsertion, enseignement, formation professionnelle, travail, préparation à la sortie.

Les deux actions de soutien comprennent l'une, les moyens de l'administration générale incluant les crédits informatiques, et l'autre, la formation initiale et continue des personnels de l'administration pénitentiaire.

Le programme « Administration pénitentiaire » recouvre l'agrégat Administration pénitentiaire c'est-à-dire des dépenses des titres III, IV, V et VI. Les dépenses de

personnel correspondent à une partie des chapitres 31-90, 31-92, 31-96, 33-90, et 33-91. Les dépenses de fonctionnement sont inscrites sur le chapitre 37-98 tandis que les dépenses de santé des détenus sont couvertes par le chapitre 37-23. Les dépenses d'informatique correspondent au chapitre 34-05. Les subventions

d'associations ainsi que les aides directes aux détenus sont prévues dans le chapitre 46-01 (article 40). Le remboursement de collectivités territoriales est financé sur le chapitre 41-11 (article 41). Les chapitres 57-60 et 66-20 couvrent les dépenses d'équipement notamment de l'administration pénitentiaire.

---

## Programme Protection judiciaire de la jeunesse

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
647.500.142	676.840.066

Ce programme a pour finalité d'assurer la mise en œuvre des investigations et des mesures éducatives prescrites par l'autorité judiciaire pour répondre aux difficultés de certains mineurs ou jeunes majeurs de moins de 21 ans.

Il dispose de deux réseaux de services, spécialisés ou non spécialisés sur les différentes fonctions éducatives (investigation, suivi en milieu ouvert, suivi dans le cadre d'un placement hors du milieu familial) :

- Le secteur public Etat est constitué de 326 services opérationnels relevant directement du ministère de la Justice.

- Le secteur associatif est constitué de 1187 établissements habilités par le ministère de la Justice gérés par 489 associations. Il est partiellement financé par le ministère de la Justice pour les mesures d'investigation et les mesures visant les mineurs délinquants et les jeunes majeurs, les conseils généraux assurant le financement des autres mesures éducatives.

Les mesures éducatives sont exercées dans le cadre d'une décision pénale lorsqu'elles sont appliquées à des mineurs délinquants, dans le cadre d'une décision d'assistance éducative pour les mineurs en danger ou dans le cadre de la protection des jeunes majeurs pour les jeunes de 18 à 21 ans ayant demandé une poursuite de l'action éducative. Les deux dernières catégories de

bénéficiaires relèvent de l'action 2 qui concerne les mesures civiles. Les mineurs délinquants relèvent de l'action 1, action qui inclut également les interventions auprès des mineurs incarcérés.

Le programme comporte également :

- une action pour la fonction soutien de pilotage, de gestion, d'animation et de coordination avec les partenaires, non directement liée avec la mise en œuvre des mesures (15 directions régionales, 100 directions départementales, 1 direction nationale) ;

- une action pour la formation.

Sont rattachés à ce programme l'intégralité des crédits de l'agrégat 14 qui comprend les lignes de crédits suivantes :

- Pour le secteur public, des rémunérations des personnels de la PJJ (chapitres 31-90, 31-92, 31-96-50 et 70, 33-90 et 33-91), du fonctionnement, incluant la formation des personnels, (chapitres 34-34, 34-05-50 et 37-91-50), de l'équipement et des subventions (chapitres 57-60-50, 46-01-50 et 66-20-50) ainsi que des crédits pour les régions expérimentant la LOLF (chapitre 3730-60 et 3730-70)

- Pour le secteur associatif habilité, du fonctionnement (chapitre 37-33).

---

## Programme Accès au droit et à la justice

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
323.392.740	333.168.856

Le programme « Accès au droit et à la justice » a pour finalité de couvrir l'ensemble des politiques publiques destinées à permettre au citoyen d'être en mesure de

connaître ses droits pour les faire valoir s'il le juge nécessaire.

Le programme est composé de trois actions.

L'action « aide juridictionnelle » couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant au ministère de la justice de statuer sur l'octroi de l'aide juridictionnelle, de favoriser une défense de qualité, d'assurer le paiement des dépenses afférentes aux instances, procédures ou actes couverts par l'admission, et d'en maîtriser le coût. Il correspond à 94 % du montant du programme.

L'action « développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité », par nature partenarial s'articule autour des maîtres d'œuvre que sont les conseils départementaux d'accès au droit et s'appuie sur des structures d'accueil de premier niveau d'information juridique, de diagnostic et de conseil qui constituent le réseau judiciaire de proximité et particulièrement les maisons de justice et du droit. Il représente 3,6 % des dépenses du programme.

L'action « aide aux victimes » vise à améliorer la prise en compte des victimes d'infraction par l'institution

judiciaire et la recherche de modalités d'indemnisation plus justes et plus transparentes.

Ce programme qui recouvre une partie de l'agrégat 11 se caractérise par sa forte proportion de crédits d'intervention (95%). La dépense de personnel recouvre celle des fonctionnaires affectés dans les BAJ, CDAD et MJD et ceux de l'administration centrale. La masse salariale attachée aux magistrats participant aux missions de ce programme sera reconstituée a posteriori, tout comme les dépenses de fonctionnement et d'immobilier. La dépense de personnel correspond à une partie des chapitres 31-90 (articles 10 et 20) 31- 92, 31-96, 33-90, 32-97. Les dépenses d'aide juridictionnelle recouvrent l'ensemble de l'actuel chapitre 46-12 et les dépenses d'intervention en matière d'accès au droit et d'aide aux victimes relèvent d'une partie du 46-01 art. 20 et 30.

---

## Programme Soutien de la politique de la justice et organismes rattachés

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
184.229.861	203.721.665

Le programme « Soutien aux politiques de la justice et organismes rattachés » répond à deux nécessités :

- regrouper les moyens de l'état-major et ceux des services dont les compétences d'intérêt commun pour le ministère doivent être mutualisées, et/ou ne peuvent a priori pas être ventilées dans un seul programme,
- constituer le cadre du support budgétaire des autorités et institutions rattachées au budget du ministère.

Ce programme, qui correspond pour partie à l'agrégat « Administration générale », regroupe les activités et services ci-après :

- les activités d'état-major (ministre, secrétaire d'Etat, cabinets, bureau du cabinet, communication ministérielle) ;
- l'élaboration de la norme de droit national, européen, international (direction des affaires civiles et du sceau, direction des affaires criminelles et des grâces, service des affaires européennes et internationales) ;
- l'évaluation, le contrôle, les études et la recherche (inspection générale des services judiciaires, sous-direction de la statistique, des études et de la

documentation, mission de recherche droit et justice, service central de prévention de la corruption) ;

- la gestion administrative commune (gestion du budget et des ressources humaines), l'action sociale, le suivi des opérations immobilières et informatiques d'intérêt commun (infrastructures et grands projets), la logistique des services centraux, la tutelle de l'Agence de maîtrise d'ouvrage des travaux du ministère et de la Commission de l'informatique, des réseaux et de la communication électronique ;

- les autorités et institutions rattachées : commission informatique et libertés, ordre de la Légion d'honneur, ordre de la Libération, haut conseil au commissariat aux comptes.

Les dépenses ordinaires portent sur des chapitres du titre III, mais également du titre IV. Des dépenses en capital du titre V sont également imputées sur ce programme.

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Justice administrative</b>	<b>191.243.849</b>	<b>188.044.113</b>	<b>196.756.505</b>	<b>193.456.505</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>148.155.276</b>	<b>148.155.276</b>	<b>153.137.859</b>	<b>153.137.859</b>
Rémunérations d'activité	119.138.971	119.138.971	122.783.000	122.783.000
Cotisations et contributions sociales	27.101.754	27.101.754	29.370.611	29.370.611
Prestations sociales et allocations diverses	1.914.551	1.914.551	984.248	984.248
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>25.616.970</b>	<b>25.616.970</b>	<b>28.200.218</b>	<b>28.200.218</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	25.616.970	25.616.970	28.200.218	28.200.218
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>17.447.042</b>	<b>14.247.306</b>	<b>15.408.927</b>	<b>12.108.927</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	17.447.042	14.247.306	15.408.927	12.108.927
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>24.561</b>	<b>24.561</b>	<b>9.501</b>	<b>9.501</b>
Transferts aux collectivités locales	24.561	24.561	9.501	9.501
<b>Justice judiciaire</b>	<b>2.310.822.277</b>	<b>2.120.822.277</b>	<b>2.193.666.668</b>	<b>2.177.788.668</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.346.619.817</b>	<b>1.346.619.817</b>	<b>1.379.174.670</b>	<b>1.379.174.670</b>
Rémunérations d'activité	1.042.332.805	1.042.332.805	1.067.457.381	1.067.457.381
Cotisations et contributions sociales	281.767.909	281.767.909	304.684.909	304.684.909
Prestations sociales et allocations diverses	22.519.103	22.519.103	7.032.380	7.032.380
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>650.271.133</b>	<b>650.271.133</b>	<b>689.783.264</b>	<b>689.783.264</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	608.125.016	608.125.016	645.987.737	645.987.737
Subventions pour charges de service public	42.146.117	42.146.117	43.795.527	43.795.527
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>292.700.000</b>	<b>111.700.000</b>	<b>114.748.970</b>	<b>96.470.970</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	292.700.000	111.700.000	109.592.000	95.591.000
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	0	0	5.156.970	879.970
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>21.231.327</b>	<b>12.231.327</b>	<b>9.959.764</b>	<b>12.359.764</b>
Transferts aux collectivités locales	17.401.126	8.401.126	5.996.866	8.396.866
Transferts aux autres collectivités	3.830.201	3.830.201	3.962.898	3.962.898
<b>Administration pénitentiaire</b>	<b>2.329.793.104</b>	<b>1.815.393.104</b>	<b>2.137.319.993</b>	<b>1.873.129.993</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.125.371.644</b>	<b>1.125.371.644</b>	<b>1.144.219.122</b>	<b>1.144.219.122</b>
Rémunérations d'activité	833.563.002	833.563.002	858.155.199	858.155.199
Cotisations et contributions sociales	267.460.672	267.460.672	277.398.230	277.398.230
Prestations sociales et allocations diverses	24.347.970	24.347.970	8.665.693	8.665.693
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>510.357.644</b>	<b>508.827.644</b>	<b>550.618.211</b>	<b>551.518.211</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	482.052.864	482.052.864	523.389.809	523.389.809
Subventions pour charges de service public	28.304.780	26.774.780	27.228.402	28.128.402
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>685.627.614</b>	<b>174.627.614</b>	<b>436.912.358</b>	<b>170.722.358</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	685.024.889	174.024.889	436.910.489	170.720.489
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	602.725	602.725	1.869	1.869
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>8.436.202</b>	<b>6.566.202</b>	<b>5.570.302</b>	<b>6.670.302</b>
Transferts aux ménages	5.927.442	4.397.442	4.584.543	5.484.543
Transferts aux collectivités locales	1.780.379	1.440.379	298.619	498.619

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Transferts aux autres collectivités	728.381	728.381	687.140	687.140
<b>Protection judiciaire de la jeunesse</b>	<b>662.600.142</b>	<b>647.500.142</b>	<b>686.340.066</b>	<b>676.840.066</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>315.745.912</b>	<b>315.745.912</b>	<b>321.128.212</b>	<b>321.128.212</b>
Rémunérations d'activité	229.938.861	229.938.861	231.669.806	231.669.806
Cotisations et contributions sociales	77.065.277	77.065.277	82.259.410	82.259.410
Prestations sociales et allocations diverses	8.741.774	8.741.774	7.198.996	7.198.996
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>313.880.256</b>	<b>313.880.256</b>	<b>337.943.032</b>	<b>337.943.032</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	313.540.067	313.540.067	337.587.645	337.587.645
Subventions pour charges de service public	340.189	340.189	355.387	355.387
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>30.250.982</b>	<b>15.250.982</b>	<b>24.670.036</b>	<b>15.170.036</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	30.250.982	15.250.982	24.670.036	15.170.036
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.722.992</b>	<b>2.622.992</b>	<b>2.598.786</b>	<b>2.598.786</b>
Transferts aux ménages	100.000	0	2.598.786	2.598.786
Transferts aux collectivités locales	2.622.992	2.622.992	0	0
<b>Accès au droit et à la justice</b>	<b>323.392.740</b>	<b>323.392.740</b>	<b>333.168.856</b>	<b>333.168.856</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>20.730.544</b>	<b>20.730.544</b>	<b>21.223.736</b>	<b>21.223.736</b>
Rémunérations d'activité	15.013.729	15.013.729	15.626.112	15.626.112
Cotisations et contributions sociales	4.969.057	4.969.057	5.500.021	5.500.021
Prestations sociales et allocations diverses	747.758	747.758	97.603	97.603
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>186.000</b>	<b>186.000</b>	<b>159.516</b>	<b>159.516</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	186.000	186.000	159.516	159.516
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>302.476.196</b>	<b>302.476.196</b>	<b>311.785.604</b>	<b>311.785.604</b>
Transferts aux ménages	291.214.028	291.214.028	299.714.028	299.714.028
Transferts aux autres collectivités	11.262.168	11.262.168	12.071.576	12.071.576
<b>Soutien de la politique de la justice et organismes rattachés</b>	<b>189.729.861</b>	<b>184.229.861</b>	<b>206.738.665</b>	<b>203.721.665</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>74.338.318</b>	<b>74.338.318</b>	<b>79.071.163</b>	<b>79.071.163</b>
Rémunérations d'activité	52.127.583	52.127.583	55.964.564	55.964.564
Cotisations et contributions sociales	15.763.942	15.763.942	17.047.966	17.047.966
Prestations sociales et allocations diverses	6.446.793	6.446.793	6.058.633	6.058.633
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>103.291.543</b>	<b>103.291.543</b>	<b>110.476.296</b>	<b>110.476.296</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	77.329.954	77.329.954	82.698.885	82.698.885
Subventions pour charges de service public	25.961.589	25.961.589	27.777.411	27.777.411
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>11.500.000</b>	<b>6.000.000</b>	<b>13.593.030</b>	<b>10.576.030</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	11.500.000	6.000.000	7.416.000	9.522.000
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	0	0	6.177.030	1.054.030
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>600.000</b>	<b>600.000</b>	<b>3.598.176</b>	<b>3.598.176</b>
Transferts aux entreprises	0	0	3.000.000	3.000.000
Transferts aux autres collectivités	600.000	600.000	598.176	598.176

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Justice administrative**

(en euros)

Justice administrative <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Fonction juridictionnelle : Conseil d'État</b>	<b>20.081.209</b>	<b>19.968.679</b>	<b>20.591.266</b>	<b>20.768.441</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>16.516.650</b>	<b>16.516.650</b>	<b>16.724.094</b>	<b>16.724.094</b>
Rémunérations d'activité	13.730.579	13.730.579	13.815.188	13.815.188
Cotisations et contributions sociales	2.612.687	2.612.687	2.810.645	2.810.645
Prestations sociales et allocations diverses	173.384	173.384	98.261	98.261
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.415.786</b>	<b>2.415.786</b>	<b>2.967.347</b>	<b>2.967.347</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.415.786	2.415.786	2.967.347	2.967.347
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.148.773</b>	<b>1.036.243</b>	<b>899.825</b>	<b>1.077.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.148.773	1.036.243	899.825	1.077.000
<b>Fonction juridictionnelle : cours administratives d'appel</b>	<b>36.084.364</b>	<b>34.777.548</b>	<b>34.974.543</b>	<b>33.988.513</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>24.497.009</b>	<b>24.497.009</b>	<b>26.726.363</b>	<b>26.726.363</b>
Rémunérations d'activité	19.704.706	19.704.706	21.588.834	21.588.834
Cotisations et contributions sociales	4.481.154	4.481.154	4.974.472	4.974.472
Prestations sociales et allocations diverses	311.149	311.149	163.057	163.057
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.365.986</b>	<b>5.365.986</b>	<b>4.990.920</b>	<b>4.990.920</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5.365.986	5.365.986	4.990.920	4.990.920
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>6.215.424</b>	<b>4.908.608</b>	<b>3.254.860</b>	<b>2.268.830</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	6.215.424	4.908.608	3.254.860	2.268.830
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.945</b>	<b>5.945</b>	<b>2.400</b>	<b>2.400</b>
Transferts aux collectivités locales	5.945	5.945	2.400	2.400
<b>Fonction juridictionnelle:tribunaux administratifs</b>	<b>89.450.562</b>	<b>88.300.194</b>	<b>95.332.525</b>	<b>93.171.715</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>72.208.983</b>	<b>72.208.983</b>	<b>73.911.458</b>	<b>73.911.458</b>
Rémunérations d'activité	58.386.541	58.386.541	59.499.996	59.499.996
Cotisations et contributions sociales	12.917.070	12.917.070	13.951.983	13.951.983
Prestations sociales et allocations diverses	905.372	905.372	459.479	459.479
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.514.118</b>	<b>11.514.118</b>	<b>13.845.791</b>	<b>13.845.791</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11.514.118	11.514.118	13.845.791	13.845.791
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.708.845</b>	<b>4.558.477</b>	<b>7.568.175</b>	<b>5.407.365</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.708.845	4.558.477	7.568.175	5.407.365
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>18.616</b>	<b>18.616</b>	<b>7.101</b>	<b>7.101</b>
Transferts aux collectivités locales	18.616	18.616	7.101	7.101
<b>Fonction consultative</b>	<b>7.801.361</b>	<b>7.758.302</b>	<b>8.064.716</b>	<b>8.127.059</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.864.013</b>	<b>6.864.013</b>	<b>6.969.524</b>	<b>6.969.524</b>
Rémunérations d'activité	5.763.454	5.763.454	5.831.921	5.831.921

<b>Justice administrative</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
		<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
Cotisations et contributions sociales		1.037.137	1.037.137	1.102.435	1.102.435
Prestations sociales et allocations diverses		63.422	63.422	35.168	35.168
	<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>557.577</b>	<b>557.577</b>	<b>749.938</b>	<b>749.938</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		557.577	557.577	749.938	749.938
	<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>379.771</b>	<b>336.712</b>	<b>345.254</b>	<b>407.597</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		379.771	336.712	345.254	407.597
<b>Fonction études, expertise et services rendus aux administrations de l'État et des collectivités</b>		<b>9.386.967</b>	<b>9.295.603</b>	<b>9.413.244</b>	<b>9.320.654</b>
	<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>8.236.477</b>	<b>8.236.477</b>	<b>8.177.421</b>	<b>8.177.421</b>
Rémunérations d'activité		6.969.340	6.969.340	6.874.005	6.874.005
Cotisations et contributions sociales		1.181.997	1.181.997	1.268.693	1.268.693
Prestations sociales et allocations diverses		85.140	85.140	34.723	34.723
	<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>657.503</b>	<b>657.503</b>	<b>677.623</b>	<b>677.623</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		657.503	657.503	677.623	677.623
	<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>492.987</b>	<b>401.623</b>	<b>558.200</b>	<b>465.610</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		492.987	401.623	558.200	465.610
<b>Soutien</b>		<b>28.439.386</b>	<b>27.943.787</b>	<b>28.380.212</b>	<b>28.080.124</b>
	<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>19.832.144</b>	<b>19.832.144</b>	<b>20.628.999</b>	<b>20.628.999</b>
Rémunérations d'activité		14.584.351	14.584.351	15.173.056	15.173.056
Cotisations et contributions sociales		4.871.709	4.871.709	5.262.383	5.262.383
Prestations sociales et allocations diverses		376.084	376.084	193.560	193.560
	<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.106.000</b>	<b>5.106.000</b>	<b>4.968.600</b>	<b>4.968.600</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		5.106.000	5.106.000	4.968.600	4.968.600
	<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.501.242</b>	<b>3.005.643</b>	<b>2.782.613</b>	<b>2.482.525</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		3.501.242	3.005.643	2.782.613	2.482.525

**Justice judiciaire**

(en euros)

<b>Justice judiciaire</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
		<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Traitement et jugement des contentieux civils</b>		<b>720.260.525</b>	<b>720.260.525</b>	<b>743.907.045</b>	<b>743.907.045</b>
	<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>526.934.759</b>	<b>526.934.759</b>	<b>536.077.575</b>	<b>536.077.575</b>
Rémunérations d'activité		409.617.054	409.617.054	416.090.411	416.090.411
Cotisations et contributions sociales		108.701.623	108.701.623	117.282.523	117.282.523
Prestations sociales et allocations diverses		8.616.082	8.616.082	2.704.641	2.704.641
	<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>191.433.889</b>	<b>191.433.889</b>	<b>205.799.003</b>	<b>205.799.003</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		191.433.889	191.433.889	205.799.003	205.799.003
	<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.891.877</b>	<b>1.891.877</b>	<b>2.030.467</b>	<b>2.030.467</b>

<b>Justice judiciaire</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Transferts aux autres collectivités	1.891.877	1.891.877	2.030.467	2.030.467	
<b>Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales</b>	<b>951.141.761</b>	<b>951.141.761</b>	<b>988.148.069</b>	<b>988.148.069</b>	
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>591.666.659</b>	<b>591.666.659</b>	<b>606.790.818</b>	<b>606.790.818</b>	
Rémunérations d'activité	456.833.955	456.833.955	468.400.064	468.400.064	
Cotisations et contributions sociales	125.054.019	125.054.019	135.371.651	135.371.651	
Prestations sociales et allocations diverses	9.778.685	9.778.685	3.019.103	3.019.103	
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>359.475.102</b>	<b>359.475.102</b>	<b>381.357.251</b>	<b>381.357.251</b>	
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	359.475.102	359.475.102	381.357.251	381.357.251	
<b>Cassation</b>	<b>37.287.883</b>	<b>37.287.883</b>	<b>38.667.700</b>	<b>38.667.700</b>	
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>29.758.000</b>	<b>29.758.000</b>	<b>31.002.184</b>	<b>31.002.184</b>	
Rémunérations d'activité	23.969.911	23.969.911	24.955.668	24.955.668	
Cotisations et contributions sociales	5.266.747	5.266.747	5.915.629	5.915.629	
Prestations sociales et allocations diverses	521.342	521.342	130.887	130.887	
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7.529.883</b>	<b>7.529.883</b>	<b>7.665.516</b>	<b>7.665.516</b>	
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.529.883	7.529.883	7.665.516	7.665.516	
<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	<b>1.689.753</b>	<b>1.689.753</b>	<b>1.823.638</b>	<b>1.823.638</b>	
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.365.681</b>	<b>1.365.681</b>	<b>1.470.855</b>	<b>1.470.855</b>	
Rémunérations d'activité	1.135.854	1.135.854	1.206.933	1.206.933	
Cotisations et contributions sociales	209.063	209.063	256.368	256.368	
Prestations sociales et allocations diverses	20.764	20.764	7.554	7.554	
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>324.072</b>	<b>324.072</b>	<b>352.783</b>	<b>352.783</b>	
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	324.072	324.072	352.783	352.783	
<b>Enregistrement des décisions judiciaires</b>	<b>12.900.938</b>	<b>12.900.938</b>	<b>18.311.439</b>	<b>14.034.439</b>	
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>9.135.280</b>	<b>9.135.280</b>	<b>9.751.434</b>	<b>9.751.434</b>	
Rémunérations d'activité	6.569.918	6.569.918	7.083.441	7.083.441	
Cotisations et contributions sociales	2.344.388	2.344.388	2.531.519	2.531.519	
Prestations sociales et allocations diverses	220.974	220.974	136.474	136.474	
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.765.658</b>	<b>3.765.658</b>	<b>3.403.035</b>	<b>3.403.035</b>	
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.765.658	3.765.658	3.403.035	3.403.035	
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5.156.970</b>	<b>879.970</b>	
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	0	0	5.156.970	879.970	
<b>Soutien</b>	<b>522.269.890</b>	<b>332.269.890</b>	<b>334.332.017</b>	<b>322.731.017</b>	
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>181.862.837</b>	<b>181.862.837</b>	<b>186.834.049</b>	<b>186.834.049</b>	
Rémunérations d'activité	139.837.263	139.837.263	144.002.131	144.002.131	
Cotisations et contributions sociales	38.850.385	38.850.385	41.847.260	41.847.260	
Prestations sociales et allocations diverses	3.175.189	3.175.189	984.658	984.658	
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>28.367.603</b>	<b>28.367.603</b>	<b>29.976.671</b>	<b>29.976.671</b>	
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	28.367.603	28.367.603	29.976.671	29.976.671	

<b>Justice judiciaire</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>292.700.000</b>	<b>111.700.000</b>	<b>109.592.000</b>	<b>95.591.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	292.700.000	111.700.000	109.592.000	95.591.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>19.339.450</b>	<b>10.339.450</b>	<b>7.929.297</b>	<b>10.329.297</b>
Transferts aux collectivités locales	17.401.126	8.401.126	5.996.866	8.396.866
Transferts aux autres collectivités	1.938.324	1.938.324	1.932.431	1.932.431
<b>Formation (ENM, ENG)</b>	<b>65.271.527</b>	<b>65.271.527</b>	<b>68.476.762</b>	<b>68.476.762</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>5.896.601</b>	<b>5.896.601</b>	<b>7.247.758</b>	<b>7.247.758</b>
Rémunérations d'activité	4.368.850	4.368.850	5.718.734	5.718.734
Cotisations et contributions sociales	1.341.684	1.341.684	1.479.960	1.479.960
Prestations sociales et allocations diverses	186.067	186.067	49.064	49.064
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>59.374.926</b>	<b>59.374.926</b>	<b>61.229.004</b>	<b>61.229.004</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	17.228.809	17.228.809	17.433.477	17.433.477
Subventions pour charges de service public	42.146.117	42.146.117	43.795.527	43.795.527

### Administration pénitentiaire

(en euros)

<b>Administration pénitentiaire</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice</b>	<b>1.649.203.712</b>	<b>1.142.564.512</b>	<b>1.444.583.206</b>	<b>1.180.278.776</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>788.422.693</b>	<b>788.422.693</b>	<b>797.187.837</b>	<b>797.187.837</b>
Rémunérations d'activité	584.191.234	584.191.234	597.375.574	597.375.574
Cotisations et contributions sociales	187.149.236	187.149.236	193.839.057	193.839.057
Prestations sociales et allocations diverses	17.082.223	17.082.223	5.973.206	5.973.206
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>184.691.127</b>	<b>184.691.127</b>	<b>216.497.477</b>	<b>216.497.477</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	184.691.127	184.691.127	216.497.477	216.497.477
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>674.962.214</b>	<b>168.663.014</b>	<b>430.696.000</b>	<b>166.191.570</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	674.561.575	168.262.375	430.696.000	166.191.570
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	400.639	400.639	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.127.678</b>	<b>787.678</b>	<b>201.892</b>	<b>401.892</b>
Transferts aux collectivités locales	1.127.678	787.678	201.892	401.892
<b>Accueil des personnes en détention</b>	<b>414.881.327</b>	<b>413.351.327</b>	<b>414.215.086</b>	<b>415.115.086</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>182.400.709</b>	<b>182.400.709</b>	<b>180.397.347</b>	<b>180.397.347</b>
Rémunérations d'activité	134.846.704	134.846.704	134.177.716	134.177.716
Cotisations et contributions sociales	43.612.097	43.612.097	44.895.135	44.895.135
Prestations sociales et allocations diverses	3.941.908	3.941.908	1.324.496	1.324.496
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>231.419.696</b>	<b>229.889.696</b>	<b>233.375.895</b>	<b>234.275.895</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	229.439.696	229.439.696	232.925.895	232.925.895
Subventions pour charges de service public	1.980.000	450.000	450.000	1.350.000

<b>Administration pénitentiaire</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>241.280</b>	<b>241.280</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		149.042	149.042	0	0
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		92.238	92.238	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>819.642</b>	<b>819.642</b>	<b>441.844</b>	<b>441.844</b>
Transferts aux ménages		358.000	358.000	373.440	373.440
Transferts aux collectivités locales		461.642	461.642	68.404	68.404
<b>Accompagnement et réinsertion des personnes placées sous main de justice</b>		<b>106.961.224</b>	<b>105.431.224</b>	<b>119.552.904</b>	<b>120.452.904</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>67.118.061</b>	<b>67.118.061</b>	<b>75.509.956</b>	<b>75.509.956</b>
Rémunérations d'activité		49.123.439	49.123.439	57.299.241	57.299.241
Cotisations et contributions sociales		16.559.331	16.559.331	17.589.594	17.589.594
Prestations sociales et allocations diverses		1.435.291	1.435.291	621.121	621.121
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>33.307.218</b>	<b>33.307.218</b>	<b>39.111.888</b>	<b>39.111.888</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		33.307.218	33.307.218	39.111.888	39.111.888
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>100.066</b>	<b>100.066</b>	<b>12.358</b>	<b>12.358</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		64.718	64.718	10.489	10.489
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		35.348	35.348	1.869	1.869
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>6.435.879</b>	<b>4.905.879</b>	<b>4.918.702</b>	<b>5.818.702</b>
Transferts aux ménages		5.569.442	4.039.442	4.211.104	5.111.104
Transferts aux collectivités locales		138.056	138.056	20.458	20.458
Transferts aux autres collectivités		728.381	728.381	687.140	687.140
<b>Soutien</b>		<b>114.954.484</b>	<b>114.954.484</b>	<b>118.138.722</b>	<b>118.138.722</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>81.130.730</b>	<b>81.130.730</b>	<b>84.872.934</b>	<b>84.872.934</b>
Rémunérations d'activité		60.689.740	60.689.740	64.571.733	64.571.733
Cotisations et contributions sociales		18.690.221	18.690.221	19.602.862	19.602.862
Prestations sociales et allocations diverses		1.750.769	1.750.769	698.339	698.339
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>33.155.949</b>	<b>33.155.949</b>	<b>33.257.923</b>	<b>33.257.923</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		33.130.976	33.130.976	33.234.412	33.234.412
Subventions pour charges de service public		24.973	24.973	23.511	23.511
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>614.802</b>	<b>614.802</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		543.533	543.533	0	0
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		71.269	71.269	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>53.003</b>	<b>53.003</b>	<b>7.865</b>	<b>7.865</b>
Transferts aux collectivités locales		53.003	53.003	7.865	7.865
<b>Formation (ENAP)</b>		<b>43.792.357</b>	<b>39.091.557</b>	<b>40.830.079</b>	<b>39.144.509</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>6.299.451</b>	<b>6.299.451</b>	<b>6.251.050</b>	<b>6.251.050</b>
Rémunérations d'activité		4.711.885	4.711.885	4.730.936	4.730.936
Cotisations et contributions sociales		1.449.787	1.449.787	1.471.583	1.471.583
Prestations sociales et allocations diverses		137.779	137.779	48.531	48.531
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>27.783.654</b>	<b>27.783.654</b>	<b>28.375.029</b>	<b>28.375.029</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		1.483.847	1.483.847	1.620.138	1.620.138
Subventions pour charges de service public		26.299.807	26.299.807	26.754.891	26.754.891
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>9.709.252</b>	<b>5.008.452</b>	<b>6.204.000</b>	<b>4.518.430</b>

<b>Administration pénitentiaire</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	9.706.021	5.005.221	6.204.000	4.518.430
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	3.231	3.231	0	0

### Protection judiciaire de la jeunesse

(en euros)

<b>Protection judiciaire de la jeunesse</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Mise en oeuvre des mesures judiciaires : mineurs délinquants</b>	<b>243.579.660</b>	<b>237.666.684</b>	<b>248.421.002</b>	<b>245.790.452</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>132.536.749</b>	<b>132.536.749</b>	<b>134.811.417</b>	<b>134.811.417</b>
Rémunérations d'activité	96.506.264	96.506.264	97.123.982	97.123.982
Cotisations et contributions sociales	32.385.719	32.385.719	34.674.129	34.674.129
Prestations sociales et allocations diverses	3.644.766	3.644.766	3.013.306	3.013.306
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>99.076.184</b>	<b>99.076.184</b>	<b>106.186.250</b>	<b>106.186.250</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	99.076.184	99.076.184	106.186.250	106.186.250
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>11.966.727</b>	<b>6.053.751</b>	<b>7.423.335</b>	<b>4.792.785</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	11.966.727	6.053.751	7.423.335	4.792.785
<b>Mise en oeuvre des mesures judiciaires : mineurs en danger et jeunes majeurs</b>	<b>301.313.810</b>	<b>296.156.786</b>	<b>313.793.149</b>	<b>311.498.899</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>98.379.520</b>	<b>98.379.520</b>	<b>100.018.859</b>	<b>100.018.859</b>
Rémunérations d'activité	71.635.064	71.635.064	72.082.468	72.082.468
Cotisations et contributions sociales	24.038.865	24.038.865	25.698.610	25.698.610
Prestations sociales et allocations diverses	2.705.591	2.705.591	2.237.781	2.237.781
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>192.497.574</b>	<b>192.497.574</b>	<b>207.298.785</b>	<b>207.298.785</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	192.497.574	192.497.574	207.298.785	207.298.785
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>10.436.716</b>	<b>5.279.692</b>	<b>6.475.505</b>	<b>4.181.255</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.436.716	5.279.692	6.475.505	4.181.255
<b>Soutien</b>	<b>87.318.501</b>	<b>84.053.501</b>	<b>87.159.543</b>	<b>85.750.693</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>62.547.399</b>	<b>62.547.399</b>	<b>63.862.736</b>	<b>63.862.736</b>
Rémunérations d'activité	45.702.948	45.702.948	46.273.171	46.273.171
Cotisations et contributions sociales	15.188.489	15.188.489	16.233.814	16.233.814
Prestations sociales et allocations diverses	1.655.962	1.655.962	1.355.751	1.355.751
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>15.526.571</b>	<b>15.526.571</b>	<b>16.592.825</b>	<b>16.592.825</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15.186.382	15.186.382	16.237.438	16.237.438
Subventions pour charges de service public	340.189	340.189	355.387	355.387
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>6.521.539</b>	<b>3.356.539</b>	<b>4.105.196</b>	<b>2.696.346</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	6.521.539	3.356.539	4.105.196	2.696.346
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.722.992</b>	<b>2.622.992</b>	<b>2.598.786</b>	<b>2.598.786</b>
Transferts aux ménages	100.000	0	2.598.786	2.598.786

<b>Protection judiciaire de la jeunesse</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Transferts aux collectivités locales		2.622.992	2.622.992	0	0
<b>Formation (CNFE)</b>		<b>30.388.171</b>	<b>29.623.171</b>	<b>36.966.372</b>	<b>33.800.022</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>22.282.244</b>	<b>22.282.244</b>	<b>22.435.201</b>	<b>22.435.201</b>
Rémunérations d'activité		16.094.585	16.094.585	16.190.185	16.190.185
Cotisations et contributions sociales		5.452.204	5.452.204	5.652.858	5.652.858
Prestations sociales et allocations diverses		735.455	735.455	592.158	592.158
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>6.779.927</b>	<b>6.779.927</b>	<b>7.865.171</b>	<b>7.865.171</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		6.779.927	6.779.927	7.865.171	7.865.171
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>1.326.000</b>	<b>561.000</b>	<b>6.666.000</b>	<b>3.499.650</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		1.326.000	561.000	6.666.000	3.499.650

### Accès au droit et à la justice

(en euros)

<b>Accès au droit et à la justice</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Aide juridictionnelle</b>		<b>305.320.620</b>	<b>305.320.620</b>	<b>314.119.872</b>	<b>314.119.872</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>14.106.592</b>	<b>14.106.592</b>	<b>14.405.844</b>	<b>14.405.844</b>
Rémunérations d'activité		10.073.492	10.073.492	10.474.072	10.474.072
Cotisations et contributions sociales		3.480.847	3.480.847	3.868.891	3.868.891
Prestations sociales et allocations diverses		552.253	552.253	62.881	62.881
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>291.214.028</b>	<b>291.214.028</b>	<b>299.714.028</b>	<b>299.714.028</b>
Transferts aux ménages		291.214.028	291.214.028	299.714.028	299.714.028
<b>Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité</b>		<b>10.151.941</b>	<b>10.151.941</b>	<b>10.608.088</b>	<b>10.608.088</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>6.167.341</b>	<b>6.167.341</b>	<b>6.354.076</b>	<b>6.354.076</b>
Rémunérations d'activité		4.603.059	4.603.059	4.793.257	4.793.257
Cotisations et contributions sociales		1.377.342	1.377.342	1.531.333	1.531.333
Prestations sociales et allocations diverses		186.940	186.940	29.486	29.486
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>186.000</b>	<b>186.000</b>	<b>159.516</b>	<b>159.516</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		186.000	186.000	159.516	159.516
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>3.798.600</b>	<b>3.798.600</b>	<b>4.094.496</b>	<b>4.094.496</b>
Transferts aux autres collectivités		3.798.600	3.798.600	4.094.496	4.094.496
<b>Aide aux victimes</b>		<b>7.920.179</b>	<b>7.920.179</b>	<b>8.440.895</b>	<b>8.440.895</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>456.611</b>	<b>456.611</b>	<b>463.815</b>	<b>463.815</b>
Rémunérations d'activité		337.178	337.178	358.783	358.783
Cotisations et contributions sociales		110.868	110.868	99.797	99.797
Prestations sociales et allocations diverses		8.565	8.565	5.235	5.235

Accès au droit et à la justice <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>7.463.568</b>	<b>7.463.568</b>	<b>7.977.080</b>	<b>7.977.080</b>
Transferts aux autres collectivités	7.463.568	7.463.568	7.977.080	7.977.080

### Soutien de la politique de la justice et organismes rattachés

(en euros)

Soutien de la politique de la justice et organismes rattachés <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>État major : ministres, cabinets, bureau du cabinet, communication</b>	<b>6.588.486</b>	<b>6.588.486</b>	<b>7.046.259</b>	<b>7.046.259</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.588.486</b>	<b>6.588.486</b>	<b>7.046.259</b>	<b>7.046.259</b>
Rémunérations d'activité	4.913.176	4.913.176	5.283.901	5.283.901
Cotisations et contributions sociales	1.550.501	1.550.501	1.685.257	1.685.257
Prestations sociales et allocations diverses	124.809	124.809	77.101	77.101
<b>Activité normative</b>	<b>14.097.423</b>	<b>14.097.423</b>	<b>15.038.940</b>	<b>15.038.940</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>14.097.423</b>	<b>14.097.423</b>	<b>15.038.940</b>	<b>15.038.940</b>
Rémunérations d'activité	10.512.752	10.512.752	11.301.678	11.301.678
Cotisations et contributions sociales	3.317.616	3.317.616	3.572.351	3.572.351
Prestations sociales et allocations diverses	267.055	267.055	164.911	164.911
<b>Évaluation, contrôle, études et recherche</b>	<b>8.302.140</b>	<b>8.302.140</b>	<b>8.802.631</b>	<b>8.802.631</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>7.266.712</b>	<b>7.266.712</b>	<b>7.767.203</b>	<b>7.767.203</b>
Rémunérations d'activité	5.418.944	5.418.944	5.822.077	5.822.077
Cotisations et contributions sociales	1.710.111	1.710.111	1.860.172	1.860.172
Prestations sociales et allocations diverses	137.657	137.657	84.954	84.954
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.035.428</b>	<b>1.035.428</b>	<b>1.035.428</b>	<b>1.035.428</b>
Subventions pour charges de service public	1.035.428	1.035.428	1.035.428	1.035.428
<b>Gestion administrative commune</b>	<b>135.916.565</b>	<b>130.416.565</b>	<b>150.386.400</b>	<b>147.369.400</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>41.040.916</b>	<b>41.040.916</b>	<b>43.728.060</b>	<b>43.728.060</b>
Rémunérations d'activité	27.585.754	27.585.754	29.775.482	29.775.482
Cotisations et contributions sociales	7.729.703	7.729.703	8.415.066	8.415.066
Prestations sociales et allocations diverses	5.725.459	5.725.459	5.537.512	5.537.512
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>82.775.649</b>	<b>82.775.649</b>	<b>89.467.134</b>	<b>89.467.134</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	74.995.129	74.995.129	80.237.920	80.237.920
Subventions pour charges de service public	7.780.520	7.780.520	9.229.214	9.229.214
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>11.500.000</b>	<b>6.000.000</b>	<b>13.593.030</b>	<b>10.576.030</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	11.500.000	6.000.000	7.416.000	9.522.000
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	0	0	6.177.030	1.054.030
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>600.000</b>	<b>600.000</b>	<b>3.598.176</b>	<b>3.598.176</b>

<b>Soutien de la politique de la justice et organismes rattachés</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Transferts aux entreprises	0	0	3.000.000	3.000.000
Transferts aux autres collectivités	600.000	600.000	598.176	598.176
<b>Commission nationale informatique et libertés</b>	<b>7.437.381</b>	<b>7.437.381</b>	<b>7.675.748</b>	<b>7.675.748</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>5.102.556</b>	<b>5.102.556</b>	<b>5.214.783</b>	<b>5.214.783</b>
Rémunérations d'activité	3.516.325	3.516.325	3.585.726	3.585.726
Cotisations et contributions sociales	1.399.007	1.399.007	1.437.758	1.437.758
Prestations sociales et allocations diverses	187.224	187.224	191.299	191.299
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.334.825</b>	<b>2.334.825</b>	<b>2.460.965</b>	<b>2.460.965</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.334.825	2.334.825	2.460.965	2.460.965
<b>Haut Conseil au commissariat aux comptes</b>	<b>242.225</b>	<b>242.225</b>	<b>275.918</b>	<b>275.918</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>242.225</b>	<b>242.225</b>	<b>275.918</b>	<b>275.918</b>
Rémunérations d'activité	180.632	180.632	195.700	195.700
Cotisations et contributions sociales	57.004	57.004	77.362	77.362
Prestations sociales et allocations diverses	4.589	4.589	2.856	2.856
<b>Ordre de la Légion d'honneur</b>	<b>16.466.914</b>	<b>16.466.914</b>	<b>16.827.340</b>	<b>16.827.340</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>16.466.914</b>	<b>16.466.914</b>	<b>16.827.340</b>	<b>16.827.340</b>
Subventions pour charges de service public	16.466.914	16.466.914	16.827.340	16.827.340
<b>Ordre de la Libération</b>	<b>678.727</b>	<b>678.727</b>	<b>685.429</b>	<b>685.429</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>678.727</b>	<b>678.727</b>	<b>685.429</b>	<b>685.429</b>
Subventions pour charges de service public	678.727	678.727	685.429	685.429

## Mission Médias

La mission *Médias* est une mission interministérielle composée de deux programmes :

- Le programme *Presse* ;
- Le programme *Audiovisuel*.

---

### Programme Presse

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
135.501.295	249.134.292

Le programme « Presse » est composé de deux actions et retrace les interventions de l'Etat en faveur du secteur de la presse.

L'action « Abonnements de l'Etat à l'AFP » présente les crédits consacrés aux abonnements souscrits par les administrations au service d'information générale de l'Agence France Presse.

L'action « Aides à la presse » regroupe les crédits consacrés aux aides directes à la presse écrite, sous la forme d'aides à la diffusion, d'aides à la presse à faibles ressources publicitaires et d'aides à la modernisation des entreprises de presse.

Le programme « Presse » recouvre l'agrégat 22, politique de la communication (dépenses des titres III et IV). Les dépenses de fonctionnement proviennent du chapitre 34-95 article 10 (abonnement, agence France-Presse)

Les dépenses de transfert sont issues des chapitres 41-10 articles 10 (aides à la diffusion) et 20 (aides à la presse à faibles ressources publicitaires) ainsi que le chapitre 46-01, article 10 (remboursement des exonérations de redevance audiovisuelle).

---

### Programme Audiovisuel

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
428.120.144	0

Ce programme financé sur le budget de l'Etat comprend exclusivement le montant des contreparties des exonérations de redevance audiovisuelle, versées jusqu'en 2004 à partir du budget des services généraux du Premier ministre au compte d'affectation spéciale 902-15. Dans le cadre du PLF 2005, la prise en charge des dégrèvements de redevance se fera à partir du chapitre 15-01 du budget des Charges communes. Cette dépense relèvera donc de la mission « Remboursement et dégrèvement ».

Egalement dans le PLF 2005, l'adossement du recouvrement de la redevance audiovisuelle à celui de la taxe d'habitation et l'attribution du produit de la redevance audiovisuelle aux organismes du service public de l'audiovisuel impliquent la création d'un compte d'avances afin de conserver un mode de

versement régulier sur l'année de la ressource publique à ces organismes.

Les exonérations de redevance sont désormais traitées sous forme de dégrèvements et relèvent du programme « remboursements et dégrèvements » du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

La redevance audiovisuelle assure le financement des dépenses du secteur public audiovisuel, c'est-à-dire de France Télévisions (France 2, France 3, France 5, Réseau France Outre-mer (RFO)), Radio France, Arte France, l'Institut National de l'Audiovisuel (INA), et en complément d'une subvention du ministère des affaires étrangères, de Radio France Internationale (RFI).

Cette ressource sera versée en 2005 à travers un compte d'avances, et complétée par une prise en charge sur le

budget général de l'Etat des dégrèvements de redevance qui contribuent à compenser la perte de ressources qu'engendre, pour les organismes affectataires, la mise en œuvre des dispositions relatives au dégrèvement de la redevance.

Les priorités des politiques publiques de communication et de soutien aux médias s'inscrivent, pour le secteur public, dans le cadre des missions de service public dont sont chargés les organismes de l'audiovisuel public, telles qu'elles sont définies dans la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication.

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Presse</b>	<b>135.501.295</b>	<b>135.501.295</b>	<b>249.134.292</b>	<b>249.134.292</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>103.205.400</b>	<b>103.205.400</b>	<b>105.682.330</b>	<b>105.682.330</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	103.205.400	103.205.400	105.682.330	105.682.330
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>32.295.895</b>	<b>32.295.895</b>	<b>143.451.962</b>	<b>143.451.962</b>
Transferts aux entreprises	32.295.895	32.295.895	143.451.962	143.451.962
<b>Audiovisuel</b>	<b>428.120.144</b>	<b>428.120.144</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>428.120.144</b>	<b>428.120.144</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts aux ménages	428.120.144	428.120.144	0	0

**Présentation des programmes, par action, titre et catégorie****Presse**

(en euros)

<b>Presse</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Abonnement de l'État à l'AFP</b>	<b>103.205.400</b>	<b>103.205.400</b>	<b>105.682.330</b>	<b>105.682.330</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>103.205.400</b>	<b>103.205.400</b>	<b>105.682.330</b>	<b>105.682.330</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	103.205.400	103.205.400	105.682.330	105.682.330
<b>Aides à la presse</b>	<b>32.295.895</b>	<b>32.295.895</b>	<b>143.451.962</b>	<b>143.451.962</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>32.295.895</b>	<b>32.295.895</b>	<b>143.451.962</b>	<b>143.451.962</b>
Transferts aux entreprises	32.295.895	32.295.895	143.451.962	143.451.962

**Audiovisuel**

(en euros)

<b>Audiovisuel</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Secteur public audiovisuel</b>	<b>428.120.144</b>	<b>428.120.144</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>428.120.144</b>	<b>428.120.144</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts aux ménages	428.120.144	428.120.144	0	0

## Mission Mémoire et liens avec la nation

La mission *Mémoire et liens avec la nation* est une mission ministérielle composée de deux programmes :

- Le programme *Liens entre la nation et son armée* ;
- Le programme *Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant*.

---

### Programme Liens entre la nation et son armée

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
242.800.152	260.178.625

Le programme « Liens entre la nation et son armée » retrace l'ensemble des actions destinées à favoriser et à développer le lien entre les forces armées et les citoyens. Il comprend quatre actions.

L'action « journée d'appel de préparation à la défense » identifie le rôle de la direction du service national dans sa participation au parcours citoyen, qui dépasse le seul cadre militaire de la journée d'appel de préparation, par son action de recensement et de lutte contre l'illettrisme.

L'action « politique de mémoire » regroupe une partie des effectifs de la DMPA et les dotations ou subventions accordées à des fondations ou associations qui œuvrent au profit de la mémoire des conflits armés. Il contient également les crédits destinés aux contrats de plan Etat-régions pour la politique de mémoire.

L'action « promotion et valorisation du patrimoine » comprend l'ensemble des services des archives du ministère (armées et DMPA) et les trois musées placés sous la tutelle de la DMPA.

L'action « communication » identifie les crédits de la DICOD et ceux de l'établissement public ECPAD.

Ce programme recouvre des dépenses des titres III, IV, V et VI. Il regroupe des crédits de deux sections budgétaires actuelles : celle de la défense et celle des anciens combattants.

Les dépenses de personnel correspondent essentiellement aux chapitres 31-33 et 33-92.

Les dépenses de fonctionnement sont celles des chapitres 34-01, 34-03, 34-04, 34-04, 36-01.

Les aides et subventions aux actions de mémoire et de solidarité sont regroupées dans les chapitres 46-03 et 46-04

Les dépenses en capital sont consacrées aux équipements et à l'infrastructure de la DSN et de la DICOD (chapitres 54-41 et 55-11).

Enfin, les dotations aux actions de mémoire et les subventions aux musées sont issues des chapitres 66-50 et 67-10.

---

### Programme Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
3.451.101.814	3.451.896.619

Ce programme retrace les prestations du droit à réparation ou de la reconnaissance au profit des bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : anciens combattants des guerres de 1914 – 1918, 1939-1945, Indochine, AFN,

OPEX ; victimes civiles ; militaires et appelés ; victimes d'attentats, ayants cause.

Ce programme se décompose en quatre actions :

- administration de la dette viagère (PMI et retraite du combattant) ;

- gestion des droits liés aux pensions militaires d'invalidité (soins médicaux gratuits et appareillage) ;
- solidarité (attribution des cartes et titres, emplois réservés, fonds de solidarité des anciens d'Indochine et d'AFN, ONAC, INI) ;
- entretien des lieux de mémoire.

Sa mise en oeuvre repose sur la direction des statuts, des pensions et de la réinsertion sociale (DSPRS) (secrétariat général pour l'administration du ministère de la défense) et, au niveau local, sur les directions interdépartementales des anciens combattants, qui lui sont rattachées. Deux établissements publics apportent leur concours à la réalisation du programme : l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) et l'Institution nationale des invalides (INI).

La DSPRS est responsable du code des PMIVG et de la gestion des crédits. Elle instruit les dossiers d'orphelins victimes de la persécution nazie. L'ONAC et l'INI interviennent dans le domaine social et l'hébergement des ressortissants.

Ce programme a été alimenté par les crédits de la section 04, à l'exception des chapitres 46-03 article 10 et 46-04 article 20, les crédits de fonctionnement des DI (chapitre 34 01 article 28 section 70), en partie, les crédits de RCS de la défense (chapitres 31-11, 31-12, 31-21, 31-22, 31-51, 31-96, 33-90 et 33-91), les subventions d'investissements des deux EP (chapitre 67-10 article 70 section 70).

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Liens entre la nation et son armée</b>	<b>246.182.456</b>	<b>242.800.152</b>	<b>263.011.522</b>	<b>260.178.625</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>174.847.514</b>	<b>174.847.514</b>	<b>187.524.063</b>	<b>187.524.063</b>
Rémunérations d'activité	98.533.233	98.533.233	108.944.500	108.944.500
Cotisations et contributions sociales	73.132.284	73.132.284	77.053.688	77.053.688
Prestations sociales et allocations diverses	3.181.997	3.181.997	1.525.875	1.525.875
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>66.427.558</b>	<b>62.890.600</b>	<b>71.974.221</b>	<b>68.173.194</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	38.052.986	38.052.986	45.282.021	45.282.021
Subventions pour charges de service public	28.374.572	24.837.614	26.692.200	22.891.173
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.567.346</b>	<b>1.722.000</b>	<b>771.900</b>	<b>1.740.030</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.567.346	1.722.000	771.900	1.740.030
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>3.340.038</b>	<b>3.340.038</b>	<b>2.741.338</b>	<b>2.741.338</b>
Transferts aux ménages	205.224	205.224	205.224	205.224
Transferts aux collectivités locales	1.595.114	1.595.114	1.413.225	1.413.225
Transferts aux autres collectivités	1.539.700	1.539.700	1.122.889	1.122.889
<b>Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</b>	<b>3.451.101.814</b>	<b>3.451.101.814</b>	<b>3.451.484.619</b>	<b>3.451.896.619</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>54.164.752</b>	<b>54.164.752</b>	<b>50.445.161</b>	<b>50.445.161</b>
Rémunérations d'activité	33.364.958	33.364.958	31.279.444	31.279.444
Cotisations et contributions sociales	19.446.604	19.446.604	19.121.519	19.121.519
Prestations sociales et allocations diverses	1.353.190	1.353.190	44.198	44.198
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>53.568.900</b>	<b>53.568.900</b>	<b>51.674.796</b>	<b>52.086.796</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.305.283	6.305.283	6.649.369	6.649.369
Subventions pour charges de service public	47.263.617	47.263.617	45.025.427	45.437.427
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>3.343.368.162</b>	<b>3.343.368.162</b>	<b>3.349.364.662</b>	<b>3.349.364.662</b>
Transferts aux ménages	3.343.084.511	3.343.084.511	3.349.112.511	3.349.112.511
Transferts aux autres collectivités	283.651	283.651	252.151	252.151

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Liens entre la nation et son armée**

(en euros)

Liens entre la nation et son armée <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Journée d'appel de préparation de Défense</b>	<b>153.264.432</b>	<b>153.262.086</b>	<b>153.404.963</b>	<b>153.443.093</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>125.202.595</b>	<b>125.202.595</b>	<b>122.936.572</b>	<b>122.936.572</b>
Rémunérations d'activité	70.637.759	70.637.759	67.417.771	67.417.771
Cotisations et contributions sociales	52.452.492	52.452.492	54.349.541	54.349.541
Prestations sociales et allocations diverses	2.112.344	2.112.344	1.169.260	1.169.260
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>26.794.491</b>	<b>26.794.491</b>	<b>30.006.491</b>	<b>30.006.491</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	26.794.491	26.794.491	30.006.491	30.006.491
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.267.346</b>	<b>1.265.000</b>	<b>461.900</b>	<b>500.030</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.267.346	1.265.000	461.900	500.030
<b>Politique de mémoire</b>	<b>26.778.869</b>	<b>26.778.869</b>	<b>44.400.376</b>	<b>44.400.376</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>21.417.173</b>	<b>21.417.173</b>	<b>36.250.066</b>	<b>36.250.066</b>
Rémunérations d'activité	12.234.751	12.234.751	26.142.822	26.142.822
Cotisations et contributions sociales	8.662.606	8.662.606	10.039.371	10.039.371
Prestations sociales et allocations diverses	519.816	519.816	67.873	67.873
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.021.658</b>	<b>2.021.658</b>	<b>5.408.972</b>	<b>5.408.972</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.021.658	2.021.658	5.408.972	5.408.972
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>3.340.038</b>	<b>3.340.038</b>	<b>2.741.338</b>	<b>2.741.338</b>
Transferts aux ménages	205.224	205.224	205.224	205.224
Transferts aux collectivités locales	1.595.114	1.595.114	1.413.225	1.413.225
Transferts aux autres collectivités	1.539.700	1.539.700	1.122.889	1.122.889
<b>Promotion et valorisation du patrimoine culturel</b>	<b>28.171.264</b>	<b>24.634.264</b>	<b>27.238.353</b>	<b>23.446.353</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.678.720</b>	<b>1.678.720</b>	<b>1.905.996</b>	<b>1.905.996</b>
Rémunérations d'activité	801.565	801.565	811.678	811.678
Cotisations et contributions sociales	850.322	850.322	1.080.819	1.080.819
Prestations sociales et allocations diverses	26.833	26.833	13.499	13.499
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>26.492.544</b>	<b>22.955.544</b>	<b>25.332.357</b>	<b>21.540.357</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	939.492	939.492	936.789	936.789
Subventions pour charges de service public	25.553.052	22.016.052	24.395.568	20.603.568
<b>Communication</b>	<b>37.967.891</b>	<b>38.124.933</b>	<b>37.967.830</b>	<b>38.888.803</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>26.549.026</b>	<b>26.549.026</b>	<b>26.431.429</b>	<b>26.431.429</b>
Rémunérations d'activité	14.859.158	14.859.158	14.572.229	14.572.229
Cotisations et contributions sociales	11.166.864	11.166.864	11.583.957	11.583.957
Prestations sociales et allocations diverses	523.004	523.004	275.243	275.243
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.118.865</b>	<b>11.118.907</b>	<b>11.226.401</b>	<b>11.217.374</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	8.297.345	8.297.345	8.929.769	8.929.769

<b>Liens entre la nation et son armée</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
Subventions pour charges de service public	2.821.520	2.821.562	2.296.632	2.287.605
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>300.000</b>	<b>457.000</b>	<b>310.000</b>	<b>1.240.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	300.000	457.000	310.000	1.240.000

### Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant

(en euros)

<b>Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Administration de la dette viagère</b>	<b>2.846.507.608</b>	<b>2.846.507.608</b>	<b>2.835.494.908</b>	<b>2.835.494.908</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>17.670.540</b>	<b>17.670.540</b>	<b>12.812.112</b>	<b>12.812.112</b>
Rémunérations d'activité	11.503.900	11.503.900	7.700.404	7.700.404
Cotisations et contributions sociales	5.704.651	5.704.651	5.111.708	5.111.708
Prestations sociales et allocations diverses	461.989	461.989	0	0
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.633.068</b>	<b>1.633.068</b>	<b>1.682.796</b>	<b>1.682.796</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.633.068	1.633.068	1.682.796	1.682.796
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.827.204.000</b>	<b>2.827.204.000</b>	<b>2.821.000.000</b>	<b>2.821.000.000</b>
Transferts aux ménages	2.827.204.000	2.827.204.000	2.821.000.000	2.821.000.000
<b>Gestion des droits liés aux pensions militaires d'invalidité</b>	<b>290.095.461</b>	<b>290.095.461</b>	<b>302.912.187</b>	<b>302.912.187</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>23.308.636</b>	<b>23.308.636</b>	<b>20.331.724</b>	<b>20.331.724</b>
Rémunérations d'activité	13.774.904	13.774.904	11.389.025	11.389.025
Cotisations et contributions sociales	9.003.941	9.003.941	8.898.501	8.898.501
Prestations sociales et allocations diverses	529.791	529.791	44.198	44.198
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.087.049</b>	<b>2.087.049</b>	<b>2.302.687</b>	<b>2.302.687</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.087.049	2.087.049	2.302.687	2.302.687
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>264.699.776</b>	<b>264.699.776</b>	<b>280.277.776</b>	<b>280.277.776</b>
Transferts aux ménages	264.699.776	264.699.776	280.277.776	280.277.776
<b>solidarité</b>	<b>300.794.367</b>	<b>300.794.367</b>	<b>294.640.339</b>	<b>295.052.339</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.904.318</b>	<b>1.904.318</b>	<b>1.359.097</b>	<b>1.359.097</b>
Rémunérations d'activité	1.157.998	1.157.998	773.478	773.478
Cotisations et contributions sociales	693.903	693.903	585.619	585.619
Prestations sociales et allocations diverses	52.417	52.417	0	0
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>47.425.663</b>	<b>47.425.663</b>	<b>45.194.356</b>	<b>45.606.356</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	162.046	162.046	168.929	168.929
Subventions pour charges de service public	47.263.617	47.263.617	45.025.427	45.437.427
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>251.464.386</b>	<b>251.464.386</b>	<b>248.086.886</b>	<b>248.086.886</b>

<b>Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i>				
<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
Transferts aux ménages	251.180.735	251.180.735	247.834.735	247.834.735
Transferts aux autres collectivités	283.651	283.651	252.151	252.151
<b>Entretien des lieux de mémoire</b>	<b>13.704.378</b>	<b>13.704.378</b>	<b>18.437.185</b>	<b>18.437.185</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>11.281.258</b>	<b>11.281.258</b>	<b>15.942.228</b>	<b>15.942.228</b>
Rémunérations d'activité	6.928.156	6.928.156	11.416.537	11.416.537
Cotisations et contributions sociales	4.044.109	4.044.109	4.525.691	4.525.691
Prestations sociales et allocations diverses	308.993	308.993	0	0
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.423.120</b>	<b>2.423.120</b>	<b>2.494.957</b>	<b>2.494.957</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.423.120	2.423.120	2.494.957	2.494.957

## Mission Outre-mer

La mission *Outre-mer* est une mission ministérielle composée de trois programmes :

- Le programme *Emploi outre-mer* ;
- Le programme *Conditions de vie outre-mer* ;
- Le programme *Intégration et valorisation de l'outre-mer*.

### Programme Emploi outre-mer

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.245.353.733	1.165.159.998

La finalité du programme « Emploi outre-mer » est de faciliter l'accès au marché du travail des ultramarins. Ce programme s'inscrit dans une réalité économique des régions d'outre-mer marquée, à la différence des régions métropolitaines, par un taux de chômage plus élevé (23,5 % en janvier 2004 contre 9,6% en métropole), avec un nombre particulièrement important de chômeurs de longue durée, de bénéficiaires du RMI et de jeunes de moins de 30 ans, dont beaucoup en situation d'échec scolaire. Malgré une amélioration sensible depuis quelques années grâce à un effort soutenu de l'Etat, ce taux de chômage reste élevé.

Aussi, la poursuite de cet effort est un axe majeur d'une politique équilibrée du développement économique et social de nos collectivités d'outre-mer dans une perspective de réduction de l'écart avec la métropole.

Cet objectif se concrétise au travers de deux actions complémentaires :

- une action structurelle sur le marché du travail visant à créer des conditions favorables à l'emploi dans le secteur

marchand : « Abaissement du coût du travail et dialogue social » ;

- une action conjoncturelle sur le marché du travail pour favoriser l'accès et le retour à l'emploi des publics prioritaires (chômeurs de longue durée, bénéficiaires du RMI, jeunes) : « Mesures d'insertion et aides directes à l'emploi ».

Ce programme dédié à l'emploi comprend essentiellement la dotation du chapitre 44-03 (FEDOM) : sur l'action 1 figurent les crédits affectés aux mesures en faveur de l'emploi dans le secteur marchand ; sur l'action 2 ceux affectés aux dispositifs de soutien à l'emploi en faveur des publics prioritaires.

L'action 2 comprend aussi des crédits provenant du 46-94 articles 20 et 60 et ceux affectés à l'exécution des missions du SMA, sur les chapitres de personnel (31-15,...), de fonctionnement (34-96, 37-91) et d'investissement (57-91).

### Programme Conditions de vie outre-mer

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
382.241.753	367.510.068

La finalité de ce programme est d'améliorer les conditions de vie des populations outre-mer en facilitant l'accès au logement, en participant à l'aménagement des territoires et en concrétisant le principe de continuité territoriale. L'amélioration des conditions de vie se traduit aussi par la définition d'un environnement

sanitaire et social adapté et d'un environnement culturel valorisé.

Ce programme se décline en six actions complémentaires :

L'action « Logement » vise à promouvoir un habitat décent et adapté aux populations ultramarines, et

notamment les plus modestes d'entre elles, par des mesures spécifiques en faveur de la construction et de l'amélioration de logements et par une action forte en vue de l'éradication de l'insalubrité de l'habitat.

L'action « Aménagement du territoire » vise à mettre en place une participation additionnelle aux financements réalisés par les acteurs publics en matière d'infrastructures et d'aménagement des collectivités d'outre-mer.

L'action « Continuité territoriale » contribue à assurer l'égal accès au service public des résidents ultramarins notamment en matière de transport. On y trouve des mesures favorisant la continuité territoriale entre les collectivités d'outre-mer et la métropole ainsi que les dessertes intérieures.

Les « Actions sanitaires et sociales » et « Protection sociale » contribuent à offrir aux populations d'outre-mer une protection sociale adaptée et à améliorer leur état de santé.

Les « Actions culturelles » visent à faciliter le développement de l'éducation et de la recherche, du

sport et des actions de jeunesse ainsi que le rayonnement de la culture ultramarine.

Ce programme s'inscrit dans la réalité géographique et économique des Collectivités Territoriales d'Outre-Mer, différente de celle des régions métropolitaines. Ces particularités, associées à une croissance démographique forte, génèrent un certain nombre de déséquilibres qu'il convient de réduire.

Les actions 1 et 2 de ce programme pour l'amélioration des conditions de vie regroupent les chapitres 65-01 (LBU) 58-01 (infrastructures) 68-01 sauf l'article 40 et 68-90 (subventions d'investissement en faveur des DOM et des COM), 41-91/72 « fonds mahorais de développement » et 90 « offices de l'eau dans les DOM » ; l'action 3 inclut les dessertes, les NTIC et le passeport mobilité (41-91, 46-94) ; les actions 4 à 6 comprennent les chapitres 46-95 pour le financement de la CMU-C et le 46-94 « actions sociales et culturelles... » sauf les articles 20, 30 et 60 et le 36-01/20.

## Programme Intégration et valorisation de l'outre-mer

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
373.453.856	382.856.877

Le programme « intégration et valorisation de l'outre-mer » a une double finalité :

- assurer les fonctions stratégiques, d'état-major et de soutien du ministère de l'outre-mer ;
- promouvoir l'intégration et la valorisation de l'outre-mer, notamment en donnant aux collectivités territoriales les moyens de leur libre administration, et en favorisant la coopération au plan régional.

Ce programme prend en compte le contexte particulier des collectivités territoriales d'outre-mer : éloignement, insularité, problématiques géopolitiques différentes de celles de la métropole, étroitesse des marchés et faiblesse du tissu économique, difficultés financières, exposition régulière aux catastrophes naturelles nécessitant une aide d'urgence.

Ce constat invite à porter une attention particulière au développement économique des collectivités ultramarines au sein de leur environnement régional, et à répondre par des crédits spécifiques à leurs handicaps structurels et naturels.

Ce programme intègre également les possibilités d'évolution statutaire et institutionnelle ouvertes par la réforme constitutionnelle du 28 mars 2003, ainsi que l'adaptation et la modernisation du droit ultramarin.

Ce programme se décline en 3 actions :

- « Collectivités territoriales » ;
- « Coopération régionale » ;
- « Soutien et état-major ».

L'action 2 de ce programme dédié au soutien et à la logistique est consacrée aux crédits de coopération régionale 34-96 / 19 et 46-94 / 35 ; l'action 1 regroupe le fonctionnement des bureaux d'étude et de la sécurité civile et des subventions de titre IV : obligatoires 41-51 et 41-56 ; facultatives 41-91 (hors articles 32, 72, 80, 90) et de secours. L'action 3, fonction logistique et d'état-major de l'ensemble des moyens de centrale et ultramarins, comprend les chapitres de personnel, de fonctionnement et d'investissement hors SMA.

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Emploi Outre-mer</b>	<b>1.246.453.733</b>	<b>1.245.353.733</b>	<b>1.165.934.998</b>	<b>1.165.159.998</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>70.355.663</b>	<b>70.355.663</b>	<b>70.543.533</b>	<b>70.543.533</b>
Rémunérations d'activité	64.835.955	64.835.955	64.997.391	64.997.391
Cotisations et contributions sociales	3.061.997	3.061.997	3.052.141	3.052.141
Prestations sociales et allocations diverses	2.457.711	2.457.711	2.494.001	2.494.001
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>19.298.761</b>	<b>19.298.761</b>	<b>19.296.883</b>	<b>19.296.883</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11.124.972	11.124.972	11.123.094	11.123.094
Subventions pour charges de service public	8.173.789	8.173.789	8.173.789	8.173.789
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.588.866</b>	<b>2.488.866</b>	<b>3.664.139</b>	<b>2.889.139</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.588.866	2.488.866	3.664.139	2.889.139
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.153.210.443</b>	<b>1.153.210.443</b>	<b>1.072.430.443</b>	<b>1.072.430.443</b>
Transferts aux entreprises	722.689.000	722.689.000	36.689.046	36.689.046
Transferts aux autres collectivités	430.521.443	430.521.443	1.035.741.397	1.035.741.397
<b>Conditions de vie Outre-mer</b>	<b>511.872.754</b>	<b>382.241.753</b>	<b>479.004.068</b>	<b>367.510.068</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>30.490</b>	<b>30.490</b>	<b>30.490</b>	<b>30.490</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	30.490	30.490	30.490	30.490
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.000.000</b>	<b>1.869.000</b>	<b>3.000.000</b>	<b>1.200.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.000.000	1.869.000	3.000.000	1.200.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>508.842.264</b>	<b>380.342.263</b>	<b>475.973.578</b>	<b>366.279.578</b>
Transferts aux ménages	35.869.797	33.879.797	35.859.201	34.151.201
Transferts aux entreprises	4.319.039	4.533.511	4.819.039	4.514.773
Transferts aux collectivités locales	117.859.032	87.459.883	127.492.123	99.787.676
Transferts aux autres collectivités	350.794.396	254.469.072	307.803.215	227.825.928
<b>Intégration et valorisation de l'Outre-mer</b>	<b>377.185.856</b>	<b>373.453.856</b>	<b>387.304.877</b>	<b>382.856.877</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>81.105.789</b>	<b>81.105.789</b>	<b>46.409.365</b>	<b>46.409.365</b>
Rémunérations d'activité	75.445.202	75.445.202	42.872.732	42.872.732
Cotisations et contributions sociales	3.634.891	3.634.891	2.208.059	2.208.059
Prestations sociales et allocations diverses	2.025.696	2.025.696	1.328.574	1.328.574
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>15.467.843</b>	<b>15.467.843</b>	<b>16.289.611</b>	<b>16.289.611</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15.467.843	15.467.843	16.289.611	16.289.611
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.684.925</b>	<b>4.034.925</b>	<b>5.396.279</b>	<b>4.221.279</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.684.925	4.034.925	5.396.279	4.221.279
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>274.927.299</b>	<b>272.845.299</b>	<b>319.209.622</b>	<b>315.936.622</b>
Transferts aux ménages	1.599.150	1.599.150	1.599.150	1.599.150
Transferts aux collectivités locales	267.691.822	265.609.822	311.329.472	308.701.472
Transferts aux autres collectivités	5.636.327	5.636.327	6.281.000	5.636.000

**Présentation des programmes, par action, titre et catégorie**

**Emploi Outre-mer**

(en euros)

<b>Emploi Outre-mer</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Abaissement du coût du travail et dialogue social</b>	<b>721.389.000</b>	<b>721.389.000</b>	<b>754.849.640</b>	<b>754.849.640</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>721.389.000</b>	<b>721.389.000</b>	<b>754.849.640</b>	<b>754.849.640</b>
Transferts aux entreprises	721.189.000	721.189.000	35.658.900	35.658.900
Transferts aux autres collectivités	200.000	200.000	719.190.740	719.190.740
<b>Mesures d'insertion et aides directes à l'emploi</b>	<b>525.064.733</b>	<b>523.964.733</b>	<b>411.085.358</b>	<b>410.310.358</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>70.355.663</b>	<b>70.355.663</b>	<b>70.543.533</b>	<b>70.543.533</b>
Rémunérations d'activité	64.835.955	64.835.955	64.997.391	64.997.391
Cotisations et contributions sociales	3.061.997	3.061.997	3.052.141	3.052.141
Prestations sociales et allocations diverses	2.457.711	2.457.711	2.494.001	2.494.001
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>19.298.761</b>	<b>19.298.761</b>	<b>19.296.883</b>	<b>19.296.883</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11.124.972	11.124.972	11.123.094	11.123.094
Subventions pour charges de service public	8.173.789	8.173.789	8.173.789	8.173.789
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.588.866</b>	<b>2.488.866</b>	<b>3.664.139</b>	<b>2.889.139</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.588.866	2.488.866	3.664.139	2.889.139
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>431.821.443</b>	<b>431.821.443</b>	<b>317.580.803</b>	<b>317.580.803</b>
Transferts aux entreprises	1.500.000	1.500.000	1.030.146	1.030.146
Transferts aux autres collectivités	430.321.443	430.321.443	316.550.657	316.550.657

**Conditions de vie Outre-mer**

(en euros)

<b>Conditions de vie Outre-mer</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Logement</b>	<b>287.500.000</b>	<b>173.000.000</b>	<b>270.000.000</b>	<b>173.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>287.500.000</b>	<b>173.000.000</b>	<b>270.000.000</b>	<b>173.000.000</b>
Transferts aux collectivités locales	31.000.000	13.000.000	40.000.000	23.000.000
Transferts aux autres collectivités	256.500.000	160.000.000	230.000.000	150.000.000
<b>Aménagement du territoire</b>	<b>95.476.975</b>	<b>80.345.974</b>	<b>95.376.975</b>	<b>80.882.973</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>30.490</b>	<b>30.490</b>	<b>30.490</b>	<b>30.490</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	30.490	30.490	30.490	30.490
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.000.000</b>	<b>1.869.000</b>	<b>3.000.000</b>	<b>1.200.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.000.000	1.869.000	3.000.000	1.200.000

<b>Conditions de vie Outre-mer</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>92.446.485</b>	<b>78.446.484</b>	<b>92.346.485</b>	<b>79.652.483</b>
Transferts aux ménages	2.570.000	580.000	2.570.000	862.000
Transferts aux entreprises	2.642.100	2.856.572	2.642.100	2.337.834
Transferts aux collectivités locales	84.480.843	72.081.694	84.380.843	73.676.395
Transferts aux autres collectivités	2.753.542	2.928.218	2.753.542	2.776.254
<b>Continuité territoriale</b>	<b>13.859.184</b>	<b>13.859.184</b>	<b>14.585.764</b>	<b>14.585.764</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>13.859.184</b>	<b>13.859.184</b>	<b>14.585.764</b>	<b>14.585.764</b>
Transferts aux entreprises	1.676.939	1.676.939	2.176.939	2.176.939
Transferts aux collectivités locales	420.000	420.000	646.580	646.580
Transferts aux autres collectivités	11.762.245	11.762.245	11.762.245	11.762.245
<b>Actions sanitaires et sociales</b>	<b>58.149.923</b>	<b>58.149.923</b>	<b>58.139.332</b>	<b>58.139.332</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>58.149.923</b>	<b>58.149.923</b>	<b>58.139.332</b>	<b>58.139.332</b>
Transferts aux ménages	32.274.408	32.274.408	32.263.812	32.263.812
Transferts aux collectivités locales	435.928	435.928	435.933	435.933
Transferts aux autres collectivités	25.439.587	25.439.587	25.439.587	25.439.587
<b>Protection sociale</b>	<b>50.000.000</b>	<b>50.000.000</b>	<b>35.000.000</b>	<b>35.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>50.000.000</b>	<b>50.000.000</b>	<b>35.000.000</b>	<b>35.000.000</b>
Transferts aux collectivités locales	0	0	600.000	600.000
Transferts aux autres collectivités	50.000.000	50.000.000	34.400.000	34.400.000
<b>Actions culturelles</b>	<b>6.886.672</b>	<b>6.886.672</b>	<b>5.901.999</b>	<b>5.901.999</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>6.886.672</b>	<b>6.886.672</b>	<b>5.901.999</b>	<b>5.901.999</b>
Transferts aux ménages	1.025.389	1.025.389	1.025.389	1.025.389
Transferts aux collectivités locales	1.522.261	1.522.261	1.428.768	1.428.768
Transferts aux autres collectivités	4.339.022	4.339.022	3.447.842	3.447.842

### Intégration et valorisation de l'Outre-mer

(en euros)

<b>Intégration et valorisation de l'Outre-mer</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Collectivités territoriales</b>	<b>272.183.387</b>	<b>270.101.387</b>	<b>315.821.037</b>	<b>313.193.037</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>677.256</b>	<b>677.256</b>	<b>677.271</b>	<b>677.271</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	677.256	677.256	677.271	677.271
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>85.159</b>	<b>85.159</b>	<b>85.144</b>	<b>85.144</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	85.159	85.159	85.144	85.144
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>271.420.972</b>	<b>269.338.972</b>	<b>315.058.622</b>	<b>312.430.622</b>
Transferts aux ménages	1.599.150	1.599.150	1.599.150	1.599.150

<b>Intégration et valorisation de l'Outre-mer</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
Transferts aux collectivités locales	267.691.822	265.609.822	311.329.472	308.701.472
Transferts aux autres collectivités	2.130.000	2.130.000	2.130.000	2.130.000
<b>Coopération régionale</b>	<b>3.612.156</b>	<b>3.612.156</b>	<b>4.256.000</b>	<b>3.611.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>83.829</b>	<b>83.829</b>	<b>105.000</b>	<b>105.000</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	83.829	83.829	105.000	105.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>22.000</b>	<b>22.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	22.000	22.000	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>3.506.327</b>	<b>3.506.327</b>	<b>4.151.000</b>	<b>3.506.000</b>
Transferts aux autres collectivités	3.506.327	3.506.327	4.151.000	3.506.000
<b>Soutien et état-major</b>	<b>101.390.313</b>	<b>99.740.313</b>	<b>67.227.839</b>	<b>66.052.839</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>81.105.789</b>	<b>81.105.789</b>	<b>46.409.365</b>	<b>46.409.365</b>
Rémunérations d'activité	75.445.202	75.445.202	42.872.732	42.872.732
Cotisations et contributions sociales	3.634.891	3.634.891	2.208.059	2.208.059
Prestations sociales et allocations diverses	2.025.696	2.025.696	1.328.574	1.328.574
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>14.706.758</b>	<b>14.706.758</b>	<b>15.507.340</b>	<b>15.507.340</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	14.706.758	14.706.758	15.507.340	15.507.340
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.577.766</b>	<b>3.927.766</b>	<b>5.311.134</b>	<b>4.136.134</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.577.766	3.927.766	5.311.134	4.136.134

## Mission Politique des territoires

La mission *Politique des territoires* est une mission interministérielle composée de six programmes :

- Le programme *Stratégie en matière d'équipement* ;
- Le programme *Aménagement, urbanisme et ingénierie publique* ;
- Le programme *Information géographique et cartographique* ;
- Le programme *Tourisme* ;
- Le programme *Aménagement du territoire* ;
- Le programme *Interventions territoriales de l'Etat*.

---

### Programme Stratégie en matière d'équipement

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
132.115.370	133.504.382

Le programme « Stratégie en matière d'équipement » doit assurer des fonctions d'anticipation, d'évaluation et de prospective à moyen et long terme. Il se différencie du programme « Soutien des politiques de l'équipement » en ce que ce dernier rassemble les moyens opérationnels et s'applique dans le court et le moyen termes.

Plus particulièrement, dans les secteurs des transports, de la construction, des travaux publics, de l'habitat et de l'aménagement du territoire, le programme assure :

- le diagnostic, la veille et l'anticipation sur la situation française et sur le contexte européen et international, notamment par la préparation de la législation communautaire, l'information statistique et économique, le pilotage du réseau scientifique et technique ;
- l'anticipation la conception et le suivi des évolutions internes du ministère, notamment en termes de gestion des compétences et d'organisation des services ;
- l'évaluation des politiques publiques ;

- la diffusion de l'information, afin d'améliorer la qualité du débat public autour de ces politiques publiques ;

- le développement et le rayonnement international de la France dans ces secteurs ;

- la coordination et le suivi de la politique de sûreté et de défense de ces secteurs.

Les moyens de ce programme sont organisés autour de six actions : « stratégie, observation, évaluation et prospective » ; « politique des ressources humaines, des compétences et des métiers » ; « action européenne et internationale » ; « pilotage du réseau scientifique » ; « inspection des services » ; « sûreté et défense ».

Ce programme comporte la masse salariale et les moyens de fonctionnement, les moyens d'études (pour partie chapitre 34-98), et d'intervention (pour partie chapitres 44-10 ; 64-50) inscrits à la section Services communs et urbanisme.

## Programme Aménagement, urbanisme et ingénierie publique

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.333.728.999	1.345.388.335

Le programme « Aménagement, urbanisme et ingénierie publique » rend compte des missions assurées par l'Etat, pour son compte ou celui des collectivités territoriales.

L'action « Urbanisme, planification et aménagement » correspond aux activités relevant de la responsabilité de l'Etat : réglementation et contentieux de l'urbanisme, participation à l'élaboration des documents de planification territoriale, interventions en sites stratégiques,...

L'action « Appui technique de proximité aux collectivités territoriales et tiers » recouvre les activités liées à la délivrance des autorisations d'urbanisme (permis de construire et autres autorisations), l'assistance à l'élaboration des documents de planification (SCOT, PLU et cartes communales) et l'ingénierie publique, rémunérée ou non.

L'action « Appui au ministère chargé de l'écologie » vise le concours apporté par les services locaux du ministère de l'équipement à la mise en œuvre des politiques dont la responsabilité incombe au ministère de l'Ecologie (police des eaux et des milieux aquatiques,

surveillance et prévision des crues ; prévention des risques naturels et lutte contre certaines nuisances,...).

L'action « Appui technique aux autres ministères » recouvre notamment deux missions essentielles : l'assistance à la réalisation des programmes immobiliers portés par les administrations de l'Etat, d'une part, et l'assistance au ministère de la Défense pour la construction et l'entretien des bases aériennes, d'autre part.

L'action « Appui technique au ministère chargé du logement et de la ville » (action reprise dans l'action « Soutien » du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement »).

Ce programme comprend la masse salariale et les dotations de fonctionnement, les moyens de fonctionnement spécifique (34-60-20), d'interventions (44-10-10, 20 et 90), et les moyens d'investissement (55-21,57-30-10, 65-23) de la section Services communs et urbanisme.

---

## Programme Information géographique et cartographique

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
76.443.000	76.471.131

Le programme « Information géographique et cartographique » a pour objectif principal de produire l'information géographique de référence nécessaire à la gestion des territoires et à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation, des trois dimensions économique, sociale et environnementale, d'une politique de développement durable.

L'action « Production de l'information géographique » recouvre la participation de l'Etat à la production et à l'entretien (ainsi qu'à l'entretien patrimonial) de l'information géographique et cartographique sur le territoire national. Cette information géographique est financée par l'Etat et par les utilisateurs des données.

L'action « Recherche dans le domaine de l'information géographique » vise à développer des connaissances pour l'amélioration de la productivité (confortant ainsi l'action de production), à développer de nouveaux types de données géographiques, et à faire émerger des applications.

Le programme « Information géographique et cartographique » comporte les crédits recherche et hors recherche inscrits à la section Services communs et urbanisme (chapitres 36-65, 67-65 et 67-58 pour partie).

---

## Programme Tourisme

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
76.547.906	78.695.555

Le programme « Tourisme » regroupe les moyens consacrés par le ministre délégué au tourisme à la mise en oeuvre de la politique touristique en France.

Il s'articule autour de trois grandes actions :

La première action « Promotion de l'image touristique de la France et de ses savoir-faire » a pour objectif de maintenir, dans un contexte concurrentiel accru, la place de la France en tant que première destination touristique mondiale, d'une part, en assurant la promotion de la destination France sur les marchés étrangers et français, d'autre part, en assurant la promotion des savoir-faire français à l'étranger et en France.

La seconde action « Economie du tourisme » a pour but de réguler l'activité touristique et de structurer l'offre, en assurant la connaissance préalable de la réalité et de l'évolution économiques du secteur, en réglementant le secteur et en agissant sur la normalisation, en soutenant les filières et les métiers dans leurs actions

d'amélioration de la qualité, en développant l'ingénierie et l'expertise et en renforçant l'attractivité des territoires.

La troisième action « Accès aux vacances » vise à favoriser l'adaptation de l'offre afin de faciliter le départ en vacances de tous les publics, et notamment des personnes handicapées, des seniors et des personnes démunies, en fédérant les énergies des différents acteurs et associations du secteur.

Le programme comporte des crédits inscrits à la section Services communs et urbanisme (masse salariale et dépenses de fonctionnement) et à la section Tourisme (rémunérations, chapitres 31-90 et suivants ; action sociale, chapitre 33-92 ; fonctionnement, chapitre 34-98 ; frais de justice et réparations civiles, chapitre 37-91 ; moyens d'interventions et de subventions, chapitres 44-01 et 66-03).

---

## Programme Aménagement du territoire

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
272.919.352	265.198.404

Le programme « Aménagement du territoire » s'articule autour des trois actions suivantes : « Attractivité et développement économique » ; « Développement territorial et solidarité » ; « Grands programmes interministériels d'aménagement du territoire ».

La première action agrège les politiques de la DATAR favorisant le renforcement de l'attractivité économique des territoires dans la compétition internationale. Cette action s'appuie sur plusieurs organismes liés à la DATAR : les agences de développement économique, cofinancées et animées par la DATAR, l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII), le Comité interministériel d'implantation territoriale des emplois publics (CITEP). Elle comprend également la prime à l'aménagement du territoire et les moyens de la coopération internationale.

La deuxième action relève des grandes politiques d'aménagement du territoire caractérisées par leur transversalité et centrées sur :

- des investissements publics structurants (transports, enseignement supérieur et téléphonie mobile),

- des orientations en faveur des espaces sensibles (montagne, littoral),

- l'accès aux services d'intérêt général.

L'action 3 concrétise les objectifs de la politique d'aménagement du territoire, à travers des projets emblématiques conçus, sous l'égide de la DATAR, dans un cadre interministériel. Ces démarches spécifiques sont le plus souvent approuvées à l'occasion de comités interministériels d'aménagement et de développement du territoire (CIADT). Sont notamment identifiés, des projets d'envergure, intéressant plusieurs ministères, pour lesquels la fongibilité des crédits constitue une condition de réussite.

Le programme « Aménagement du territoire » comprend les dépenses de la section budgétaire éponyme (dépenses de personnel des chapitres 31-01, 31-02, 31-96, 33-90, 33-91 et 33-92 (en 2004) et 37-30 en 2005, dépenses de fonctionnement d'études et moyens de la politique interrégionale du chapitre 34-98, dépenses d'intervention des chapitres 44-10 et 65-00 (Fonds national

d'aménagement et de développement du territoire - du territoire).  
 FNADT) et du chapitre 64-00 (Prime à l'aménagement

---

### Programme Interventions territoriales de l'Etat

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
0	0

Ce programme, placé sous la responsabilité du Premier ministre et dont le ministère de l'Intérieur est gestionnaire, est destiné à financer un nombre limité d'actions de nature interministérielle et de portée nationale, qui nécessitent une globalisation des crédits et une unité de commandement sur un même territoire. Les actions sélectionnées devront relever d'enjeux territoriaux prioritaires et spécifiques

Le programme ne comporte pour le moment ni action, ni crédit. Des propositions ont été faites par certains préfets de région visant à globaliser des crédits issus de plusieurs ministères. Toutefois, les transferts de crédits qui seraient nécessaires à l'élaboration du budget du programme d'interventions territoriales de l'Etat n'ont pas été arrêtés à ce stade.

---

## Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie

(en euros)

Intitulé du programme <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Stratégie en matière d'équipement</b>	<b>132.208.370</b>	<b>132.115.370</b>	<b>133.200.382</b>	<b>133.504.382</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>108.081.655</b>	<b>108.081.655</b>	<b>108.634.245</b>	<b>108.634.245</b>
Rémunérations d'activité	72.045.478	72.045.478	71.558.147	71.558.147
Cotisations et contributions sociales	33.919.310	33.919.310	35.637.211	35.637.211
Prestations sociales et allocations diverses	2.116.867	2.116.867	1.438.887	1.438.887
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>22.998.349</b>	<b>22.905.349</b>	<b>23.470.253</b>	<b>23.577.253</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	22.998.349	22.905.349	23.470.253	23.577.253
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.128.366</b>	<b>1.128.366</b>	<b>1.095.884</b>	<b>1.292.884</b>
Transferts aux entreprises	800.000	800.000	800.000	997.000
Transferts aux collectivités locales	328.366	328.366	206.645	206.645
Transferts aux autres collectivités	0	0	89.239	89.239
<b>Aménagement, urbanisme et ingénierie publique</b>	<b>1.338.138.999</b>	<b>1.333.728.999</b>	<b>1.350.174.335</b>	<b>1.345.388.335</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.178.749.747</b>	<b>1.178.749.747</b>	<b>1.187.381.213</b>	<b>1.186.909.897</b>
Rémunérations d'activité	763.058.908	763.058.908	758.932.996	758.512.576
Cotisations et contributions sociales	390.028.590	390.028.590	411.545.519	411.498.763
Prestations sociales et allocations diverses	25.662.249	25.662.249	16.902.698	16.898.558
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>100.605.412</b>	<b>100.605.412</b>	<b>112.523.021</b>	<b>105.146.542</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	100.605.412	100.605.412	112.523.021	105.146.542
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>20.603.300</b>	<b>19.093.300</b>	<b>13.502.565</b>	<b>14.052.501</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.800.000	9.940.000	13.502.565	14.052.501
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	9.803.300	9.153.300	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>38.180.540</b>	<b>35.280.540</b>	<b>36.767.536</b>	<b>39.279.395</b>
Transferts aux entreprises	1.600.000	1.600.000	8.120.286	8.899.286
Transferts aux collectivités locales	12.000.000	13.000.000	18.507.500	20.244.500
Transferts aux autres collectivités	24.580.540	20.680.540	10.139.750	10.135.609
<b>Information géographique et cartographique</b>	<b>78.497.000</b>	<b>76.443.000</b>	<b>78.619.131</b>	<b>76.471.131</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>78.497.000</b>	<b>76.443.000</b>	<b>78.619.131</b>	<b>76.471.131</b>
Subventions pour charges de service public	78.497.000	76.443.000	78.619.131	76.471.131
<b>Tourisme</b>	<b>78.022.045</b>	<b>76.547.906</b>	<b>81.310.555</b>	<b>78.695.555</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>20.417.223</b>	<b>20.417.223</b>	<b>21.757.564</b>	<b>21.757.564</b>
Rémunérations d'activité	12.593.304	12.593.304	13.612.124	13.612.124
Cotisations et contributions sociales	7.038.066	7.038.066	7.366.435	7.366.435
Prestations sociales et allocations diverses	785.853	785.853	779.005	779.005
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>36.531.280</b>	<b>36.531.280</b>	<b>39.414.981</b>	<b>39.414.981</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.231.280	7.231.280	9.114.981	9.114.981
Subventions pour charges de service public	29.300.000	29.300.000	30.300.000	30.300.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>99.003</b>	<b>99.003</b>	<b>116.424</b>	<b>116.424</b>

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	99.003	99.003	116.424	116.424
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>20.974.539</b>	<b>19.500.400</b>	<b>20.021.586</b>	<b>17.406.586</b>
Transferts aux entreprises	4.243.589	3.983.389	163.346	163.346
Transferts aux collectivités locales	8.202.268	7.129.806	13.376.518	10.761.518
Transferts aux autres collectivités	8.528.682	8.387.205	6.481.722	6.481.722
<b>Aménagement du territoire</b>	<b>367.879.352</b>	<b>272.919.352</b>	<b>342.585.403</b>	<b>265.198.404</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.181.644</b>	<b>6.181.644</b>	<b>6.263.274</b>	<b>6.263.274</b>
Rémunérations d'activité	5.173.669	5.173.669	5.214.529	5.214.529
Cotisations et contributions sociales	842.915	842.915	941.376	941.376
Prestations sociales et allocations diverses	165.060	165.060	107.369	107.369
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>13.886.360</b>	<b>13.886.360</b>	<b>13.309.272</b>	<b>13.309.272</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.426.356	6.426.356	5.864.188	5.864.188
Subventions pour charges de service public	7.460.004	7.460.004	7.445.084	7.445.084
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>617.000</b>	<b>617.000</b>	<b>587.942</b>	<b>587.942</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	617.000	617.000	587.942	587.942
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>347.194.348</b>	<b>252.234.348</b>	<b>322.424.915</b>	<b>245.037.916</b>
Transferts aux ménages	600.000	600.000	449.090	449.090
Transferts aux entreprises	50.622.600	40.572.530	48.518.234	39.402.726
Transferts aux collectivités locales	171.109.046	115.062.346	154.555.626	109.493.116
Transferts aux autres collectivités	124.862.702	95.999.472	118.901.965	95.692.984
<b>Interventions territoriales de l'État</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Stratégie en matière d'équipement**

(en euros)

Stratégie en matière d'équipement <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Stratégie, observation, évaluation et prospective</b>	<b>131.164.370</b>	<b>131.071.370</b>	<b>50.178.816</b>	<b>50.482.816</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>108.081.655</b>	<b>108.081.655</b>	<b>44.231.598</b>	<b>44.231.598</b>
Rémunérations d'activité	72.045.478	72.045.478	29.347.737	29.347.737
Cotisations et contributions sociales	33.919.310	33.919.310	14.305.517	14.305.517
Prestations sociales et allocations diverses	2.116.867	2.116.867	578.344	578.344
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>21.954.349</b>	<b>21.861.349</b>	<b>4.851.334</b>	<b>4.958.334</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	21.954.349	21.861.349	4.851.334	4.958.334
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.128.366</b>	<b>1.128.366</b>	<b>1.095.884</b>	<b>1.292.884</b>
Transferts aux entreprises	800.000	800.000	800.000	997.000
Transferts aux collectivités locales	328.366	328.366	206.645	206.645
Transferts aux autres collectivités	0	0	89.239	89.239
<b>Politique des ressources humaines, des métiers et des compétences</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>64.789.944</b>	<b>64.789.944</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>49.665.738</b>	<b>49.665.738</b>
Rémunérations d'activité	0	0	32.466.842	32.466.842
Cotisations et contributions sociales	0	0	16.536.771	16.536.771
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	662.125	662.125
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15.124.206</b>	<b>15.124.206</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	15.124.206	15.124.206
<b>Action européenne et internationale</b>	<b>1.020.000</b>	<b>1.020.000</b>	<b>3.159.478</b>	<b>3.159.478</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.023.170</b>	<b>2.023.170</b>
Rémunérations d'activité	0	0	1.350.153	1.350.153
Cotisations et contributions sociales	0	0	644.358	644.358
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	28.659	28.659
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.020.000</b>	<b>1.020.000</b>	<b>1.136.308</b>	<b>1.136.308</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.020.000	1.020.000	1.136.308	1.136.308
<b>Pilotage du réseau scientifique et technique</b>	<b>24.000</b>	<b>24.000</b>	<b>3.393.261</b>	<b>3.393.261</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.023.170</b>	<b>2.023.170</b>
Rémunérations d'activité	0	0	1.350.153	1.350.153
Cotisations et contributions sociales	0	0	644.358	644.358
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	28.659	28.659
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>24.000</b>	<b>24.000</b>	<b>1.370.091</b>	<b>1.370.091</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	24.000	24.000	1.370.091	1.370.091

<b>Stratégie en matière d'équipement</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Inspection des services</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4.210.174</b>	<b>4.210.174</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.226.464</b>	<b>3.226.464</b>
Rémunérations d'activité	0	0	2.176.548	2.176.548
Cotisations et contributions sociales	0	0	1.008.026	1.008.026
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	41.890	41.890
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>983.710</b>	<b>983.710</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	983.710	983.710
<b>Sûreté et défense</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7.468.708</b>	<b>7.468.708</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7.464.104</b>	<b>7.464.104</b>
Rémunérations d'activité	0	0	4.866.714	4.866.714
Cotisations et contributions sociales	0	0	2.498.181	2.498.181
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	99.209	99.209
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4.604</b>	<b>4.604</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	4.604	4.604

### Aménagement, urbanisme et ingénierie publique

(en euros)

<b>Aménagement, urbanisme et ingénierie publique</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Urbanisme, planification et aménagement</b>	<b>1.338.138.999</b>	<b>1.333.728.999</b>	<b>697.401.451</b>	<b>692.615.449</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.178.749.747</b>	<b>1.178.749.747</b>	<b>582.295.853</b>	<b>581.824.536</b>
Rémunérations d'activité	763.058.908	763.058.908	372.294.574	371.874.154
Cotisations et contributions sociales	390.028.590	390.028.590	201.677.584	201.630.828
Prestations sociales et allocations diverses	25.662.249	25.662.249	8.323.695	8.319.554
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>100.605.412</b>	<b>100.605.412</b>	<b>64.835.497</b>	<b>57.459.017</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	100.605.412	100.605.412	64.835.497	57.459.017
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>20.603.300</b>	<b>19.093.300</b>	<b>13.502.565</b>	<b>14.052.501</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.800.000	9.940.000	13.502.565	14.052.501
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	9.803.300	9.153.300	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>38.180.540</b>	<b>35.280.540</b>	<b>36.767.536</b>	<b>39.279.395</b>
Transferts aux entreprises	1.600.000	1.600.000	8.120.286	8.899.286
Transferts aux collectivités locales	12.000.000	13.000.000	18.507.500	20.244.500
Transferts aux autres collectivités	24.580.540	20.680.540	10.139.750	10.135.609
<b>Appui technique de proximité aux collectivités territoriales et tiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>511.943.889</b>	<b>511.943.889</b>

<b>Aménagement, urbanisme et ingénierie publique</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>474.526.962</b>	<b>474.526.962</b>
Rémunérations d'activité	0	0	303.243.667	303.243.667
Cotisations et contributions sociales	0	0	164.561.258	164.561.258
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	6.722.037	6.722.037
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37.416.927</b>	<b>37.416.927</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	37.416.927	37.416.927
<b>Appui technique au ministère chargé de l'écologie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>51.155.667</b>	<b>51.155.667</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>47.416.985</b>	<b>47.416.985</b>
Rémunérations d'activité	0	0	30.318.849	30.318.849
Cotisations et contributions sociales	0	0	16.427.026	16.427.026
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	671.110	671.110
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.738.682</b>	<b>3.738.682</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	3.738.682	3.738.682
<b>Appui technique aux autres ministères</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>89.673.328</b>	<b>89.673.328</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>83.141.413</b>	<b>83.141.413</b>
Rémunérations d'activité	0	0	53.075.906	53.075.906
Cotisations et contributions sociales	0	0	28.879.651	28.879.651
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	1.185.856	1.185.856
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6.531.915</b>	<b>6.531.915</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	6.531.915	6.531.915
<b>Appui technique au ministère chargé du logement et de la ville</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Information géographique et cartographique

(en euros)

<b>Information géographique et cartographique</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Production de l'information géographique</b>	<b>77.436.000</b>	<b>75.536.000</b>	<b>77.558.131</b>	<b>75.551.131</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>77.436.000</b>	<b>75.536.000</b>	<b>77.558.131</b>	<b>75.551.131</b>
Subventions pour charges de service public	77.436.000	75.536.000	77.558.131	75.551.131
<b>Recherche dans le domaine de l'information géographique</b>	<b>1.061.000</b>	<b>907.000</b>	<b>1.061.000</b>	<b>920.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.061.000</b>	<b>907.000</b>	<b>1.061.000</b>	<b>920.000</b>

Information géographique et cartographique <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Subventions pour charges de service public	1.061.000	907.000	1.061.000	920.000

### Tourisme

(en euros)

Tourisme <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Promotion de l'image touristique de la France et de ses savoir-faire</b>	<b>44.326.066</b>	<b>44.326.066</b>	<b>46.301.502</b>	<b>46.301.502</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>13.100.624</b>	<b>13.100.624</b>	<b>13.878.556</b>	<b>13.878.556</b>
Rémunérations d'activité	6.403.090	6.403.090	6.946.839	6.946.839
Cotisations et contributions sociales	6.177.774	6.177.774	6.415.013	6.415.013
Prestations sociales et allocations diverses	519.760	519.760	516.704	516.704
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>30.682.220</b>	<b>30.682.220</b>	<b>32.101.630</b>	<b>32.101.630</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.382.220	1.382.220	1.801.630	1.801.630
Subventions pour charges de service public	29.300.000	29.300.000	30.300.000	30.300.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>14.983</b>	<b>14.983</b>	<b>20.033</b>	<b>20.033</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	14.983	14.983	20.033	20.033
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>528.239</b>	<b>528.239</b>	<b>301.283</b>	<b>301.283</b>
Transferts aux entreprises	50.078	50.078	28.521	28.521
Transferts aux collectivités locales	130.024	130.024	74.154	74.154
Transferts aux autres collectivités	348.137	348.137	198.608	198.608
<b>Économie du tourisme</b>	<b>26.653.091</b>	<b>26.071.184</b>	<b>31.365.726</b>	<b>28.048.602</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.585.898</b>	<b>6.585.898</b>	<b>7.119.190</b>	<b>7.119.190</b>
Rémunérations d'activité	5.583.844	5.583.844	6.031.611	6.031.611
Cotisations et contributions sociales	763.642	763.642	852.608	852.608
Prestations sociales et allocations diverses	238.412	238.412	234.971	234.971
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.580.095</b>	<b>5.580.095</b>	<b>7.002.786</b>	<b>7.002.786</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5.580.095	5.580.095	7.002.786	7.002.786
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>75.255</b>	<b>75.255</b>	<b>86.535</b>	<b>86.535</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	75.255	75.255	86.535	86.535
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>14.411.843</b>	<b>13.829.936</b>	<b>17.157.215</b>	<b>13.840.091</b>
Transferts aux entreprises	3.854.648	3.615.917	134.825	134.825
Transferts aux collectivités locales	4.298.396	4.084.846	12.224.129	8.907.005
Transferts aux autres collectivités	6.258.799	6.129.173	4.798.261	4.798.261
<b>Accès aux vacances</b>	<b>7.042.888</b>	<b>6.150.656</b>	<b>3.643.326</b>	<b>4.345.450</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>730.701</b>	<b>730.701</b>	<b>759.817</b>	<b>759.817</b>
Rémunérations d'activité	606.370	606.370	633.674	633.674

<b>Tourisme</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Cotisations et contributions sociales	96.650	96.650	98.814	98.814
Prestations sociales et allocations diverses	27.681	27.681	27.329	27.329
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>268.965</b>	<b>268.965</b>	<b>310.564</b>	<b>310.564</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	268.965	268.965	310.564	310.564
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>8.765</b>	<b>8.765</b>	<b>9.857</b>	<b>9.857</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	8.765	8.765	9.857	9.857
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>6.034.457</b>	<b>5.142.225</b>	<b>2.563.088</b>	<b>3.265.212</b>
Transferts aux entreprises	338.863	317.394	0	0
Transferts aux collectivités locales	3.773.848	2.914.936	1.078.235	1.780.359
Transferts aux autres collectivités	1.921.746	1.909.895	1.484.853	1.484.853

### Aménagement du territoire

(en euros)

<b>Aménagement du territoire</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Attractivité et développement économique</b>	<b>101.248.499</b>	<b>87.508.499</b>	<b>93.080.131</b>	<b>81.229.771</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.292.720</b>	<b>2.292.720</b>	<b>2.301.614</b>	<b>2.301.614</b>
Rémunérations d'activité	1.946.435	1.946.435	1.943.194	1.943.194
Cotisations et contributions sociales	286.591	286.591	320.068	320.068
Prestations sociales et allocations diverses	59.694	59.694	38.352	38.352
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9.576.580</b>	<b>9.576.580</b>	<b>9.379.918</b>	<b>9.379.918</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.116.576	2.116.576	1.934.834	1.934.834
Subventions pour charges de service public	7.460.004	7.460.004	7.445.084	7.445.084
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>175.000</b>	<b>175.000</b>	<b>168.502</b>	<b>168.502</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	175.000	175.000	168.502	168.502
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>89.204.199</b>	<b>75.464.199</b>	<b>81.230.097</b>	<b>69.379.737</b>
Transferts aux ménages	600.000	600.000	449.090	449.090
Transferts aux entreprises	50.622.600	40.572.530	48.518.234	39.402.726
Transferts aux collectivités locales	28.990.599	26.522.199	24.268.553	22.438.795
Transferts aux autres collectivités	8.991.000	7.769.470	7.994.220	7.089.126
<b>Développement territorial et solidarité</b>	<b>241.907.479</b>	<b>167.803.079</b>	<b>228.235.043</b>	<b>168.195.163</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.904.160</b>	<b>2.904.160</b>	<b>2.963.093</b>	<b>2.963.093</b>
Rémunérations d'activité	2.407.923	2.407.923	2.440.546	2.440.546
Cotisations et contributions sociales	429.887	429.887	480.102	480.102
Prestations sociales et allocations diverses	66.350	66.350	42.445	42.445
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.331.552</b>	<b>2.331.552</b>	<b>2.124.059</b>	<b>2.124.059</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.331.552	2.331.552	2.124.059	2.124.059
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>267.000</b>	<b>267.000</b>	<b>250.937</b>	<b>250.937</b>

<b>Aménagement du territoire</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		267.000	267.000	250.937	250.937
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>236.404.767</b>	<b>162.300.367</b>	<b>222.896.954</b>	<b>162.857.074</b>
Transferts aux collectivités locales		128.963.182	80.052.377	119.148.947	79.521.225
Transferts aux autres collectivités		107.441.585	82.247.990	103.748.007	83.335.849
<b>Grands programmes interministériels d'aménagement du territoire</b>		<b>24.723.374</b>	<b>17.607.774</b>	<b>21.270.231</b>	<b>15.773.470</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>984.764</b>	<b>984.764</b>	<b>998.568</b>	<b>998.568</b>
Rémunérations d'activité		819.311	819.311	830.789	830.789
Cotisations et contributions sociales		126.437	126.437	141.206	141.206
Prestations sociales et allocations diverses		39.016	39.016	26.573	26.573
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>1.978.228</b>	<b>1.978.228</b>	<b>1.805.296</b>	<b>1.805.296</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		1.978.228	1.978.228	1.805.296	1.805.296
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>175.000</b>	<b>175.000</b>	<b>168.502</b>	<b>168.502</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		175.000	175.000	168.502	168.502
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>21.585.382</b>	<b>14.469.782</b>	<b>18.297.865</b>	<b>12.801.104</b>
Transferts aux collectivités locales		13.155.265	8.487.770	11.138.126	7.533.095
Transferts aux autres collectivités		8.430.117	5.982.012	7.159.739	5.268.009

### Interventions territoriales de l'État

(en euros)

<b>Interventions territoriales de l'État</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>

## Mission Pouvoirs publics

La mission *Pouvoirs publics* est une mission composée de six dotations :

- La dotation *Présidence de la République* ;
- La dotation *Assemblée nationale* ;
- La dotation *Sénat* ;
- La dotation *Conseil Constitutionnel* ;
- La dotation *Haute Cour de Justice* ;
- La dotation *Cour de Justice de la République*.

### Dotation Présidence de la République

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
31.335.791	31.899.835

Les crédits nécessaires au fonctionnement de la Présidence de la République sont retracés au sein de cette dotation.

Elle comprend les crédits des chapitres 20-11 « Président de la République – Dotation, frais, représentation,

déplacements » et 20-12 « Présidence de la République – Secrétariat général, Cabinet, État-major particulier, services administratifs, documentation, bibliothèque, parc automobile ».

### Dotation Assemblée nationale

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
491.532.750	498.878.460

Cette dotation regroupe les crédits de fonctionnement de l'Assemblée nationale ainsi que la subvention à la Société de Programmes « La chaîne parlementaire Assemblée nationale ».

Elle comporte les crédits des chapitres 20-21 « Assemblée nationale » et 20-41 « Assemblée nationale et Sénat – Chaîne parlementaire » article 10 « Société de programmes « La chaîne parlementaire – Assemblée nationale » des charges communes.

**Dotation Sénat**

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
301.557.340	306.081.900

Cette dotation regroupe les crédits de fonctionnement du Sénat ainsi que la subvention à la Société de Programmes « Public-Sénat ».

Elle comporte les crédits des chapitres 20-31 « Sénat » et 20-41 « Assemblée nationale et Sénat – Chaîne parlementaire » article 20 « Société de programmes « Public-Sénat » des charges communes.

**Dotation Conseil constitutionnel**

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
5.535.000	6.592.000

Les crédits de fonctionnement du Conseil constitutionnel sont retracés au sein de cette dotation.

Ces crédits sont inscrits sur le chapitre 20-51 « Conseil constitutionnel » des charges communes.

**Dotation Haute Cour de Justice**

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
0	0

Les crédits relatifs à la Haute Cour de Justice sont inscrits au sein de cette dotation.

Ils proviennent du chapitre 20-61 « Haute Cour de Justice » des charges communes.

**Dotation Cour de Justice de la République**

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.000.600	945.900

Les crédits relatifs à la Cour de Justice de la République sont inscrits au sein de cette dotation.

Ils proviennent des chapitres 20-62 « Cour de justice de la République » et 20-63 « Cour de justice de la République. Frais de justice » des charges communes.

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Présidence de la République</b>	<b>31.335.791</b>	<b>31.335.791</b>	<b>31.899.835</b>	<b>31.899.835</b>
<b>Titre 1 : Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>31.335.791</b>	<b>31.335.791</b>	<b>31.899.835</b>	<b>31.899.835</b>
Dotations des pouvoirs publics	31.335.791	31.335.791	31.899.835	31.899.835
<b>Assemblée nationale</b>	<b>491.532.750</b>	<b>491.532.750</b>	<b>498.878.460</b>	<b>498.878.460</b>
<b>Titre 1 : Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>491.532.750</b>	<b>491.532.750</b>	<b>498.878.460</b>	<b>498.878.460</b>
Dotations des pouvoirs publics	491.532.750	491.532.750	498.878.460	498.878.460
<b>Sénat</b>	<b>301.557.340</b>	<b>301.557.340</b>	<b>306.081.900</b>	<b>306.081.900</b>
<b>Titre 1 : Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>301.557.340</b>	<b>301.557.340</b>	<b>306.081.900</b>	<b>306.081.900</b>
Dotations des pouvoirs publics	301.557.340	301.557.340	306.081.900	306.081.900
<b>Conseil constitutionnel</b>	<b>5.535.000</b>	<b>5.535.000</b>	<b>6.592.000</b>	<b>6.592.000</b>
<b>Titre 1 : Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>5.535.000</b>	<b>5.535.000</b>	<b>6.592.000</b>	<b>6.592.000</b>
Dotations des pouvoirs publics	5.535.000	5.535.000	6.592.000	6.592.000
<b>Haute cour de justice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Cour de justice de la République</b>	<b>1.000.600</b>	<b>1.000.600</b>	<b>945.900</b>	<b>945.900</b>
<b>Titre 1 : Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>1.000.600</b>	<b>1.000.600</b>	<b>945.900</b>	<b>945.900</b>
Dotations des pouvoirs publics	1.000.600	1.000.600	945.900	945.900

## **Mission Provisions**

La mission *Provision* est une mission composée de deux dotations :

- La dotation *Provision relative aux rémunérations publiques* ;
- La dotation *Dépenses accidentelles et imprévisibles*.

### **Dotation Provision relative aux rémunérations publiques**

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
200.000.000	0

Créée en application de l'article 7 de la loi n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, cette dotation a pour objet de regrouper les crédits pour mesures générales en matière de rémunérations dont la

répartition par programme ne peut être déterminée avec précision au moment du vote des crédits.

Elle comprend les crédits du chapitre 31-94 « Mesures générales intéressant les agents du secteur public » des charges communes.

### **Dotation Dépenses accidentelles et imprévisibles**

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
91.255.400	240.000.000

Cette dotation est destinée à faire face à des calamités et des dépenses imprévisibles.

Elle regroupe les crédits des chapitres 37-94 « Dépenses éventuelles » et 37-95 « Dépenses accidentelles » des charges communes.

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Provision relative aux rémunérations publiques</b>	<b>200.000.000</b>	<b>200.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>200.000.000</b>	<b>200.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Rémunérations d'activité	200.000.000	200.000.000	0	0
<b>Dépenses accidentelles et imprévisibles</b>	<b>91.255.400</b>	<b>91.255.400</b>	<b>240.000.000</b>	<b>240.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>91.255.400</b>	<b>91.255.400</b>	<b>240.000.000</b>	<b>240.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	91.255.400	91.255.400	240.000.000	240.000.000

## **Mission Recherche et enseignement supérieur**

La mission *Recherche et enseignement supérieur* est une mission interministérielle composée de treize programmes :

- Le programme *Formations supérieures et recherche universitaire* ;
- Le programme *Vie étudiante* ;
- Le programme *Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires* ;
- Le programme *Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources* ;
- Le programme *Recherche spatiale* ;
- Le programme *Orientation et pilotage de la recherche* ;
- Le programme *Recherche dans le domaine des risques et des pollutions* ;
- Le programme *Recherche dans le domaine de l'énergie* ;
- Le programme *Recherche industrielle* ;
- Le programme *Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat* ;
- Le programme *Recherche duale (civile et militaire)* ;
- Le programme *Recherche culturelle et culture scientifique* ;
- Le programme *Enseignement supérieur et recherche agricole*.

---

### **Programme Formations supérieures et recherche universitaire**

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
8.842.054.716	9.205.618.320

Le programme « Formations supérieures et recherche universitaire » est composé de quinze actions qui s'inscrivent dans les missions du service public de l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur a pour objectifs, outre l'élévation du niveau général des connaissances de la population, de répondre aux besoins de qualifications supérieures de la nation et de produire et valoriser des connaissances scientifiques dans un contexte de concurrence internationale. Ces éléments sont des facteurs essentiels de la compétitivité de l'économie nationale.

Les actions « Licence », « Master » et « Doctorat », couvrent la formation initiale et la formation continue.

Les actions de la Recherche universitaire, déclinées par grands secteurs scientifiques, recouvrent la recherche scientifique et technique ainsi que la valorisation de ses résultats.

L'action « Diffusion des savoirs », comme l'action « Bibliothèques », relèvent de la mission de diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique. L'action « Pilotage et animation du programme » couvre

principalement le pilotage du système universitaire et des établissements et la coopération internationale.

L'action « Immobilier », transversale par essence, regroupe les crédits de construction, d'équipement, de maintenance, de sécurisation et la logistique immobilière des bâtiments.

Enfin, l'action « Etablissements d'enseignement privés et consulaires » regroupe les moyens alloués à ces établissements pour assurer leurs missions dans le cadre du service public d'enseignement supérieur.

Ce programme intègre des crédits du titre III, dépenses de personnel (chapitres en 31 et 33 pour la quasi-totalité), de fonctionnement (34-98 et 36-11), d'examens et concours (37-82) et du comité national d'évaluation (37-94). De plus, il comprend des crédits du titre IV, le 43-11 (à l'exception des subventions aux associations étudiantes) et les bourses spéciales pour l'étranger du chapitre 43-71. La totalité des titres V et VI est comprise dans ce programme.

## Programme Vie étudiante

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.664.805.368	1.707.338.908

Le programme « Vie étudiante » est composé de quatre actions et a pour objectif principal de promouvoir l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur.

La principale action, « Aides directes », concerne les bourses d'études attribuées aux étudiants de l'enseignement supérieur, mais également les bourses d'équipement, les prêts d'honneur et le Fonds de Solidarité Universitaire (FSU).

L'action « Aides indirectes » finance l'entretien et la réhabilitation des cités et des restaurants universitaires. Elle contribue au financement de la restauration et du transport des étudiants (y compris celui des étudiants handicapés). Les rémunérations des personnels administratifs et ouvriers qui sont affectés dans les CROUS sont imputées dans cette action.

L'action « Aides médicales et socio-éducatives » couvre le secteur de la santé (financement des services de médecine préventive et de promotion de la santé (SMPPS)) et le secteur des activités socio-culturelles des étudiants (financement d'une partie des activités

culturelles étudiantes, des services (inter-)universitaires des activités physiques et sportives S(I)UAPS ainsi que le subventionnement des associations étudiantes). L'action « Pilotage et animation du programme » finance l'observatoire de la vie étudiante (OVE), la rémunération des personnels administratifs et le fonctionnement matériel du CNOUS et des actions spécifiques (informatisation, formation continue, œuvres sociales, communication) en direction du réseau des œuvres universitaires et scolaires.

Le programme « Vie étudiante » recouvre le chapitre 36-14 finançant essentiellement l'action « Aides indirectes » et le chapitre 43-71 (sauf les bourses spéciales pour l'étranger) affecté principalement à l'action « Aides directes ». Il intègre également une partie des chapitres en 31 et 33 (personnel des SMPPS et des S(I)UAPS) et du chapitre 36-11 dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et de la dotation contractuelle destinées à la vie étudiante.

## Programme Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
3.443.110.840	3.684.531.389

Le programme de « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » constitue, sur l'ensemble des champs du savoir, un pôle d'excellence mondial pour la recherche fondamentale et la recherche technologique. Dans un contexte caractérisé par les évolutions rapides des disciplines et l'intensification de la compétition internationale, il s'inscrit dans le mouvement d'adaptation du dispositif national de recherche et d'innovation en rapprochant les acteurs de la production des connaissances et ceux du développement de leurs applications technologiques, en étroite synergie avec la recherche universitaire dont les moyens budgétaires émergent au programme « Formations supérieures et recherche universitaire ».

Cette approche se décline en six actions correspondant chacune à un grand domaine disciplinaire ou

thématique : sciences de la vie, biotechnologies et santé ; mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies ; physique, chimie et sciences pour l'ingénieur ; physique nucléaire et des hautes énergies ; sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement ; sciences de l'homme et de la société.

Deux actions transversales retracent les recherches interdisciplinaires et transversales et l'information scientifique et technique.

Deux actions spécifiques identifient les crédits des très grandes infrastructures scientifiques, de recherches, communes et internationales, mises à la disposition de la communauté des chercheurs, et les moyens de gestion et d'appui à la recherche des opérateurs du programme.

Le programme est mis en oeuvre par cinq établissements publics de recherche (CNRS, CEA, INSERM, INRIA, INED), des fondations de recherche médicale (Pasteur, Curie), et des GIP (IPEV, ANRS...) dont il regroupe les

dotations inscrites en 2005 aux titres III, IV et VI de la section Recherche et nouvelles technologies, ainsi que des organisations scientifiques internationales (CERN...) actuellement financées sur le titre IV de la section Affaires étrangères.

## Programme Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.069.420.446	1.134.253.578

Ce programme de recherche scientifique et technologique et d'expertise se définit comme un pôle de référence de niveau mondial pour le développement de la gestion durable des milieux et la mise en valeur des ressources naturelles et des produits qui en sont issus, répondant aux besoins des sociétés du Nord et du Sud.

Cette approche se décline en cinq domaines principaux d'intervention correspondant chacun à une action :

- les recherches sur les ressources, les milieux et leur biodiversité visent à promouvoir une gestion durable des différents milieux grâce à une connaissance écosystémique de leurs ressources et de leurs usages ;
- les recherches sur les systèmes de production et de transformation associés s'appliquent à faire évoluer les pratiques et les technologies pour en réduire les aspects négatifs sur l'environnement ;
- les recherches sur les systèmes socio-économiques associés ont vocation à aider les acteurs, professionnels et publics, à affronter de nouveaux défis pour l'occupation de l'espace et l'accès aux ressources ;
- les recherches sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien être visent à mieux connaître la qualité

des aliments et leur mode d'assimilation individuel et collectif ;

- les recherches pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels appréhendent la maîtrise des éléments constitutifs de la notion de sécurité des individus et des populations, y compris en termes d'approvisionnement et de croissance économique.

Les activités de diffusion, transfert et valorisation des connaissances scientifiques, des technologies et des compétences sont quant à elles retracées sur une action spécifique.

Les moyens de la flotte océanographique, des engins d'exploration du milieu marin, des observatoires de recherche en environnement et des réseaux de surveillance sont retracés dans l'action dédiée aux infrastructures pour la recherche et l'appui aux politiques publiques.

Le programme est mis en oeuvre par six établissements publics de recherche (INRA, CEMAGREF, IRD, IFREMER, BRGM, CIRAD) dont il regroupe les dotations inscrites en 2005 aux titres III, IV et VI de la section Recherche et nouvelles technologies.

## Programme Recherche spatiale

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.222.999.851	1.201.425.851

Le programme « Recherche spatiale » a pour ambition d'assurer à la France et à l'Europe la maîtrise des technologies et des systèmes spatiaux pour répondre aux défis de recherche, de sécurité, de développement économique, d'aménagement du territoire et d'environnement. Sa mise en oeuvre est assurée par le

Centre national d'études spatiales (CNES) et l'Agence spatiale européenne (ESA).

Les trois premières actions ont vocation à contribuer au progrès des connaissances scientifiques :

- l'action « Développement de la technologie spatiale au service de la science » concerne les programmes spatiaux

d'étude et d'exploration de l'univers et ceux de la physique fondamentale, des sciences de la vie et de la matière ;

- l'action « Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la Terre » est dédiée aux filières de satellites météorologiques, océanographiques (Jason) ou d'observation (Spot, constellation Pléiades) ;

- l'action « Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication » est consacrée aux programmes spatiaux de télécommunications (Alphabus, Agora) et de navigation-localisation-synchronisation (Galiléo).

Les deux actions suivantes visent à garantir l'autonomie de l'Europe dans deux domaines clés de la technologie spatiale :

- l'accès à l'espace, au travers des programmes de lanceurs spatiaux (Ariane) et des infrastructures associées (Centre spatial guyanais) ;

- les technologies orbitales et l'innovation technologique, développées sur la station spatiale internationale (SSI), qui sert de support aux missions nécessitant la présence de l'homme dans l'espace, ou sur les premiers modèles de plates-formes de mini et de micro-satellites (filières Proteus et Myriades).

L'action « Moyens généraux » de soutien à la recherche retrace le fonctionnement général du CNES.

Le programme correspond en 2005 aux chapitres 45-14 et 63-02 de la section Recherche et nouvelles technologies.

---

## Programme Orientation et pilotage de la recherche

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
571.645.435	567.664.970

Le programme « Orientation et pilotage de la recherche » est un programme support dont la vocation est d'assurer la conduite et la coordination, notamment interministérielle, du dispositif national de recherche et d'innovation.

Il est structuré en quatre actions :

- l'action dédiée aux actions incitatives et au soutien à l'innovation regroupe les moyens mobilisés par le ministère de la recherche en faveur de la recherche scientifique non finalisée (Fonds national de la science), de la recherche orientée vers les technologies de pointe (Fonds de la recherche technologique), de la création d'entreprises technologiques innovantes et du transfert de technologie vers les petites et moyennes entreprises ;

- l'action « Formation à et par la recherche » regroupe les aides financières destinées à favoriser l'accès des étudiants aux carrières de la recherche scientifique (allocations de recherche et conventions CIFRE pour les doctorants, conventions CORTECHS pour les

techniciens supérieurs, crédits d'accueil de post-doctorants en établissements de recherche) ;

- l'action « Renforcement des liens entre science et société » vise à mettre en œuvre une politique de diffusion de la culture scientifique et technique ;

- l'action « Pilotage et animation du programme et de la mission » rassemble les fonctions stratégiques de l'administration centrale de la recherche, l'évaluation du système français de recherche et son ouverture internationale, la diffusion de l'information scientifique et technique.

Le programme recouvre l'essentiel de l'agrégat Actions d'incitation et fonds d'intervention de la section Recherche et nouvelles technologies, hormis les crédits des institutions de recherche dans les sciences du vivant (chapitre 43-21). Il comprend aussi les crédits de personnel de l'administration centrale inscrits en 2005 à l'article 60 des chapitres en 31 et 33 de la section Enseignement scolaire.

## Programme Recherche dans le domaine des risques et des pollutions

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
269.566.154	279.431.543

Ce programme a pour finalité l'éclairage des politiques publiques par la recherche afin de favoriser le développement durable. La recherche dans le domaine des risques et des pollutions doit infléchir la capacité à prendre en compte les défis que constituent la compréhension des mécanismes planétaires, de la dynamique de la biodiversité, des impacts anthropiques sur l'environnement et des conditions du développement économique soutenable.

Ce programme regroupe les actions de recherche en appui aux politiques publiques de l'écologie et du développement durable. Il est organisé par objectifs scientifiques et politiques en co-construction avec les organismes de recherche sous pilotage ministériel, afin de coupler les ambitions stratégiques du gouvernement, la réponse aux besoins de la société et la capacité d'organisation de la production de connaissances.

La logique du développement durable implique de combiner les éléments de compréhension des enjeux et des risques dans une vision globale et stratégique, sous gouvernance interministérielle.

Le pilotage est confié à la direction des études économiques et de l'évaluation environnementale. Chaque action s'appuiera sur un comité de pilotage composé des partenaires intéressés par les politiques publiques et scientifiques sous-jacentes. Les programmes incitatifs seront pilotés par des comités d'orientation. L'évaluation de la qualité et de l'impact des recherches sera développé.

Ce programme regroupe les crédits (fonctionnement et investissement) spécifiques à la mise en œuvre des politiques par le service de la recherche et de la prospective, les subventions à l'IRSN (fonctionnement), à l'INERIS (fonctionnement et investissement), à l'AFSSE (investissement) et à l'ADEME (fonctionnement et intervention). Les crédits de ce programme se ventilent sur l'ensemble des titres et catégories de la LOLF à l'exception du titre des dépenses d'investissement.

---

## Programme Recherche dans le domaine de l'énergie

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
633.712.242	617.339.530

Composé de 3 actions, ce programme a pour finalité la mise en œuvre de la politique énergétique conduite par la DGEMP. Le choix a été fait de segmenter cette politique et de constituer en tant que programme l'action qu'elle réalise dans la recherche.

Les trois actions sont toutes réalisées par des établissements publics érigés en opérateurs dans le cadre de contrats d'objectifs.

L'action « Compétitivité, sécurité et développement de l'énergie nucléaire » est directement réalisée par le CEA.

L'action « Nouvelles technologies de l'énergie » est directement réalisée par le CEA (pour certaines nouvelles technologies de l'énergie telles que l'utilisation de l'hydrogène, le photovoltaïque, ...), et par l'ADEME.

L'action « Compétitivité et développement du secteur des hydrocarbures et de ses infrastructures,

diversification des réserves » est directement réalisée par l'IFP. Cette action bénéficie en outre de crédits « incitatifs » (avec le Réseau de Recherche sur les Technologies Pétrolières et Gazières - RTPG) destinés à développer et à contribuer au financement de la recherche technologique et à l'innovation en matière pétrolière et gazière. La gestion de ce dispositif a été confiée à l'ANVAR.

Pour l'essentiel le programme « Recherche dans le domaine de l'énergie » recouvre l'agrégat 21 « énergies et matières premières » pour des dépenses de titre IV et VI ; les dépenses ordinaires proviennent du 45-10 art.20 (ADEME) et 40 (CEA) et du 44-80 art. 70 (IFP) et les dépenses en capital du 62-92 art. 10 et 40 (CEA) et 66-02 art. 50 (RTPG).

## Programme Recherche industrielle

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
386.864.091	428.135.941

Ce programme, articulé en trois actions, a pour finalité d'assurer l'avenir de notre industrie par la recherche, l'innovation et les transferts de technologies nécessaires à sa compétitivité. Son but est de permettre aux entreprises d'anticiper et d'assimiler de nouveaux savoirs afin d'innover pour maintenir leur compétitivité dans un cadre mondial. Il associe la Direction Générale des Entreprises et est, en partie, mis en œuvre par des opérateurs (écoles des mines, groupe des écoles des télécommunications, ANVAR,...). Ce programme est indissociable du programme « développement des entreprises » de la mission « développement et régulation économiques ».

La première action « Recherche publique sur les technologies de base » permet d'affecter aux écoles les moyens nécessaires à la recherche publique et partenariale sur des technologies clefs.

La seconde action « Soutien et diffusion de l'innovation technologique » vise à accompagner des projets collectifs

d'entreprises, la création et le développement d'entreprises innovantes.

Enfin, la dernière action « Soutien de la recherche industrielle stratégique » focalise le soutien public sur des secteurs présentant un caractère stratégique en termes technologiques et industriels.

Ce programme recouvre l'agrégat 22 développement des PMI, recherche industrielle et innovation, et 23 actions sur l'environnement et le développement de la compétitivité des entreprises. Outre la prise en compte de certains personnels par les chapitres 32-92 et 32-97, il s'agit :

- pour l'action 1, des dotations des chapitres 31-90, 31-94, 33-90, 33-91, 36-10, 37-90, 66-70 ;
- pour l'action 2, des dotations des chapitres 44-04, 44-80 art.10, 44-81 et 66-02 art.10, 20 et 40 ;
- pour l'action 3, des dotations de l'article 66-02-30.

## Programme Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
410.054.410	396.436.465

Le programme vise à assurer la mise en œuvre des politiques de recherche et de développement, en lien avec les orientations générales du ministère.

L'action « Recherche et développement dans le génie civil et l'aménagement » définit les besoins et thématiques du ministère en matière de recherche et d'innovation et comporte le soutien aux actions collectives de recherche et développement, l'animation scientifique et technique, la valorisation et le financement du Laboratoire central des Ponts et chaussées.

L'action « Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile » contribue à l'activité industrielle. L'objectif est d'atteindre le meilleur niveau de compétitivité de l'industrie aéronautique, par le

soutien aux projets de recherche des industriels ou des organismes ou aux développements.

L'action « Recherche et développement dans le domaine des transports » vise à établir aux niveaux national et européen, les orientations, mais également l'évaluation et la valorisation des programmes de recherche et développement à caractère incitatif dans les transports, hors aéronautique et maritime. Elle se réalise via le programme de Recherche et d'innovation dans les transports terrestres et l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité.

L'action « Recherche et développement dans le domaines de l'urbanisme et du logement » comporte le Plan Urbanisme Construction et Habitat et les actions de

recherche du Centre scientifique et technique du bâtiment.

sections Services communs et urbanisme (chapitres pour partie 34-96, 34-98, 44-10, 57-58, 67-58), Transports et sécurité routière (chapitre 53-22 et 63-20) et Recherche pour le LCPC et l'INRETS.

Ce programme comporte les moyens inscrits au titre du budget civil de recherche et développement sur les

---

### Programme Recherche duale (civile et militaire)

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
200.000.000	200.000.000

Le programme « Recherche duale (civile et militaire) » héberge les activités de recherche duale – intéressant tant la communauté civile que celle de défense – concourant à la préparation de l'avenir et à la base industrielle et technologique de défense et financée au titre de la contribution de la défense au Budget Civil de Recherche et de Développement (BCRD). Il est composé de quatre actions conduites par la DGA définies en concertation avec le ministère de la recherche :

- « Recherche duale en science du vivant » ;
- « Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication » ;
- « Recherche duale dans le domaine aérospatial » ;
- « Autres recherches et développements technologiques duaux ».

Il est important pour le ministère de piloter ces activités au mieux pour optimiser leurs retombées pour la défense.

Le programme est mis en œuvre par le CNES et le CEA.

Le pilotage est conduit selon les modalités suivantes : définition avec le ministère de la recherche et les organismes concernés d'un programme annuel de recherche duale, pilotage trimestriel de l'avancement des études.

Le mode de pilotage est similaire pour toutes les actions : identification de projets et d'objectifs technologiques associés à ces projets, suivi de l'avancement vers les objectifs.

Les crédits budgétaires concernés par ce programme sont exclusivement ceux du chapitre 66-51 du ministère de la Défense, fonds pour la recherche duale.

---

### Programme Recherche culturelle et culture scientifique

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
129.377.157	131.679.631

Le programme « Recherche culturelle et culture scientifique » est composé de 4 actions. Sur la base d'un partenariat avec les grands acteurs de la recherche publique et de l'enseignement supérieur, il vise à poursuivre :

- le développement de l'interdisciplinarité au sein des sciences de l'Homme et de la société mais aussi des sciences exactes et de la vie ;
- l'intégration des recherches aux programmes internationaux et l'amélioration des modes de suivi et d'évaluation des résultats.

Ses finalités sont doubles :

- contribuer à la progression des connaissances scientifiques et techniques ;

- diffuser les résultats de la recherche culturelle et de la culture scientifique et technique.

L'action 1 concerne les services centraux et déconcentrés, les services à compétence nationale du ministère de la Culture et de la Communication, les établissements publics sous tutelle ou cotutelle, les GIP, etc., impliqués dans la recherche sur les patrimoines (archéologique, ethnologique, archivistique...).

L'action 2 a trait aux activités de recherches (processus, pédagogie, expérimentation) dans les domaines de la

création artistique, de l'art, de l'architecture et de l'urbanisme.

L'action 3 présente le rôle des opérateurs de l'Etat en matière de soutien à la diffusion de la culture scientifique et technique. Elle est principalement dévolue à la Cité des sciences et de l'industrie (CSI) et au Palais de la découverte.

L'action 4 comprend de manière transversale des activités de recherches en sciences sociales sur la culture et les industries culturelles, de recherches interdisciplinaires dans les domaines de compétence du ministère et des opérations de valorisation des résultats. Ces recherches sont menées en partenariat étroit avec la

communauté scientifique nationale (CNRS, universités) et internationale.

Ce programme recouvre les crédits du Budget civil de la recherche et du développement (BCRD). Il comprend des crédits des titres III, V et VI et inclut notamment les articles 90 des chapitres 31-01, 31-03, 31-90, 33-90, 33-91, 34-97 et 34-98 ainsi que la subvention de fonctionnement, à la CSI (36-60 art.94). Au titre des investissements exécutés par l'Etat, le programme recouvre l'ensemble des crédits du chapitre 56-98. Tous les crédits du chapitre 66-98 sont également regroupés au sein du programme.

---

## Programme Enseignement supérieur et recherche agricole

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
218.322.810	228.159.190

Ce programme comprend les moyens destinés à la formation d'ingénieurs et de vétérinaires, à la valorisation de la recherche, au développement et au transfert de technologie dans les domaines agricole, agroalimentaire, environnemental et halieutique.

Les objectifs poursuivis sont de dispenser des formations supérieures liées à ces domaines et de conduire des actions de recherche et d'innovations, tout en favorisant les liens entre l'enseignement technique et l'enseignement supérieur et en contribuant à la veille scientifique et technique et à la diffusion de l'information.

4 grandes familles d'écoles (écoles d'ingénieurs, vétérinaires, paysagistes et de formation de fonctionnaires) forment des cadres supérieurs dans les domaines agronomique et forestier, vétérinaire, agro-industriel, agroalimentaire ainsi que dans les secteurs de l'environnement, de l'aménagement rural et de l'architecture paysagère. Elles assurent aussi la formation des cadres supérieurs et techniques du ministère ainsi que celle des professeurs de l'enseignement technique agricole public et constituent un réseau de 25

établissements (18 publics et 7 privés sous contrat) formant plus de 13.000 étudiants.

Le programme recouvre deux actions.

L'action « Enseignement supérieur agricole » supporte les moyens destinés à l'enseignement supérieur public, la formation initiale des agents de l'Etat, l'enseignement supérieur privé et l'aide aux étudiants (public et privé).

L'action « Recherche, développement et transfert de technologie » a pour objectif une recherche appliquée. Cette action apporte un appui aux organismes de recherche et aux centres techniques assurant des activités de recherche appliquée et développant le transfert des connaissances scientifiques et techniques et des innovations aux exploitations agricoles et aux PME-PMI du secteur agroalimentaire.

Les dépenses sont majoritairement des dépenses de rémunération (39-01) auxquelles s'ajoutent celles du titre VI (chapitres 61-21, 66-20).

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>8.958.798.716</b>	<b>8.842.054.716</b>	<b>9.224.439.320</b>	<b>9.205.618.320</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.781.651.533</b>	<b>6.781.651.533</b>	<b>6.985.460.660</b>	<b>6.985.460.660</b>
Rémunérations d'activité	4.661.418.247	4.661.418.247	4.753.159.655	4.753.159.655
Cotisations et contributions sociales	2.013.747.713	2.013.747.713	2.151.916.511	2.151.916.511
Prestations sociales et allocations diverses	106.485.573	106.485.573	80.384.494	80.384.494
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.006.261.985</b>	<b>1.966.778.985</b>	<b>2.093.335.797</b>	<b>2.046.045.797</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	14.791.121	14.791.121	14.687.314	14.687.314
Subventions pour charges de service public	1.991.470.864	1.951.987.864	2.078.648.483	2.031.358.483
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>106.134.000</b>	<b>28.873.000</b>	<b>77.154.000</b>	<b>105.623.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	106.134.000	28.873.000	77.154.000	105.623.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>64.751.198</b>	<b>64.751.198</b>	<b>68.488.863</b>	<b>68.488.863</b>
Transferts aux ménages	25.238.756	25.238.756	24.768.821	24.768.821
Transferts aux autres collectivités	39.512.442	39.512.442	43.720.042	43.720.042
<b>Vie étudiante</b>	<b>1.664.805.368</b>	<b>1.664.805.368</b>	<b>1.707.338.908</b>	<b>1.707.338.908</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>37.125.718</b>	<b>37.125.718</b>	<b>39.113.926</b>	<b>39.113.926</b>
Rémunérations d'activité	25.649.185	25.649.185	27.409.075	27.409.075
Cotisations et contributions sociales	11.006.116	11.006.116	11.367.601	11.367.601
Prestations sociales et allocations diverses	470.417	470.417	337.250	337.250
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>308.365.629</b>	<b>308.365.629</b>	<b>326.525.249</b>	<b>326.525.249</b>
Subventions pour charges de service public	308.365.629	308.365.629	326.525.249	326.525.249
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.319.314.021</b>	<b>1.319.314.021</b>	<b>1.341.699.733</b>	<b>1.341.699.733</b>
Transferts aux ménages	1.314.815.932	1.314.815.932	1.337.432.844	1.337.432.844
Transferts aux autres collectivités	4.498.089	4.498.089	4.266.889	4.266.889
<b>Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires</b>	<b>3.576.636.097</b>	<b>3.443.110.840</b>	<b>3.691.231.389</b>	<b>3.684.531.389</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.358.405.097</b>	<b>3.224.879.840</b>	<b>3.466.469.768</b>	<b>3.459.769.768</b>
Subventions pour charges de service public	3.358.405.097	3.224.879.840	3.466.469.768	3.459.769.768
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>218.231.000</b>	<b>218.231.000</b>	<b>224.761.621</b>	<b>224.761.621</b>
Transferts aux autres collectivités	218.231.000	218.231.000	224.761.621	224.761.621
<b>Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources</b>	<b>1.104.971.923</b>	<b>1.069.420.446</b>	<b>1.134.253.578</b>	<b>1.134.253.578</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.104.971.923</b>	<b>1.069.420.446</b>	<b>1.134.253.578</b>	<b>1.134.253.578</b>
Subventions pour charges de service public	1.104.971.923	1.069.420.446	1.134.253.578	1.134.253.578
<b>Recherche spatiale</b>	<b>1.222.960.048</b>	<b>1.222.999.851</b>	<b>1.201.425.851</b>	<b>1.201.425.851</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>537.960.048</b>	<b>537.999.851</b>	<b>516.425.851</b>	<b>516.425.851</b>
Subventions pour charges de service public	537.960.048	537.999.851	516.425.851	516.425.851

Intitulé du programme Intitulé du titre et de la catégorie	2004		2005	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>685.000.000</b>	<b>685.000.000</b>	<b>685.000.000</b>	<b>685.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	685.000.000	685.000.000	685.000.000	685.000.000
<b>Orientation et pilotage de la recherche</b>	<b>656.775.435</b>	<b>571.645.435</b>	<b>384.067.970</b>	<b>567.664.970</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>257.164.303</b>	<b>257.164.303</b>	<b>269.607.732</b>	<b>269.607.732</b>
Rémunérations d'activité	181.519.697	181.519.697	190.929.487	190.929.487
Cotisations et contributions sociales	60.717.375	60.717.375	62.998.003	62.998.003
Prestations sociales et allocations diverses	14.927.231	14.927.231	15.680.242	15.680.242
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>10.247.682</b>	<b>10.247.682</b>	<b>10.276.231</b>	<b>10.276.231</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	10.247.682	10.247.682	10.276.231	10.276.231
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>389.363.450</b>	<b>304.233.450</b>	<b>104.184.007</b>	<b>287.781.007</b>
Transferts aux ménages	22.563.500	22.563.500	26.723.309	26.723.309
Transferts aux entreprises	122.732.901	88.202.606	45.106.106	90.701.986
Transferts aux collectivités locales	150.000	150.000	149.416	149.416
Transferts aux autres collectivités	243.917.049	193.317.344	32.205.176	170.206.296
<b>Recherche dans le domaine des risques et des pollutions</b>	<b>277.541.831</b>	<b>269.566.154</b>	<b>279.741.543</b>	<b>279.431.543</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.196.174</b>	<b>1.196.174</b>	<b>1.196.174</b>	<b>1.196.174</b>
Rémunérations d'activité	956.465	956.465	956.571	956.571
Cotisations et contributions sociales	222.085	222.085	222.085	222.085
Prestations sociales et allocations diverses	17.624	17.624	17.518	17.518
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>269.413.176</b>	<b>260.848.176</b>	<b>271.613.565</b>	<b>270.713.565</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	115.623	115.623	115.623	115.623
Subventions pour charges de service public	269.297.553	260.732.553	271.497.942	270.597.942
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>6.932.481</b>	<b>7.521.804</b>	<b>6.931.804</b>	<b>7.521.804</b>
Transferts aux entreprises	2.470.712	2.684.672	2.470.713	2.685.001
Transferts aux collectivités locales	17.607	18.886	17.607	19.141
Transferts aux autres collectivités	4.444.162	4.818.246	4.443.484	4.817.662
<b>Recherche dans le domaine de l'énergie</b>	<b>627.212.242</b>	<b>633.712.242</b>	<b>616.939.530</b>	<b>617.339.530</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>624.712.242</b>	<b>625.112.242</b>	<b>616.939.530</b>	<b>617.339.530</b>
Subventions pour charges de service public	624.712.242	625.112.242	616.939.530	617.339.530
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.500.000</b>	<b>8.600.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts aux entreprises	2.500.000	8.600.000	0	0
<b>Recherche industrielle</b>	<b>383.864.091</b>	<b>386.864.091</b>	<b>409.376.941</b>	<b>428.135.941</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.889.785</b>	<b>2.889.785</b>	<b>3.034.757</b>	<b>3.034.757</b>
Rémunérations d'activité	1.766.865	1.766.865	1.782.383	1.782.383
Cotisations et contributions sociales	1.075.969	1.075.969	1.217.917	1.217.917
Prestations sociales et allocations diverses	46.951	46.951	34.457	34.457
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>115.061.000</b>	<b>115.061.000</b>	<b>115.659.108</b>	<b>115.659.108</b>
Subventions pour charges de service public	115.061.000	115.061.000	115.659.108	115.659.108
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>265.913.306</b>	<b>268.913.306</b>	<b>290.683.076</b>	<b>309.442.076</b>
Transferts aux ménages	4.175.306	4.175.306	4.175.306	4.175.306
Transferts aux entreprises	261.248.000	264.248.000	286.107.800	304.866.800
Transferts aux autres collectivités	490.000	490.000	399.970	399.970

Intitulé du programme Intitulé du titre et de la catégorie	2004		2005	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat</b>	<b>393.368.411</b>	<b>410.054.410</b>	<b>384.377.465</b>	<b>396.436.465</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>3.124.200</b>	<b>3.124.200</b>	<b>4.403.013</b>	<b>4.403.013</b>
Rémunérations d'activité	2.746.083	2.746.083	3.954.723	3.954.723
Cotisations et contributions sociales	362.503	362.503	377.430	377.430
Prestations sociales et allocations diverses	15.614	15.614	70.860	70.860
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>83.267.739</b>	<b>77.957.739</b>	<b>82.874.980</b>	<b>83.077.980</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.210.314	2.216.314	2.210.164	2.371.164
Subventions pour charges de service public	81.057.425	75.741.425	80.664.816	80.706.816
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>8.245.000</b>	<b>7.433.000</b>	<b>8.240.000</b>	<b>8.541.000</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	8.245.000	7.433.000	8.240.000	8.541.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>298.731.472</b>	<b>321.539.471</b>	<b>288.859.472</b>	<b>300.414.472</b>
Transferts aux entreprises	296.742.695	319.953.122	286.870.695	298.824.450
Transferts aux autres collectivités	1.988.777	1.586.349	1.988.777	1.590.022
<b>Recherche duale (civile et militaire)</b>	<b>200.000.000</b>	<b>200.000.000</b>	<b>200.000.000</b>	<b>200.000.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>130.000.000</b>	<b>130.000.000</b>	<b>200.000.000</b>	<b>200.000.000</b>
Subventions pour charges de service public	130.000.000	130.000.000	200.000.000	200.000.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>70.000.000</b>	<b>70.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts aux entreprises	35.000.000	35.000.000	0	0
Transferts aux autres collectivités	35.000.000	35.000.000	0	0
<b>Recherche culturelle et culture scientifique</b>	<b>131.128.960</b>	<b>129.377.157</b>	<b>133.431.632</b>	<b>131.679.631</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>21.757.507</b>	<b>21.757.507</b>	<b>21.813.640</b>	<b>21.764.045</b>
Rémunérations d'activité	20.369.321	20.369.321	20.589.100	20.544.328
Cotisations et contributions sociales	915.113	915.113	768.356	763.750
Prestations sociales et allocations diverses	473.073	473.073	456.184	455.967
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>102.541.134</b>	<b>100.938.155</b>	<b>105.412.789</b>	<b>103.619.000</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.222.039	3.020.888	3.244.011	3.060.749
Subventions pour charges de service public	99.319.095	97.917.267	102.168.778	100.558.251
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>848.900</b>	<b>750.051</b>	<b>786.082</b>	<b>710.194</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	848.900	750.051	786.082	710.194
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.981.419</b>	<b>5.931.444</b>	<b>5.419.121</b>	<b>5.586.392</b>
Transferts aux ménages	1.022.960	1.044.147	1.016.155	1.026.582
Transferts aux entreprises	127.584	132.923	117.145	114.351
Transferts aux collectivités locales	2.981.561	2.873.810	2.483.093	2.655.492
Transferts aux autres collectivités	1.849.314	1.880.564	1.802.728	1.789.967
<b>Enseignement supérieur et recherche agricoles</b>	<b>218.611.810</b>	<b>218.322.810</b>	<b>225.453.190</b>	<b>228.159.190</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>128.764.713</b>	<b>128.764.713</b>	<b>132.419.902</b>	<b>132.419.902</b>
Rémunérations d'activité	89.301.912	89.301.912	90.972.019	90.972.019
Cotisations et contributions sociales	36.874.283	36.874.283	40.383.968	40.383.968
Prestations sociales et allocations diverses	2.588.518	2.588.518	1.063.915	1.063.915
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>64.922.467</b>	<b>64.922.467</b>	<b>67.371.989</b>	<b>67.371.989</b>
Subventions pour charges de service public	64.922.467	64.922.467	67.371.989	67.371.989

Recherche et enseignement supérieur

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>2.936.740</b>	<b>3.206.000</b>	<b>2.936.740</b>	<b>3.198.966</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	2.936.740	3.206.000	2.936.740	3.198.966
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>21.987.890</b>	<b>21.429.630</b>	<b>22.724.559</b>	<b>25.168.333</b>
Transferts aux ménages	6.665.630	6.665.630	7.452.299	7.452.299
Transferts aux entreprises	988.852	770.000	663.168	1.099.744
Transferts aux collectivités locales	261.525	200.000	294.160	500.132
Transferts aux autres collectivités	14.071.883	13.794.000	14.314.932	16.116.158

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Formations supérieures et recherche universitaire**

(en euros)

Formations supérieures et recherche universitaire <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence</b>	<b>2.065.515.582</b>	<b>2.065.515.582</b>	<b>2.126.666.816</b>	<b>2.126.666.816</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.734.480.795</b>	<b>1.734.480.795</b>	<b>1.790.463.415</b>	<b>1.790.463.415</b>
Rémunérations d'activité	1.179.156.272	1.179.156.272	1.205.753.414	1.205.753.414
Cotisations et contributions sociales	522.467.242	522.467.242	558.611.236	558.611.236
Prestations sociales et allocations diverses	32.857.281	32.857.281	26.098.765	26.098.765
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>331.034.787</b>	<b>331.034.787</b>	<b>336.203.401</b>	<b>336.203.401</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	421.009	421.009	422.622	422.622
Subventions pour charges de service public	330.613.778	330.613.778	335.780.779	335.780.779
<b>Formation initiale et continue de niveau mastère</b>	<b>1.770.491.089</b>	<b>1.770.491.089</b>	<b>1.815.955.902</b>	<b>1.815.955.902</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.451.133.172</b>	<b>1.451.133.172</b>	<b>1.491.559.379</b>	<b>1.491.559.379</b>
Rémunérations d'activité	985.804.242	985.804.242	1.000.921.417	1.000.921.417
Cotisations et contributions sociales	437.389.118	437.389.118	468.348.528	468.348.528
Prestations sociales et allocations diverses	27.939.812	27.939.812	22.289.434	22.289.434
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>319.357.917</b>	<b>319.357.917</b>	<b>324.396.523</b>	<b>324.396.523</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.052.596	1.052.596	1.056.292	1.056.292
Subventions pour charges de service public	318.305.321	318.305.321	323.340.231	323.340.231
<b>Formation initiale et continue de niveau doctorat</b>	<b>429.261.678</b>	<b>428.919.865</b>	<b>443.035.568</b>	<b>442.847.898</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>402.510.061</b>	<b>402.510.061</b>	<b>415.384.196</b>	<b>415.384.196</b>
Rémunérations d'activité	275.982.816	275.982.816	282.573.907	282.573.907
Cotisations et contributions sociales	121.708.790	121.708.790	129.556.147	129.556.147
Prestations sociales et allocations diverses	4.818.455	4.818.455	3.254.142	3.254.142
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>26.751.617</b>	<b>26.409.804</b>	<b>27.651.372</b>	<b>27.463.702</b>
Subventions pour charges de service public	26.751.617	26.409.804	27.651.372	27.463.702
<b>Établissements d'enseignement privés et consulaires</b>	<b>39.496.252</b>	<b>39.496.252</b>	<b>43.703.852</b>	<b>43.703.852</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>39.496.252</b>	<b>39.496.252</b>	<b>43.703.852</b>	<b>43.703.852</b>
Transferts aux autres collectivités	39.496.252	39.496.252	43.703.852	43.703.852
<b>Bibliothèques</b>	<b>339.891.561</b>	<b>339.891.561</b>	<b>347.006.136</b>	<b>347.006.136</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>232.339.554</b>	<b>232.339.554</b>	<b>236.680.526</b>	<b>236.680.526</b>
Rémunérations d'activité	162.062.021	162.062.021	162.058.035	162.058.035
Cotisations et contributions sociales	65.816.016	65.816.016	71.008.478	71.008.478
Prestations sociales et allocations diverses	4.461.517	4.461.517	3.614.013	3.614.013
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>107.552.007</b>	<b>107.552.007</b>	<b>110.325.610</b>	<b>110.325.610</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.533.916	1.533.916	1.760.817	1.760.817

<b>Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Subventions pour charges de service public	106.018.091	106.018.091	108.564.793	108.564.793
<b>Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé</b>	<b>684.064.886</b>	<b>682.453.071</b>	<b>701.333.771</b>	<b>700.445.823</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>622.781.784</b>	<b>622.781.784</b>	<b>637.124.257</b>	<b>637.124.257</b>
Rémunérations d'activité	429.033.707	429.033.707	433.267.111	433.267.111
Cotisations et contributions sociales	186.348.721	186.348.721	198.854.962	198.854.962
Prestations sociales et allocations diverses	7.399.356	7.399.356	5.002.184	5.002.184
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>61.283.102</b>	<b>59.671.287</b>	<b>64.209.514</b>	<b>63.321.566</b>
Subventions pour charges de service public	61.283.102	59.671.287	64.209.514	63.321.566
<b>Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies</b>	<b>356.834.591</b>	<b>355.901.249</b>	<b>371.018.279</b>	<b>370.511.570</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>321.066.834</b>	<b>321.066.834</b>	<b>333.509.046</b>	<b>333.509.046</b>
Rémunérations d'activité	224.159.381	224.159.381	231.543.067	231.543.067
Cotisations et contributions sociales	93.160.823	93.160.823	99.427.481	99.427.481
Prestations sociales et allocations diverses	3.746.630	3.746.630	2.538.498	2.538.498
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>35.767.757</b>	<b>34.834.415</b>	<b>37.509.233</b>	<b>37.002.524</b>
Subventions pour charges de service public	35.767.757	34.834.415	37.509.233	37.002.524
<b>Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur</b>	<b>372.316.686</b>	<b>370.690.919</b>	<b>387.118.847</b>	<b>386.238.406</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>312.378.052</b>	<b>312.378.052</b>	<b>324.111.307</b>	<b>324.111.307</b>
Rémunérations d'activité	218.641.317	218.641.317	225.829.514	225.829.514
Cotisations et contributions sociales	90.112.750	90.112.750	95.823.217	95.823.217
Prestations sociales et allocations diverses	3.623.985	3.623.985	2.458.576	2.458.576
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>59.938.634</b>	<b>58.312.867</b>	<b>63.007.540</b>	<b>62.127.099</b>
Subventions pour charges de service public	59.938.634	58.312.867	63.007.540	62.127.099
<b>Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies</b>	<b>1.288.074</b>	<b>1.250.000</b>	<b>1.301.434</b>	<b>1.281.595</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.288.074</b>	<b>1.250.000</b>	<b>1.301.434</b>	<b>1.281.595</b>
Subventions pour charges de service public	1.288.074	1.250.000	1.301.434	1.281.595
<b>Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement</b>	<b>104.415.723</b>	<b>103.966.147</b>	<b>106.803.171</b>	<b>106.547.940</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>87.362.911</b>	<b>87.362.911</b>	<b>88.815.964</b>	<b>88.815.964</b>
Rémunérations d'activité	61.204.388	61.204.388	61.690.151	61.690.151
Cotisations et contributions sociales	25.120.457	25.120.457	26.401.112	26.401.112
Prestations sociales et allocations diverses	1.038.066	1.038.066	724.701	724.701
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>17.052.812</b>	<b>16.603.236</b>	<b>17.987.207</b>	<b>17.731.976</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	25.915	25.915	26.054	26.054
Subventions pour charges de service public	17.026.897	16.577.321	17.961.153	17.705.922

<b>Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société</b>	<b>798.084.920</b>	<b>796.850.387</b>	<b>832.261.064</b>	<b>831.584.380</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>720.088.844</b>	<b>720.088.844</b>	<b>747.255.620</b>	<b>747.255.620</b>
Rémunérations d'activité	497.942.657	497.942.657	512.843.935	512.843.935
Cotisations et contributions sociales	213.544.580	213.544.580	228.552.109	228.552.109
Prestations sociales et allocations diverses	8.601.607	8.601.607	5.859.576	5.859.576
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>77.996.076</b>	<b>76.761.543</b>	<b>85.005.444</b>	<b>84.328.760</b>
Subventions pour charges de service public	77.996.076	76.761.543	85.005.444	84.328.760
<b>Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale</b>	<b>164.880.058</b>	<b>161.773.431</b>	<b>171.495.756</b>	<b>169.798.683</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>34.447.167</b>	<b>34.447.167</b>	<b>34.344.887</b>	<b>34.344.887</b>
Rémunérations d'activité	23.741.021	23.741.021	22.846.269	22.846.269
Cotisations et contributions sociales	10.260.392	10.260.392	11.182.664	11.182.664
Prestations sociales et allocations diverses	445.754	445.754	315.954	315.954
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>130.432.891</b>	<b>127.326.264</b>	<b>137.150.869</b>	<b>135.453.796</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	206.065	206.065	206.088	206.088
Subventions pour charges de service public	130.226.826	127.120.199	136.944.781	135.247.708
<b>Diffusion des savoirs</b>	<b>60.951.948</b>	<b>60.951.948</b>	<b>64.478.072</b>	<b>64.478.072</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>18.901.314</b>	<b>18.901.314</b>	<b>18.679.353</b>	<b>18.679.353</b>
Rémunérations d'activité	13.079.119	13.079.119	12.825.242	12.825.242
Cotisations et contributions sociales	5.576.480	5.576.480	5.685.463	5.685.463
Prestations sociales et allocations diverses	245.715	245.715	168.648	168.648
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>42.034.444</b>	<b>42.034.444</b>	<b>45.782.529</b>	<b>45.782.529</b>
Subventions pour charges de service public	42.034.444	42.034.444	45.782.529	45.782.529
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>16.190</b>	<b>16.190</b>	<b>16.190</b>	<b>16.190</b>
Transferts aux autres collectivités	16.190	16.190	16.190	16.190
<b>Immobilier</b>	<b>1.057.388.419</b>	<b>950.452.419</b>	<b>1.083.553.008</b>	<b>1.070.094.008</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>321.313.399</b>	<b>321.313.399</b>	<b>332.219.154</b>	<b>332.219.154</b>
Rémunérations d'activité	223.202.642	223.202.642	229.424.794	229.424.794
Cotisations et contributions sociales	93.644.183	93.644.183	99.550.772	99.550.772
Prestations sociales et allocations diverses	4.466.574	4.466.574	3.243.588	3.243.588
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>629.941.020</b>	<b>600.266.020</b>	<b>674.179.854</b>	<b>632.251.854</b>
Subventions pour charges de service public	629.941.020	600.266.020	674.179.854	632.251.854
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>106.134.000</b>	<b>28.873.000</b>	<b>77.154.000</b>	<b>105.623.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	106.134.000	28.873.000	77.154.000	105.623.000
<b>Pilotage et animation du programme</b>	<b>713.917.250</b>	<b>713.450.796</b>	<b>728.707.648</b>	<b>728.457.243</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>522.847.646</b>	<b>522.847.646</b>	<b>535.313.559</b>	<b>535.313.559</b>
Rémunérations d'activité	367.408.664	367.408.664	371.582.799	371.582.799
Cotisations et contributions sociales	148.598.161	148.598.161	158.914.342	158.914.342
Prestations sociales et allocations diverses	6.840.821	6.840.821	4.816.418	4.816.418
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>165.830.848</b>	<b>165.364.394</b>	<b>168.625.268</b>	<b>168.374.863</b>

<b>Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11.551.620	11.551.620	11.215.442	11.215.442
Subventions pour charges de service public	154.279.228	153.812.774	157.409.826	157.159.421
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>25.238.756</b>	<b>25.238.756</b>	<b>24.768.821</b>	<b>24.768.821</b>
Transferts aux ménages	25.238.756	25.238.756	24.768.821	24.768.821

**Vie étudiante**

(en euros)

<b>Vie étudiante</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Aides directes (dont bourses de mobilité)</b>	<b>1.300.474.194</b>	<b>1.300.474.194</b>	<b>1.323.114.117</b>	<b>1.323.114.117</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.300.474.194</b>	<b>1.300.474.194</b>	<b>1.323.114.117</b>	<b>1.323.114.117</b>
Transferts aux ménages	1.300.474.194	1.300.474.194	1.323.114.117	1.323.114.117
<b>Aides indirectes</b>	<b>268.892.393</b>	<b>268.892.393</b>	<b>286.657.316</b>	<b>286.657.316</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>254.550.655</b>	<b>254.550.655</b>	<b>272.338.589</b>	<b>272.338.589</b>
Subventions pour charges de service public	254.550.655	254.550.655	272.338.589	272.338.589
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>14.341.738</b>	<b>14.341.738</b>	<b>14.318.727</b>	<b>14.318.727</b>
Transferts aux ménages	14.341.738	14.341.738	14.318.727	14.318.727
<b>Aides médicales et socio-éducatives</b>	<b>66.283.341</b>	<b>66.283.341</b>	<b>68.412.035</b>	<b>68.412.035</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>37.125.718</b>	<b>37.125.718</b>	<b>39.113.926</b>	<b>39.113.926</b>
Rémunérations d'activité	25.649.185	25.649.185	27.409.075	27.409.075
Cotisations et contributions sociales	11.006.116	11.006.116	11.367.601	11.367.601
Prestations sociales et allocations diverses	470.417	470.417	337.250	337.250
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>24.659.534</b>	<b>24.659.534</b>	<b>25.031.220</b>	<b>25.031.220</b>
Subventions pour charges de service public	24.659.534	24.659.534	25.031.220	25.031.220
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>4.498.089</b>	<b>4.498.089</b>	<b>4.266.889</b>	<b>4.266.889</b>
Transferts aux autres collectivités	4.498.089	4.498.089	4.266.889	4.266.889
<b>Pilotage et animation du programme</b>	<b>29.155.440</b>	<b>29.155.440</b>	<b>29.155.440</b>	<b>29.155.440</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>29.155.440</b>	<b>29.155.440</b>	<b>29.155.440</b>	<b>29.155.440</b>
Subventions pour charges de service public	29.155.440	29.155.440	29.155.440	29.155.440

**Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires**

(en euros)

<b>Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé</b>	<b>1.022.713.143</b>	<b>991.218.665</b>	<b>1.068.083.191</b>	<b>1.061.383.191</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>936.626.143</b>	<b>905.131.665</b>	<b>977.290.226</b>	<b>970.590.226</b>
Subventions pour charges de service public	936.626.143	905.131.665	977.290.226	970.590.226
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>86.087.000</b>	<b>86.087.000</b>	<b>90.792.965</b>	<b>90.792.965</b>
Transferts aux autres collectivités	86.087.000	86.087.000	90.792.965	90.792.965
<b>Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies</b>	<b>426.150.609</b>	<b>416.001.104</b>	<b>450.495.865</b>	<b>450.495.865</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>426.150.609</b>	<b>416.001.104</b>	<b>449.974.870</b>	<b>449.974.870</b>
Subventions pour charges de service public	426.150.609	416.001.104	449.974.870	449.974.870
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>520.995</b>	<b>520.995</b>
Transferts aux autres collectivités	0	0	520.995	520.995
<b>Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur</b>	<b>512.776.085</b>	<b>498.586.398</b>	<b>525.484.980</b>	<b>525.484.980</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>512.776.085</b>	<b>498.586.398</b>	<b>525.484.980</b>	<b>525.484.980</b>
Subventions pour charges de service public	512.776.085	498.586.398	525.484.980	525.484.980
<b>Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies</b>	<b>309.169.922</b>	<b>302.325.575</b>	<b>315.510.392</b>	<b>315.510.392</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>202.802.922</b>	<b>195.958.575</b>	<b>209.142.016</b>	<b>209.142.016</b>
Subventions pour charges de service public	202.802.922	195.958.575	209.142.016	209.142.016
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>106.367.000</b>	<b>106.367.000</b>	<b>106.368.376</b>	<b>106.368.376</b>
Transferts aux autres collectivités	106.367.000	106.367.000	106.368.376	106.368.376
<b>Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement</b>	<b>250.582.002</b>	<b>240.752.251</b>	<b>255.801.002</b>	<b>255.801.002</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>224.805.002</b>	<b>214.975.251</b>	<b>230.031.344</b>	<b>230.031.344</b>
Subventions pour charges de service public	224.805.002	214.975.251	230.031.344	230.031.344
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>25.777.000</b>	<b>25.777.000</b>	<b>25.769.658</b>	<b>25.769.658</b>
Transferts aux autres collectivités	25.777.000	25.777.000	25.769.658	25.769.658
<b>Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société</b>	<b>296.183.595</b>	<b>290.451.896</b>	<b>304.538.192</b>	<b>304.538.192</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>296.183.595</b>	<b>290.451.896</b>	<b>303.228.566</b>	<b>303.228.566</b>
Subventions pour charges de service public	296.183.595	290.451.896	303.228.566	303.228.566

<b>Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.309.626</b>	<b>1.309.626</b>
Transferts aux autres collectivités	0	0	1.309.626	1.309.626
<b>Recherches interdisciplinaires et transversales</b>	<b>38.236.509</b>	<b>33.899.594</b>	<b>38.460.818</b>	<b>38.460.818</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>38.236.509</b>	<b>33.899.594</b>	<b>38.460.818</b>	<b>38.460.818</b>
Subventions pour charges de service public	38.236.509	33.899.594	38.460.818	38.460.818
<b>Information scientifique et technique</b>	<b>25.817.426</b>	<b>22.082.783</b>	<b>26.155.214</b>	<b>26.155.214</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>25.817.426</b>	<b>22.082.783</b>	<b>26.155.214</b>	<b>26.155.214</b>
Subventions pour charges de service public	25.817.426	22.082.783	26.155.214	26.155.214
<b>Très grandes infrastructures de recherche</b>	<b>173.569.804</b>	<b>141.852.205</b>	<b>179.738.289</b>	<b>179.738.289</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>173.569.804</b>	<b>141.852.205</b>	<b>179.738.289</b>	<b>179.738.289</b>
Subventions pour charges de service public	173.569.804	141.852.205	179.738.289	179.738.289
<b>Moyens généraux et d'appui à la recherche</b>	<b>521.437.002</b>	<b>505.940.369</b>	<b>526.963.446</b>	<b>526.963.446</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>521.437.002</b>	<b>505.940.369</b>	<b>526.963.446</b>	<b>526.963.446</b>
Subventions pour charges de service public	521.437.002	505.940.369	526.963.446	526.963.446

### Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources

(en euros)

<b>Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité</b>	<b>199.500.669</b>	<b>194.509.822</b>	<b>205.485.222</b>	<b>205.485.222</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>199.500.669</b>	<b>194.509.822</b>	<b>205.485.222</b>	<b>205.485.222</b>
Subventions pour charges de service public	199.500.669	194.509.822	205.485.222	205.485.222
<b>Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés</b>	<b>244.992.544</b>	<b>238.128.228</b>	<b>249.656.258</b>	<b>249.656.258</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>244.992.544</b>	<b>238.128.228</b>	<b>249.656.258</b>	<b>249.656.258</b>
Subventions pour charges de service public	244.992.544	238.128.228	249.656.258	249.656.258
<b>Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés</b>	<b>98.908.200</b>	<b>96.448.836</b>	<b>100.672.793</b>	<b>100.672.793</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>98.908.200</b>	<b>96.448.836</b>	<b>100.672.793</b>	<b>100.672.793</b>
Subventions pour charges de service public	98.908.200	96.448.836	100.672.793	100.672.793

<b>Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être</b>	<b>122.889.909</b>	<b>118.871.371</b>	<b>126.821.998</b>	<b>126.821.998</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>122.889.909</b>	<b>118.871.371</b>	<b>126.821.998</b>	<b>126.821.998</b>
Subventions pour charges de service public	122.889.909	118.871.371	126.821.998	126.821.998
<b>Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels</b>	<b>141.511.839</b>	<b>137.527.136</b>	<b>144.681.668</b>	<b>144.681.668</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>141.511.839</b>	<b>137.527.136</b>	<b>144.681.668</b>	<b>144.681.668</b>
Subventions pour charges de service public	141.511.839	137.527.136	144.681.668	144.681.668
<b>Diffusion, transfert et valorisation des connaissances scientifiques, des technologies et des compétences</b>	<b>51.432.923</b>	<b>50.076.476</b>	<b>52.062.429</b>	<b>52.062.429</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>51.432.923</b>	<b>50.076.476</b>	<b>52.062.429</b>	<b>52.062.429</b>
Subventions pour charges de service public	51.432.923	50.076.476	52.062.429	52.062.429
<b>Conception et gestion d'infrastructures pour la recherche et l'appui aux politiques publiques</b>	<b>66.389.287</b>	<b>62.194.000</b>	<b>69.803.738</b>	<b>69.803.738</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>66.389.287</b>	<b>62.194.000</b>	<b>69.803.738</b>	<b>69.803.738</b>
Subventions pour charges de service public	66.389.287	62.194.000	69.803.738	69.803.738
<b>Moyens généraux</b>	<b>179.346.553</b>	<b>171.664.577</b>	<b>185.069.471</b>	<b>185.069.471</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>179.346.553</b>	<b>171.664.577</b>	<b>185.069.471</b>	<b>185.069.471</b>
Subventions pour charges de service public	179.346.553	171.664.577	185.069.471	185.069.471

**Recherche spatiale**

(en euros)

<b>Recherche spatiale</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Développement de la technologie spatiale au service de la science</b>	<b>97.401.461</b>	<b>97.434.396</b>	<b>91.892.494</b>	<b>91.892.494</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>38.011.961</b>	<b>38.023.396</b>	<b>31.132.994</b>	<b>31.132.994</b>
Subventions pour charges de service public	38.011.961	38.023.396	31.132.994	31.132.994
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>59.389.500</b>	<b>59.411.000</b>	<b>60.759.500</b>	<b>60.759.500</b>
Transferts aux autres collectivités	59.389.500	59.411.000	60.759.500	60.759.500

<b>Recherche spatiale</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la terre</b>	<b>127.392.860</b>	<b>127.407.762</b>	<b>152.165.153</b>	<b>152.165.153</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>58.550.360</b>	<b>58.568.762</b>	<b>62.567.153</b>	<b>62.567.153</b>
Subventions pour charges de service public	58.550.360	58.568.762	62.567.153	62.567.153
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>68.842.500</b>	<b>68.839.000</b>	<b>89.598.000</b>	<b>89.598.000</b>
Transferts aux autres collectivités	68.842.500	68.839.000	89.598.000	89.598.000
<b>Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication</b>	<b>110.875.068</b>	<b>110.851.480</b>	<b>126.697.526</b>	<b>126.697.526</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>21.414.068</b>	<b>21.413.480</b>	<b>22.098.026</b>	<b>22.098.026</b>
Subventions pour charges de service public	21.414.068	21.413.480	22.098.026	22.098.026
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>89.461.000</b>	<b>89.438.000</b>	<b>104.599.500</b>	<b>104.599.500</b>
Transferts aux autres collectivités	89.461.000	89.438.000	104.599.500	104.599.500
<b>Maîtrise de l'accès à l'espace</b>	<b>312.570.594</b>	<b>312.582.000</b>	<b>317.038.479</b>	<b>317.038.479</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>19.185.094</b>	<b>19.200.000</b>	<b>17.693.479</b>	<b>17.693.479</b>
Subventions pour charges de service public	19.185.094	19.200.000	17.693.479	17.693.479
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>293.385.500</b>	<b>293.382.000</b>	<b>299.345.000</b>	<b>299.345.000</b>
Transferts aux autres collectivités	293.385.500	293.382.000	299.345.000	299.345.000
<b>Maîtrise des technologies orbitales et de l'innovation technologique</b>	<b>224.637.818</b>	<b>224.642.362</b>	<b>171.276.135</b>	<b>171.276.135</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>60.580.318</b>	<b>60.594.362</b>	<b>50.031.135</b>	<b>50.031.135</b>
Subventions pour charges de service public	60.580.318	60.594.362	50.031.135	50.031.135
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>164.057.500</b>	<b>164.048.000</b>	<b>121.245.000</b>	<b>121.245.000</b>
Transferts aux autres collectivités	164.057.500	164.048.000	121.245.000	121.245.000
<b>Moyens généraux et d'appui à la recherche</b>	<b>350.082.247</b>	<b>350.081.851</b>	<b>342.356.064</b>	<b>342.356.064</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>340.218.247</b>	<b>340.199.851</b>	<b>332.903.064</b>	<b>332.903.064</b>
Subventions pour charges de service public	340.218.247	340.199.851	332.903.064	332.903.064
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>9.864.000</b>	<b>9.882.000</b>	<b>9.453.000</b>	<b>9.453.000</b>
Transferts aux autres collectivités	9.864.000	9.882.000	9.453.000	9.453.000

**Orientation et pilotage de la recherche**

(en euros)

<b>Orientation et pilotage de la recherche</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Actions incitatives et soutien à l'innovation</b>	<b>303.624.186</b>	<b>218.494.186</b>	<b>10.543.000</b>	<b>194.140.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>303.624.186</b>	<b>218.494.186</b>	<b>10.543.000</b>	<b>194.140.000</b>
Transferts aux entreprises	81.126.295	46.596.000	0	45.595.880
Transferts aux autres collectivités	222.497.891	171.898.186	10.543.000	148.544.120
<b>Formations à et par la recherche (allocataires, CIFRE, CORTECHS, postdoctorants)</b>	<b>304.816.086</b>	<b>304.816.086</b>	<b>324.312.000</b>	<b>324.312.000</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>240.925.376</b>	<b>240.925.376</b>	<b>252.509.323</b>	<b>252.509.323</b>
Rémunérations d'activité	169.954.467	169.954.467	179.279.674	179.279.674
Cotisations et contributions sociales	56.578.558	56.578.558	58.084.279	58.084.279
Prestations sociales et allocations diverses	14.392.351	14.392.351	15.145.370	15.145.370
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>63.890.710</b>	<b>63.890.710</b>	<b>71.802.677</b>	<b>71.802.677</b>
Transferts aux ménages	22.563.500	22.563.500	26.723.309	26.723.309
Transferts aux entreprises	41.327.210	41.327.210	45.079.368	45.079.368
<b>Renforcement des liens entre science et société - diffusion de la culture scientifique et technique</b>	<b>8.218.624</b>	<b>8.218.644</b>	<b>8.219.000</b>	<b>8.219.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>444.980</b>	<b>445.000</b>	<b>444.648</b>	<b>444.648</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	444.980	445.000	444.648	444.648
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>7.773.644</b>	<b>7.773.644</b>	<b>7.774.352</b>	<b>7.774.352</b>
Transferts aux autres collectivités	7.773.644	7.773.644	7.774.352	7.774.352
<b>Pilotage et animation du programme et de la mission</b>	<b>40.116.539</b>	<b>40.116.519</b>	<b>40.993.970</b>	<b>40.993.970</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>16.238.927</b>	<b>16.238.927</b>	<b>17.098.409</b>	<b>17.098.409</b>
Rémunérations d'activité	11.565.230	11.565.230	11.649.813	11.649.813
Cotisations et contributions sociales	4.138.817	4.138.817	4.913.724	4.913.724
Prestations sociales et allocations diverses	534.880	534.880	534.872	534.872
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9.802.702</b>	<b>9.802.682</b>	<b>9.831.583</b>	<b>9.831.583</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9.802.702	9.802.682	9.831.583	9.831.583
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>14.074.910</b>	<b>14.074.910</b>	<b>14.063.978</b>	<b>14.063.978</b>
Transferts aux entreprises	279.396	279.396	26.738	26.738
Transferts aux collectivités locales	150.000	150.000	149.416	149.416
Transferts aux autres collectivités	13.645.514	13.645.514	13.887.824	13.887.824

**Recherche dans le domaine des risques et des pollutions**

(en euros)

<b>Recherche dans le domaine des risques et des pollutions</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Recherche sur l'évaluation et la prévention des risques technologiques et des pollutions</b>		<b>4.771.658</b>	<b>4.571.658</b>	<b>4.771.658</b>	<b>4.571.658</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>4.771.658</b>	<b>4.571.658</b>	<b>4.771.658</b>	<b>4.571.658</b>
Subventions pour charges de service public		4.771.658	4.571.658	4.771.658	4.571.658
<b>Recherche sur l'évaluation et la prévention des risques sanitaires environnementaux</b>		<b>1.524.000</b>	<b>824.000</b>	<b>1.524.000</b>	<b>824.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>1.524.000</b>	<b>824.000</b>	<b>1.524.000</b>	<b>824.000</b>
Subventions pour charges de service public		1.524.000	824.000	1.524.000	824.000
<b>Recherche sur l'évaluation et la prévention des risques nucléaires</b>		<b>235.434.000</b>	<b>235.434.000</b>	<b>236.779.400</b>	<b>236.779.400</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>235.434.000</b>	<b>235.434.000</b>	<b>236.779.400</b>	<b>236.779.400</b>
Subventions pour charges de service public		235.434.000	235.434.000	236.779.400	236.779.400
<b>Recherche et développement dans le domaine de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie</b>		<b>27.567.895</b>	<b>19.902.895</b>	<b>28.422.884</b>	<b>28.422.884</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>27.567.895</b>	<b>19.902.895</b>	<b>28.422.884</b>	<b>28.422.884</b>
Subventions pour charges de service public		27.567.895	19.902.895	28.422.884	28.422.884
<b>Pilotage et animation du programme</b>		<b>8.244.278</b>	<b>8.833.601</b>	<b>8.243.601</b>	<b>8.833.601</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>1.196.174</b>	<b>1.196.174</b>	<b>1.196.174</b>	<b>1.196.174</b>
Rémunérations d'activité		956.465	956.465	956.571	956.571
Cotisations et contributions sociales		222.085	222.085	222.085	222.085
Prestations sociales et allocations diverses		17.624	17.624	17.518	17.518
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>115.623</b>	<b>115.623</b>	<b>115.623</b>	<b>115.623</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		115.623	115.623	115.623	115.623
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>6.932.481</b>	<b>7.521.804</b>	<b>6.931.804</b>	<b>7.521.804</b>
Transferts aux entreprises		2.470.712	2.684.672	2.470.713	2.685.001
Transferts aux collectivités locales		17.607	18.886	17.607	19.141
Transferts aux autres collectivités		4.444.162	4.818.246	4.443.484	4.817.662

**Recherche dans le domaine de l'énergie**

(en euros)

<b>Recherche dans le domaine de l'énergie</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Compétitivité, sécurité et développement de l'énergie nucléaire</b>	<b>388.125.763</b>	<b>388.125.763</b>	<b>388.125.763</b>	<b>388.125.763</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>388.125.763</b>	<b>388.125.763</b>	<b>388.125.763</b>	<b>388.125.763</b>
Subventions pour charges de service public	388.125.763	388.125.763	388.125.763	388.125.763
<b>Nouvelles technologies de l'énergie</b>	<b>36.586.479</b>	<b>36.986.479</b>	<b>36.813.767</b>	<b>37.213.767</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>36.586.479</b>	<b>36.986.479</b>	<b>36.813.767</b>	<b>37.213.767</b>
Subventions pour charges de service public	36.586.479	36.986.479	36.813.767	37.213.767
<b>Compétitivité et développement du secteur des hydrocarbures et de ses infrastructures, diversification des réserves</b>	<b>202.500.000</b>	<b>208.600.000</b>	<b>192.000.000</b>	<b>192.000.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>200.000.000</b>	<b>200.000.000</b>	<b>192.000.000</b>	<b>192.000.000</b>
Subventions pour charges de service public	200.000.000	200.000.000	192.000.000	192.000.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.500.000</b>	<b>8.600.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts aux entreprises	2.500.000	8.600.000	0	0

**Recherche industrielle**

(en euros)

<b>Recherche industrielle</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Recherche publique sur les technologies de base</b>	<b>78.714.091</b>	<b>78.714.091</b>	<b>79.076.941</b>	<b>79.076.941</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.889.785</b>	<b>2.889.785</b>	<b>3.034.757</b>	<b>3.034.757</b>
Rémunérations d'activité	1.766.865	1.766.865	1.782.383	1.782.383
Cotisations et contributions sociales	1.075.969	1.075.969	1.217.917	1.217.917
Prestations sociales et allocations diverses	46.951	46.951	34.457	34.457
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>71.649.000</b>	<b>71.649.000</b>	<b>71.866.878</b>	<b>71.866.878</b>
Subventions pour charges de service public	71.649.000	71.649.000	71.866.878	71.866.878
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>4.175.306</b>	<b>4.175.306</b>	<b>4.175.306</b>	<b>4.175.306</b>
Transferts aux ménages	4.175.306	4.175.306	4.175.306	4.175.306
<b>Soutien et diffusion de l'innovation technologique</b>	<b>163.600.000</b>	<b>165.100.000</b>	<b>172.800.000</b>	<b>191.059.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>43.412.000</b>	<b>43.412.000</b>	<b>43.792.230</b>	<b>43.792.230</b>
Subventions pour charges de service public	43.412.000	43.412.000	43.792.230	43.792.230

<b>Recherche industrielle</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>120.188.000</b>	<b>121.688.000</b>	<b>129.007.770</b>	<b>147.266.770</b>
Transferts aux entreprises	119.698.000	121.198.000	128.607.800	146.866.800
Transferts aux autres collectivités	490.000	490.000	399.970	399.970
<b>Soutien de la recherche industrielle stratégique</b>	<b>141.550.000</b>	<b>143.050.000</b>	<b>157.500.000</b>	<b>158.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>141.550.000</b>	<b>143.050.000</b>	<b>157.500.000</b>	<b>158.000.000</b>
Transferts aux entreprises	141.550.000	143.050.000	157.500.000	158.000.000

### Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat

(en euros)

<b>Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Recherche et développement dans le domaine du génie civil et de l'aménagement</b>	<b>49.119.006</b>	<b>44.794.006</b>	<b>48.990.708</b>	<b>49.222.708</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>3.064.465</b>	<b>3.064.465</b>	<b>4.343.278</b>	<b>4.343.278</b>
Rémunérations d'activité	2.686.348	2.686.348	3.894.988	3.894.988
Cotisations et contributions sociales	362.503	362.503	377.430	377.430
Prestations sociales et allocations diverses	15.614	15.614	70.860	70.860
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>43.616.061</b>	<b>39.834.061</b>	<b>42.313.950</b>	<b>42.474.950</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	457.150	463.150	457.000	618.000
Subventions pour charges de service public	43.158.911	39.370.911	41.856.950	41.856.950
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>325.000</b>	<b>400.000</b>	<b>320.000</b>	<b>467.000</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	325.000	400.000	320.000	467.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.113.480</b>	<b>1.495.480</b>	<b>2.013.480</b>	<b>1.937.480</b>
Transferts aux entreprises	2.113.480	1.495.480	2.013.480	1.937.480
<b>Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile</b>	<b>269.572.000</b>	<b>294.301.000</b>	<b>259.800.000</b>	<b>272.110.000</b>
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.200.000</b>	<b>1.000.000</b>	<b>1.200.000</b>	<b>1.000.000</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	1.200.000	1.000.000	1.200.000	1.000.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>268.372.000</b>	<b>293.301.000</b>	<b>258.600.000</b>	<b>271.110.000</b>
Transferts aux entreprises	268.257.600	293.186.700	258.485.600	270.995.600
Transferts aux autres collectivités	114.400	114.300	114.400	114.400
<b>Recherche et développement dans le domaine des transports</b>	<b>46.687.914</b>	<b>43.484.913</b>	<b>47.597.266</b>	<b>47.680.266</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>59.735</b>	<b>59.735</b>	<b>59.735</b>	<b>59.735</b>
Rémunérations d'activité	59.735	59.735	59.735	59.735
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>38.046.882</b>	<b>36.476.882</b>	<b>38.956.234</b>	<b>38.956.234</b>

<b>Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.143.368	1.143.368	1.143.368	1.143.368
Subventions pour charges de service public	36.903.514	35.333.514	37.812.866	37.812.866
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.521.000</b>	<b>3.112.000</b>	<b>3.521.000</b>	<b>4.153.000</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	3.521.000	3.112.000	3.521.000	4.153.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.060.297</b>	<b>3.836.296</b>	<b>5.060.297</b>	<b>4.511.297</b>
Transferts aux entreprises	4.600.920	3.442.247	4.600.920	4.113.675
Transferts aux autres collectivités	459.377	394.049	459.377	397.622
<b>Recherche et développement dans le domaine de l'urbanisme et du logement</b>	<b>27.989.491</b>	<b>27.474.491</b>	<b>27.989.491</b>	<b>27.423.491</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.604.796</b>	<b>1.646.796</b>	<b>1.604.796</b>	<b>1.646.796</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	609.796	609.796	609.796	609.796
Subventions pour charges de service public	995.000	1.037.000	995.000	1.037.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.199.000</b>	<b>2.921.000</b>	<b>3.199.000</b>	<b>2.921.000</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	3.199.000	2.921.000	3.199.000	2.921.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>23.185.695</b>	<b>22.906.695</b>	<b>23.185.695</b>	<b>22.855.695</b>
Transferts aux entreprises	21.770.695	21.828.695	21.770.695	21.777.695
Transferts aux autres collectivités	1.415.000	1.078.000	1.415.000	1.078.000

**Recherche duale (civile et militaire)**

(en euros)

<b>Recherche duale (civile et militaire)</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Recherche duale en sciences du vivant</b>	<b>21.300.500</b>	<b>21.300.000</b>	<b>21.301.000</b>	<b>21.301.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>21.301.000</b>	<b>21.301.000</b>
Subventions pour charges de service public	0	0	21.301.000	21.301.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>21.300.500</b>	<b>21.300.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts aux entreprises	9.600.000	9.600.000	0	0
Transferts aux autres collectivités	11.700.500	11.700.000	0	0
<b>Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication</b>	<b>8.499.500</b>	<b>8.500.000</b>	<b>6.497.500</b>	<b>6.497.500</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6.497.500</b>	<b>6.497.500</b>
Subventions pour charges de service public	0	0	6.497.500	6.497.500
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>8.499.500</b>	<b>8.500.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts aux entreprises	4.800.000	4.800.000	0	0
Transferts aux autres collectivités	3.699.500	3.700.000	0	0
<b>Recherche duale dans le domaine aérospatial</b>	<b>130.000.000</b>	<b>130.000.000</b>	<b>160.000.500</b>	<b>160.000.500</b>

<b>Recherche duale (civile et militaire)</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>130.000.000</b>	<b>130.000.000</b>	<b>160.000.500</b>	<b>160.000.500</b>
Subventions pour charges de service public	130.000.000	130.000.000	160.000.500	160.000.500
<b>Autres recherches et développements technologiques duaux</b>	<b>40.200.000</b>	<b>40.200.000</b>	<b>12.201.000</b>	<b>12.201.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12.201.000</b>	<b>12.201.000</b>
Subventions pour charges de service public	0	0	12.201.000	12.201.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>40.200.000</b>	<b>40.200.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts aux entreprises	20.600.000	20.600.000	0	0
Transferts aux autres collectivités	19.600.000	19.600.000	0	0

### Recherche culturelle et culture scientifique

(en euros)

<b>Recherche culturelle et culture scientifique</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Recherche en faveur des patrimoines</b>	<b>25.613.716</b>	<b>25.549.716</b>	<b>26.178.066</b>	<b>25.918.066</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>18.483.705</b>	<b>18.483.705</b>	<b>18.519.175</b>	<b>18.469.580</b>
Rémunérations d'activité	17.297.470	17.297.470	17.487.788	17.443.016
Cotisations et contributions sociales	784.229	784.229	644.609	640.003
Prestations sociales et allocations diverses	402.006	402.006	386.778	386.561
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.406.425</b>	<b>3.380.077</b>	<b>3.803.434</b>	<b>3.682.971</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.172.111	2.093.960	2.219.500	2.160.239
Subventions pour charges de service public	1.234.314	1.286.117	1.583.934	1.522.732
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>848.900</b>	<b>750.051</b>	<b>786.082</b>	<b>710.194</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	848.900	750.051	786.082	710.194
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.874.686</b>	<b>2.935.883</b>	<b>3.069.375</b>	<b>3.055.321</b>
Transferts aux ménages	1.022.960	1.044.147	1.016.155	1.026.582
Transferts aux entreprises	45.600	46.443	26.260	25.560
Transferts aux collectivités locales	163.020	166.465	405.212	400.040
Transferts aux autres collectivités	1.643.106	1.678.828	1.621.748	1.603.139
<b>Recherche en faveur de la création</b>	<b>2.350.189</b>	<b>2.391.189</b>	<b>1.981.230</b>	<b>2.021.230</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.710.303</b>	<b>1.710.303</b>	<b>1.503.837</b>	<b>1.503.837</b>
Rémunérations d'activité	1.602.041	1.602.041	1.429.481	1.429.481
Cotisations et contributions sociales	70.989	70.989	40.064	40.064
Prestations sociales et allocations diverses	37.273	37.273	34.292	34.292
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>402.561</b>	<b>419.269</b>	<b>333.503</b>	<b>348.587</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	216.886	216.886	204.393	204.393
Subventions pour charges de service public	185.675	202.383	129.110	144.194
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>237.325</b>	<b>261.617</b>	<b>143.890</b>	<b>168.806</b>
Transferts aux entreprises	10.630	11.706	6.445	7.561

<b>Recherche culturelle et culture scientifique</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Transferts aux collectivités locales	226.695	249.911	137.445	161.245
<b>Opérateurs de la culture scientifique et technique</b>	<b>97.069.711</b>	<b>95.568.711</b>	<b>99.515.589</b>	<b>97.978.589</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>97.069.711</b>	<b>95.568.711</b>	<b>99.515.589</b>	<b>97.978.589</b>
Subventions pour charges de service public	97.069.711	95.568.711	99.515.589	97.978.589
<b>Recherches transversales et pilotage du programme</b>	<b>6.095.344</b>	<b>5.867.541</b>	<b>5.756.746</b>	<b>5.761.745</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.563.499</b>	<b>1.563.499</b>	<b>1.790.627</b>	<b>1.790.627</b>
Rémunérations d'activité	1.469.810	1.469.810	1.671.831	1.671.831
Cotisations et contributions sociales	59.895	59.895	83.683	83.683
Prestations sociales et allocations diverses	33.794	33.794	35.113	35.113
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.662.436</b>	<b>1.570.098</b>	<b>1.760.263</b>	<b>1.608.854</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	833.042	710.042	820.118	696.118
Subventions pour charges de service public	829.394	860.056	940.145	912.736
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.869.409</b>	<b>2.733.944</b>	<b>2.205.856</b>	<b>2.362.264</b>
Transferts aux entreprises	71.354	74.774	84.440	81.230
Transferts aux collectivités locales	2.591.846	2.457.434	1.940.436	2.094.206
Transferts aux autres collectivités	206.209	201.736	180.980	186.828

### Enseignement supérieur et recherche agricoles

(en euros)

<b>Enseignement supérieur et recherche agricoles</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Enseignement supérieur</b>	<b>188.527.841</b>	<b>188.548.841</b>	<b>198.760.745</b>	<b>198.759.745</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>116.052.447</b>	<b>116.052.447</b>	<b>123.038.106</b>	<b>123.038.106</b>
Rémunérations d'activité	80.437.123	80.437.123	85.162.335	85.162.335
Cotisations et contributions sociales	33.234.724	33.234.724	36.954.985	36.954.985
Prestations sociales et allocations diverses	2.380.600	2.380.600	920.786	920.786
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>55.424.764</b>	<b>55.424.764</b>	<b>57.885.340</b>	<b>57.885.340</b>
Subventions pour charges de service public	55.424.764	55.424.764	57.885.340	57.885.340
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>2.936.740</b>	<b>3.206.000</b>	<b>2.936.740</b>	<b>3.198.966</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	2.936.740	3.206.000	2.936.740	3.198.966
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>14.113.890</b>	<b>13.865.630</b>	<b>14.900.559</b>	<b>14.637.333</b>
Transferts aux ménages	6.665.630	6.665.630	7.452.299	7.452.299
Transferts aux autres collectivités	7.448.260	7.200.000	7.448.260	7.185.034
<b>Recherche, développement et transfert de technologie</b>	<b>30.083.969</b>	<b>29.773.969</b>	<b>26.692.446</b>	<b>29.399.446</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>12.712.266</b>	<b>12.712.266</b>	<b>9.381.797</b>	<b>9.381.797</b>
Rémunérations d'activité	8.864.789	8.864.789	5.809.685	5.809.685
Cotisations et contributions sociales	3.639.559	3.639.559	3.428.983	3.428.983

<b>Enseignement supérieur et recherche agricoles</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>		<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>					
Prestations sociales et allocations diverses		207.918	207.918	143.129	143.129
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>9.497.703</b>	<b>9.497.703</b>	<b>9.486.649</b>	<b>9.486.649</b>
Subventions pour charges de service public		9.497.703	9.497.703	9.486.649	9.486.649
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>7.874.000</b>	<b>7.564.000</b>	<b>7.824.000</b>	<b>10.531.000</b>
Transferts aux entreprises		988.852	770.000	663.168	1.099.744
Transferts aux collectivités locales		261.525	200.000	294.160	500.132
Transferts aux autres collectivités		6.623.623	6.594.000	6.866.672	8.931.124

## Mission Régimes sociaux et de retraite

La mission *Régimes sociaux et de retraite* est une mission interministérielle composée de quatre programmes :

- Le programme *Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres* ;
- Le programme *Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins* ;
- Le programme *Régime social des mines* ;
- Le programme *Régimes de retraite de la Seita, de l'imprimerie nationale et divers*.

---

### Programme Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
2.589.890.400	2.679.640.300

L'Etat veille à l'équilibre et au bon fonctionnement de régimes sociaux et de retraite spécifiques au secteur des transports terrestres.

Tout d'abord, en application de l'article 30 du cahier des charges de la SNCF, il compense les effets du déséquilibre démographique du régime de retraite de l'entreprise.

Ensuite, il contribue à compenser la pénibilité des conditions de travail des conducteurs routiers :

- par une contribution au financement du congé de fin d'activité (CFA) ;
- par le financement du complément de retraite qui permet aux anciens conducteurs de bénéficier d'une

retraite du régime général à taux plein à 60 ans, quelle que soit leur durée de cotisation.

Enfin, l'Etat assure l'équilibre de régimes particuliers hérités de l'histoire coloniale de la France. L'Etat garantit ainsi les pensions des anciens agents des chemins de fer et des transports urbains d'Afrique du Nord et d'Outre-mer ainsi que du chemin de fer franco-éthiopien. Ces régimes particuliers n'enregistrent bien sur plus de nouveaux entrants.

Ces crédits correspondent à ceux inscrits aux chapitres 32-91 et 47-41 de la section Transports et sécurité routière.

---

### Programme Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
777.770.000	822.000.000

Le programme couvre un régime spécial, au sens de l'article L 711.1 du code de la sécurité sociale géré par l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) chargé de la sécurité sociale des marins. Les trois actions du programme correspondent aux principales missions :

- la retraite des marins, assurée par la Caisse de retraite des marins (régie par le code des pensions de retraite des marins) ;

- la prévoyance des marins pour les risques maladie, accident, invalidité, (en cours ou hors navigation) maternité et décès, assurée par la Caisse générale de prévoyance (régie par le décret du 17 juin 1938 modifié) ;

- l'action sanitaire et sociale en faveur des marins (prestations extralégales aux marins, pensionnés et ayants droit, subventions aux institutions sociales du monde maritime).

Ce régime spécial couvre 42000 actifs pour 122000 pensionnés et 217000 personnes protégées environ). L'ENIM est, par ailleurs, en charge du recouvrement des cotisations des marins et armateurs. Les recettes de l'ENIM comportent les cotisations et contributions (14%), les compensations et transferts inter-régimes (32%), les produits divers et reprises sur provisions et

pour plus de la moitié la subvention inscrite au programme.

Le programme comporte les dotations inscrites au chapitre 47-37 de la section Mer.

## Programme Régime social des mines

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
648.000.000	576.000.000

Composé de l'action « versement au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines », le programme « régime social des mines » pilotées par la direction du Budget, a pour but de prendre en charge des engagements pris dans le cadre du décret n°46-2769 du 27 novembre 1946 modifié qui prévoit le versement d'une subvention à la branche vieillesse de ce régime.

L'organisation du régime spécial, qui gère les risques vieillesse, invalidité, maladie, accidents du travail et maladies professionnelles, repose sur la caisse autonome

nationale, sept unions régionales et quinze sociétés de secours minières.

Seul le fonds national d'assurance vieillesse et invalidité bénéficie du versement d'une subvention d'équilibre par le Budget de l'État.

Compte tenu de la récession de l'activité minière, ce régime se caractérise par un rapport démographique cotisants/retraités extrêmement défavorable.

Ce programme est composé d'une partie des crédits du chapitre 46-90 des charges communes (art.60).

## Programme Régimes de retraite de la Seita, de l'imprimerie nationale et divers

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
182.823.551	193.733.551

Composé de 6 actions, pilotées par la direction du Budget, le programme « Régimes de retraite de la SEITA, de l'imprimerie nationale et divers » a pour but principal d'assurer l'équilibre de divers régimes de retraite en voie d'extinction.

L'action « régime de retraite de la SEITA » comprend les crédits destinés à assurer l'équilibre de ce régime fermé depuis 1981, engagement pris par l'État lors de la privatisation de l'entreprise en 1993.

L'action « caisse des retraites de l'imprimerie nationale » retrace les dépenses liées à la subvention d'équilibre versée au titre du régime spécial de retraite des personnels de l'imprimerie nationale dans le cadre de la Loi n°50-981 du 17 août 1950.

L'action « caisse de retraite des régies ferroviaires » finance la subvention d'équilibre à la caisse, créée par le décret du 20 juillet 1949, pour assurer les pensions aux

agents des régies d'outre-mer en activité au 1<sup>er</sup> janvier 1949, antérieurement affiliés à la caisse intercoloniale de retraite.

L'action « régime de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'État » reprend les crédits consacrés à la subvention versée par l'État afin de garantir l'équilibre de ce régime prévu par la Loi du 21 mars 1928 et le décret du 24 septembre 1965.

L'action « Versements obligatoires relatifs au personnel en activité, versement au fonds national d'aide au logement » finance la cotisation à la charge de l'État au titre des versements dus par les employeurs au fonds national de l'aide au logement.

L'action « Versements liés à la liquidation de l'ORTF » recouvre les crédits visant à assurer les opérations de liquidations de l'ORTF consistant d'une part, au versement de rentes d'accidents de travail attribuées aux

agents de l'ex-ORTF et d'autre part, à la prise en charge du régime complémentaire de retraite prévue par la Loi n°74-696 du 7 août 1974 (art.25 et 30).

Ce programme regroupe des crédits des chapitres 32-92, 33-91, 46-90 et 46-91 des charges communes et du titre III du budget général issu du chapitre 37-10.

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres</b>	<b>2.589.890.400</b>	<b>2.589.890.400</b>	<b>2.679.640.300</b>	<b>2.679.640.300</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>90.400</b>	<b>90.400</b>	<b>80.300</b>	<b>80.300</b>
Prestations sociales et allocations diverses	90.400	90.400	80.300	80.300
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.589.800.000</b>	<b>2.589.800.000</b>	<b>2.679.560.000</b>	<b>2.679.560.000</b>
Transferts aux ménages	158.800.000	158.800.000	164.560.000	164.560.000
Transferts aux entreprises	2.431.000.000	2.431.000.000	2.515.000.000	2.515.000.000
<b>Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins</b>	<b>777.770.000</b>	<b>777.770.000</b>	<b>822.000.000</b>	<b>822.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>777.770.000</b>	<b>777.770.000</b>	<b>822.000.000</b>	<b>822.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	777.770.000	777.770.000	822.000.000	822.000.000
<b>Régime social des mines</b>	<b>648.000.000</b>	<b>648.000.000</b>	<b>576.000.000</b>	<b>576.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>648.000.000</b>	<b>648.000.000</b>	<b>576.000.000</b>	<b>576.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	648.000.000	648.000.000	576.000.000	576.000.000
<b>Régimes de retraite de la SEITA, de l'imprimerie nationale et divers</b>	<b>182.823.551</b>	<b>182.823.551</b>	<b>193.733.551</b>	<b>193.733.551</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>182.823.551</b>	<b>182.823.551</b>	<b>193.733.551</b>	<b>193.733.551</b>
Transferts aux autres collectivités	182.823.551	182.823.551	193.733.551	193.733.551

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres**

(en euros)

<b>Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Régimes sociaux des transports terrestres</b>		<b>158.890.400</b>	<b>158.890.400</b>	<b>164.640.300</b>	<b>164.640.300</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>90.400</b>	<b>90.400</b>	<b>80.300</b>	<b>80.300</b>
Prestations sociales et allocations diverses		90.400	90.400	80.300	80.300
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>158.800.000</b>	<b>158.800.000</b>	<b>164.560.000</b>	<b>164.560.000</b>
Transferts aux ménages		158.800.000	158.800.000	164.560.000	164.560.000
<b>Régime de retraite SNCF</b>		<b>2.431.000.000</b>	<b>2.431.000.000</b>	<b>2.515.000.000</b>	<b>2.515.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>2.431.000.000</b>	<b>2.431.000.000</b>	<b>2.515.000.000</b>	<b>2.515.000.000</b>
Transferts aux entreprises		2.431.000.000	2.431.000.000	2.515.000.000	2.515.000.000

**Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins**

(en euros)

<b>Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Pensions de retraite des marins</b>		<b>602.663.992</b>	<b>602.663.992</b>	<b>636.967.800</b>	<b>636.967.800</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>602.663.992</b>	<b>602.663.992</b>	<b>636.967.800</b>	<b>636.967.800</b>
Transferts aux autres collectivités		602.663.992	602.663.992	636.967.800	636.967.800
<b>Prévoyance des marins</b>		<b>166.114.163</b>	<b>166.114.163</b>	<b>175.579.200</b>	<b>175.579.200</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>166.114.163</b>	<b>166.114.163</b>	<b>175.579.200</b>	<b>175.579.200</b>
Transferts aux autres collectivités		166.114.163	166.114.163	175.579.200	175.579.200
<b>Action sanitaire et sociale des marins</b>		<b>8.991.845</b>	<b>8.991.845</b>	<b>9.453.000</b>	<b>9.453.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>8.991.845</b>	<b>8.991.845</b>	<b>9.453.000</b>	<b>9.453.000</b>
Transferts aux autres collectivités		8.991.845	8.991.845	9.453.000	9.453.000

**Régime social des mines**

(en euros)

<b>Régime social des mines</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines</b>	<b>648.000.000</b>	<b>648.000.000</b>	<b>576.000.000</b>	<b>576.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>648.000.000</b>	<b>648.000.000</b>	<b>576.000.000</b>	<b>576.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	648.000.000	648.000.000	576.000.000	576.000.000

**Régimes de retraite de la SEITA, de l'imprimerie nationale et divers**

(en euros)

<b>Régimes de retraite de la SEITA, de l'imprimerie nationale et divers</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Régime de retraite de la SEITA</b>	<b>107.000.000</b>	<b>107.000.000</b>	<b>117.000.000</b>	<b>117.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>107.000.000</b>	<b>107.000.000</b>	<b>117.000.000</b>	<b>117.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	107.000.000	107.000.000	117.000.000	117.000.000
<b>Caisse des retraites de l'Imprimerie nationale</b>	<b>180.000</b>	<b>180.000</b>	<b>180.000</b>	<b>180.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>180.000</b>	<b>180.000</b>	<b>180.000</b>	<b>180.000</b>
Transferts aux autres collectivités	180.000	180.000	180.000	180.000
<b>Caisse des retraites des régies ferroviaires d'outre-mer</b>	<b>5.000.000</b>	<b>5.000.000</b>	<b>5.310.000</b>	<b>5.310.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.000.000</b>	<b>5.000.000</b>	<b>5.310.000</b>	<b>5.310.000</b>
Transferts aux autres collectivités	5.000.000	5.000.000	5.310.000	5.310.000
<b>Régime de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'État</b>	<b>17.422.000</b>	<b>17.422.000</b>	<b>17.802.000</b>	<b>17.802.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>17.422.000</b>	<b>17.422.000</b>	<b>17.802.000</b>	<b>17.802.000</b>
Transferts aux autres collectivités	17.422.000	17.422.000	17.802.000	17.802.000
<b>Versements obligatoires relatifs au personnel en activité, versement au fonds national d'aide au logement</b>	<b>52.380.000</b>	<b>52.380.000</b>	<b>52.600.000</b>	<b>52.600.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>52.380.000</b>	<b>52.380.000</b>	<b>52.600.000</b>	<b>52.600.000</b>
Transferts aux autres collectivités	52.380.000	52.380.000	52.600.000	52.600.000
<b>Versements liés à la liquidation de l'ORTF</b>	<b>841.551</b>	<b>841.551</b>	<b>841.551</b>	<b>841.551</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>841.551</b>	<b>841.551</b>	<b>841.551</b>	<b>841.551</b>

<b>Régimes de retraite de la SEITA, de l'imprimerie nationale et divers</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
Transferts aux autres collectivités	841.551	841.551	841.551	841.551

## Mission Relations avec les collectivités territoriales

La mission *Relations avec les collectivités territoriales* est une mission ministérielle composée de quatre programmes :

- Le programme *Concours financiers aux communes et groupements de communes* ;
- Le programme *Concours financiers aux départements* ;
- Le programme *Concours financiers aux régions* ;
- Le programme *Concours spécifiques et administration*.

---

### Programme Concours financiers aux communes et groupements de communes

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
544.351.607	697.585.909

Ce programme, dont le directeur général des collectivités locales est responsable, regroupe l'ensemble des concours financiers attribués aux communes et à leurs groupements gérés par le ministère de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (MISILL), en vue de répondre aux objectifs suivants : soutien à l'investissement local, couverture générale des charges de ces collectivités, renforcement de la péréquation et développement de l'intercommunalité.

Les services dont les activités sont retracées par les actions de ce programme sont ceux de la direction générale des collectivités locales.

Il convient de rappeler que les crédits budgétaires ne retracent qu'une faible partie de l'effort financier de l'Etat aux communes et à leurs groupements : alors que les crédits budgétaires du programme représentent 0,6 Mds €, près de 21 Mds € sont versés aux communes et à leurs groupements en prélèvements sur recettes.

Il comporte deux actions.

La première « Soutien aux projets des communes et groupements de communes » identifie les concours financiers de l'Etat aux communes et à leurs groupements attribués dans l'objectif de soutenir leurs investissements.

La seconde « Dotation générale de décentralisation » retrace une partie de la participation de l'Etat à la compensation des charges globales de fonctionnement des communes et de leurs groupements, en particulier celles résultant d'un transfert, d'une création ou d'une extension de compétences.

Son financement est assuré par les chapitres 41-56 et 67-52 du budget du MISILL.

---

### Programme Concours financiers aux départements

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
874.506.031	865.367.050

Ce programme, dont le directeur général des collectivités locales est responsable, regroupe l'ensemble des concours financiers attribués aux départements gérés par le ministère de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, en vue de répondre aux objectifs suivants : soutien à l'investissement local, couverture

générale des charges de ces collectivités, renforcement de la péréquation, développement de l'intercommunalité.

Les services dont les activités sont retracées par les actions de ce programme sont ceux de la direction générale des collectivités locales.

Il comporte deux actions :

La première « Aide à l'équipement des départements » identifie les concours de l'Etat aux départements afin de soutenir leurs investissements.

La seconde « dotation générale de décentralisation » retrace une partie de la participation de l'Etat à la compensation des charges globales de fonctionnement des départements, en particulier celles résultant d'un

transfert, d'une création ou d'une extension de compétences.

Les départements sont aussi bénéficiaires de prélèvements sur recettes, soit 11 300 M€, que ce programme ne retrace pas. Le programme est alimenté par les crédits inscrits aux chapitres 41-56, 67-52 et 67-56 du budget du MISILL.

---

## Programme Concours financiers aux régions

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.156.441.887	1.204.627.419

Ce programme, dont le directeur général des collectivités locales est responsable, regroupe l'ensemble des concours financiers attribués aux régions gérés par le ministère de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (MISILL), en vue de répondre aux objectifs suivants : soutien à l'investissement local, couverture générale des charges de ces collectivités, renforcement de la péréquation, développement de l'intercommunalité.

Les services dont les activités sont retracées par les actions de ce programme sont ceux de la direction générale des collectivités locales.

Dans le cas des régions, comme dans celui des départements et des communes, les crédits budgétaires ne retracent qu'une faible partie de l'effort financier de l'Etat envers elles : alors que les crédits budgétaires du

programme représentent 2,76 Mds €, près de 4,8 Mds € sont versés aux communes et à leurs groupements en prélèvements sur recettes.

Ce programme comporte deux actions.

La première « Aide à l'équipement des régions » identifie les concours financiers de l'Etat aux régions attribués afin de soutenir leurs investissements. Le financement de cette action provient du seul chapitre 67-56 du budget du MISILL.

La seconde « Dotation générale de décentralisation » retrace une partie de la participation de l'Etat à la compensation des charges globales de fonctionnement des régions, en particulier celles résultant d'un transfert, d'une création ou d'une extension de compétences. Le financement de cette action provient des chapitres 41-56 et 41-57 du budget du MISILL.

---

## Programme Concours spécifiques et administration

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
147.125.820	24.035.490

Ce programme, dont le directeur général des collectivités locales est responsable, regroupe l'ensemble des concours financiers spécifiques gérés par le ministère de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (MISILL) attribués aux collectivités territoriales, ainsi que les moyens dont la finalité est de concourir à la réalisation des autres programmes de la mission.

Les services dont les activités sont retracées par les actions de ce programme sont ceux de la direction générale des collectivités locales.

L'action « Aides exceptionnelles aux collectivités territoriales » regroupe les moyens destinés à soutenir et

redresser les collectivités déstabilisées par des circonstances exceptionnelles.

L'action « Administration des relations avec les collectivités territoriales » retrace les moyens mis à la disposition de la direction générale des collectivités locales.

Le financement de ce programme provient des chapitres 41-52, 67-50 et 67-51 pour ce qui relève de l'action 1, et de divers chapitres de fonctionnement du ministère pour ce qui est de l'action 2, qui représente les frais de fonctionnement de la direction générale des collectivités locales (personnel, fonctionnement, dépenses sociales et quote part des pensions).

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Concours financiers aux communes et groupements de communes</b>	<b>726.340.607</b>	<b>544.351.607</b>	<b>762.973.909</b>	<b>697.585.909</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>726.340.607</b>	<b>544.351.607</b>	<b>762.973.909</b>	<b>697.585.909</b>
Transferts aux collectivités locales	726.340.607	544.351.607	762.973.909	697.585.909
<b>Concours financiers aux départements</b>	<b>894.122.031</b>	<b>874.506.031</b>	<b>934.804.050</b>	<b>865.367.050</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>894.122.031</b>	<b>874.506.031</b>	<b>934.804.050</b>	<b>865.367.050</b>
Transferts aux collectivités locales	894.122.031	874.506.031	934.804.050	865.367.050
<b>Concours financiers aux régions</b>	<b>1.172.172.887</b>	<b>1.156.441.887</b>	<b>1.219.934.419</b>	<b>1.204.627.419</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.172.172.887</b>	<b>1.156.441.887</b>	<b>1.219.934.419</b>	<b>1.204.627.419</b>
Transferts aux collectivités locales	1.172.172.887	1.156.441.887	1.219.934.419	1.204.627.419
<b>Concours spécifiques et administration</b>	<b>156.570.574</b>	<b>147.125.820</b>	<b>33.074.961</b>	<b>24.035.490</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>10.260.562</b>	<b>10.260.562</b>	<b>10.321.089</b>	<b>10.321.089</b>
Rémunérations d'activité	6.795.039	6.795.039	6.737.535	6.737.535
Cotisations et contributions sociales	3.266.028	3.266.028	3.469.444	3.469.444
Prestations sociales et allocations diverses	199.495	199.495	114.110	114.110
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.084.020</b>	<b>1.084.020</b>	<b>1.035.334</b>	<b>1.035.334</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.084.020	1.084.020	1.035.334	1.035.334
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>957.747</b>	<b>512.993</b>	<b>196.293</b>	<b>156.822</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	957.747	512.993	196.293	156.822
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>144.268.245</b>	<b>135.268.245</b>	<b>21.522.245</b>	<b>12.522.245</b>
Transferts aux ménages	760.000	760.000	760.000	760.000
Transferts aux collectivités locales	143.508.245	134.508.245	20.762.245	11.762.245

**Présentation des programmes, par action, titre et catégorie****Concours financiers aux communes et groupements de communes**

(en euros)

<b>Concours financiers aux communes et groupements de communes</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Soutien aux projets des communes et groupements de communes</b>	<b>544.620.000</b>	<b>362.631.000</b>	<b>560.958.000</b>	<b>495.570.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>544.620.000</b>	<b>362.631.000</b>	<b>560.958.000</b>	<b>495.570.000</b>
Transferts aux collectivités locales	544.620.000	362.631.000	560.958.000	495.570.000
<b>Dotations générales de décentralisation</b>	<b>181.720.607</b>	<b>181.720.607</b>	<b>202.015.909</b>	<b>202.015.909</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>181.720.607</b>	<b>181.720.607</b>	<b>202.015.909</b>	<b>202.015.909</b>
Transferts aux collectivités locales	181.720.607	181.720.607	202.015.909	202.015.909

**Concours financiers aux départements**

(en euros)

<b>Concours financiers aux départements</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Aides à l'équipement des départements</b>	<b>772.809.000</b>	<b>753.193.000</b>	<b>795.993.000</b>	<b>726.556.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>772.809.000</b>	<b>753.193.000</b>	<b>795.993.000</b>	<b>726.556.000</b>
Transferts aux collectivités locales	772.809.000	753.193.000	795.993.000	726.556.000
<b>Dotations générales de décentralisation</b>	<b>121.313.031</b>	<b>121.313.031</b>	<b>138.811.050</b>	<b>138.811.050</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>121.313.031</b>	<b>121.313.031</b>	<b>138.811.050</b>	<b>138.811.050</b>
Transferts aux collectivités locales	121.313.031	121.313.031	138.811.050	138.811.050

**Concours financiers aux régions**

(en euros)

<b>Concours financiers aux régions</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Aides à l'équipement des régions</b>	<b>597.784.000</b>	<b>582.053.000</b>	<b>615.718.000</b>	<b>600.411.000</b>

<b>Concours financiers aux régions</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>597.784.000</b>	<b>582.053.000</b>	<b>615.718.000</b>	<b>600.411.000</b>
Transferts aux collectivités locales	597.784.000	582.053.000	615.718.000	600.411.000
<b>Dotations générales de décentralisation</b>	<b>574.388.887</b>	<b>574.388.887</b>	<b>604.216.419</b>	<b>604.216.419</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>574.388.887</b>	<b>574.388.887</b>	<b>604.216.419</b>	<b>604.216.419</b>
Transferts aux collectivités locales	574.388.887	574.388.887	604.216.419	604.216.419

### Concours spécifiques et administration

(en euros)

<b>Concours spécifiques et administration</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Aides exceptionnelles aux collectivités territoriales</b>	<b>144.268.245</b>	<b>135.268.245</b>	<b>21.522.245</b>	<b>12.522.245</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>144.268.245</b>	<b>135.268.245</b>	<b>21.522.245</b>	<b>12.522.245</b>
Transferts aux ménages	760.000	760.000	760.000	760.000
Transferts aux collectivités locales	143.508.245	134.508.245	20.762.245	11.762.245
<b>Administration des relations avec les collectivités territoriales</b>	<b>12.302.329</b>	<b>11.857.575</b>	<b>11.552.716</b>	<b>11.513.245</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>10.260.562</b>	<b>10.260.562</b>	<b>10.321.089</b>	<b>10.321.089</b>
Rémunérations d'activité	6.795.039	6.795.039	6.737.535	6.737.535
Cotisations et contributions sociales	3.266.028	3.266.028	3.469.444	3.469.444
Prestations sociales et allocations diverses	199.495	199.495	114.110	114.110
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.084.020</b>	<b>1.084.020</b>	<b>1.035.334</b>	<b>1.035.334</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.084.020	1.084.020	1.035.334	1.035.334
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>957.747</b>	<b>512.993</b>	<b>196.293</b>	<b>156.822</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	957.747	512.993	196.293	156.822

## Mission Remboursements et dégrèvements

La mission *Remboursements et dégrèvements* est une mission ministérielle composée de deux programmes :

- Le programme *Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)* ;
- Le programme *Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)*.

---

### Programme Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
54.797.700.000	57.214.333.076

Le programme « Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat » retrace les dépenses budgétaires résultant de l'application des règles fiscales lorsqu'elles conduisent à la mise en œuvre de dégrèvements d'impôts, de remboursements ou restitutions de crédits d'impôt, de remises gracieuses, annulations ou admissions en non-valeur de recettes, ou de décisions de justice défavorables à l'administration au regard de l'interprétation de la loi fiscale. Son périmètre exclut les opérations identiques effectuées au titre des impôts locaux. La finalité générale du programme est d'identifier les dépenses budgétaires relevant d'une logique de dépenses en atténuation de recettes propres au budget de l'Etat.

Composé de 5 actions, il retrace les dépenses correspondant aux seules restitutions effectuées au profit des bénéficiaires de la « prime pour l'emploi » (PPE), les autres restitutions de crédits d'impôts, les dégrèvements et annulations prononcées après le calcul de l'IR.

L'action « impôt sur les sociétés » retrace les opérations de dépenses budgétaires correspondant à des restitutions au titre de l'impôt sur les sociétés.

L'action «TVA» retrace les restitutions en matière de TVA.

L'action « autres produits directs, indirects et divers » retrace les opérations de dépenses budgétaires suivantes :

- remises, annulations, admission en non-valeur, sur impôts d'Etat ;
- dégrèvements, remises, annulations, admission en non-valeur, remboursements et dépenses diverses sur produits non fiscaux.
- frais de poursuites et de contentieux ;
- débits des comptes publics et débits assimilés ;
- TIPP.

Ce programme recouvre une partie de l'agrégat 32 du budget des Charges communes « dépenses en atténuation de recettes », soit une partie des moyens inscrits antérieurement sur le chapitre 15-01, pour la part de ce chapitre propre aux impôts d'Etat, et la totalité des chapitres 15-02, 15-03 et 15-06. L'autre partie du chapitre 15-01 est retracée dans le second programme de la présente mission.

---

### Programme Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
9.416.000.000	11.110.986.924

Composé de 4 actions, le programme « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » vise à retracer les dépenses budgétaires résultant de l'application des règles fiscales lorsqu'elles conduisent à la mise en œuvre de

dégrèvements d'impôts, de remises gracieuses, annulations ou admissions en non-valeur de recettes, ou de décisions de justice défavorables à l'administration au regard de l'interprétation de la loi fiscale. Son périmètre se limite aux opérations de cette nature effectuées au titre

des impôts locaux, à l'exclusion de tous autres produits recouverts par les administrations financières, qui relèvent de l'autre programme de la même mission. La finalité générale de ce programme est ainsi d'identifier spécifiquement les dépenses supportées par l'Etat au titre d'atténuation des recettes fiscales ordonnancées et recouvrées par les services de la DGI et de la DGCP pour le compte des collectivités locales.

L'action « Taxe professionnelle » retrace les dégrèvements effectués sur cet impôt.

L'action « Taxe d'habitation » retrace les dégrèvements, remboursements, et autres dépenses venant s'imputer sur la TH.

L'action « Taxes foncières » retrace les dégrèvements, remboursements, et autres dépenses venant s'imputer sur la TF.

L'action « Admission en non-valeurs d'impôts locaux » retrace les dépenses consécutives aux constats d'irrecouvrabilité des impôts locaux liés à la disparition des redevables et à l'absence de gage du Trésor réalisable.

Ce programme recouvre une partie de l'agrégat 32 du budget des Charges communes « dépenses en atténuation de recettes », soit une partie des moyens inscrits antérieurement sur le chapitre 15-01. L'autre partie du chapitre 15-01 est retracée dans le premier programme de la présente mission.

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)</b>	<b>54.797.700.000</b>	<b>54.797.700.000</b>	<b>57.214.333.076</b>	<b>57.214.333.076</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>54.797.700.000</b>	<b>54.797.700.000</b>	<b>57.214.333.076</b>	<b>57.214.333.076</b>
Transferts aux ménages	43.195.700.000	43.195.700.000	47.104.529.476	47.104.529.476
Transferts aux entreprises	11.602.000.000	11.602.000.000	10.109.803.600	10.109.803.600
<b>Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)</b>	<b>9.416.000.000</b>	<b>9.416.000.000</b>	<b>11.110.986.924</b>	<b>11.110.986.924</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>9.416.000.000</b>	<b>9.416.000.000</b>	<b>11.110.986.924</b>	<b>11.110.986.924</b>
Transferts aux ménages	3.431.000.000	3.431.000.000	3.662.520.000	3.662.520.000
Transferts aux entreprises	5.985.000.000	5.985.000.000	7.448.466.924	7.448.466.924

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)**

(en euros)

<b>Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Prime pour l'emploi</b>	<b>2.202.000.000</b>	<b>2.202.000.000</b>	<b>1.989.969.200</b>	<b>1.989.969.200</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.202.000.000</b>	<b>2.202.000.000</b>	<b>1.989.969.200</b>	<b>1.989.969.200</b>
Transferts aux ménages	2.202.000.000	2.202.000.000	1.989.969.200	1.989.969.200
<b>Impôt sur le revenu</b>	<b>1.900.000.000</b>	<b>1.900.000.000</b>	<b>2.130.365.800</b>	<b>2.130.365.800</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.900.000.000</b>	<b>1.900.000.000</b>	<b>2.130.365.800</b>	<b>2.130.365.800</b>
Transferts aux ménages	1.900.000.000	1.900.000.000	2.130.365.800	2.130.365.800
<b>Impôt sur les sociétés</b>	<b>9.100.000.000</b>	<b>9.100.000.000</b>	<b>7.648.562.600</b>	<b>7.648.562.600</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>9.100.000.000</b>	<b>9.100.000.000</b>	<b>7.648.562.600</b>	<b>7.648.562.600</b>
Transferts aux entreprises	9.100.000.000	9.100.000.000	7.648.562.600	7.648.562.600
<b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>	<b>34.023.000.000</b>	<b>34.023.000.000</b>	<b>36.699.930.480</b>	<b>36.699.930.480</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>34.023.000.000</b>	<b>34.023.000.000</b>	<b>36.699.930.480</b>	<b>36.699.930.480</b>
Transferts aux ménages	34.023.000.000	34.023.000.000	36.699.930.480	36.699.930.480
<b>Autres produits directs indirects et divers</b>	<b>7.572.700.000</b>	<b>7.572.700.000</b>	<b>8.745.504.996</b>	<b>8.745.504.996</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>7.572.700.000</b>	<b>7.572.700.000</b>	<b>8.745.504.996</b>	<b>8.745.504.996</b>
Transferts aux ménages	5.070.700.000	5.070.700.000	6.284.263.996	6.284.263.996
Transferts aux entreprises	2.502.000.000	2.502.000.000	2.461.241.000	2.461.241.000

**Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)**

(en euros)

<b>Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Taxe professionnelle</b>	<b>5.655.000.000</b>	<b>5.655.000.000</b>	<b>7.109.683.824</b>	<b>7.109.683.824</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.655.000.000</b>	<b>5.655.000.000</b>	<b>7.109.683.824</b>	<b>7.109.683.824</b>
Transferts aux entreprises	5.655.000.000	5.655.000.000	7.109.683.824	7.109.683.824
<b>Taxes foncières</b>	<b>450.000.000</b>	<b>450.000.000</b>	<b>589.055.300</b>	<b>589.055.300</b>

## Remboursements et dégrèvements

<b>Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>450.000.000</b>	<b>450.000.000</b>	<b>589.055.300</b>	<b>589.055.300</b>
Transferts aux ménages	450.000.000	450.000.000	589.055.300	589.055.300
<b>Taxe d'habitation</b>	<b>2.830.000.000</b>	<b>2.830.000.000</b>	<b>2.762.150.500</b>	<b>2.762.150.500</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.830.000.000</b>	<b>2.830.000.000</b>	<b>2.762.150.500</b>	<b>2.762.150.500</b>
Transferts aux ménages	2.830.000.000	2.830.000.000	2.762.150.500	2.762.150.500
<b>Admission en non valeur d'impôts locaux</b>	<b>481.000.000</b>	<b>481.000.000</b>	<b>650.097.300</b>	<b>650.097.300</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>481.000.000</b>	<b>481.000.000</b>	<b>650.097.300</b>	<b>650.097.300</b>
Transferts aux ménages	151.000.000	151.000.000	311.314.200	311.314.200
Transferts aux entreprises	330.000.000	330.000.000	338.783.100	338.783.100

## Mission Santé

La mission *Santé* est une mission ministérielle composée de quatre programmes :

- Le programme *Santé publique et prévention* ;
- Le programme *Offres de soins et qualité du système de soins* ;
- Le programme *Drogue et toxicomanie* ;
- Le programme *Conception et gestion des politiques de santé*.

---

### Programme Santé publique et prévention

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
202.453.228	209.959.658

Le programme « Santé publique et prévention », composé de 4 actions, poursuit 5 finalités : concevoir et piloter la politique de santé publique en prenant en compte la dimension éthique et en améliorant les connaissances disponibles, promouvoir l'éducation pour la santé, diminuer la mortalité prématurée et la morbidité évitable par des actions de prévention, améliorer la qualité de vie des personnes malades et lutter contre les incapacités, réduire les inégalités de santé en réduisant les inégalités d'accès à la prévention.

L'action « Politique de santé » vise à structurer, rationaliser et mieux piloter les actions de santé publique en contribuant à développer une culture de santé publique au sein de la population et des professionnels de santé et à mieux responsabiliser les citoyens et usagers du système de santé en les associant à la conception et à la mise en œuvre de ces politiques.

L'action « Déterminants de santé » a pour ambition de modifier les comportements des citoyens et d'agir sur leur environnement. Celle-ci recouvre en particulier les actions d'information et d'éducation concernant la

nutrition et les activités physiques, l'alcool, le tabac, les traumatismes par accident et violences...

L'action « Pathologies à forte mortalité » vise à renforcer la prévention et à différer la survenue de ces pathologies, et particulièrement du VIH/SIDA, des hépatites, du cancer, des maladies cardiovasculaires, des maladies rares, de la santé mentale et du suicide.

L'action « Qualité de la vie et handicaps » recouvre les pathologies à moindre mortalité, comme celles qui sont spécifiques à l'enfance et à la périnatalité, aux maladies chroniques, Alzheimer et apparentées. Le cadre d'action est notamment donné par la loi relative à la politique de santé publique, votée à l'été 2004, au travers de la définition de 100 objectifs de santé publique environ et de 5 plans stratégiques (cancer, santé environnement, violence, maladies rares et maladies chroniques).

Le programme est essentiellement constitué du chapitre 39-01, constitué dans le PLF 2004 pour expérimenter ce programme.

---

### Programme Offres de soins et qualité du système de soins

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
189.204.478	114.017.111

Le programme « Offre de soins et qualité du système de soins » vise à adapter le système d'offre de soins à la demande, dans le respect des contraintes d'environnement juridique et surtout économique, à

l'exclusion de l'amont (prévention et éducation à la santé) et du secteur médico-social. Il se propose donc d'améliorer la gestion des établissements et des personnels concourant à l'offre de soins, dans leurs différentes dimensions : administrative, économique,

financière et GRH et d'optimiser la formation, aussi bien initiale que continue, des personnels de santé, encadrer leurs conditions d'exercice en liaison, le cas échéant, avec les instances professionnelles et veiller à leur répartition harmonieuse tant en termes de compétences que sur le plan géographique.

Ce programme regroupe 3 actions.

L'action « Niveau et qualité de l'offre de soins » concerne la formation, le recyclage et les bourses des professions médicales et paramédicales, la subvention de l'Etat à l'agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES) et les crédits de fonctionnement des politiques de la Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins.

L'action « Accessibilité de l'offre de soins » recouvre les interventions dans le domaine de l'organisation des soins, notamment la télémédecine.

L'action « Soutien » comprend les agences régionales de l'hospitalisation (ARH), la subvention de l'Etat à l'agence technique d'information sur l'hospitalisation (ATIH) et au GIP Carte de professionnel de santé (CPS) et les investissements sanitaires en application des contrats de plan Etat-régions en métropole et dans les DOM, des contrats de développement dans les TOM et du programme exceptionnel d'investissement pour la Corse.

Ce programme recouvre les chapitres 43-32, 47-19, 66-11, la part du chapitre 36-81 relative à l'ANAES et à l'ATIH et la part du chapitre 34-98 correspondant au fonctionnement des politiques de la DHOS.

---

## Programme Drogue et toxicomanie

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
38.038.100	38.000.000

Le programme « Drogue et toxicomanie », piloté par la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie (MILDT), vise à susciter l'implication de chaque ministère dans la mise en œuvre du nouveau plan de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool avec une meilleure articulation des préoccupations de santé, de prévention et d'ordre public, et à veiller à la cohérence des actions tant au niveau national qu'international.

Le programme s'articule autour de 3 actions.

L'action « Coordination interministérielle des volets préventifs, sanitaires et répressifs » vise à mieux articuler les trois approches de la lutte contre la drogue et à donner les moyens à la MILDT d'impulser et de coordonner la réflexion des acteurs publics en leur donnant au niveau national et déconcentré les outils

interministériels nécessaires à la conduite d'une politique cohérente et lisible.

L'action « Expérimentation de nouveaux dispositifs partenariaux de prévention, de prise en charge et d'application de la loi » permet d'expérimenter et d'évaluer sur quelques sites et pendant un laps de temps donné de nouveaux modes de prévention, de rappel et de respect de la loi et de prise en charge sanitaire et sociale.

L'action « Coopération internationale » doit permettre d'améliorer la connaissance du phénomène drogue dans le monde et d'accroître la coordination entre les ministères concernés.

Ce programme recouvre le chapitre 47-16.

---

## Programme Conception et gestion des politiques de santé

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
220.992.735	225.054.272

Le programme « Conception et gestion des politiques de santé » regroupe les dépenses de personnel relatives à la conception et à la gestion de chaque programme de la

mission, ainsi qu'au programme « Veille et sécurité sanitaires » de la mission interministérielle « Sécurité sanitaire ».

Les actions « Conception et gestion du programme Santé publique et prévention », « Conception et gestion du programme Veille et sécurité sanitaires », « Conception et gestion du programme « Offre de soins et qualité du système de soins », « Conception et gestion du programme Drogue et toxicomanie » sont donc des actions « miroirs » des programmes des politiques publiques des deux missions.

---

Le programme recouvre la part des chapitres 31-41, 31-42, 31-96, 32-97, 33-90, 33-91, 33-92, 37-12 relative aux dépenses de personnel rattachés à la mission Santé et au programme « Veille et sécurité sanitaires ».

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Santé publique et prévention</b>	<b>202.453.228</b>	<b>202.453.228</b>	<b>209.959.658</b>	<b>209.959.658</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>34.546.404</b>	<b>34.546.404</b>	<b>54.914.168</b>	<b>54.914.168</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.425.982	3.425.982	1.085.721	1.085.721
Subventions pour charges de service public	31.120.422	31.120.422	53.828.447	53.828.447
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>167.906.824</b>	<b>167.906.824</b>	<b>155.045.490</b>	<b>155.045.490</b>
Transferts aux autres collectivités	167.906.824	167.906.824	155.045.490	155.045.490
<b>Offre de soins et qualité du système de soins</b>	<b>178.204.478</b>	<b>189.204.478</b>	<b>104.017.111</b>	<b>114.017.111</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6.272.364</b>	<b>6.272.364</b>
Rémunérations d'activité	0	0	6.272.364	6.272.364
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>30.292.578</b>	<b>30.292.578</b>	<b>27.288.397</b>	<b>27.288.397</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.889.266	3.889.266	6.266.575	6.266.575
Subventions pour charges de service public	26.403.312	26.403.312	21.021.822	21.021.822
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>147.911.900</b>	<b>158.911.900</b>	<b>70.456.350</b>	<b>80.456.350</b>
Transferts aux ménages	72.041.637	72.041.637	5.451.577	5.451.577
Transferts aux autres collectivités	75.870.263	86.870.263	65.004.773	75.004.773
<b>Drogue et toxicomanie</b>	<b>38.038.100</b>	<b>38.038.100</b>	<b>38.000.000</b>	<b>38.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>38.038.100</b>	<b>38.038.100</b>	<b>38.000.000</b>	<b>38.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	38.038.100	38.038.100	38.000.000	38.000.000
<b>Conception et gestion des politiques de santé</b>	<b>220.992.735</b>	<b>220.992.735</b>	<b>225.054.272</b>	<b>225.054.272</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>214.796.214</b>	<b>214.796.214</b>	<b>218.575.936</b>	<b>218.575.936</b>
Rémunérations d'activité	142.358.836	142.358.836	144.444.001	144.444.001
Cotisations et contributions sociales	68.558.099	68.558.099	71.907.315	71.907.315
Prestations sociales et allocations diverses	3.879.279	3.879.279	2.224.620	2.224.620
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.196.521</b>	<b>6.196.521</b>	<b>6.478.336</b>	<b>6.478.336</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.196.521	6.196.521	6.478.336	6.478.336

**Présentation des programmes, par action, titre et catégorie****Santé publique et prévention**

(en euros)

<b>Santé publique et prévention</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>politique de santé</b>		<b>38.210.979</b>	<b>38.210.979</b>	<b>22.226.998</b>	<b>22.226.998</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>12.610.651</b>	<b>12.610.651</b>	<b>1.862.356</b>	<b>1.862.356</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		2.760.299	2.760.299	460.600	460.600
Subventions pour charges de service public		9.850.352	9.850.352	1.401.756	1.401.756
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>25.600.328</b>	<b>25.600.328</b>	<b>20.364.642</b>	<b>20.364.642</b>
Transferts aux autres collectivités		25.600.328	25.600.328	20.364.642	20.364.642
<b>Déterminants de santé</b>		<b>35.521.947</b>	<b>35.521.947</b>	<b>37.020.060</b>	<b>37.020.060</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>9.662.887</b>	<b>9.662.887</b>	<b>9.658.232</b>	<b>9.658.232</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		55.887	55.887	49.613	49.613
Subventions pour charges de service public		9.607.000	9.607.000	9.608.619	9.608.619
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>25.859.060</b>	<b>25.859.060</b>	<b>27.361.828</b>	<b>27.361.828</b>
Transferts aux autres collectivités		25.859.060	25.859.060	27.361.828	27.361.828
<b>pathologies à forte mortalité</b>		<b>125.319.683</b>	<b>125.319.683</b>	<b>146.835.191</b>	<b>146.835.191</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>12.250.296</b>	<b>12.250.296</b>	<b>43.371.091</b>	<b>43.371.091</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		609.796	609.796	575.508	575.508
Subventions pour charges de service public		11.640.500	11.640.500	42.795.583	42.795.583
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>113.069.387</b>	<b>113.069.387</b>	<b>103.464.100</b>	<b>103.464.100</b>
Transferts aux autres collectivités		113.069.387	113.069.387	103.464.100	103.464.100
<b>Qualité de la vie et handicaps</b>		<b>3.400.619</b>	<b>3.400.619</b>	<b>3.877.409</b>	<b>3.877.409</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>22.570</b>	<b>22.570</b>	<b>22.489</b>	<b>22.489</b>
Subventions pour charges de service public		22.570	22.570	22.489	22.489
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>3.378.049</b>	<b>3.378.049</b>	<b>3.854.920</b>	<b>3.854.920</b>
Transferts aux autres collectivités		3.378.049	3.378.049	3.854.920	3.854.920

**Offre de soins et qualité du système de soins**

(en euros)

<b>Offre de soins et qualité du système de soins</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Niveau et qualité de l'offre de soins</b>		<b>154.550.434</b>	<b>154.550.434</b>	<b>80.986.368</b>	<b>80.986.368</b>

<b>Offre de soins et qualité du système de soins</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6.272.364</b>	<b>6.272.364</b>
Rémunérations d'activité	0	0	6.272.364	6.272.364
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>8.559.307</b>	<b>8.559.307</b>	<b>5.477.427</b>	<b>5.477.427</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.100.000	3.100.000	5.477.427	5.477.427
Subventions pour charges de service public	5.459.307	5.459.307	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>145.991.127</b>	<b>145.991.127</b>	<b>69.236.577</b>	<b>69.236.577</b>
Transferts aux ménages	72.041.637	72.041.637	5.451.577	5.451.577
Transferts aux autres collectivités	73.949.490	73.949.490	63.785.000	63.785.000
<b>Accessibilité de l'offre de soins</b>	<b>1.321.773</b>	<b>1.321.773</b>	<b>1.219.773</b>	<b>1.219.773</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.321.773</b>	<b>1.321.773</b>	<b>1.219.773</b>	<b>1.219.773</b>
Transferts aux autres collectivités	1.321.773	1.321.773	1.219.773	1.219.773
<b>Soutien</b>	<b>22.332.271</b>	<b>33.332.271</b>	<b>21.810.970</b>	<b>31.810.970</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>21.733.271</b>	<b>21.733.271</b>	<b>21.810.970</b>	<b>21.810.970</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	789.266	789.266	789.148	789.148
Subventions pour charges de service public	20.944.005	20.944.005	21.021.822	21.021.822
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>599.000</b>	<b>11.599.000</b>	<b>0</b>	<b>10.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	599.000	11.599.000	0	10.000.000

### Drogue et toxicomanie

(en euros)

<b>Drogue et toxicomanie</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Coordination interministérielle des volets préventif, sanitaire et répressif</b>	<b>26.438.100</b>	<b>26.438.100</b>	<b>25.372.900</b>	<b>25.372.900</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>26.438.100</b>	<b>26.438.100</b>	<b>25.372.900</b>	<b>25.372.900</b>
Transferts aux autres collectivités	26.438.100	26.438.100	25.372.900	25.372.900
<b>Expérimentation de nouveaux dispositifs partenariaux de prévention, de prise en charge et d'application de la loi</b>	<b>10.400.000</b>	<b>10.400.000</b>	<b>12.161.600</b>	<b>12.161.600</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>10.400.000</b>	<b>10.400.000</b>	<b>12.161.600</b>	<b>12.161.600</b>
Transferts aux autres collectivités	10.400.000	10.400.000	12.161.600	12.161.600
<b>Coopération internationale</b>	<b>1.200.000</b>	<b>1.200.000</b>	<b>465.500</b>	<b>465.500</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.200.000</b>	<b>1.200.000</b>	<b>465.500</b>	<b>465.500</b>
Transferts aux autres collectivités	1.200.000	1.200.000	465.500	465.500

**Conception et gestion des politiques de santé**

(en euros)

<b>Conception et gestion des politiques de santé</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Conception et gestion du programme Santé publique et prévention</b>	<b>42.469.097</b>	<b>42.469.097</b>	<b>42.454.968</b>	<b>42.454.968</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>41.081.076</b>	<b>41.081.076</b>	<b>40.992.925</b>	<b>40.992.925</b>
Rémunérations d'activité	26.936.744	26.936.744	26.614.367	26.614.367
Cotisations et contributions sociales	13.351.153	13.351.153	13.923.614	13.923.614
Prestations sociales et allocations diverses	793.179	793.179	454.944	454.944
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.388.021</b>	<b>1.388.021</b>	<b>1.462.043</b>	<b>1.462.043</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.388.021	1.388.021	1.462.043	1.462.043
<b>Conception et gestion du programme Veille et sécurité sanitaires</b>	<b>95.305.346</b>	<b>95.305.346</b>	<b>99.832.472</b>	<b>99.832.472</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>92.914.901</b>	<b>92.914.901</b>	<b>97.323.629</b>	<b>97.323.629</b>
Rémunérations d'activité	61.121.324	61.121.324	64.498.547	64.498.547
Cotisations et contributions sociales	30.188.328	30.188.328	31.893.814	31.893.814
Prestations sociales et allocations diverses	1.605.249	1.605.249	931.268	931.268
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.390.445</b>	<b>2.390.445</b>	<b>2.508.843</b>	<b>2.508.843</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.390.445	2.390.445	2.508.843	2.508.843
<b>Conception et gestion du programme Offre de soins et qualité du système de soins</b>	<b>80.922.418</b>	<b>80.922.418</b>	<b>80.458.890</b>	<b>80.458.890</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>79.045.828</b>	<b>79.045.828</b>	<b>78.497.972</b>	<b>78.497.972</b>
Rémunérations d'activité	52.751.881	52.751.881	51.760.846	51.760.846
Cotisations et contributions sociales	24.861.625	24.861.625	25.922.932	25.922.932
Prestations sociales et allocations diverses	1.432.322	1.432.322	814.194	814.194
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.876.590</b>	<b>1.876.590</b>	<b>1.960.918</b>	<b>1.960.918</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.876.590	1.876.590	1.960.918	1.960.918
<b>Conception et gestion du programme Drogue et Toxicomanie</b>	<b>2.295.874</b>	<b>2.295.874</b>	<b>2.307.941</b>	<b>2.307.941</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.754.409</b>	<b>1.754.409</b>	<b>1.761.409</b>	<b>1.761.409</b>
Rémunérations d'activité	1.548.887	1.548.887	1.570.242	1.570.242
Cotisations et contributions sociales	156.993	156.993	166.954	166.954
Prestations sociales et allocations diverses	48.529	48.529	24.213	24.213
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>541.465</b>	<b>541.465</b>	<b>546.532</b>	<b>546.532</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	541.465	541.465	546.532	546.532

## Mission Sécurité

La mission *Sécurité* est une mission interministérielle composée de deux programmes :

- Le programme *Police nationale* ;
- Le programme *Gendarmerie nationale*.

---

### Programme Police nationale

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
7.679.122.170	7.917.290.791

Le programme « Police nationale » est placé sous la responsabilité du directeur général de la police nationale. Il est composé de 6 actions et a pour finalité de garantir la sécurité de nos concitoyens en luttant contre toutes les formes de délinquance.

L'action « Ordre public » finance le renseignement et les CRS.

L'action « Sécurité et paix publiques » concerne les services de police de proximité et de voie publique.

L'action « Sécurité routière » recouvre les parts de rémunération et de fonctionnement des policiers affectés à la sécurité routière, mais également les crédits d'équipement des radars automatiques.

L'action « Police des étrangers et sûreté des transports internationaux » regroupe l'activité de la police aux frontières, le contrôle des flux migratoires, la lutte contre l'immigration irrégulière et les reconduites à la frontière. Elle contribue en outre à la sûreté des moyens de transports et anime la coopération transfrontalière.

L'action « Police judiciaire » retrace le financement des enquêtes et des surveillances et le concours aux autorités judiciaires.

Enfin, l'action « Commandement, formation et logistique », comprend le logement des fonctionnaires de police, les programmes immobiliers et d'équipement (dont Acropol), le corps d'inspection, la formation des policiers et les services de gestion.

Les dépenses de personnel correspondent aux chapitres 31-01 et 31-02 art 95, 31-41, 31-42, 31-95 articles 20 et 30, 31-96 et 31-98 art 30, 40 et 70, mais aussi à une partie des chapitres 33-90, 33-91 et des chapitres 32-92 et 32-97 (1 900 M€) (pensions civiles).

Les dépenses de fonctionnement et d'informatique correspondent aux chapitres 34-41, 34-42 et à une partie du chapitre 34-82. Les dépenses en capital proviennent des chapitres 57-40 (immobilier), 57-50 (matériels), 57-60 et 67-50 pour l'informatique et Acropol.

Enfin, le programme finance les logements des fonctionnaires de police (65-51).

---

### Programme Gendarmerie nationale

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
6.042.539.528	6.267.076.922

Le programme est axé sur le cœur du métier de la gendarmerie à savoir « veiller à la sûreté publique, assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois ».

Rattachée au ministère de la Défense et placée pour emploi auprès du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales, la gendarmerie contribue ainsi à la continuité de la réponse de l'Etat face

aux menaces relevant tant de la sécurité intérieure que de la défense.

Le programme est décomposé en 5 actions.

L'action 1 correspond au pôle général « ordre et sécurité publics ». Elle correspond aux principales activités de police administrative de la gendarmerie départementale et de la gendarmerie mobile : maintien de la sécurité publique, protection des personnes, des biens et des institutions, ordre public, renfort des unités territoriales.

La deuxième action se rapporte à la lutte contre l'insécurité routière.

La troisième concerne la contribution de la gendarmerie à la justice avec principalement la police judiciaire qui constitue une mission essentielle.

La quatrième action correspond aux fonctions commandement, recrutement, formation et logistique.

Enfin, la dernière - « Exercice des missions militaires » - permet de prendre en compte la spécificité de l'institution en matière de missions militaires, tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

Pour l'essentiel, le programme recouvre l'agrégat Gendarmerie nationale, composé de dépenses des titres III et V, hors celles du titre VI, auquel viennent s'ajouter les dépenses relatives aux personnels civils employés par la gendarmerie.

Les dépenses de personnel correspondent donc aux chapitres 31-11/12/31/32/51/61/62 et 94, 33-90 et 91, 34-07 (art.10), 37-02 (art. 10/30/70). Les dépenses de fonctionnement correspondent aux chapitres 34-06, 34-07(art.20), 34-10, 37-02 (art. 20/40/80). Les dépenses d'équipement couvrent les chapitres 53-71, 54-41, 55-11 et 55-21.

## Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie

(en euros)

Intitulé du programme Intitulé du titre et de la catégorie	2004		2005	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Police nationale</b>	<b>7.723.277.783</b>	<b>7.679.122.170</b>	<b>7.926.983.516</b>	<b>7.917.290.791</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.682.202.091</b>	<b>6.682.202.091</b>	<b>6.845.070.148</b>	<b>6.845.070.148</b>
Rémunérations d'activité	4.310.023.966	4.310.023.966	4.336.692.676	4.336.692.676
Cotisations et contributions sociales	2.267.706.769	2.267.706.769	2.438.930.176	2.438.930.176
Prestations sociales et allocations diverses	104.471.356	104.471.356	69.447.296	69.447.296
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>743.201.845</b>	<b>740.201.845</b>	<b>785.652.508</b>	<b>778.602.508</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	737.201.845	737.201.845	777.652.508	777.652.508
Subventions pour charges de service public	6.000.000	3.000.000	8.000.000	950.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>279.677.847</b>	<b>240.498.234</b>	<b>276.014.860</b>	<b>272.848.135</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	279.677.847	240.498.234	276.014.860	272.848.135
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>18.196.000</b>	<b>16.220.000</b>	<b>20.246.000</b>	<b>20.770.000</b>
Transferts aux ménages	13.196.000	13.720.000	17.196.000	17.720.000
Transferts aux collectivités locales	5.000.000	2.500.000	3.050.000	3.050.000
<b>Gendarmerie nationale</b>	<b>6.101.610.528</b>	<b>6.042.539.528</b>	<b>6.203.733.922</b>	<b>6.267.076.922</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>5.335.480.436</b>	<b>5.335.480.436</b>	<b>5.473.140.253</b>	<b>5.473.140.253</b>
Rémunérations d'activité	2.919.825.927	2.919.825.927	2.992.795.061	2.992.795.061
Cotisations et contributions sociales	2.343.051.742	2.343.051.742	2.457.482.564	2.457.482.564
Prestations sociales et allocations diverses	72.602.767	72.602.767	22.862.628	22.862.628
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>564.904.520</b>	<b>561.574.092</b>	<b>567.019.247</b>	<b>591.913.247</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	564.904.520	561.574.092	567.019.247	591.913.247
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>201.225.572</b>	<b>145.485.000</b>	<b>163.574.422</b>	<b>202.023.422</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	201.225.572	145.485.000	163.574.422	202.023.422

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Police nationale**

(en euros)

Police nationale <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Ordre public et protection de la souveraineté</b>	<b>853.399.011</b>	<b>846.606.498</b>	<b>870.210.429</b>	<b>869.295.309</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>750.139.888</b>	<b>750.139.888</b>	<b>752.080.837</b>	<b>752.080.837</b>
Rémunérations d'activité	682.292.581	682.292.581	685.113.707	685.113.707
Cotisations et contributions sociales	51.405.577	51.405.577	56.044.653	56.044.653
Prestations sociales et allocations diverses	16.441.730	16.441.730	10.922.477	10.922.477
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>68.024.323</b>	<b>68.024.323</b>	<b>86.076.472</b>	<b>86.076.472</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	68.024.323	68.024.323	86.076.472	86.076.472
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>35.234.800</b>	<b>28.442.287</b>	<b>32.053.120</b>	<b>31.138.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	35.234.800	28.442.287	32.053.120	31.138.000
<b>Sécurité et paix publiques</b>	<b>1.795.675.173</b>	<b>1.788.776.632</b>	<b>1.816.056.880</b>	<b>1.815.630.019</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.642.063.661</b>	<b>1.642.063.661</b>	<b>1.647.491.502</b>	<b>1.647.491.502</b>
Rémunérations d'activité	1.492.529.428	1.492.529.428	1.500.093.586	1.500.093.586
Cotisations et contributions sociales	113.052.804	113.052.804	123.150.810	123.150.810
Prestations sociales et allocations diverses	36.481.429	36.481.429	24.247.106	24.247.106
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>110.136.812</b>	<b>110.136.812</b>	<b>128.128.367</b>	<b>128.128.367</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	110.136.812	110.136.812	128.128.367	128.128.367
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>43.474.700</b>	<b>36.576.159</b>	<b>40.437.011</b>	<b>40.010.150</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	43.474.700	36.576.159	40.437.011	40.010.150
<b>Sécurité routière</b>	<b>367.612.766</b>	<b>365.415.467</b>	<b>341.991.922</b>	<b>341.734.237</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>298.332.048</b>	<b>298.332.048</b>	<b>300.547.810</b>	<b>300.547.810</b>
Rémunérations d'activité	270.964.689	270.964.689	273.558.750	273.558.750
Cotisations et contributions sociales	20.690.887	20.690.887	22.556.515	22.556.515
Prestations sociales et allocations diverses	6.676.472	6.676.472	4.432.545	4.432.545
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>57.295.818</b>	<b>57.295.818</b>	<b>30.473.677</b>	<b>30.473.677</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	57.295.818	57.295.818	30.473.677	30.473.677
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>11.984.900</b>	<b>9.787.601</b>	<b>10.970.435</b>	<b>10.712.750</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	11.984.900	9.787.601	10.970.435	10.712.750
<b>Police des étrangers et sûreté des transports internationaux</b>	<b>254.176.272</b>	<b>253.281.493</b>	<b>254.829.850</b>	<b>254.769.488</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>216.449.985</b>	<b>216.449.985</b>	<b>215.654.548</b>	<b>215.654.548</b>
Rémunérations d'activité	196.876.590	196.876.590	196.353.840	196.353.840
Cotisations et contributions sociales	14.805.262	14.805.262	16.140.322	16.140.322
Prestations sociales et allocations diverses	4.768.133	4.768.133	3.160.386	3.160.386
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>32.163.687</b>	<b>32.163.687</b>	<b>34.008.640</b>	<b>34.008.640</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	32.163.687	32.163.687	34.008.640	34.008.640

<b>Police nationale</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.562.600</b>	<b>4.667.821</b>	<b>5.166.662</b>	<b>5.106.300</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.562.600	4.667.821	5.166.662	5.106.300
<b>Police judiciaire et concours à la justice</b>	<b>872.486.760</b>	<b>870.047.132</b>	<b>874.849.923</b>	<b>874.968.520</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>771.293.440</b>	<b>771.293.440</b>	<b>777.002.525</b>	<b>777.002.525</b>
Rémunérations d'activité	700.538.466	700.538.466	707.215.698	707.215.698
Cotisations et contributions sociales	53.492.150	53.492.150	58.304.595	58.304.595
Prestations sociales et allocations diverses	17.262.824	17.262.824	11.482.232	11.482.232
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>81.693.020</b>	<b>81.693.020</b>	<b>79.317.545</b>	<b>79.317.545</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	81.693.020	81.693.020	79.317.545	79.317.545
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>19.500.300</b>	<b>17.060.672</b>	<b>18.529.853</b>	<b>18.648.450</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	19.500.300	17.060.672	18.529.853	18.648.450
<b>Commandement, formation et logistique</b>	<b>3.579.927.801</b>	<b>3.554.994.948</b>	<b>3.769.044.513</b>	<b>3.760.893.219</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>3.003.923.069</b>	<b>3.003.923.069</b>	<b>3.152.292.927</b>	<b>3.152.292.927</b>
Rémunérations d'activité	966.822.212	966.822.212	974.357.096	974.357.096
Cotisations et contributions sociales	2.014.260.089	2.014.260.089	2.162.733.281	2.162.733.281
Prestations sociales et allocations diverses	22.840.768	22.840.768	15.202.550	15.202.550
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>393.888.185</b>	<b>390.888.185</b>	<b>427.647.807</b>	<b>420.597.807</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	387.888.185	387.888.185	419.647.807	419.647.807
Subventions pour charges de service public	6.000.000	3.000.000	8.000.000	950.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>163.920.547</b>	<b>143.963.694</b>	<b>168.857.779</b>	<b>167.232.485</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	163.920.547	143.963.694	168.857.779	167.232.485
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>18.196.000</b>	<b>16.220.000</b>	<b>20.246.000</b>	<b>20.770.000</b>
Transferts aux ménages	13.196.000	13.720.000	17.196.000	17.720.000
Transferts aux collectivités locales	5.000.000	2.500.000	3.050.000	3.050.000

### Gendarmerie nationale

(en euros)

<b>Gendarmerie nationale</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Ordre et sécurité publics</b>	<b>2.702.898.336</b>	<b>2.702.898.336</b>	<b>2.764.906.298</b>	<b>2.764.906.298</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.468.522.024</b>	<b>2.468.522.024</b>	<b>2.525.381.913</b>	<b>2.525.381.913</b>
Rémunérations d'activité	1.359.193.610	1.359.193.610	1.386.742.790	1.386.742.790
Cotisations et contributions sociales	1.075.839.428	1.075.839.428	1.128.399.413	1.128.399.413
Prestations sociales et allocations diverses	33.488.986	33.488.986	10.239.710	10.239.710
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>234.376.312</b>	<b>234.376.312</b>	<b>239.399.399</b>	<b>239.399.399</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	234.376.312	234.376.312	239.399.399	239.399.399
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>124.986</b>	<b>124.986</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	124.986	124.986

<b>Gendarmerie nationale</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Renforcement de la sécurité routière</b>	<b>647.792.477</b>	<b>647.792.477</b>	<b>661.179.655</b>	<b>661.179.655</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>600.501.247</b>	<b>600.501.247</b>	<b>613.370.307</b>	<b>613.370.307</b>
Rémunérations d'activité	323.462.640	323.462.640	329.085.920	329.085.920
Cotisations et contributions sociales	268.867.970	268.867.970	281.785.566	281.785.566
Prestations sociales et allocations diverses	8.170.637	8.170.637	2.498.821	2.498.821
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>47.291.230</b>	<b>47.291.230</b>	<b>47.786.253</b>	<b>47.786.253</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	47.291.230	47.291.230	47.786.253	47.786.253
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23.095</b>	<b>23.095</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	23.095	23.095
<b>Contribution à la justice</b>	<b>1.367.473.057</b>	<b>1.367.473.057</b>	<b>1.402.876.825</b>	<b>1.402.876.825</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.270.252.427</b>	<b>1.270.252.427</b>	<b>1.303.454.447</b>	<b>1.303.454.447</b>
Rémunérations d'activité	697.482.978	697.482.978	715.173.367	715.173.367
Cotisations et contributions sociales	554.887.289	554.887.289	582.812.045	582.812.045
Prestations sociales et allocations diverses	17.882.160	17.882.160	5.469.035	5.469.035
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>97.220.630</b>	<b>97.220.630</b>	<b>99.335.431</b>	<b>99.335.431</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	97.220.630	97.220.630	99.335.431	99.335.431
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>86.947</b>	<b>86.947</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	86.947	86.947
<b>Recrutement, formation, commandement, logistique</b>	<b>1.261.675.878</b>	<b>1.202.604.878</b>	<b>1.249.620.070</b>	<b>1.312.963.070</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>883.664.942</b>	<b>883.664.942</b>	<b>915.282.697</b>	<b>915.282.697</b>
Rémunérations d'activité	481.037.829	481.037.829	501.567.414	501.567.414
Cotisations et contributions sociales	390.940.757	390.940.757	409.481.420	409.481.420
Prestations sociales et allocations diverses	11.686.356	11.686.356	4.233.863	4.233.863
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>176.785.364</b>	<b>173.454.936</b>	<b>171.006.131</b>	<b>195.900.131</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	176.785.364	173.454.936	171.006.131	195.900.131
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>201.225.572</b>	<b>145.485.000</b>	<b>163.331.242</b>	<b>201.780.242</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	201.225.572	145.485.000	163.331.242	201.780.242
<b>Exercice des missions militaires</b>	<b>121.770.780</b>	<b>121.770.780</b>	<b>125.151.074</b>	<b>125.151.074</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>112.539.796</b>	<b>112.539.796</b>	<b>115.650.890</b>	<b>115.650.890</b>
Rémunérations d'activité	58.648.870	58.648.870	60.225.571	60.225.571
Cotisations et contributions sociales	52.516.298	52.516.298	55.004.120	55.004.120
Prestations sociales et allocations diverses	1.374.628	1.374.628	421.199	421.199
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9.230.984</b>	<b>9.230.984</b>	<b>9.492.033</b>	<b>9.492.033</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9.230.984	9.230.984	9.492.033	9.492.033
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8.151</b>	<b>8.151</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	8.151	8.151

## Mission Sécurité civile

La mission *Sécurité civile* est une mission ministérielle composée de deux programmes :

- Le programme *Intervention sur moyens nationaux* ;
- Le programme *Coordination des moyens de secours*.

---

### Programme Intervention sur moyens nationaux

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
172.642.034	217.411.798

Ce programme, dont le directeur de la défense et de la sécurité civiles est le responsable, a pour finalité d'organiser et de préparer les moyens nationaux de défense et de sécurité civiles de l'Etat pour les mettre à disposition de la chaîne opérationnelle.

Les services concernés par les actions de ce programme sont placés, en administration centrale, sous l'autorité de la sous-direction de l'organisation des secours et de la coopération civilo-militaire (SDOSCCM) : le Groupement des moyens aériens (GMA), le Commandement des formations militaires de la Sécurité Civile (COMFORMISC), le service du déminage. Il faut ajouter à ces derniers les 4 Etablissements de soutien opérationnel et logistique (ESOL) dirigés par la sous-direction de l'administration et de la modernisation.

Il est structuré en 4 actions qui sont autant de catégories d'interventions opérationnelles s'appuyant sur les moyens nationaux de défense et sécurité civiles.

La première correspond aux activités nationales de lutte contre les feux de forêt. Elle fait intervenir le GMA (base avions de Marignane), les Unités militaires d'instruction

et d'intervention et le Bureau de soutien opérationnel et logistique, tête de réseau des 4 ESOL.

La seconde action concerne les activités nationales menées en réponse à toutes les autres catastrophes (naturelles ou technologiques). Elle fait intervenir les mêmes unités que l'action précédente.

La troisième concerne l'activité de secours d'urgence aux personnes et de sauvetage hélicoptère. Elle fait intervenir le GMA, dans sa composante Groupement hélicoptères de Nîmes.

La dernière action retrace les activités de collecte, de neutralisation ou de destruction de tous types d'engins explosifs. Elle est réalisée par le service du déminage.

Le financement est assuré par des chapitres de personnel (31-01, 31-02, 31-30, 31-31, 31-95, 31-98, 31-41), de cotisations sociales ou de pensions (33-90, 33-91, 32-52, 32-97), de fonctionnement (34-01, 34-31, 34-82), de pensions et d'indemnités (46-92) et d'investissement (57-40, 57-50).

---

### Programme Coordination des moyens de secours

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
212.841.883	238.805.369

Ce programme, dont le directeur de la défense et de la sécurité civiles est responsable, a pour finalité d'identifier les risques et menaces potentiels, de planifier les secours et de coordonner l'intervention des différents intervenants en temps de crise.

Les services dont les activités sont retracées par les actions de ce programme sont, en administration centrale, la sous-direction de la défense civile et de la prévention des risques (SDDCPR), la sous-direction des sapeurs-pompiers (SDSP) et la sous-direction de l'administration et de la modernisation (SDAM), ainsi que des structures spécialisées (l'inspection de la sécurité

civile [ISC] et la Mission des relations internationales [MRI]).

Ce programme est structuré en trois actions, les deux premières concernent les fonctions de préparation à la gestion des crises et de coordination de l'ensemble des acteurs nationaux et locaux de Sécurité Civile, la 3<sup>ème</sup> regroupe les fonctions de soutien général et d'administration des deux programmes de la mission.

La première action correspond aux activités de prospective et d'identification des risques et menaces potentiels ou avérés, et à la préparation et la coordination des différents réseaux d'intervenants dans la gestion des crises.).

La seconde action retrace les activités de coordination et de formation des acteurs de Sécurité Civile (Services départementaux d'incendie et de secours [SDIS] et officiers de sapeurs-pompiers).

La dernière action reprend les fonctions de « pilotage », d'administration et de soutien général de la mission.

Le financement est assuré par plusieurs chapitres de personnel (31-01, 31-02, 31-30, 31-31, 31-95, 31-98, 31-41), de cotisations sociales ou de pensions (33-90, 33-91, 32-92, 32-97), de fonctionnement (34-01, 34-31, 34-82), de subventions (36-51 et 67-50), de pensions et d'indemnités (46-92) et d'investissement (57-40, 57-50).

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Intervention sur moyens nationaux</b>	<b>169.841.984</b>	<b>172.642.034</b>	<b>186.317.319</b>	<b>217.411.798</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>72.095.957</b>	<b>72.095.957</b>	<b>76.700.735</b>	<b>76.700.735</b>
Rémunérations d'activité	52.893.034	52.893.034	56.101.117	56.101.117
Cotisations et contributions sociales	18.683.074	18.683.074	20.086.774	20.086.774
Prestations sociales et allocations diverses	519.849	519.849	512.844	512.844
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>30.053.777</b>	<b>30.053.777</b>	<b>31.268.813</b>	<b>31.268.813</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	30.053.777	30.053.777	31.268.813	31.268.813
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>67.692.250</b>	<b>70.492.300</b>	<b>78.347.771</b>	<b>109.442.250</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	67.692.250	70.492.300	78.347.771	109.442.250
<b>Coordination des moyens de secours</b>	<b>221.630.933</b>	<b>212.841.883</b>	<b>236.914.849</b>	<b>238.805.369</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>64.941.583</b>	<b>64.941.583</b>	<b>68.072.648</b>	<b>68.072.648</b>
Rémunérations d'activité	22.790.890	22.790.890	23.429.701	23.429.701
Cotisations et contributions sociales	41.185.257	41.185.257	43.875.464	43.875.464
Prestations sociales et allocations diverses	965.436	965.436	767.483	767.483
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>83.835.931</b>	<b>83.835.931</b>	<b>88.085.302</b>	<b>88.085.302</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	81.522.896	81.522.896	85.298.567	85.298.567
Subventions pour charges de service public	2.313.035	2.313.035	2.786.735	2.786.735
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>6.088.750</b>	<b>6.299.700</b>	<b>7.292.230</b>	<b>5.632.750</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	6.088.750	6.299.700	7.292.230	5.632.750
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>66.764.669</b>	<b>57.764.669</b>	<b>73.464.669</b>	<b>77.014.669</b>
Transferts aux ménages	12.014.669	12.014.669	12.014.669	12.014.669
Transferts aux collectivités locales	54.750.000	45.750.000	61.450.000	65.000.000

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Intervention sur moyens nationaux**

(en euros)

Intitulé de l'action <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Participation de l'État à la lutte contre les feux de forêts</b>	<b>79.897.661</b>	<b>81.717.761</b>	<b>88.518.294</b>	<b>109.285.286</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>21.278.416</b>	<b>21.278.416</b>	<b>22.940.684</b>	<b>22.940.684</b>
Rémunérations d'activité	16.242.783	16.242.783	17.209.247	17.209.247
Cotisations et contributions sociales	4.763.638	4.763.638	5.448.512	5.448.512
Prestations sociales et allocations diverses	271.995	271.995	282.925	282.925
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>15.580.495</b>	<b>15.580.495</b>	<b>16.168.352</b>	<b>16.168.352</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15.580.495	15.580.495	16.168.352	16.168.352
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>43.038.750</b>	<b>44.858.850</b>	<b>49.409.258</b>	<b>70.176.250</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	43.038.750	44.858.850	49.409.258	70.176.250
<b>Interventions spécialisées sur les autres catastrophes naturelles et technologiques</b>	<b>13.048.900</b>	<b>13.048.950</b>	<b>14.099.350</b>	<b>13.773.502</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>7.893.526</b>	<b>7.893.526</b>	<b>8.561.118</b>	<b>8.561.118</b>
Rémunérations d'activité	3.207.933	3.207.933	3.399.743	3.399.743
Cotisations et contributions sociales	4.512.505	4.512.505	4.981.332	4.981.332
Prestations sociales et allocations diverses	173.088	173.088	180.043	180.043
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.591.624</b>	<b>4.591.624</b>	<b>4.648.634</b>	<b>4.648.634</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.591.624	4.591.624	4.648.634	4.648.634
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>563.750</b>	<b>563.800</b>	<b>889.598</b>	<b>563.750</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	563.750	563.800	889.598	563.750
<b>Secours à personne par hélicoptère</b>	<b>41.769.329</b>	<b>42.749.229</b>	<b>46.192.533</b>	<b>57.559.697</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>13.645.046</b>	<b>13.645.046</b>	<b>14.520.021</b>	<b>14.520.021</b>
Rémunérations d'activité	13.526.030	13.526.030	14.403.240	14.403.240
Cotisations et contributions sociales	119.016	119.016	116.781	116.781
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.269.533</b>	<b>5.269.533</b>	<b>5.572.426</b>	<b>5.572.426</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5.269.533	5.269.533	5.572.426	5.572.426
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>22.854.750</b>	<b>23.834.650</b>	<b>26.100.086</b>	<b>37.467.250</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	22.854.750	23.834.650	26.100.086	37.467.250
<b>Neutralisation des engins explosifs</b>	<b>35.126.094</b>	<b>35.126.094</b>	<b>37.507.142</b>	<b>36.793.312</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>29.278.969</b>	<b>29.278.969</b>	<b>30.678.910</b>	<b>30.678.910</b>
Rémunérations d'activité	19.916.288	19.916.288	21.088.887	21.088.887
Cotisations et contributions sociales	9.287.915	9.287.915	9.540.148	9.540.148
Prestations sociales et allocations diverses	74.766	74.766	49.875	49.875
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.612.125</b>	<b>4.612.125</b>	<b>4.879.402</b>	<b>4.879.402</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.612.125	4.612.125	4.879.402	4.879.402

<b>Intervention sur moyens nationaux</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.235.000</b>	<b>1.235.000</b>	<b>1.948.830</b>	<b>1.235.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.235.000	1.235.000	1.948.830	1.235.000

### Coordination des moyens de secours

(en euros)

<b>Coordination des moyens de secours</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Préparation et gestion des crises</b>	<b>2.912.744</b>	<b>2.112.694</b>	<b>2.190.830</b>	<b>2.186.350</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>132.731</b>	<b>132.731</b>	<b>187.803</b>	<b>187.803</b>
Rémunérations d'activité	35.303	35.303	35.480	35.480
Cotisations et contributions sociales	72.701	72.701	126.603	126.603
Prestations sociales et allocations diverses	24.727	24.727	25.720	25.720
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.612.515</b>	<b>1.612.515</b>	<b>1.831.049</b>	<b>1.831.049</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.612.515	1.612.515	1.831.049	1.831.049
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.007.750</b>	<b>207.700</b>	<b>12.230</b>	<b>7.750</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.007.750	207.700	12.230	7.750
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>159.748</b>	<b>159.748</b>	<b>159.748</b>	<b>159.748</b>
Transferts aux ménages	159.748	159.748	159.748	159.748
<b>Coordination des acteurs de la sécurité civile</b>	<b>139.329.207</b>	<b>130.329.207</b>	<b>150.928.910</b>	<b>154.478.910</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>8.883.744</b>	<b>8.883.744</b>	<b>9.162.607</b>	<b>9.162.607</b>
Cotisations et contributions sociales	8.859.017	8.859.017	9.136.887	9.136.887
Prestations sociales et allocations diverses	24.727	24.727	25.720	25.720
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>75.695.463</b>	<b>75.695.463</b>	<b>80.316.303</b>	<b>80.316.303</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	73.382.428	73.382.428	77.529.568	77.529.568
Subventions pour charges de service public	2.313.035	2.313.035	2.786.735	2.786.735
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>54.750.000</b>	<b>45.750.000</b>	<b>61.450.000</b>	<b>65.000.000</b>
Transferts aux collectivités locales	54.750.000	45.750.000	61.450.000	65.000.000
<b>Soutien à la politique de sécurité civile</b>	<b>79.388.982</b>	<b>80.399.982</b>	<b>83.795.109</b>	<b>82.140.109</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>55.925.108</b>	<b>55.925.108</b>	<b>58.722.238</b>	<b>58.722.238</b>
Rémunérations d'activité	22.755.587	22.755.587	23.394.221	23.394.221
Cotisations et contributions sociales	32.253.539	32.253.539	34.611.975	34.611.975
Prestations sociales et allocations diverses	915.982	915.982	716.042	716.042
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.527.953</b>	<b>6.527.953</b>	<b>5.937.950</b>	<b>5.937.950</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.527.953	6.527.953	5.937.950	5.937.950
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>5.081.000</b>	<b>6.092.000</b>	<b>7.280.000</b>	<b>5.625.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	5.081.000	6.092.000	7.280.000	5.625.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>11.854.921</b>	<b>11.854.921</b>	<b>11.854.921</b>	<b>11.854.921</b>

<b>Coordination des moyens de secours</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Transferts aux ménages		11.854.921	11.854.921	11.854.921	11.854.921

## Mission Sécurité sanitaire

La mission *Sécurité sanitaire* est une mission interministérielle composée de deux programmes :

- Le programme *Veille et sécurité sanitaires* ;
- Le programme *Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation*.

### Programme Veille et sécurité sanitaires

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
96.798.028	120.278.291

Le programme « Veille et sécurité sanitaire » vise à disposer de systèmes réactifs de veille, de surveillance, d'alerte et d'expertise sur les risques et les dangers menaçant la santé de la population, améliorer l'état des connaissances sur ces risques et dangers et sur les moyens d'y faire face, améliorer la maîtrise des risques sanitaires, renforcer la capacité de répondre aux urgences et aux situations exceptionnelles et développer une culture partagée du risque sanitaire.

Le programme comprend 4 actions.

L'action « Veille, surveillance, expertise et alerte » vise à identifier les dangers et évaluer les risques sanitaires pour la population, à rassembler les connaissances nécessaires pour les gérer et à entretenir et développer les dispositifs d'alerte existants...

L'action « Gestion des urgences, des situations exceptionnelles et des crises » vise à préparer des plans de réponse et à mobiliser les moyens nécessaires pour leur mise en œuvre, notamment dans le cadre du bio-terrorisme.

L'action « Production et mise en œuvre de règles, de recommandation, de décisions et autres dispositifs » a pour objet, outre la définition de normes, la formulation des préconisations et des stratégies pour agir à l'encontre des activités humaines susceptibles d'avoir un impact sanitaire. Cette action inclut également les inspections et contrôles dans le domaine.

L'action « Information et formation » vise à informer de manière claire et loyale les populations concernées par un risque et d'établir une relation de confiance entre le citoyen et le dispositif de sécurité sanitaire.

Le programme regroupe le chapitre 34-98 pour les dépenses de fonctionnement des politiques de la direction générale de la santé (central et déconcentré) et la prévention des épidémies et la lutte contre les actes terroristes, le chapitre 36-81 pour la subvention de l'Etat à l'AFSSAPS, l'AFSSA, l'AFSE, l'EFG (et ABM) et l'InVS, l'intégralité du chapitre 47-12 et les frais de contentieux du chapitre 46-98 du budget des charges communes.

### Programme Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
488.433.994	498.857.814

Ce programme vise à contribuer à l'amélioration de la qualité sanitaire des productions agricoles et à protéger la santé des consommateurs, par une politique de maîtrise des risques sanitaires et phytosanitaires, une promotion de la qualité et de la diversité des produits alimentaires et une transparence sur la composition, l'origine et le mode de production des denrées et des

aliments pour animaux, notamment par la mise en œuvre de contrôles et d'inspections. S'agissant des techniques nouvelles de production (OGM, pesticides), il met en œuvre des procédures destinées à garantir leur innocuité. L'appui scientifique et technique d'établissements publics et un réseau de laboratoires, au premier rang desquels, l'AFSSA, encadré par une réglementation

nationale, communautaire et internationale (Codex Alimentarius, Convention Internationale pour la Protection des Végétaux), participent à la mise en œuvre de ce programme.

Ce programme se décompose en 6 actions.

Les trois actions que sont la « prévention des risques inhérents à la production végétale », la « lutte contre les maladies animales » (lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine notamment qui bénéficie d'un cofinancement de l'Union Européenne) et la « protection des animaux et la prévention des risques sanitaires liés aux denrées alimentaires » regroupent les crédits d'intervention du chapitre 44-70.

L'action « Acquisition et mobilisation des moyens scientifiques et techniques de maîtrise des risques sanitaires » regroupe les crédits destinés à l'AFSSA.

Une action spécifique est dédiée au service public de l'équarrissage et d'élimination des co-produits (chapitre 44-71).

Les moyens humains et de fonctionnement des services vétérinaires sont identifiés dans une action.

Enfin une action, non dotée, est destinée à accueillir les moyens mis en œuvre pour le compte du MEDD au titre des installations classées et de la protection de la faune sauvage.

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Veille et Sécurité sanitaires</b>	<b>96.798.028</b>	<b>96.798.028</b>	<b>120.278.291</b>	<b>120.278.291</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>77.298.028</b>	<b>77.298.028</b>	<b>97.135.255</b>	<b>97.135.255</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.480.735	7.480.735	4.161.927	4.161.927
Subventions pour charges de service public	69.817.293	69.817.293	92.973.328	92.973.328
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>19.500.000</b>	<b>19.500.000</b>	<b>23.143.036</b>	<b>23.143.036</b>
Transferts aux autres collectivités	19.500.000	19.500.000	23.143.036	23.143.036
<b>Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation</b>	<b>488.548.994</b>	<b>488.433.994</b>	<b>568.115.814</b>	<b>498.857.814</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>210.215.667</b>	<b>210.215.667</b>	<b>217.752.162</b>	<b>217.752.162</b>
Rémunérations d'activité	144.286.450	144.286.450	150.575.127	150.575.127
Cotisations et contributions sociales	61.226.749	61.226.749	65.335.847	65.335.847
Prestations sociales et allocations diverses	4.702.468	4.702.468	1.841.188	1.841.188
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>192.356.827</b>	<b>192.356.827</b>	<b>173.074.911</b>	<b>149.349.580</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	123.379.901	123.379.901	79.481.033	75.659.546
Subventions pour charges de service public	68.976.926	68.976.926	93.593.878	73.690.034
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.990.000</b>	<b>3.844.000</b>	<b>3.065.774</b>	<b>3.091.947</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.990.000	3.844.000	3.065.774	3.091.947
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>81.986.500</b>	<b>82.017.500</b>	<b>174.222.967</b>	<b>128.664.125</b>
Transferts aux entreprises	79.318.500	79.318.500	171.404.967	125.937.125
Transferts aux autres collectivités	2.668.000	2.699.000	2.818.000	2.727.000

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Veille et Sécurité sanitaires**

(en euros)

Intitulé de l'action <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Veille, surveillance, expertise et alerte</b>	<b>54.048.343</b>	<b>54.048.343</b>	<b>57.447.399</b>	<b>57.447.399</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>46.494.367</b>	<b>46.494.367</b>	<b>52.673.520</b>	<b>52.673.520</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.400.182	1.400.182	0	0
Subventions pour charges de service public	45.094.185	45.094.185	52.673.520	52.673.520
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>7.553.976</b>	<b>7.553.976</b>	<b>4.773.879</b>	<b>4.773.879</b>
Transferts aux autres collectivités	7.553.976	7.553.976	4.773.879	4.773.879
<b>Gestion des urgences, des situations exceptionnelles et des crises</b>	<b>5.266.943</b>	<b>5.266.943</b>	<b>9.658.687</b>	<b>9.658.687</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.293.869</b>	<b>4.293.869</b>	<b>3.306.413</b>	<b>3.306.413</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.750.817	1.750.817	238.141	238.141
Subventions pour charges de service public	2.543.052	2.543.052	3.068.272	3.068.272
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>973.074</b>	<b>973.074</b>	<b>6.352.274</b>	<b>6.352.274</b>
Transferts aux autres collectivités	973.074	973.074	6.352.274	6.352.274
<b>Production et mise en œuvre de règles, de recommandations, de décisions et autres dispositifs</b>	<b>32.349.218</b>	<b>32.349.218</b>	<b>46.534.065</b>	<b>46.534.065</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>21.493.968</b>	<b>21.493.968</b>	<b>35.553.396</b>	<b>35.553.396</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.129.736	4.129.736	3.923.786	3.923.786
Subventions pour charges de service public	17.364.232	17.364.232	31.629.610	31.629.610
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>10.855.250</b>	<b>10.855.250</b>	<b>10.980.669</b>	<b>10.980.669</b>
Transferts aux autres collectivités	10.855.250	10.855.250	10.980.669	10.980.669
<b>Information et formation</b>	<b>5.133.524</b>	<b>5.133.524</b>	<b>6.638.140</b>	<b>6.638.140</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.015.824</b>	<b>5.015.824</b>	<b>5.601.926</b>	<b>5.601.926</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	200.000	200.000	0	0
Subventions pour charges de service public	4.815.824	4.815.824	5.601.926	5.601.926
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>117.700</b>	<b>117.700</b>	<b>1.036.214</b>	<b>1.036.214</b>
Transferts aux autres collectivités	117.700	117.700	1.036.214	1.036.214

**Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation**

(en euros)

Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Prévention des risques sanitaires et phytosanitaires</b>	<b>14.260.000</b>	<b>14.114.000</b>	<b>15.021.600</b>	<b>15.167.600</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9.600.000</b>	<b>9.600.000</b>	<b>3.350.166</b>	<b>3.350.166</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.388.988	6.388.988	0	0
Subventions pour charges de service public	3.211.012	3.211.012	3.350.166	3.350.166
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.560.000</b>	<b>1.414.000</b>	<b>1.160.358</b>	<b>1.306.358</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.560.000	1.414.000	1.160.358	1.306.358
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>3.100.000</b>	<b>3.100.000</b>	<b>10.511.076</b>	<b>10.511.076</b>
Transferts aux entreprises	3.100.000	3.100.000	10.511.076	10.511.076
<b>Lutte contre les maladies animales et protection des animaux</b>	<b>107.035.018</b>	<b>107.035.018</b>	<b>169.318.798</b>	<b>105.724.799</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>70.106.518</b>	<b>70.106.518</b>	<b>49.981.343</b>	<b>30.095.499</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	44.585.797	44.585.797	0	0
Subventions pour charges de service public	25.520.721	25.520.721	49.981.343	30.095.499
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>510.000</b>	<b>510.000</b>	<b>223.773</b>	<b>134.742</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	510.000	510.000	223.773	134.742
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>36.418.500</b>	<b>36.418.500</b>	<b>119.113.682</b>	<b>75.494.558</b>
Transferts aux entreprises	36.418.500	36.418.500	119.113.682	75.494.558
<b>Prévention et gestion des risques sanitaires liés aux denrées alimentaires</b>	<b>17.172.994</b>	<b>17.172.994</b>	<b>21.086.000</b>	<b>16.119.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.002.994</b>	<b>11.002.994</b>	<b>13.107.058</b>	<b>10.019.570</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11.002.994	11.002.994	13.107.058	10.019.570
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>370.000</b>	<b>370.000</b>	<b>130.733</b>	<b>99.938</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	370.000	370.000	130.733	99.938
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.800.000</b>	<b>5.800.000</b>	<b>7.848.209</b>	<b>5.999.492</b>
Transferts aux entreprises	5.800.000	5.800.000	7.848.209	5.999.492
<b>Acquisition et mobilisation des moyens scientifiques et techniques pour maîtriser les risques sanitaires</b>	<b>50.411.142</b>	<b>50.442.142</b>	<b>51.916.705</b>	<b>51.073.705</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.874.277</b>	<b>2.874.277</b>	<b>2.892.566</b>	<b>2.892.566</b>
Rémunérations d'activité	2.019.149	2.019.149	2.020.353	2.020.353
Cotisations et contributions sociales	790.886	790.886	855.642	855.642
Prestations sociales et allocations diverses	64.242	64.242	16.571	16.571
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>44.868.865</b>	<b>44.868.865</b>	<b>46.206.139</b>	<b>45.454.139</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.623.672	4.623.672	5.943.770	5.209.770
Subventions pour charges de service public	40.245.193	40.245.193	40.262.369	40.244.369
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.668.000</b>	<b>2.699.000</b>	<b>2.818.000</b>	<b>2.727.000</b>
Transferts aux autres collectivités	2.668.000	2.699.000	2.818.000	2.727.000

<b>Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Élimination des farines et des coproduits animaux</b>		<b>82.000.000</b>	<b>82.000.000</b>	<b>85.828.000</b>	<b>85.828.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>48.000.000</b>	<b>48.000.000</b>	<b>51.896.000</b>	<b>51.896.000</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		48.000.000	48.000.000	51.896.000	51.896.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>34.000.000</b>	<b>34.000.000</b>	<b>33.932.000</b>	<b>33.932.000</b>
Transferts aux entreprises		34.000.000	34.000.000	33.932.000	33.932.000
<b>Mise en œuvre de la politique de sécurité et de qualité sanitaires de l'alimentation</b>		<b>217.669.840</b>	<b>217.669.840</b>	<b>224.944.711</b>	<b>224.944.711</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>207.341.390</b>	<b>207.341.390</b>	<b>214.859.596</b>	<b>214.859.596</b>
Rémunérations d'activité		142.267.301	142.267.301	148.554.774	148.554.774
Cotisations et contributions sociales		60.435.863	60.435.863	64.480.205	64.480.205
Prestations sociales et allocations diverses		4.638.226	4.638.226	1.824.617	1.824.617
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>8.778.450</b>	<b>8.778.450</b>	<b>8.534.206</b>	<b>8.534.206</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		8.778.450	8.778.450	8.534.206	8.534.206
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>					
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		1.550.000	1.550.000	1.550.909	1.550.909
<b>Mise en œuvre des politiques pour le compte du ministère de l'environnement et du développement durable</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Mission Solidarité et intégration

La mission *Solidarité et intégration* est une mission interministérielle composée de sept programmes :

- Le programme *Politiques en faveur de l'inclusion sociale* ;
- Le programme *Accueil des étrangers et intégration* ;
- Le programme *Actions en faveur des familles vulnérables* ;
- Le programme *Handicap et dépendance* ;
- Le programme *Protection maladie complémentaire* ;
- Le programme *Egalité entre les hommes et les femmes* ;
- Le programme *Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales*.

---

### Programme Politiques en faveur de l'inclusion sociale

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
891.734.382	868.159.001

Le programme « Politiques en faveur de l'inclusion sociale » est composé de quatre actions. Il a pour objectif principal de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en apportant des réponses globales, mobilisant l'ensemble de la société, et en rompant, autant que possible, avec une logique d'assistance. La principale action, « Actions en faveur des plus vulnérables », regroupe les crédits en direction de publics ciblés (prostituées, jeunes), le dispositif de veille et d'urgence sociale, la mise à disposition de logements adaptés (maisons-relais, aide à la gestion locative pour les résidences sociales) ainsi que les Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS).

L'action « Prévention de l'exclusion » comprend le financement de la formation, de l'enseignement et des bourses des professions sociales, l'Institut de formation aux carrières administratives, sanitaires et sociales (IFCASS) de Dieppe, l'aide sociale obligatoire, les dispositifs des fonds d'impayés énergie et eau ainsi que les dispositifs en direction des gens du voyage.

L'action « Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion » finance essentiellement la coordination du réseau associatif et les postes du Fonds de coopération pour la jeunesse et l'éducation populaire (FONJEP).

Enfin, l'action « Rapatriés » regroupe l'ensemble des dépenses en faveur de cette population, y compris l'allocation de reconnaissance.

Pour l'essentiel, le programme regroupe des crédits d'intervention du titre IV : les chapitres 43-33 et 46-32 dans leur totalité ainsi qu'une partie des chapitres 46-36 et 46-81. Les dépenses du titre III correspondent aux chapitres 37-91 et 34-98. Les dépenses en capital sont issues des chapitres 57-93 pour le financement du mémorial de la France d'outre-mer et 66-20 pour les établissements de réinsertion sociale et professionnelle et les centres de formation en travail social. Enfin, le programme comprend le financement des prêts de reclassement des rapatriés et la participation au rachat de cotisations (46-91 du budget des charges communes).

---

## Programme Accueil des étrangers et intégration

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
741.235.284	809.057.435

Le programme « Accueil des étrangers et intégration », est composé de cinq actions. Il a pour finalités l'intégration des immigrants et des personnes issues de l'immigration dans la société française, la prise en charge sociale des demandeurs d'asile ainsi que la participation à la régulation de certains mouvements migratoires.

L'action « Participation à la régulation des migrations » recouvre l'instruction des autorisations de travail et de regroupement familial, les aides au retour et le co-développement et les interventions sanitaires et sociales dans les centres et locaux de rétention administrative.

L'action « Prise en charge sociale des demandeurs d'asile » regroupe les mesures permettant d'offrir aux demandeurs d'asile des normes d'accueil satisfaisantes en assurant leur mise à l'abri et leur subsistance pendant la durée d'instruction de leur demande ainsi qu'un accès aux systèmes de santé. Elle comprend l'accueil et l'hébergement, celui-ci étant assuré soit en centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA), soit dans des hébergements dits d'urgence, et les autres mesures sociales portant sur l'attribution de l'allocation d'insertion à ceux qui ne peuvent être hébergés en CADA.

L'action « Intégration » comprend la mise en place d'un service public de l'accueil des nouveaux migrants, l'accès à la nationalité, la promotion sociale et professionnelle des primo-arrivants et des personnes issues de l'immigration.

L'action « Aide médicale de l'Etat » correspond au financement de cette aide à destination des personnes étrangères en situation irrégulière ne pouvant prétendre à la Couverture maladie universelle.

Enfin, l'action « Soutien » du programme regroupe les dépenses de personnel de la sous-direction des naturalisations délocalisée à Rezé et les opérations de soutien transversales aux actions du programme.

Les dépenses d'intervention correspondent à une part des chapitres 46-81 (articles 40 à 80) et 46-82 (article 20). Les dépenses de personnel correspondent à une partie des chapitres 31-41, 31-42, 31-96, 32-97, 33-90, 33-91 et 33-92. Les dépenses de fonctionnement correspondent à un article du chapitre 34-98. L'allocation d'insertion est issue du chapitre 46-71 de la section travail.

---

## Programme Actions en faveur des familles vulnérables

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
945.439.323	1.060.060.925

Le programme « Actions en faveur des familles vulnérables » comprend trois actions. Ses finalités sont de soutenir et compléter les familles rencontrant des difficultés financières, sociales, relationnelles ou des dysfonctionnements dans l'éducation de leurs enfants, de prévenir et de lutter contre les maltraitances à l'égard des personnes vulnérables et de garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs besoins.

L'action « Soutien en faveur des familles monoparentales », correspond au financement de l'allocation de parent isolé, destinée soit aux parents qui élèvent seuls un ou plusieurs enfants de moins de trois ans, soit aux parents, séparés, divorcés ou veufs depuis moins d'un an et qui élèvent seuls un ou plusieurs enfants.

L'action « Accompagnement des familles dans leur rôle de parents » regroupe l'accompagnement à la scolarité, la médiation familiale, les établissements d'information et de conseil conjugal et familial ainsi que le réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents ainsi que les crédits permettant d'animer et de mobiliser les acteurs associatifs et institutionnels.

Enfin, l'action « Protection des enfants et des familles » correspond essentiellement à la tutelle et à la curatelle d'Etat, à la lutte contre l'enfance maltraitée, dont le financement du GIP Service national d'accueil téléphonique contre l'enfance maltraitée (SNATEM) et aux actions de lutte contre les dérives sectaires.

Pour l'essentiel, le programme « Actions en faveur des familles vulnérables » regroupe les crédits du chapitre

46-34 ainsi qu'une partie du chapitre 46-36. Les dépenses en capital correspondent aux autres

équipements sociaux (chapitre 66-20).

## Programme Handicap et dépendance

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
7.124.810.404	7.373.421.236

Le programme « Handicap et dépendance » comporte six actions. L'objectif global de ce programme est de permettre aux personnes handicapées et aux personnes âgées d'exercer un choix de vie en leur facilitant l'accès au droit commun et en leur offrant des dispositifs adaptés à leurs besoins évalués de façon individualisée.

La principale action en volume de crédits, « Ressources d'existence », regroupe la contribution de l'Etat au financement de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH) et le Fonds spécial d'invalidité (FSI).

L'action « Evaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées » comprend le fonctionnement des sites pour la vie autonome.

L'action « Incitation à l'activité professionnelle » inclut les Centres d'aide par le travail (CAT) ainsi que la Garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH) allouée aux travailleurs handicapés en CAT.

L'action « Compensation des conséquences du handicap » regroupe le fonds de compensation des sites pour la vie autonome, les auxiliaires de vie et d'intégration scolaire ainsi que les établissements nationaux pour jeunes sourds et aveugles.

L'action « Personnes âgées » recouvre les Comités locaux d'information et de coordination (CLIC) ainsi que les Comités régionaux et départementaux des retraités et personnes âgées (CORERPA/CODERPA).

Enfin, l'action « Pilotage du programme » inclut les subventions aux Centres régionaux d'aide à l'enfance et à l'adolescence inadaptée (CREAI) et au Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations (CTNERHI) ainsi que le financement de l'animation et de la coordination des partenariats avec les associations et les collectivités locales.

Le programme « Handicap et dépendance » regroupe l'intégralité du chapitre 46-35 ainsi qu'une partie du chapitre 46-36. Les dépenses du titre III correspondent pour l'essentiel aux établissements nationaux pour jeunes sourds et aveugles (chapitre 36-81). Les dépenses en capital incluent une partie du chapitre 66-20 (établissements pour enfants et adultes handicapés et pour personnes âgées et instituts nationaux). La GRTH est issue du chapitre 47-11 de la section travail.

## Programme Protection maladie complémentaire

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
946.560.308	660.577.410

Les régimes obligatoires de sécurité sociale couvrent la majeure partie (77%) de la dépense de santé. Une part non négligeable demeure toutefois à la charge des assurés. On peut estimer qu'environ 92% des Français sont couverts par une assurance complémentaire, dont les titulaires de la Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C). L'absence de couverture complémentaire est majoritairement imputable à des considérations financières. L'enquête SPS menée par le CREDES en 2000 faisait ainsi ressortir que les taux de couverture par une assurance complémentaire décroissent avec le revenu du ménage ; par ailleurs 52%

des personnes non couvertes par une assurance santé complémentaire mettaient en avant le coût de la protection. La loi du 27 juillet 1999 a généralisé la couverture maladie de base et d'autre part créé la CMU-C, qui confère une protection complémentaire publique, complète et gratuite, sous condition de revenu et de résidence. Les bénéficiaires de cette couverture voient leurs soins pris en charge à 100%, sans possibilité de dépassement de la part des professionnels et n'ont pas à consentir d'avance de frais (tiers payant). Il s'agit de garantir et d'améliorer un haut niveau de protection complémentaire pour les personnes dont les revenus sont

les plus faibles, en maîtrisant l'évolution de la dépense. Pour les foyers disposant de revenus modestes mais supérieurs au seuil de la CMU-C, un crédit d'impôts est créé à partir de 2005 pour prendre en charge une partie du coût du contrat de couverture complémentaire.

Le programme « Protection maladie complémentaire » regroupe les crédits du chapitre 46-82 article 10.

## Programme Egalité entre les hommes et les femmes

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
27.001.713	26.991.829

Le programme « Egalité entre les hommes et les femmes » comporte cinq actions. Il vise à favoriser, par une approche transversale, la prise en compte des situations et des besoins des femmes et des hommes dans l'élaboration, la mise en place, le suivi et l'évaluation des politiques publiques et à mettre en place des mesures spécifiques en direction de certaines catégories de femmes afin de réduire les inégalités constatées.

L'action « Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision » regroupe les dépenses visant à contribuer à favoriser l'accès des femmes aux responsabilités citoyennes et à la prise de décision dans la vie professionnelle.

L'action « Egalité professionnelle » a pour objectifs d'améliorer l'orientation scolaire et professionnelle des filles et des garçons en faisant évoluer la demande de formation des élèves et des familles et la participation des femmes au développement économique et au développement de leurs trajectoires professionnelles.

L'action « Egalité en droits et en dignité » contribue à l'accès de toutes les femmes aux droits, biens, ressources

et services et au respect de la dignité de la personne humaine.

L'action « Articulation des temps de vie » inclut les crédits pour développer la conciliation des temps dans l'entreprise et dans la sphère privée et à développer la politique du temps dans les territoires.

Enfin, l'action « Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes » recouvre les dépenses de personnel du service des droits des femmes et de l'égalité au niveau national et au niveau déconcentré et les crédits de fonctionnement du réseau déconcentré des droits des femmes et de l'égalité.

Le programme « Egalité entre les hommes et les femmes » regroupe les crédits du chapitre 43-02. Les dépenses de personnel correspondent à une partie des chapitres 31-41, 31-42, 31-96, 32-97, 33-90, 33-91, 33-92 et 37-12. Les dépenses de fonctionnement correspondent à un article du chapitre 34-98.

## Programme Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
769.473.139	777.534.333

Le programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » regroupe les dépenses de personnel et de fonctionnement de la mission Solidarité et intégration et, pour partie, des missions Santé et Sécurité sanitaires, que ces dépenses concernent: le personnel qui conçoit, pilote et évalue ces programmes, celui qui les gère et celui qui soutient les deux fonctions précédentes. Le programme est organisé en 9 actions.

L'action « Etat major de l'administration sanitaire et sociale » regroupe les fonctions de contrôle et

d'évaluation (IGAS et services de contrôle des DRASS et DDASS), la communication (service d'information et de communication), la coopération internationale (DAEI) et les crédits du programme civil de défense.

L'action « Statistique, études et recherches » regroupe les dépenses de la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques et des services statistiques régionaux.

Les actions « Gestion du programme Politiques en faveur de l'inclusion sociale », « Gestion du programme Accueil

des étrangers et intégration », « Gestion du programme Actions en faveur des familles vulnérables », « Gestion du programme Handicap et dépendance » et « Gestion du programme Protection maladie complémentaire » regroupent les dépenses de conception, de pilotage et de gestion propre à chaque programme de la mission Solidarité et intégration.

L'action « Soutien de l'administration sanitaire et sociale » concerne les dépenses de soutien indivises de l'administration sanitaire et sociale.

L'action « Pilotage de la sécurité sociale » retrace les dépenses de personnel de la direction de la sécurité sociale et des services régionaux de contrôle et d'évaluation des organismes de sécurité sociale.

Le programme recouvre les chapitres 31-41, 31-42, 31-96 (hors frais de concours de la mission Santé), 32-97, 33-90, 33-91, 33-92, 34-94, 34-98 articles 10, 20, 30, 41, 44, 45, 50, 60, 70, 81, 82, 88 et 90, 36-81-80, 37-03, 37-12, 42-01, 46-81-20 (observatoire social local) et 57-93.

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Politiques en faveur de l'inclusion sociale</b>	<b>889.319.382</b>	<b>891.734.382</b>	<b>865.681.001</b>	<b>868.159.001</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.890.137</b>	<b>1.890.137</b>	<b>1.216</b>	<b>1.216</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	31.174	31.174	1.216	1.216
Subventions pour charges de service public	1.858.963	1.858.963	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>887.429.245</b>	<b>889.844.245</b>	<b>865.679.785</b>	<b>868.157.785</b>
Transferts aux ménages	95.072.388	95.072.388	39.100.000	39.100.000
Transferts aux autres collectivités	792.356.857	794.771.857	826.579.785	829.057.785
<b>Accueil des étrangers et intégration</b>	<b>741.235.284</b>	<b>741.235.284</b>	<b>809.057.435</b>	<b>809.057.435</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>189.775</b>	<b>189.775</b>	<b>14.411.598</b>	<b>14.411.598</b>
Rémunérations d'activité	189.775	189.775	11.926.579	11.926.579
Cotisations et contributions sociales	0	0	2.410.695	2.410.695
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	74.324	74.324
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>38.848.014</b>	<b>38.848.014</b>	<b>44.514.932</b>	<b>44.514.932</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.615.655	1.615.655	5.360.625	5.360.625
Subventions pour charges de service public	37.232.359	37.232.359	39.154.307	39.154.307
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>702.197.495</b>	<b>702.197.495</b>	<b>750.130.905</b>	<b>750.130.905</b>
Transferts aux ménages	396.842.292	396.842.292	401.489.041	401.489.041
Transferts aux autres collectivités	305.355.203	305.355.203	348.641.864	348.641.864
<b>Actions en faveur des familles vulnérables</b>	<b>945.439.323</b>	<b>945.439.323</b>	<b>1.060.060.925</b>	<b>1.060.060.925</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.834.585</b>	<b>1.834.585</b>	<b>2.625.697</b>	<b>2.625.697</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	14.740	14.740	14.835	14.835
Subventions pour charges de service public	1.819.845	1.819.845	2.610.862	2.610.862
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>943.604.738</b>	<b>943.604.738</b>	<b>1.057.435.228</b>	<b>1.057.435.228</b>
Transferts aux ménages	769.700.000	769.700.000	862.770.350	862.770.350
Transferts aux autres collectivités	173.904.738	173.904.738	194.664.878	194.664.878
<b>Handicap et dépendance</b>	<b>7.128.414.404</b>	<b>7.124.810.404</b>	<b>7.385.899.236</b>	<b>7.373.421.236</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>12.148.685</b>	<b>12.148.685</b>	<b>12.655.083</b>	<b>12.655.083</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.886	6.886	6.809	6.809
Subventions pour charges de service public	12.141.799	12.141.799	12.648.274	12.648.274
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.220.000</b>	<b>1.220.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	1.220.000	1.220.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>7.116.265.719</b>	<b>7.112.661.719</b>	<b>7.372.024.153</b>	<b>7.359.546.153</b>
Transferts aux ménages	5.859.470.902	5.859.470.902	6.121.678.194	6.121.678.194
Transferts aux autres collectivités	1.256.794.817	1.253.190.817	1.250.345.959	1.237.867.959
<b>Protection maladie complémentaire</b>	<b>946.560.308</b>	<b>946.560.308</b>	<b>660.577.410</b>	<b>660.577.410</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>308</b>	<b>308</b>	<b>243</b>	<b>243</b>

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	308	308	243	243
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>946.560.000</b>	<b>946.560.000</b>	<b>660.577.167</b>	<b>660.577.167</b>
Transferts aux ménages	946.560.000	946.560.000	660.577.167	660.577.167
<b>Égalité entre les hommes et les femmes</b>	<b>27.001.713</b>	<b>27.001.713</b>	<b>26.991.829</b>	<b>26.991.829</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>8.761.302</b>	<b>8.761.302</b>	<b>8.745.796</b>	<b>8.745.796</b>
Rémunérations d'activité	5.748.808	5.748.808	5.684.824	5.684.824
Cotisations et contributions sociales	2.841.397	2.841.397	2.963.245	2.963.245
Prestations sociales et allocations diverses	171.097	171.097	97.727	97.727
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.232.911</b>	<b>1.232.911</b>	<b>1.246.033</b>	<b>1.246.033</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.232.911	1.232.911	1.246.033	1.246.033
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>17.007.500</b>	<b>17.007.500</b>	<b>17.000.000</b>	<b>17.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	17.007.500	17.007.500	17.000.000	17.000.000
<b>Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales</b>	<b>767.753.139</b>	<b>769.473.139</b>	<b>779.053.333</b>	<b>777.534.333</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>533.698.725</b>	<b>533.698.725</b>	<b>533.020.717</b>	<b>533.020.717</b>
Rémunérations d'activité	355.279.771	355.279.771	353.270.540	353.270.540
Cotisations et contributions sociales	168.248.079	168.248.079	173.901.111	173.901.111
Prestations sociales et allocations diverses	10.170.875	10.170.875	5.849.066	5.849.066
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>215.484.344</b>	<b>215.204.344</b>	<b>222.921.356</b>	<b>218.820.356</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	202.558.260	202.278.260	210.389.548	206.288.548
Subventions pour charges de service public	12.926.084	12.926.084	12.531.808	12.531.808
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>10.000.000</b>	<b>12.000.000</b>	<b>16.000.000</b>	<b>18.582.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.000.000	12.000.000	16.000.000	18.582.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>8.342.317</b>	<b>8.342.317</b>	<b>6.883.060</b>	<b>6.883.060</b>
Transferts aux autres collectivités	8.342.317	8.342.317	6.883.060	6.883.060
<b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b>	<b>227.753</b>	<b>227.753</b>	<b>228.200</b>	<b>228.200</b>
Prêts et avances	227.753	227.753	228.200	228.200

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Politiques en faveur de l'inclusion sociale**

(en euros)

Politiques en faveur de l'inclusion sociale <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Prévention de l'exclusion</b>	<b>209.969.268</b>	<b>211.109.268</b>	<b>50.688.668</b>	<b>50.908.668</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.858.963</b>	<b>1.858.963</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Subventions pour charges de service public	1.858.963	1.858.963	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>208.110.305</b>	<b>209.250.305</b>	<b>50.688.668</b>	<b>50.908.668</b>
Transferts aux ménages	70.895.939	70.895.939	0	0
Transferts aux autres collectivités	137.214.366	138.354.366	50.688.668	50.908.668
<b>Actions en faveur des plus vulnérables</b>	<b>642.541.737</b>	<b>643.816.737</b>	<b>730.402.114</b>	<b>730.160.114</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>642.541.737</b>	<b>643.816.737</b>	<b>730.402.114</b>	<b>730.160.114</b>
Transferts aux ménages	12.174.949	12.174.949	0	0
Transferts aux autres collectivités	630.366.788	631.641.788	730.402.114	730.160.114
<b>Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion</b>	<b>24.806.877</b>	<b>24.806.877</b>	<b>23.490.219</b>	<b>23.490.219</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>31.174</b>	<b>31.174</b>	<b>1.216</b>	<b>1.216</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	31.174	31.174	1.216	1.216
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>24.775.703</b>	<b>24.775.703</b>	<b>23.489.003</b>	<b>23.489.003</b>
Transferts aux autres collectivités	24.775.703	24.775.703	23.489.003	23.489.003
<b>Rapatriés</b>	<b>12.001.500</b>	<b>12.001.500</b>	<b>61.100.000</b>	<b>63.600.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>12.001.500</b>	<b>12.001.500</b>	<b>61.100.000</b>	<b>63.600.000</b>
Transferts aux ménages	12.001.500	12.001.500	39.100.000	39.100.000
Transferts aux autres collectivités	0	0	22.000.000	24.500.000

**Accueil des étrangers et intégration**

(en euros)

Accueil des étrangers et intégration <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Participation à la régulation des migrations</b>	<b>5.747.414</b>	<b>5.747.414</b>	<b>5.704.964</b>	<b>5.704.964</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.747.414</b>	<b>5.747.414</b>	<b>5.704.964</b>	<b>5.704.964</b>
Transferts aux autres collectivités	5.747.414	5.747.414	5.704.964	5.704.964

<b>Accueil des étrangers et intégration</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Prise en charge sociale des demandeurs d'asile</b>	<b>293.466.457</b>	<b>293.466.457</b>	<b>323.785.817</b>	<b>323.785.817</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>293.466.457</b>	<b>293.466.457</b>	<b>323.785.817</b>	<b>323.785.817</b>
Transferts aux ménages	152.058.600	152.058.600	156.948.672	156.948.672
Transferts aux autres collectivités	141.407.857	141.407.857	166.837.145	166.837.145
<b>Intégration</b>	<b>200.123.985</b>	<b>200.123.985</b>	<b>230.467.526</b>	<b>230.467.526</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6.955.000</b>	<b>6.955.000</b>
Rémunérations d'activité	0	0	6.955.000	6.955.000
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>37.232.359</b>	<b>37.232.359</b>	<b>42.899.307</b>	<b>42.899.307</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	3.745.000	3.745.000
Subventions pour charges de service public	37.232.359	37.232.359	39.154.307	39.154.307
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>162.891.626</b>	<b>162.891.626</b>	<b>180.613.219</b>	<b>180.613.219</b>
Transferts aux ménages	11.303.692	11.303.692	11.060.369	11.060.369
Transferts aux autres collectivités	151.587.934	151.587.934	169.552.850	169.552.850
<b>Aide médicale de l'État</b>	<b>233.480.000</b>	<b>233.480.000</b>	<b>233.480.000</b>	<b>233.480.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>233.480.000</b>	<b>233.480.000</b>	<b>233.480.000</b>	<b>233.480.000</b>
Transferts aux ménages	233.480.000	233.480.000	233.480.000	233.480.000
<b>Soutien du programme</b>	<b>8.417.428</b>	<b>8.417.428</b>	<b>15.619.128</b>	<b>15.619.128</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>189.775</b>	<b>189.775</b>	<b>7.456.598</b>	<b>7.456.598</b>
Rémunérations d'activité	189.775	189.775	4.971.579	4.971.579
Cotisations et contributions sociales	0	0	2.410.695	2.410.695
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	74.324	74.324
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.615.655</b>	<b>1.615.655</b>	<b>1.615.625</b>	<b>1.615.625</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.615.655	1.615.655	1.615.625	1.615.625
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>6.611.998</b>	<b>6.611.998</b>	<b>6.546.905</b>	<b>6.546.905</b>
Transferts aux autres collectivités	6.611.998	6.611.998	6.546.905	6.546.905

### Actions en faveur des familles vulnérables

(en euros)

<b>Actions en faveur des familles vulnérables</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Accompagnement des familles dans leur rôle de parents</b>	<b>23.712.873</b>	<b>23.712.873</b>	<b>23.135.889</b>	<b>23.135.889</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>23.712.873</b>	<b>23.712.873</b>	<b>23.135.889</b>	<b>23.135.889</b>
Transferts aux autres collectivités	23.712.873	23.712.873	23.135.889	23.135.889
<b>Soutien en faveur des familles monoparentales</b>	<b>769.700.000</b>	<b>769.700.000</b>	<b>862.770.350</b>	<b>862.770.350</b>

<b>Actions en faveur des familles vulnérables</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>769.700.000</b>	<b>769.700.000</b>	<b>862.770.350</b>	<b>862.770.350</b>
Transferts aux ménages	769.700.000	769.700.000	862.770.350	862.770.350
<b>Protection des enfants et des familles</b>	<b>152.026.450</b>	<b>152.026.450</b>	<b>174.154.685</b>	<b>174.154.685</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.834.585</b>	<b>1.834.585</b>	<b>2.625.697</b>	<b>2.625.697</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	14.740	14.740	14.835	14.835
Subventions pour charges de service public	1.819.845	1.819.845	2.610.862	2.610.862
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>150.191.865</b>	<b>150.191.865</b>	<b>171.528.988</b>	<b>171.528.988</b>
Transferts aux autres collectivités	150.191.865	150.191.865	171.528.988	171.528.988

### Handicap et dépendance

(en euros)

<b>Handicap et dépendance</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées</b>	<b>14.201.334</b>	<b>14.201.334</b>	<b>14.203.476</b>	<b>14.203.476</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>14.201.334</b>	<b>14.201.334</b>	<b>14.203.476</b>	<b>14.203.476</b>
Transferts aux autres collectivités	14.201.334	14.201.334	14.203.476	14.203.476
<b>Incitation à l'activité professionnelle</b>	<b>2.036.953.500</b>	<b>2.036.953.500</b>	<b>2.099.696.622</b>	<b>2.099.696.622</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.036.953.500</b>	<b>2.036.953.500</b>	<b>2.099.696.622</b>	<b>2.099.696.622</b>
Transferts aux ménages	911.236.000	911.236.000	960.126.622	960.126.622
Transferts aux autres collectivités	1.125.717.500	1.125.717.500	1.139.570.000	1.139.570.000
<b>Ressources d'existence</b>	<b>4.932.990.000</b>	<b>4.932.990.000</b>	<b>5.146.305.153</b>	<b>5.146.305.153</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>4.932.990.000</b>	<b>4.932.990.000</b>	<b>5.146.305.153</b>	<b>5.146.305.153</b>
Transferts aux ménages	4.932.990.000	4.932.990.000	5.146.305.153	5.146.305.153
<b>Compensation des conséquences du handicap</b>	<b>85.862.500</b>	<b>93.537.500</b>	<b>92.718.989</b>	<b>89.842.989</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>12.148.685</b>	<b>12.148.685</b>	<b>12.655.083</b>	<b>12.655.083</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6.886	6.886	6.809	6.809
Subventions pour charges de service public	12.141.799	12.141.799	12.648.274	12.648.274
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>73.713.815</b>	<b>81.388.815</b>	<b>80.063.906</b>	<b>77.187.906</b>
Transferts aux ménages	15.244.902	15.244.902	15.246.419	15.246.419
Transferts aux autres collectivités	58.468.913	66.143.913	64.817.487	61.941.487
<b>Personnes âgées</b>	<b>53.032.614</b>	<b>41.753.614</b>	<b>26.577.378</b>	<b>16.975.378</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>53.032.614</b>	<b>41.753.614</b>	<b>26.577.378</b>	<b>16.975.378</b>

<b>Handicap et dépendance</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Transferts aux autres collectivités	53.032.614	41.753.614	26.577.378	16.975.378
<b>Pilotage du programme</b>	<b>5.374.456</b>	<b>5.374.456</b>	<b>6.397.618</b>	<b>6.397.618</b>
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.220.000</b>	<b>1.220.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	1.220.000	1.220.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.374.456</b>	<b>5.374.456</b>	<b>5.177.618</b>	<b>5.177.618</b>
Transferts aux autres collectivités	5.374.456	5.374.456	5.177.618	5.177.618

### Protection maladie complémentaire

(en euros)

<b>Protection maladie complémentaire</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Accès à la protection maladie complémentaire	946.560.308	946.560.308	660.577.410	660.577.410
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>308</b>	<b>308</b>	<b>243</b>	<b>243</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	308	308	243	243
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>946.560.000</b>	<b>946.560.000</b>	<b>660.577.167</b>	<b>660.577.167</b>
Transferts aux ménages	946.560.000	946.560.000	660.577.167	660.577.167

### Égalité entre les hommes et les femmes

(en euros)

<b>Égalité entre les hommes et les femmes</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision	880.360	880.360	880.288	880.288
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>880.360</b>	<b>880.360</b>	<b>880.288</b>	<b>880.288</b>
Transferts aux autres collectivités	880.360	880.360	880.288	880.288
<b>Égalité professionnelle</b>	<b>5.000.000</b>	<b>5.000.000</b>	<b>4.999.143</b>	<b>4.999.143</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.000.000</b>	<b>5.000.000</b>	<b>4.999.143</b>	<b>4.999.143</b>
Transferts aux autres collectivités	5.000.000	5.000.000	4.999.143	4.999.143
<b>Égalité en droit et en dignité</b>	<b>10.923.500</b>	<b>10.923.500</b>	<b>10.917.455</b>	<b>10.917.455</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>10.923.500</b>	<b>10.923.500</b>	<b>10.917.455</b>	<b>10.917.455</b>

<b>Égalité entre les hommes et les femmes</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Transferts aux autres collectivités	10.923.500	10.923.500	10.917.455	10.917.455
<b>Articulation des temps de vie</b>	<b>203.640</b>	<b>203.640</b>	<b>203.113</b>	<b>203.113</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>203.640</b>	<b>203.640</b>	<b>203.113</b>	<b>203.113</b>
Transferts aux autres collectivités	203.640	203.640	203.113	203.113
<b>Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes</b>	<b>9.994.213</b>	<b>9.994.213</b>	<b>9.991.829</b>	<b>9.991.829</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>8.761.302</b>	<b>8.761.302</b>	<b>8.745.796</b>	<b>8.745.796</b>
Rémunérations d'activité	5.748.808	5.748.808	5.684.824	5.684.824
Cotisations et contributions sociales	2.841.397	2.841.397	2.963.245	2.963.245
Prestations sociales et allocations diverses	171.097	171.097	97.727	97.727
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.232.911</b>	<b>1.232.911</b>	<b>1.246.033</b>	<b>1.246.033</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.232.911	1.232.911	1.246.033	1.246.033

### Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

(en euros)

<b>Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>État-major de l'administration sanitaire et sociale</b>	<b>41.482.097</b>	<b>44.482.097</b>	<b>43.769.805</b>	<b>45.387.805</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>23.653.057</b>	<b>23.653.057</b>	<b>23.757.759</b>	<b>23.757.759</b>
Rémunérations d'activité	19.060.590	19.060.590	19.189.880	19.189.880
Cotisations et contributions sociales	3.981.135	3.981.135	4.196.145	4.196.145
Prestations sociales et allocations diverses	611.332	611.332	371.734	371.734
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>10.783.099</b>	<b>10.783.099</b>	<b>12.982.759</b>	<b>12.982.759</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9.683.099	9.683.099	11.882.819	11.882.819
Subventions pour charges de service public	1.100.000	1.100.000	1.099.940	1.099.940
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>3.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.618.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	0	3.000.000	0	1.618.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>6.900.000</b>	<b>6.900.000</b>	<b>6.883.060</b>	<b>6.883.060</b>
Transferts aux autres collectivités	6.900.000	6.900.000	6.883.060	6.883.060
<b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b>	<b>145.941</b>	<b>145.941</b>	<b>146.227</b>	<b>146.227</b>
Prêts et avances	145.941	145.941	146.227	146.227
<b>Statistiques, études et recherche</b>	<b>21.829.604</b>	<b>21.549.604</b>	<b>26.902.743</b>	<b>22.801.743</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>8.537.641</b>	<b>8.537.641</b>	<b>8.630.377</b>	<b>8.630.377</b>
Rémunérations d'activité	5.766.576	5.766.576	5.832.361	5.832.361
Cotisations et contributions sociales	2.546.959	2.546.959	2.661.879	2.661.879
Prestations sociales et allocations diverses	224.106	224.106	136.137	136.137

<b>Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>13.291.963</b>	<b>13.011.963</b>	<b>18.272.366</b>	<b>14.171.366</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	13.291.963	13.011.963	18.272.366	14.171.366
<b>Gestion du programme Politiques en faveur de l'inclusion sociale</b>	<b>98.782.676</b>	<b>98.782.676</b>	<b>96.897.649</b>	<b>96.897.649</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>95.140.744</b>	<b>95.140.744</b>	<b>94.598.000</b>	<b>94.598.000</b>
Rémunérations d'activité	62.065.467	62.065.467	60.934.209	60.934.209
Cotisations et contributions sociales	31.395.981	31.395.981	32.726.462	32.726.462
Prestations sociales et allocations diverses	1.679.296	1.679.296	937.329	937.329
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.117.803</b>	<b>2.117.803</b>	<b>2.217.676</b>	<b>2.217.676</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.117.803	2.117.803	2.217.676	2.217.676
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.442.317</b>	<b>1.442.317</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts aux autres collectivités	1.442.317	1.442.317	0	0
<b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b>	<b>81.812</b>	<b>81.812</b>	<b>81.973</b>	<b>81.973</b>
Prêts et avances	81.812	81.812	81.973	81.973
<b>Gestion du programme Accueil des étrangers et intégration</b>	<b>19.798.758</b>	<b>19.798.758</b>	<b>12.637.620</b>	<b>12.637.620</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>19.383.567</b>	<b>19.383.567</b>	<b>12.200.810</b>	<b>12.200.810</b>
Rémunérations d'activité	12.748.533	12.748.533	7.956.841	7.956.841
Cotisations et contributions sociales	6.240.301	6.240.301	4.102.847	4.102.847
Prestations sociales et allocations diverses	394.733	394.733	141.122	141.122
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>415.191</b>	<b>415.191</b>	<b>436.810</b>	<b>436.810</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	415.191	415.191	436.810	436.810
<b>Gestion du programme Actions en faveur des familles vulnérables</b>	<b>11.531.366</b>	<b>11.531.366</b>	<b>11.531.401</b>	<b>11.531.401</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>10.762.587</b>	<b>10.762.587</b>	<b>10.752.664</b>	<b>10.752.664</b>
Rémunérations d'activité	7.536.203	7.536.203	7.474.302	7.474.302
Cotisations et contributions sociales	3.041.259	3.041.259	3.172.300	3.172.300
Prestations sociales et allocations diverses	185.125	185.125	106.062	106.062
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>768.779</b>	<b>768.779</b>	<b>778.737</b>	<b>778.737</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	768.779	768.779	778.737	778.737
<b>Gestion du programme Handicap et dépendance</b>	<b>119.889.668</b>	<b>119.889.668</b>	<b>119.282.214</b>	<b>119.282.214</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>117.200.013</b>	<b>117.200.013</b>	<b>116.469.530</b>	<b>116.469.530</b>
Rémunérations d'activité	76.410.498	76.410.498	74.946.483	74.946.483
Cotisations et contributions sociales	38.747.150	38.747.150	40.385.888	40.385.888
Prestations sociales et allocations diverses	2.042.365	2.042.365	1.137.159	1.137.159
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.689.655</b>	<b>2.689.655</b>	<b>2.812.684</b>	<b>2.812.684</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.689.655	2.689.655	2.812.684	2.812.684
<b>Gestion du programme Protection maladie complémentaire</b>	<b>331.499</b>	<b>331.499</b>	<b>339.817</b>	<b>339.817</b>

<b>Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>326.727</b>	<b>326.727</b>	<b>335.024</b>	<b>335.024</b>
Rémunérations d'activité	183.216	183.216	188.150	188.150
Cotisations et contributions sociales	136.283	136.283	142.292	142.292
Prestations sociales et allocations diverses	7.228	7.228	4.582	4.582
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.772</b>	<b>4.772</b>	<b>4.793</b>	<b>4.793</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.772	4.772	4.793	4.793
<b>Soutien de l'administration sanitaire et sociale</b>	<b>399.373.606</b>	<b>398.373.606</b>	<b>413.068.756</b>	<b>414.032.756</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>207.107.604</b>	<b>207.107.604</b>	<b>214.855.076</b>	<b>214.855.076</b>
Rémunérations d'activité	137.753.937	137.753.937	143.461.380	143.461.380
Cotisations et contributions sociales	65.296.555	65.296.555	68.931.209	68.931.209
Prestations sociales et allocations diverses	4.057.112	4.057.112	2.462.487	2.462.487
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>182.266.002</b>	<b>182.266.002</b>	<b>182.213.680</b>	<b>182.213.680</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	170.439.918	170.439.918	170.781.812	170.781.812
Subventions pour charges de service public	11.826.084	11.826.084	11.431.868	11.431.868
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>10.000.000</b>	<b>9.000.000</b>	<b>16.000.000</b>	<b>16.964.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	10.000.000	9.000.000	16.000.000	16.964.000
<b>Pilotage de la sécurité sociale</b>	<b>54.733.865</b>	<b>54.733.865</b>	<b>54.623.330</b>	<b>54.623.330</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>51.586.785</b>	<b>51.586.785</b>	<b>51.421.477</b>	<b>51.421.477</b>
Rémunérations d'activité	33.754.751	33.754.751	33.286.934	33.286.934
Cotisations et contributions sociales	16.862.456	16.862.456	17.582.088	17.582.088
Prestations sociales et allocations diverses	969.578	969.578	552.455	552.455
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3.147.080</b>	<b>3.147.080</b>	<b>3.201.853</b>	<b>3.201.853</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3.147.080	3.147.080	3.201.853	3.201.853

## Mission Sport, jeunesse et vie associative

La mission *Sport, jeunesse et vie associative* est une mission ministérielle composée de trois programmes :

- Le programme *Sport* ;
- Le programme *Jeunesse et vie associative* ;
- Le programme *Soutien à la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative*.

---

### Programme Sport

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
247.786.159	227.000.455

Le programme « Sport », qui comprend quatre actions, vise à favoriser l'accès à la pratique sportive pour tous, en valorisant la fonction sociale et éducative du sport, et à développer le sport de haut niveau.

L'action « Promotion du sport pour le plus grand nombre » a pour objectif d'accroître la pratique d'activités physiques et sportives, tout particulièrement au sein des clubs, et de renforcer la dimension éducative et le rôle du sport en matière d'insertion et de cohésion sociale.

L'action « Développement du sport de haut niveau » concerne la mission spécifique de l'Etat au développement, à l'organisation et au financement du sport de haut niveau pour maintenir le rang et le rayonnement de la France dans le sport de compétition au niveau mondial.

L'action « Prévention par le sport et protection des sportifs » a pour objectif la promotion du sport en faveur

de la santé et la protection des sportifs contre les risques liés aux activités physiques et sportives.

L'action « Promotion des métiers du sport » recouvre la contribution du sport à l'économie, l'observation de l'évolution des emplois et la veille stratégique sur l'évolution des besoins en qualification ; elle assure en outre la mise en œuvre et le contrôle des actions de formation professionnelle.

Le programme « Sport » comprend des dépenses de titres III, IV et VI. Les dépenses de personnel correspondent à une partie des chapitres 31-90, 31-91, 31-96, 33-90, 33-91. Les dépenses de fonctionnement correspondent à une partie du chapitre 34-98. Les subventions du chapitre 36-91 concernent les établissements publics hors CREPS. Les dépenses d'intervention relative au sport de haut niveau, au développement de la pratique sportive et à la formation des animateurs relèvent du chapitre 43-91. Enfin le programme comprend les subventions pour le financement d'équipements sportifs (chapitre 66-50).

---

### Programme Jeunesse et vie associative

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
155.163.135	149.837.556

Le programme « Jeunesse et vie associative », structuré en cinq actions, regroupe l'ensemble des actions visant à permettre aux jeunes de développer leurs potentialités pour devenir des citoyens actifs. Il a également pour objectif de favoriser le maintien du lien social à travers la promotion de la vie associative.

L'action « Développement de la vie associative » a pour objectif de créer les conditions favorables au développement des associations et de les aider à disposer de cadres qualifiés.

L'action « Promotion des actions en faveur de la jeunesse » s'attache à favoriser la prise d'initiative et la

participation des jeunes, ainsi qu'à leur permettre d'accéder à des loisirs collectifs de qualité.

L'action « Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire » comprend le soutien aux structures associatives et à la réalisation de leurs projets.

L'action « Protection des jeunes » a pour objectif d'améliorer la sécurité physique et morale des accueils collectifs de mineurs.

L'action « Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif » recouvre la création, la mise en oeuvre et le contrôle des certifications et des actions de formation professionnelle dans le cadre de l'évolution des métiers de l'animation. Elle assure aussi le soutien de la professionnalisation du mouvement associatif.

Le programme « Jeunesse et vie associative » comprend des dépenses de titres III, IV, V et VI. Les dépenses de personnel correspondent à une partie des chapitres 31-90, 31-91, 31-96, 33-90, 33-91. Les dépenses de fonctionnement correspondent à une partie du chapitre 34-98 et du chapitre 36-91 en ce qui concerne l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Les dépenses d'intervention relative à la jeunesse et à la vie associative relèvent du chapitre 43-90 et celles concernant le développement social du chapitre 46-36. Enfin le programme comprend le financement d'équipements socio-éducatifs (chapitre 66-50).

## Programme Soutien à la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
145.839.927	150.342.488

Le programme « Soutien à la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative », contribue à la réussite de la politique ministérielle mise en oeuvre par les programmes opérationnels. A ce titre, il doit permettre à l'administration du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative d'exercer ses missions de la façon la plus efficace possible en :

-déterminant et conduisant la politique des ressources humaines ;

-développant les fonctions juridique, informatique, logistique et financière nécessaires au bon fonctionnement des services et à l'exercice de la tutelle administrative et financière sur les établissements publics ;

-pilotant le dialogue de gestion ;

-assurant la mise en oeuvre de la stratégie ministérielle de réforme.

Trois actions composent le programme.

L'action « Soutien des programmes opérationnels », a vocation à regrouper les dépenses de rémunération des personnels de direction, d'inspection, administratifs, techniques, ouvriers, de service et de santé.

L'action « Recrutement, formation et action sociale », inclut notamment les dépenses relatives à l'organisation des concours et celles qui concourent à la formation initiale et continue.

L'action « Soutien de l'administration centrale, des services déconcentrés et établissements », comprend les dépenses de fonctionnement et d'équipement des services, les subventions pour charge de service public des centres d'éducation populaire et de sport, les crédits du chapitre 57-01 pour l'INJEP et les crédits (hors crédits d'intervention) de la Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale.

Ce programme comprend des dépenses de titres III et V. Les dépenses de personnel correspondent à une partie des chapitres 31-90, 31-91, 31-96, 33-90, 33-91. Le chapitre 33-92 concerne les prestations et versements facultatifs. Le chapitre 37-91 comporte les frais de justice et réparations civiles. Les dépenses de fonctionnement émargent aux chapitres 34-98 et 36-91, celles relatives aux concours aux chapitres 31-91 et 36-91. Le financement des travaux de maintenance, de sécurité et les acquisitions nécessaires au relogement des services déconcentrés relèvent du chapitre 57-01.

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Sport</b>	<b>249.136.160</b>	<b>247.786.159</b>	<b>224.890.455</b>	<b>227.000.455</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>144.352.588</b>	<b>144.352.588</b>	<b>144.596.689</b>	<b>144.596.689</b>
Rémunérations d'activité	125.892.173	125.892.173	127.018.582	127.018.582
Cotisations et contributions sociales	15.523.244	15.523.244	16.263.295	16.263.295
Prestations sociales et allocations diverses	2.937.171	2.937.171	1.314.812	1.314.812
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>16.106.137</b>	<b>16.106.137</b>	<b>16.563.558</b>	<b>16.563.558</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.479.441	4.479.441	4.961.301	4.961.301
Subventions pour charges de service public	11.626.696	11.626.696	11.602.257	11.602.257
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>88.677.435</b>	<b>87.327.434</b>	<b>63.730.208</b>	<b>65.840.208</b>
Transferts aux ménages	10.721.333	10.721.333	9.591.026	9.598.726
Transferts aux entreprises	11.925.193	11.925.193	9.650.744	9.857.951
Transferts aux collectivités locales	16.726.593	15.637.000	9.148.621	10.878.245
Transferts aux autres collectivités	49.304.316	49.043.908	35.339.817	35.505.286
<b>Jeunesse et vie associative</b>	<b>155.484.135</b>	<b>155.163.135</b>	<b>147.913.556</b>	<b>149.837.556</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>28.263.237</b>	<b>28.263.237</b>	<b>26.462.966</b>	<b>26.462.966</b>
Rémunérations d'activité	24.644.901	24.644.901	22.938.648	22.938.648
Cotisations et contributions sociales	2.850.395	2.850.395	2.793.719	2.793.719
Prestations sociales et allocations diverses	767.941	767.941	730.599	730.599
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.206.970</b>	<b>11.206.970</b>	<b>14.715.799</b>	<b>14.715.799</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.775.639	2.775.639	5.362.783	5.362.783
Subventions pour charges de service public	8.431.331	8.431.331	9.353.016	9.353.016
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>310.000</b>	<b>389.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	310.000	389.000	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>115.703.928</b>	<b>115.303.928</b>	<b>106.734.791</b>	<b>108.658.791</b>
Transferts aux ménages	3.510.000	3.510.000	334.075	334.075
Transferts aux entreprises	0	0	273.499	273.499
Transferts aux collectivités locales	14.546.514	14.546.514	11.525.458	11.525.458
Transferts aux autres collectivités	97.647.414	97.247.414	94.601.759	96.525.759
<b>Soutien à la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative</b>	<b>146.489.927</b>	<b>145.839.927</b>	<b>149.776.488</b>	<b>150.342.488</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>94.277.767</b>	<b>94.277.767</b>	<b>96.865.302</b>	<b>96.865.302</b>
Rémunérations d'activité	82.229.908	82.229.908	84.214.656	84.214.656
Cotisations et contributions sociales	9.530.037	9.530.037	10.888.469	10.888.469
Prestations sociales et allocations diverses	2.517.822	2.517.822	1.762.177	1.762.177
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>44.325.728</b>	<b>44.325.728</b>	<b>43.092.413</b>	<b>43.092.413</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	42.803.053	42.803.053	40.737.679	40.737.679
Subventions pour charges de service public	1.522.675	1.522.675	2.354.734	2.354.734
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>6.486.432</b>	<b>5.836.432</b>	<b>8.248.676</b>	<b>8.814.676</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	6.486.432	5.836.432	8.248.676	8.814.676
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.400.000</b>	<b>1.400.000</b>	<b>1.570.097</b>	<b>1.570.097</b>

## Sport, jeunesse et vie associative

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Transferts aux autres collectivités	1.400.000	1.400.000	1.570.097	1.570.097

**Présentation des programmes, par action, titre et catégorie****Sport**

(en euros)

Sport <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Promotion du sport pour le plus grand nombre</b>	<b>87.728.306</b>	<b>86.378.305</b>	<b>65.728.090</b>	<b>67.838.090</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>44.202.604</b>	<b>44.202.604</b>	<b>44.045.267</b>	<b>44.045.267</b>
Rémunérations d'activité	38.732.288	38.732.288	38.813.096	38.813.096
Cotisations et contributions sociales	4.682.332	4.682.332	4.857.550	4.857.550
Prestations sociales et allocations diverses	787.984	787.984	374.621	374.621
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>576.673</b>	<b>576.673</b>	<b>566.528</b>	<b>566.528</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	576.673	576.673	566.528	566.528
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>42.949.029</b>	<b>41.599.028</b>	<b>21.116.295</b>	<b>23.226.295</b>
Transferts aux ménages	1.468.283	1.468.283	573.107	580.807
Transferts aux entreprises	359.000	359.000	545.463	752.670
Transferts aux collectivités locales	16.411.593	15.322.000	8.771.283	10.500.907
Transferts aux autres collectivités	24.710.153	24.449.745	11.226.442	11.391.911
<b>Développement du sport de haut niveau</b>	<b>86.032.756</b>	<b>86.032.756</b>	<b>78.053.323</b>	<b>78.053.323</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>51.998.699</b>	<b>51.998.699</b>	<b>52.076.643</b>	<b>52.076.643</b>
Rémunérations d'activité	44.866.769	44.866.769	45.385.894	45.385.894
Cotisations et contributions sociales	5.887.660	5.887.660	6.196.782	6.196.782
Prestations sociales et allocations diverses	1.244.270	1.244.270	493.967	493.967
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>5.778.195</b>	<b>5.778.195</b>	<b>1.424.362</b>	<b>1.424.362</b>
Subventions pour charges de service public	5.778.195	5.778.195	1.424.362	1.424.362
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>28.255.862</b>	<b>28.255.862</b>	<b>24.552.318</b>	<b>24.552.318</b>
Transferts aux ménages	4.750.000	4.750.000	4.885.122	4.885.122
Transferts aux entreprises	11.566.193	11.566.193	9.105.280	9.105.280
Transferts aux collectivités locales	315.000	315.000	377.338	377.338
Transferts aux autres collectivités	11.624.669	11.624.669	10.184.578	10.184.578
<b>Prévention par le sport et protection des sportifs</b>	<b>20.906.163</b>	<b>20.906.163</b>	<b>27.484.273</b>	<b>27.484.273</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>11.984.775</b>	<b>11.984.775</b>	<b>12.464.328</b>	<b>12.464.328</b>
Rémunérations d'activité	10.421.718	10.421.718	10.896.685	10.896.685
Cotisations et contributions sociales	1.350.074	1.350.074	1.463.749	1.463.749
Prestations sociales et allocations diverses	212.983	212.983	103.894	103.894
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.020.368</b>	<b>1.020.368</b>	<b>5.838.049</b>	<b>5.838.049</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.020.368	1.020.368	1.473.378	1.473.378
Subventions pour charges de service public	0	0	4.364.671	4.364.671
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>7.901.020</b>	<b>7.901.020</b>	<b>9.181.896</b>	<b>9.181.896</b>
Transferts aux autres collectivités	7.901.020	7.901.020	9.181.896	9.181.896
<b>Promotion des métiers du sport</b>	<b>54.468.935</b>	<b>54.468.935</b>	<b>53.624.767</b>	<b>53.624.767</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>36.166.510</b>	<b>36.166.510</b>	<b>36.010.451</b>	<b>36.010.451</b>

<b>Sport</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Rémunérations d'activité	31.871.398	31.871.398	31.922.907	31.922.907
Cotisations et contributions sociales	3.603.178	3.603.178	3.745.214	3.745.214
Prestations sociales et allocations diverses	691.934	691.934	342.330	342.330
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>8.730.901</b>	<b>8.730.901</b>	<b>8.734.619</b>	<b>8.734.619</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.882.400	2.882.400	2.921.395	2.921.395
Subventions pour charges de service public	5.848.501	5.848.501	5.813.224	5.813.224
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>9.571.524</b>	<b>9.571.524</b>	<b>8.879.697</b>	<b>8.879.697</b>
Transferts aux ménages	4.503.050	4.503.050	4.132.797	4.132.797
Transferts aux autres collectivités	5.068.474	5.068.474	4.746.900	4.746.900

### Jeunesse et vie associative

(en euros)

<b>Jeunesse et vie associative</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Développement de la vie associative</b>	<b>15.153.570</b>	<b>15.153.570</b>	<b>12.813.607</b>	<b>12.813.607</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>894.463</b>	<b>894.463</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Rémunérations d'activité	734.816	734.816	0	0
Cotisations et contributions sociales	157.176	157.176	0	0
Prestations sociales et allocations diverses	2.471	2.471	0	0
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.054.107</b>	<b>2.054.107</b>	<b>2.043.607</b>	<b>2.043.607</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.054.107	2.054.107	2.043.607	2.043.607
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>12.205.000</b>	<b>12.205.000</b>	<b>10.770.000</b>	<b>10.770.000</b>
Transferts aux ménages	400.000	400.000	300.000	300.000
Transferts aux autres collectivités	11.805.000	11.805.000	10.470.000	10.470.000
<b>Promotion des actions en faveur de la jeunesse</b>	<b>65.951.293</b>	<b>66.030.293</b>	<b>59.047.710</b>	<b>59.047.710</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.945.076</b>	<b>6.945.076</b>	<b>6.714.680</b>	<b>6.714.680</b>
Rémunérations d'activité	6.080.403	6.080.403	5.833.625	5.833.625
Cotisations et contributions sociales	673.305	673.305	698.398	698.398
Prestations sociales et allocations diverses	191.368	191.368	182.657	182.657
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6.256.748</b>	<b>6.256.748</b>	<b>8.280.159</b>	<b>8.280.159</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	2.147.227	2.147.227
Subventions pour charges de service public	6.256.748	6.256.748	6.132.932	6.132.932
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>310.000</b>	<b>389.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	310.000	389.000	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>52.439.469</b>	<b>52.439.469</b>	<b>44.052.871</b>	<b>44.052.871</b>
Transferts aux ménages	3.110.000	3.110.000	0	0
Transferts aux entreprises	0	0	273.499	273.499
Transferts aux collectivités locales	14.546.514	14.546.514	11.525.458	11.525.458
Transferts aux autres collectivités	34.782.955	34.782.955	32.253.914	32.253.914
<b>Promotion des actions en faveur de l'éducation populaire</b>	<b>47.289.117</b>	<b>47.289.117</b>	<b>51.756.264</b>	<b>51.756.264</b>

<b>Jeunesse et vie associative</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.945.075</b>	<b>6.945.075</b>	<b>6.714.722</b>	<b>6.714.722</b>
Rémunérations d'activité	6.080.402	6.080.402	5.833.633	5.833.633
Cotisations et contributions sociales	673.305	673.305	698.447	698.447
Prestations sociales et allocations diverses	191.368	191.368	182.642	182.642
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.085.583</b>	<b>2.085.583</b>	<b>3.561.367</b>	<b>3.561.367</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	430.284	430.284
Subventions pour charges de service public	2.085.583	2.085.583	3.131.083	3.131.083
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>38.258.459</b>	<b>38.258.459</b>	<b>41.480.175</b>	<b>41.480.175</b>
Transferts aux ménages	0	0	19.209	19.209
Transferts aux autres collectivités	38.258.459	38.258.459	41.460.966	41.460.966
<b>Protection des jeunes</b>	<b>8.367.284</b>	<b>7.967.284</b>	<b>7.887.470</b>	<b>9.811.470</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>6.367.284</b>	<b>6.367.284</b>	<b>6.137.470</b>	<b>6.137.470</b>
Rémunérations d'activité	5.502.611	5.502.611	5.256.387	5.256.387
Cotisations et contributions sociales	673.305	673.305	698.424	698.424
Prestations sociales et allocations diverses	191.368	191.368	182.659	182.659
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.000.000</b>	<b>1.600.000</b>	<b>1.750.000</b>	<b>3.674.000</b>
Transferts aux autres collectivités	2.000.000	1.600.000	1.750.000	3.674.000
<b>Promotion de l'animation et de l'encadrement associatif</b>	<b>18.722.871</b>	<b>18.722.871</b>	<b>16.408.506</b>	<b>16.408.506</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>7.111.339</b>	<b>7.111.339</b>	<b>6.896.095</b>	<b>6.896.095</b>
Rémunérations d'activité	6.246.669	6.246.669	6.015.004	6.015.004
Cotisations et contributions sociales	673.304	673.304	698.450	698.450
Prestations sociales et allocations diverses	191.366	191.366	182.641	182.641
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>810.532</b>	<b>810.532</b>	<b>830.665</b>	<b>830.665</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	721.532	721.532	741.665	741.665
Subventions pour charges de service public	89.000	89.000	89.000	89.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>10.801.000</b>	<b>10.801.000</b>	<b>8.681.746</b>	<b>8.681.746</b>
Transferts aux ménages	0	0	14.866	14.866
Transferts aux autres collectivités	10.801.000	10.801.000	8.666.880	8.666.880

### Soutien à la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative

(en euros)

<b>Soutien à la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Soutien des programmes opérationnels</b>	<b>93.179.514</b>	<b>93.179.514</b>	<b>95.608.234</b>	<b>95.608.234</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>93.179.514</b>	<b>93.179.514</b>	<b>95.608.234</b>	<b>95.608.234</b>
Rémunérations d'activité	81.486.450	81.486.450	83.455.028	83.455.028
Cotisations et contributions sociales	9.179.057	9.179.057	10.413.863	10.413.863
Prestations sociales et allocations diverses	2.514.007	2.514.007	1.739.343	1.739.343

<b>Soutien à la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Recrutement, formation et action sociale</b>	<b>4.558.203</b>	<b>4.558.203</b>	<b>5.040.417</b>	<b>5.040.417</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>816.795</b>	<b>816.795</b>	<b>1.044.105</b>	<b>1.044.105</b>
Rémunérations d'activité	462.000	462.000	546.665	546.665
Cotisations et contributions sociales	350.980	350.980	474.606	474.606
Prestations sociales et allocations diverses	3.815	3.815	22.834	22.834
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.341.408</b>	<b>2.341.408</b>	<b>2.426.215</b>	<b>2.426.215</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.117.765	2.117.765	2.202.572	2.202.572
Subventions pour charges de service public	223.643	223.643	223.643	223.643
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.400.000</b>	<b>1.400.000</b>	<b>1.570.097</b>	<b>1.570.097</b>
Transferts aux autres collectivités	1.400.000	1.400.000	1.570.097	1.570.097
<b>Soutien de l'administration centrale, des services déconcentrés et établissements</b>	<b>48.752.210</b>	<b>48.102.210</b>	<b>49.127.837</b>	<b>49.693.837</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>281.458</b>	<b>281.458</b>	<b>212.963</b>	<b>212.963</b>
Rémunérations d'activité	281.458	281.458	212.963	212.963
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>41.984.320</b>	<b>41.984.320</b>	<b>40.666.198</b>	<b>40.666.198</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	40.685.288	40.685.288	38.535.107	38.535.107
Subventions pour charges de service public	1.299.032	1.299.032	2.131.091	2.131.091
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>6.486.432</b>	<b>5.836.432</b>	<b>8.248.676</b>	<b>8.814.676</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	6.486.432	5.836.432	8.248.676	8.814.676

## Mission Stratégie économique et pilotage des finances publiques

La mission *Stratégie économique et pilotage des finances publiques* est une mission ministérielle composée de deux programmes :

- Le programme *Stratégie économique et financière* ;
- Le programme *Statistiques et études économiques*.

---

### Programme Stratégie économique et financière

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
352.036.495	323.507.465

Composé de 5 actions, associant les moyens de 8 directions (DP, DT, DREE, DB, DRB, CDE, CF, DGI/DLF), ce programme a pour objectif la définition des politiques budgétaires, fiscales et financières de l'État en s'appuyant sur une analyse stratégique de l'économie.

L'action « Etudes, prévisions et analyses préparant la décision publique » comprend les crédits de personnel de la DP permettant la réalisation de l'analyse et des projections de la situation économique de la France.

L'action « Elaboration de la législation fiscale » regroupe les moyens (personnels et fonctionnement) issus de la DLF, nécessaires à la conception des textes et des instructions en matière de fiscalité.

L'action « politique des finances publiques et réforme budgétaire » reprend les crédits de personnel de la DB, de la DRB, du CDE et du CF consacrés à la politique budgétaire de l'État et à son contrôle, ainsi que ceux consacrés à la modernisation budgétaire et comptable.

L'action « politique financière et négociation économique et financière », recouvre les crédits de la DT

(personnel, études et fonctionnement), y compris ceux de l'Agence France Trésor et de l'Agence des Participations de l'État, consacrés principalement aux fonctions d'état-major et au remboursement des prestations de la Banque de France.

L'action « construction économique de l'Europe et gouvernance économique » comprend les crédits de rémunération des personnels assurant les fonctions transversales de la DREE, notamment celles concernant la politique commerciale extérieure de la France ou la mission « marché unique ».

Ce programme est issu des agrégats 13, 27, 31 et 32, soit des dépenses du titre III (DT, DP, DREE, DB, DRB, CDE, CF et DGI/DLF) auxquelles s'ajoutent celles concernant la modernisation des outils de gestion budgétaire et comptable du titre V (DRB). Les crédits de personnel correspondent aux chapitres 31-10, 31-90, 31-94, 31-97, 32-97, 33-90, 33-91 et 33-92, ceux de fonctionnement aux chapitres 37-01, 37-50, 37-75 et 37-93 et ceux d'investissement au chapitre 57-92.

---

### Programme Statistiques et études économiques

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
416.974.377	431.239.383

Composé de 4 actions, ce programme regroupe les moyens de l'Institut national de la statistique et des études économiques et le Service des études et des statistiques industrielles.

L'action « infrastructure statistique » regroupe les moyens (personnel, fonctionnement, équipement) destinés à la mise en œuvre des activités à caractère régaliens : production des registres des personnes

physiques (RNIPP) et des entreprises (SIRENE), du fichier électoral, réalisation du recensement annuel de population, action dans le domaine international, et mise à disposition de l'information auprès de tous les publics.

L'action « Information sur les entreprises et les synthèses économiques » finance la réalisation des statistiques structurelles et conjoncturelles des entreprises, l'observation et le diagnostic sur l'industrie française ainsi que les études et synthèses économiques nationales et locales (rémunérations, fonctionnement et équipement).

L'action « Information démographique et sociale » comprend l'ensemble des crédits (rémunérations, fonctionnement, équipement) permettant l'élaboration ou la mise en œuvre de grandes politiques sociales nationales et locales.

Enfin l'action « Formation » regroupe les moyens (personnels, fonctionnement, équipement) mis à la disposition des écoles supérieures de statisticiens - économistes.

Ce programme regroupe les crédits de l'agrégat 15 (INSEE) et une partie du 31 (SESSI). Il comprend des dépenses des titres III, IV et V. Les dépenses de personnel sont issues des chapitres 31-90, 31-94, 31-97, 32-92, 32-97, 33-90, 33-91, 33-92 ainsi que 37-31 art.10. Les dépenses de fonctionnement correspondent aux chapitres 34-98, 37-91, 37.75, 37-31 art.20 et 37-90. Les dépenses en capital sont issues du chapitre 57-90. Enfin, le programme comprend les dépenses d'intervention du chapitre 44-42 consacrés aux collectivités locales pour assurer le recensement national.

---

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Stratégie économique et financière</b>	<b>402.036.495</b>	<b>352.036.495</b>	<b>396.507.465</b>	<b>323.507.465</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>92.341.376</b>	<b>92.341.376</b>	<b>91.408.616</b>	<b>91.408.616</b>
Rémunérations d'activité	70.271.975	70.271.975	68.348.706	68.348.706
Cotisations et contributions sociales	20.827.574	20.827.574	22.161.919	22.161.919
Prestations sociales et allocations diverses	1.241.827	1.241.827	897.991	897.991
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>159.695.119</b>	<b>159.695.119</b>	<b>164.398.849</b>	<b>164.398.849</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	159.695.119	159.695.119	164.398.849	164.398.849
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>150.000.000</b>	<b>100.000.000</b>	<b>138.000.000</b>	<b>65.000.000</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	150.000.000	100.000.000	138.000.000	65.000.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.700.000</b>	<b>2.700.000</b>
Transferts aux autres collectivités	0	0	2.700.000	2.700.000
<b>Statistiques et études économiques</b>	<b>417.674.377</b>	<b>416.974.377</b>	<b>431.739.383</b>	<b>431.239.383</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>343.546.559</b>	<b>343.546.559</b>	<b>363.983.423</b>	<b>363.983.423</b>
Rémunérations d'activité	245.065.731	245.065.731	256.246.726	256.246.726
Cotisations et contributions sociales	93.231.181	93.231.181	104.484.167	104.484.167
Prestations sociales et allocations diverses	5.249.647	5.249.647	3.252.530	3.252.530
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>52.754.573</b>	<b>52.754.573</b>	<b>47.220.276</b>	<b>47.220.276</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	52.754.573	52.754.573	47.220.276	47.220.276
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.254.600</b>	<b>2.554.600</b>	<b>2.880.000</b>	<b>2.380.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.254.600	2.554.600	2.880.000	2.380.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>18.118.645</b>	<b>18.118.645</b>	<b>17.655.684</b>	<b>17.655.684</b>
Transferts aux ménages	577.484	577.484	0	0
Transferts aux collectivités locales	17.500.000	17.500.000	17.620.279	17.620.279
Transferts aux autres collectivités	41.161	41.161	35.405	35.405

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Stratégie économique et financière**

(en euros)

Stratégie économique et financière <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Études, prévisions et analyses préparant la décision publique</b>	<b>11.445.317</b>	<b>11.445.317</b>	<b>11.181.802</b>	<b>11.181.802</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>11.445.317</b>	<b>11.445.317</b>	<b>11.181.802</b>	<b>11.181.802</b>
Rémunérations d'activité	8.696.588	8.696.588	8.350.187	8.350.187
Cotisations et contributions sociales	2.597.634	2.597.634	2.720.287	2.720.287
Prestations sociales et allocations diverses	151.095	151.095	111.328	111.328
<b>Élaboration de la législation fiscale</b>	<b>11.705.505</b>	<b>11.705.505</b>	<b>12.089.717</b>	<b>12.089.717</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>11.516.386</b>	<b>11.516.386</b>	<b>11.900.598</b>	<b>11.900.598</b>
Rémunérations d'activité	8.772.545	8.772.545	9.079.121	9.079.121
Cotisations et contributions sociales	2.551.082	2.551.082	2.703.341	2.703.341
Prestations sociales et allocations diverses	192.759	192.759	118.136	118.136
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>189.119</b>	<b>189.119</b>	<b>189.119</b>	<b>189.119</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	189.119	189.119	189.119	189.119
<b>Politique des finances publiques et réforme budgétaire</b>	<b>187.731.684</b>	<b>137.731.684</b>	<b>178.232.703</b>	<b>105.232.703</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>36.192.684</b>	<b>36.192.684</b>	<b>35.689.973</b>	<b>35.689.973</b>
Rémunérations d'activité	27.768.148	27.768.148	26.822.212	26.822.212
Cotisations et contributions sociales	7.950.186	7.950.186	8.512.310	8.512.310
Prestations sociales et allocations diverses	474.350	474.350	355.451	355.451
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.539.000</b>	<b>1.539.000</b>	<b>4.542.730</b>	<b>4.542.730</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.539.000	1.539.000	4.542.730	4.542.730
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>150.000.000</b>	<b>100.000.000</b>	<b>138.000.000</b>	<b>65.000.000</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	150.000.000	100.000.000	138.000.000	65.000.000
<b>Politique financière et négociation économique et financière</b>	<b>179.091.435</b>	<b>179.091.435</b>	<b>183.204.356</b>	<b>183.204.356</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>21.124.435</b>	<b>21.124.435</b>	<b>20.837.356</b>	<b>20.837.356</b>
Rémunérations d'activité	16.136.624	16.136.624	15.554.582	15.554.582
Cotisations et contributions sociales	4.718.785	4.718.785	5.083.571	5.083.571
Prestations sociales et allocations diverses	269.026	269.026	199.203	199.203
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>157.967.000</b>	<b>157.967.000</b>	<b>159.667.000</b>	<b>159.667.000</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	157.967.000	157.967.000	159.667.000	159.667.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.700.000</b>	<b>2.700.000</b>
Transferts aux autres collectivités	0	0	2.700.000	2.700.000
<b>Construction économique de l'Europe et gouvernance économique</b>	<b>12.062.554</b>	<b>12.062.554</b>	<b>11.798.887</b>	<b>11.798.887</b>

Stratégie économique et financière <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>12.062.554</b>	<b>12.062.554</b>	<b>11.798.887</b>	<b>11.798.887</b>
Rémunérations d'activité	8.898.070	8.898.070	8.542.604	8.542.604
Cotisations et contributions sociales	3.009.887	3.009.887	3.142.410	3.142.410
Prestations sociales et allocations diverses	154.597	154.597	113.873	113.873

### Statistiques et études économiques

(en euros)

Statistiques et études économiques <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Infrastructure statistique</b>	<b>188.444.584</b>	<b>188.080.584</b>	<b>192.850.204</b>	<b>192.590.204</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>140.916.718</b>	<b>140.916.718</b>	<b>141.852.589</b>	<b>141.852.589</b>
Rémunérations d'activité	99.241.583	99.241.583	98.411.272	98.411.272
Cotisations et contributions sociales	39.419.936	39.419.936	42.204.938	42.204.938
Prestations sociales et allocations diverses	2.255.199	2.255.199	1.236.379	1.236.379
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>28.320.150</b>	<b>28.320.150</b>	<b>31.865.186</b>	<b>31.865.186</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	28.320.150	28.320.150	31.865.186	31.865.186
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.687.136</b>	<b>1.323.136</b>	<b>1.497.600</b>	<b>1.237.600</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.687.136	1.323.136	1.497.600	1.237.600
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>17.520.580</b>	<b>17.520.580</b>	<b>17.634.829</b>	<b>17.634.829</b>
Transferts aux collectivités locales	17.500.000	17.500.000	17.620.279	17.620.279
Transferts aux autres collectivités	20.580	20.580	14.550	14.550
<b>Information sur les entreprises et synthèses économiques</b>	<b>99.411.229</b>	<b>99.257.229</b>	<b>105.332.538</b>	<b>105.222.538</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>90.588.002</b>	<b>90.588.002</b>	<b>101.278.479</b>	<b>101.278.479</b>
Rémunérations d'activité	64.454.529	64.454.529	72.432.371	72.432.371
Cotisations et contributions sociales	24.722.498	24.722.498	27.910.321	27.910.321
Prestations sociales et allocations diverses	1.410.975	1.410.975	935.787	935.787
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>8.105.738</b>	<b>8.105.738</b>	<b>3.420.459</b>	<b>3.420.459</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	8.105.738	8.105.738	3.420.459	3.420.459
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>717.489</b>	<b>563.489</b>	<b>633.600</b>	<b>523.600</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	717.489	563.489	633.600	523.600
<b>Information démographique et sociale</b>	<b>110.949.058</b>	<b>110.767.058</b>	<b>114.472.150</b>	<b>114.342.150</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>96.656.014</b>	<b>96.656.014</b>	<b>105.873.570</b>	<b>105.873.570</b>
Rémunérations d'activité	69.948.921	69.948.921	74.710.409	74.710.409
Cotisations et contributions sociales	25.317.987	25.317.987	30.238.093	30.238.093
Prestations sociales et allocations diverses	1.389.106	1.389.106	925.068	925.068
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>13.443.069</b>	<b>13.443.069</b>	<b>7.849.780</b>	<b>7.849.780</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	13.443.069	13.443.069	7.849.780	7.849.780
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>849.975</b>	<b>667.975</b>	<b>748.800</b>	<b>618.800</b>

<b>Statistiques et études économiques</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	849.975	667.975	748.800	618.800
<b>Formation</b>	<b>18.869.506</b>	<b>18.869.506</b>	<b>19.084.491</b>	<b>19.084.491</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>15.385.825</b>	<b>15.385.825</b>	<b>14.978.785</b>	<b>14.978.785</b>
Rémunérations d'activité	11.420.698	11.420.698	10.692.675	10.692.675
Cotisations et contributions sociales	3.770.760	3.770.760	4.130.815	4.130.815
Prestations sociales et allocations diverses	194.367	194.367	155.295	155.295
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.885.616</b>	<b>2.885.616</b>	<b>4.084.851</b>	<b>4.084.851</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.885.616	2.885.616	4.084.851	4.084.851
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>598.065</b>	<b>598.065</b>	<b>20.855</b>	<b>20.855</b>
Transferts aux ménages	577.484	577.484	0	0
Transferts aux autres collectivités	20.581	20.581	20.855	20.855

## Mission Transports

La mission *Transports* est une mission ministérielle composée de huit programmes :

- Le programme *Réseau routier national* ;
- Le programme *Sécurité routière* ;
- Le programme *Transports terrestres et maritimes* ;
- Le programme *Passifs financiers ferroviaires* ;
- Le programme *Sécurité et affaires maritimes* ;
- Le programme *Transports aériens* ;
- Le programme *Météorologie* ;
- Le programme *Soutien des politiques d'équipement*.

---

### Programme Réseau routier national

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
2.761.127.457	2.386.850.720

Le réseau routier national doit assurer l'acheminement des flux de voyageurs et de marchandises interrégionaux et internationaux dans de bonnes conditions d'économie, de sécurité et de fiabilité. Il s'agit alors de moderniser et développer des infrastructures, de l'entretenir; mais également de développer les innovations technologiques et de les faire connaître.

Le programme est construit autour de trois actions.

Le développement des infrastructures routières mis en œuvre dans le cadre des Contrats de Plan Etat-Région et des programmes spécifiques d'aménagement du territoire concernant le réseau non concédé (aménagement de capacité du réseau existant, réalisation de sections nouvelles, aménagement qualitatif,..) et le réseau non concédé (nouvelles liaisons autoroutières dont les procédures administratives et les financements relèvent du droit national et communautaire).

La politique d'entretien et d'exploitation sur le réseau non concédé :

- exploitation de proximité, entretien courant et viabilité hivernale,

- réhabilitation du patrimoine,
- gestion de crise et sécurité civile,
- aménagements de sécurité.

Enfin la politique technique nationale et internationale a pour finalités de

- définir la doctrine routière: élaboration de la réglementation, de la normalisation, de la méthodologie,
- assurer le rayonnement international des techniques routières françaises,
- assurer l'ingénierie du réseau routier national.

Le programme « Réseau routier national » comporte la masse salariale et les dépenses de fonctionnement inscrits sur le titre III de la section Services communs et urbanisme, les dotations pour l'entretien, les interventions, l'exploitation et l'investissement inscrits sur la section Transports et sécurité routière (pour partie chapitres: 35-42, 37-46, 44-20, 53-46, 53-47, 63-43 et 63-44).

## Programme Sécurité routière

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
247.621.616	246.898.949

Le programme « Sécurité routière » a pour objectif la lutte contre l'insécurité et la délinquance routières.

L'action « Observation, prospective et régulation » vise à :

- connaître et étudier les risques : analyse des accidents, études et expérimentations dans des domaines tels que la conception des véhicules,
- mettre au point la réglementation notamment dans le cadre des directives de l'Union Européenne,
- diffuser les informations et recommandations pour la connaissance des risques routiers.

L'action « Démarches interministérielles et communication » détermine :

- la stratégie de communication gouvernementale et les actions spécifiques notamment vis-à-vis des jeunes,
- l'animation et la coordination des actions menées au niveau local (élus, associations, entreprises, assurances).

L'action « Education routière » correspond à :

- la mise en place des épreuves du permis de conduire, au suivi du permis probatoire et à la mise au point des

enseignements de sécurité routière dans le cursus scolaire.

L'action « Gestion du trafic et information des usagers » correspond dans le cadre du schéma directeur d'exploitation de la route et du schéma directeur d'information routière à :

- l'optimisation de la gestion du trafic, la réduction des encombrements en temps normal et en situation de crise,
- l'information des usagers en temps réel,
- la surveillance automatisée du réseau, pour une détection rapide des incidents et accidents et une réduction des délais d'intervention.

Le programme « Sécurité routière » comporte la masse salariale et les moyens de fonctionnement inscrits sur le titre III de la section Services communs et urbanisme, les moyens de fonctionnement spécifique, d'interventions et d'investissement inscrits sur la section Transports et sécurité routière (pour partie chapitres : 35-42, 44-20, 53-46, 53-47 et 63-48) et la section Services communs et Urbanisme (37-06 et 37-45).

## Programme Transports terrestres et maritimes

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
4.040.565.326	3.857.434.911

Le programme « Transports terrestres et maritimes » répond à trois finalités définies par le comité interministériel de l'aménagement et du développement du territoire (CIADT) du 18 décembre 2003 :

- contribuer à l'amélioration de la desserte des territoires, et à la qualité du service de transport de voyageurs et de marchandises,
- favoriser la complémentarité et le rééquilibrage des modes, dans le cadre de la politique de développement durable,
- contribuer à la prospérité économique du secteur, en garantissant le respect des règles économiques et sociales.

Le programme comporte six actions autour de quatre pôles : celui des Infrastructures de transports collectifs et ferroviaires et des Infrastructures fluviales et portuaires ; celui de la Régulation et du contrôle des services des transports terrestres et des services de transports fluviaux et maritimes, celui visant les missions régaliennes de l'Etat en matière de Sûreté et sécurité dans les transports terrestres. Enfin, les missions de l'Inspection du travail des transports dont le rôle vise l'application de la législation du travail, l'information et le conseil aux employeurs et salariés, l'information du ministre.

Le programme comporte la masse salariale et les dotations de fonctionnement inscrites sur la section

Services communs et urbanisme, les dotations des articles 40 des chapitres de dépenses de personnel de la section Mer, les dotations d'intervention et d'investissement inscrites à la section Transports et sécurité routière en ce qui concerne les transports terrestres (43-10, pour partie 44-20,45-41,45-43/10, 46-

41,46-42, 53-46/80, partie du 53-47, partie du 63-43 et 63-44; 63-45) et à la section Mer en ce qui concerne les transports maritimes (chapitre 34-98/80, 35-33/10, 35-34, 44-34, 45-35, 46-32 pour partie, 53-30 pour partie, 63-30).

### Programme Passifs financiers ferroviaires

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.477.200.000	1.477.200.000

Ce programme a pour finalité de contribuer au désendettement du secteur ferroviaire concernant Réseau ferré de France (RFF) et la SNCF.

L'établissement public Réseau ferré de France créé en 1997, propriétaire et nouveau gestionnaire des infrastructures ferroviaires, s'est vu inscrire à son passif, une dette financière auparavant dévolue à la SNCF.

La contribution de l'Etat à la maîtrise de l'endettement de RFF est constituée depuis 2004, par une subvention inscrite en loi de finances.

Pour ce qui est de la SNCF, il a été créé en 1991 un service annexe d'amortissement de la dette (SAAD), service non doté de la personnalité juridique doté d'une comptabilité distincte, au sein de celle de la SNCF, permettant de cantonner la dette.

Le programme comporte les crédits inscrits au chapitre 45-43 articles 20 et 30 de la section Transports et sécurité routière.

### Programme Sécurité et affaires maritimes

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
240.820.894	244.792.019

Le programme a pour objectif de promouvoir l'action régulatrice de l'Etat au niveau du navire, du marin et de la mer, pour assurer la libre circulation par voie maritime des personnes et des biens en toute sécurité.

L'action « Sécurité et sûreté maritimes » comporte les dispositifs de contrôle d'application de la réglementation, de surveillance de la circulation maritime, les interventions relevant des centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage, des centres de sécurité des navires, des services des phares et balises, etc.

L'action « Gens de mer et enseignement maritime » vise la promotion d'un emploi maritime sûr et de qualité, tant au titre de la formation initiale et continue, que de l'amélioration des conditions de travail.

L'action « Activités littorales et maritimes » décrit le dispositif de protection de l'environnement marin et littoral (POLMAR) et la recherche d'un meilleur équilibre entre les différents usagers de la mer,

notamment par une réglementation adaptée de la navigation de plaisance.

L'action « Action interministérielle de la mer » retrace l'activité de coordination du secrétariat général de la mer, placé sous l'autorité directe du Premier Ministre et celles de l'administration des affaires maritimes pour les contrôles en mer exercés sur la base d'une coopération interministérielle (marine nationale, douanes, pêches, outre-mer, écologie,...).

Le programme comporte la masse salariale et les dotations de fonctionnement inscrites sur la section Services communs et urbanisme, la masse salariale inscrite à la section Mer (hors dotations des articles 40), les dotations de fonctionnement spécifique, d'intervention et d'investissement de la section Mer (quasi totalité du chapitre 34-98, chapitre 36-32, 43-37, partie des chapitres 35-33, 46-32, 46-37 ; chapitres 53-32, 57-30, 66-32 et 53-30 pour partie).

## Programme Transports aériens

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
15.189.386	99.090.084

Le programme « Transports aériens » a pour vocation de retracer les missions régaliennes exercées par la direction générale de l'aviation civile et les services déconcentrés, en complément des missions de prestations de services qui seront retracées sur le budget annexe de l'aviation civile et les missions de l'autorité administrative indépendante : autorité nationale de contrôles des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA).

Le programme, à ce stade, comporte la masse salariale et les moyens de fonctionnement de l'ACNUSA (chapitre 37-10) inscrits sur la section Services communs et

urbanisme, les crédits afférents aux interventions pour les aéroports et le transport aérien de la section transports et sécurité routière (chapitre 59-04) visant les subventions aux lignes d'aménagement du territoire et les dépenses dédiées à la sécurité et à la sûreté sur les aéroports (sûreté proprement dite mais aussi services de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs et lutte contre le péril aviaire).

Les dotations en faveur des collectivités locales d'outre mer au titre de la continuité territoriale sont, à compter de 2005, inscrites au budget du ministère de l'Outre Mer.

---

## Programme Météorologie

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
187.562.336	190.129.035

Anticiper l'arrivée des phénomènes météorologiques dangereux afin d'être en mesure d'alerter les populations et de prendre les mesures de sécurité indispensables, améliorer la qualité de la prévision météorologique et la mettre au service du grand public et de l'activité économique, poursuivre les travaux sur le changement climatique et ses conséquences, tels sont les objectifs prioritaires du programme « Météorologie » dont la mise en oeuvre est confiée à l'établissement public Météo-France.

Au-delà de la prise de conscience de la réalité du changement climatique, plusieurs événements exceptionnels récents ont souligné l'importance de cette mission : les tempêtes de décembre 1999, les épisodes successifs de pluies torrentielles sur le Sud de la France et la dramatique canicule de l'été 2003.

Ces événements ont contribué à une véritable prise de conscience du risque météorologique comme en atteste le succès de la carte de vigilance mise en place par Météo-France à la fin de l'année 2001.

Le programme Météorologie est décomposé en deux actions :

- l'observation et la prévision météorologique qui correspond au cœur de l'activité opérationnelle de l'établissement ;
- la recherche qui vise à améliorer la qualité des prévisions et à mieux appréhender le changement climatique et ses conséquences.

Météo-France exerce les attributions de l'Etat en matière de sécurité météorologique, y compris l'assistance météorologique pour l'aéronautique civile et par ailleurs, exerce une activité commerciale, activités non financées par l'Etat.

Ce programme comporte les dotations inscrites à la section Services communs et urbanisme sur le chapitre 36-20 et 63-21 pour les dotations Recherche et hors recherche.

## Programme Soutien des politiques d'équipement

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
276.330.463	284.920.442

Le programme a vocation à animer l'ensemble des fonctions de soutien du ministère. Il apporte appui, conseil et expertise à l'ensemble des acteurs du ministère. Le programme assure une triple fonction de définition, de pilotage des politiques et de gestion des moyens correspondants dans les domaines :

- de la programmation économique et financière : éclairage des choix budgétaires, élaboration et mise en œuvre de la réglementation budgétaire et comptable et des systèmes d'information associés,
- du pilotage juridique avec une action préventive de veille et d'information juridique, de conseil et d'assistance aux services, d'une part, et une action curative avec le traitement des litiges par voie amiable ou contentieuse, d'autre part,
- de la politique et gestion mobilières et immobilières visant à rechercher et fournir le meilleur service dans les meilleures conditions de coût et de délai,

- de la politique et gestion des systèmes d'information et des réseaux : élaboration de la politique technique nécessaire à la cohérence des systèmes d'information, mise en œuvre des infrastructures et services communs,

- de la gestion opérationnelle des ressources humaines pour les missions liées au recrutement, à la formation, aux évolutions de carrière, à la rémunération et aux affaires sociales,

- de la communication, documentation et archives : communication interne et externe, expertise dans le domaine documentaire et archivistique.

Le programme comporte la masse salariale et les dépenses de fonctionnement, les moyens informatiques, les frais de justice et réparations civiles, les crédits d'études et de communication, les investissements immobiliers administratifs, les subventions (chapitres 34-60- 34-96- 34-98, 37-72 ; 57-91, 57-58, 65-45 et 67-58) inscrits sur la section Services communs et urbanisme.

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Réseau routier national</b>	<b>2.876.145.457</b>	<b>2.761.127.457</b>	<b>2.610.685.720</b>	<b>2.386.850.720</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.404.408.413</b>	<b>1.404.408.413</b>	<b>1.415.468.428</b>	<b>1.415.468.428</b>
Rémunérations d'activité	919.330.311	919.330.311	913.643.192	913.643.192
Cotisations et contributions sociales	459.899.416	459.899.416	484.975.931	484.975.931
Prestations sociales et allocations diverses	25.178.686	25.178.686	16.849.305	16.849.305
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>223.604.044</b>	<b>223.604.044</b>	<b>224.140.469</b>	<b>224.140.469</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	223.604.044	223.604.044	224.140.469	224.140.469
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.184.258.000</b>	<b>1.075.640.000</b>	<b>911.595.823</b>	<b>710.631.823</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.184.258.000	1.075.640.000	911.595.823	710.631.823
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>63.875.000</b>	<b>57.475.000</b>	<b>59.481.000</b>	<b>36.610.000</b>
Transferts aux collectivités locales	63.875.000	57.475.000	59.481.000	36.610.000
<b>Sécurité routière</b>	<b>250.721.616</b>	<b>247.621.616</b>	<b>252.834.949</b>	<b>246.898.949</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>130.509.932</b>	<b>130.509.932</b>	<b>130.935.859</b>	<b>131.185.456</b>
Rémunérations d'activité	83.866.015	83.866.015	82.965.407	83.188.023
Cotisations et contributions sociales	43.384.920	43.384.920	45.648.398	45.673.837
Prestations sociales et allocations diverses	3.258.997	3.258.997	2.322.054	2.323.596
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>42.118.694</b>	<b>41.916.184</b>	<b>41.945.408</b>	<b>42.128.514</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	39.805.361	39.602.851	41.930.615	42.114.438
Subventions pour charges de service public	2.313.333	2.313.333	14.793	14.076
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>63.989.490</b>	<b>61.592.000</b>	<b>62.508.704</b>	<b>56.685.097</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	57.771.800	56.756.000	56.337.003	50.518.628
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	6.217.690	4.836.000	6.171.701	6.166.469
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>14.103.500</b>	<b>13.603.500</b>	<b>17.444.978</b>	<b>16.899.882</b>
Transferts aux entreprises	4.992.500	4.652.500	5.382.358	5.011.726
Transferts aux collectivités locales	2.952.500	2.952.500	3.328.758	3.328.726
Transferts aux autres collectivités	6.158.500	5.998.500	8.733.862	8.559.430
<b>Transports terrestres et maritimes</b>	<b>4.270.642.326</b>	<b>4.040.565.326</b>	<b>3.974.206.911</b>	<b>3.857.434.911</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>379.561.508</b>	<b>379.561.508</b>	<b>381.656.878</b>	<b>381.656.878</b>
Rémunérations d'activité	229.412.527	229.412.527	226.626.984	226.626.984
Cotisations et contributions sociales	143.578.222	143.578.222	150.675.109	150.675.109
Prestations sociales et allocations diverses	6.570.759	6.570.759	4.354.785	4.354.785
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>100.269.326</b>	<b>99.714.326</b>	<b>99.084.273</b>	<b>97.879.273</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	41.519.326	40.964.326	41.438.273	40.233.273
Subventions pour charges de service public	58.750.000	58.750.000	57.646.000	57.646.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>40.129.796</b>	<b>51.340.796</b>	<b>40.810.941</b>	<b>51.015.941</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	40.129.796	51.340.796	40.810.941	51.015.941
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>3.750.681.696</b>	<b>3.509.948.696</b>	<b>3.452.654.819</b>	<b>3.326.882.819</b>
Transferts aux ménages	172.000	172.000	293.685	293.685
Transferts aux entreprises	2.914.829.600	2.637.648.000	2.599.956.315	2.444.493.447

Transports

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Transferts aux collectivités locales	208.852.768	260.058.700	208.585.666	236.895.666
Transferts aux autres collectivités	626.827.328	612.069.996	643.819.153	645.200.021
<b>Passifs financiers ferroviaires</b>	<b>1.477.200.000</b>	<b>1.477.200.000</b>	<b>1.477.200.000</b>	<b>1.477.200.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.477.200.000</b>	<b>1.477.200.000</b>	<b>1.477.200.000</b>	<b>1.477.200.000</b>
Transferts aux entreprises	1.477.200.000	1.477.200.000	1.477.200.000	1.477.200.000
<b>Sécurité et affaires maritimes</b>	<b>244.484.894</b>	<b>240.820.894</b>	<b>247.272.019</b>	<b>244.792.019</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>187.013.761</b>	<b>187.013.761</b>	<b>190.372.354</b>	<b>190.372.354</b>
Rémunérations d'activité	117.350.306	117.350.306	118.635.482	118.635.482
Cotisations et contributions sociales	66.015.696	66.015.696	70.081.420	70.081.420
Prestations sociales et allocations diverses	3.647.759	3.647.759	1.655.452	1.655.452
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>21.634.578</b>	<b>21.634.578</b>	<b>22.433.854</b>	<b>22.433.854</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	19.191.798	19.191.798	19.305.386	19.305.386
Subventions pour charges de service public	2.442.780	2.442.780	3.128.468	3.128.468
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>26.846.555</b>	<b>23.182.555</b>	<b>26.190.811</b>	<b>23.710.811</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	26.846.555	23.182.555	26.190.811	23.710.811
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>8.990.000</b>	<b>8.990.000</b>	<b>8.275.000</b>	<b>8.275.000</b>
Transferts aux ménages	1.303.952	1.303.952	1.524.688	1.524.688
Transferts aux entreprises	2.000.000	2.000.000	1.500.000	1.500.000
Transferts aux autres collectivités	5.686.048	5.686.048	5.250.312	5.250.312
<b>Transports aériens</b>	<b>15.189.386</b>	<b>15.189.386</b>	<b>154.760.084</b>	<b>99.090.084</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>14.558.631</b>	<b>14.558.631</b>	<b>14.979.276</b>	<b>14.979.276</b>
Rémunérations d'activité	9.649.188	9.649.188	9.806.716	9.806.716
Cotisations et contributions sociales	4.657.711	4.657.711	5.010.058	5.010.058
Prestations sociales et allocations diverses	251.732	251.732	162.502	162.502
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>627.755</b>	<b>627.755</b>	<b>11.005.298</b>	<b>9.109.118</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	627.755	627.755	11.005.298	9.109.118
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.000</b>	<b>3.000</b>	<b>7.905.510</b>	<b>6.501.690</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	2.000	2.000	7.904.984	6.501.164
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	1.000	1.000	526	526
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>120.870.000</b>	<b>68.500.000</b>
Transferts aux entreprises	0	0	73.870.000	21.500.000
Transferts aux autres collectivités	0	0	47.000.000	47.000.000
<b>Météorologie</b>	<b>187.562.336</b>	<b>187.562.336</b>	<b>190.129.035</b>	<b>190.129.035</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>150.974.336</b>	<b>150.974.336</b>	<b>153.541.035</b>	<b>153.541.035</b>
Subventions pour charges de service public	150.974.336	150.974.336	153.541.035	153.541.035
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>36.588.000</b>	<b>36.588.000</b>	<b>36.588.000</b>	<b>36.588.000</b>
Transferts aux entreprises	36.588.000	36.588.000	36.588.000	36.588.000
<b>Soutien des politiques d'équipement</b>	<b>282.454.463</b>	<b>276.330.463</b>	<b>291.156.442</b>	<b>284.920.442</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>130.393.056</b>	<b>130.393.056</b>	<b>135.317.179</b>	<b>135.317.179</b>
Rémunérations d'activité	84.428.374	84.428.374	87.960.061	87.960.061

Transports

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Cotisations et contributions sociales	41.768.545	41.768.545	44.088.162	44.088.162
Prestations sociales et allocations diverses	4.196.137	4.196.137	3.268.956	3.268.956
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>144.878.380</b>	<b>140.974.380</b>	<b>138.619.194</b>	<b>138.623.194</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	120.017.874	116.078.874	112.567.738	112.567.738
Subventions pour charges de service public	24.860.506	24.895.506	26.051.456	26.055.456
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>6.183.027</b>	<b>4.963.027</b>	<b>16.220.069</b>	<b>10.980.069</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	6.183.027	4.963.027	16.220.069	10.980.069
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.000.000</b>	<b>0</b>
Transferts aux ménages	1.000.000	0	1.000.000	0

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Réseau routier national**

(en euros)

Réseau routier national <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Développement des infrastructures routières</b>	<b>2.244.335.149</b>	<b>2.138.842.957</b>	<b>752.220.269</b>	<b>546.413.247</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.404.408.413</b>	<b>1.404.408.413</b>	<b>212.340.813</b>	<b>212.340.813</b>
Rémunérations d'activité	919.330.311	919.330.311	136.934.579	136.934.579
Cotisations et contributions sociales	459.899.416	459.899.416	72.791.247	72.791.247
Prestations sociales et allocations diverses	25.178.686	25.178.686	2.614.987	2.614.987
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>40.112.544</b>	<b>40.112.544</b>	<b>9.163.276</b>	<b>9.163.276</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	40.112.544	40.112.544	9.163.276	9.163.276
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>753.614.192</b>	<b>654.522.000</b>	<b>474.316.180</b>	<b>291.380.158</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	753.614.192	654.522.000	474.316.180	291.380.158
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>46.200.000</b>	<b>39.800.000</b>	<b>56.400.000</b>	<b>33.529.000</b>
Transferts aux collectivités locales	46.200.000	39.800.000	56.400.000	33.529.000
<b>Entretien et exploitation</b>	<b>618.614.500</b>	<b>610.214.500</b>	<b>1.804.830.154</b>	<b>1.789.096.154</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.160.646.141</b>	<b>1.160.646.141</b>
Rémunérations d'activité	0	0	749.288.303	749.288.303
Cotisations et contributions sociales	0	0	397.643.015	397.643.015
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	13.714.823	13.714.823
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>178.721.500</b>	<b>178.721.500</b>	<b>209.107.190</b>	<b>209.107.190</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	178.721.500	178.721.500	209.107.190	209.107.190
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>422.218.000</b>	<b>413.818.000</b>	<b>431.995.823</b>	<b>416.261.823</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	422.218.000	413.818.000	431.995.823	416.261.823
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>17.675.000</b>	<b>17.675.000</b>	<b>3.081.000</b>	<b>3.081.000</b>
Transferts aux collectivités locales	17.675.000	17.675.000	3.081.000	3.081.000
<b>Politique technique nationale et internationale</b>	<b>13.195.808</b>	<b>12.070.000</b>	<b>53.635.299</b>	<b>51.341.321</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42.481.476</b>	<b>42.481.476</b>
Rémunérations d'activité	0	0	27.420.311	27.420.311
Cotisations et contributions sociales	0	0	14.541.670	14.541.670
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	519.495	519.495
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4.770.000</b>	<b>4.770.000</b>	<b>5.870.003</b>	<b>5.870.003</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4.770.000	4.770.000	5.870.003	5.870.003
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>8.425.808</b>	<b>7.300.000</b>	<b>5.283.820</b>	<b>2.989.842</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	8.425.808	7.300.000	5.283.820	2.989.842

**Sécurité routière**

(en euros)

<b>Sécurité routière</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Observation, prospective et réglementation</b>	<b>143.570.595</b>	<b>141.670.595</b>	<b>44.231.911</b>	<b>43.883.911</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>129.379.156</b>	<b>129.379.156</b>	<b>33.818.990</b>	<b>33.818.990</b>
Rémunérations d'activité	83.338.270	83.338.270	21.450.689	21.450.689
Cotisations et contributions sociales	43.384.920	43.384.920	11.926.308	11.926.308
Prestations sociales et allocations diverses	2.655.966	2.655.966	441.993	441.993
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>8.057.949</b>	<b>7.855.439</b>	<b>4.259.431</b>	<b>4.369.760</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	8.057.949	7.855.439	4.259.431	4.369.760
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.133.490</b>	<b>1.936.000</b>	<b>3.133.490</b>	<b>3.220.161</b>
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	3.133.490	1.936.000	3.133.490	3.220.161
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>3.000.000</b>	<b>2.500.000</b>	<b>3.020.000</b>	<b>2.475.000</b>
Transferts aux entreprises	2.040.000	1.700.000	2.053.600	1.683.000
Transferts aux autres collectivités	960.000	800.000	966.400	792.000
<b>Démarches interministérielles et communication</b>	<b>29.746.000</b>	<b>29.746.000</b>	<b>46.670.363</b>	<b>46.670.363</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12.989.567</b>	<b>12.989.567</b>
Rémunérations d'activité	0	0	8.232.987	8.232.987
Cotisations et contributions sociales	0	0	4.583.923	4.583.923
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	172.657	172.657
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>18.642.500</b>	<b>18.642.500</b>	<b>21.550.479</b>	<b>21.550.479</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	18.642.500	18.642.500	21.550.331	21.550.331
Subventions pour charges de service public	0	0	148	148
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>148</b>	<b>148</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	148	148
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>11.103.500</b>	<b>11.103.500</b>	<b>12.130.169</b>	<b>12.130.169</b>
Transferts aux entreprises	2.952.500	2.952.500	3.328.236	3.328.236
Transferts aux collectivités locales	2.952.500	2.952.500	3.328.236	3.328.236
Transferts aux autres collectivités	5.198.500	5.198.500	5.473.697	5.473.697
<b>Éducation routière</b>	<b>20.419.021</b>	<b>18.819.021</b>	<b>79.270.251</b>	<b>75.900.251</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>1.130.776</b>	<b>1.130.776</b>	<b>57.274.389</b>	<b>57.034.581</b>
Rémunérations d'activité	527.745	527.745	36.322.264	36.108.280
Cotisations et contributions sociales	0	0	19.603.642	19.579.226
Prestations sociales et allocations diverses	603.031	603.031	1.348.483	1.347.075
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9.588.245</b>	<b>9.588.245</b>	<b>10.505.550</b>	<b>10.425.518</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.274.912	7.274.912	10.491.461	10.412.293
Subventions pour charges de service public	2.313.333	2.313.333	14.089	13.225
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>9.700.000</b>	<b>8.100.000</b>	<b>9.195.504</b>	<b>6.145.440</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	8.000.000	6.400.000	7.500.522	4.450.490
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	1.700.000	1.700.000	1.694.982	1.694.950
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.294.808</b>	<b>2.294.712</b>
Transferts aux entreprises	0	0	522	490
Transferts aux collectivités locales	0	0	522	490

<b>Sécurité routière</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Transferts aux autres collectivités		0	0	2.293.764	2.293.732
<b>Gestion du trafic et information des usagers</b>		<b>56.986.000</b>	<b>57.386.000</b>	<b>82.662.426</b>	<b>80.444.425</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>26.852.913</b>	<b>27.342.318</b>
Rémunérations d'activité		0	0	16.959.467	17.396.067
Cotisations et contributions sociales		0	0	9.534.526	9.584.381
Prestations sociales et allocations diverses		0	0	358.920	361.870
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>5.830.000</b>	<b>5.830.000</b>	<b>5.629.949</b>	<b>5.782.759</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		5.830.000	5.830.000	5.629.392	5.782.055
Subventions pour charges de service public		0	0	557	704
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>51.156.000</b>	<b>51.556.000</b>	<b>50.179.564</b>	<b>47.319.348</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		49.771.800	50.356.000	48.836.334	46.067.990
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		1.384.200	1.200.000	1.343.230	1.251.358

### Transports terrestres et maritimes

(en euros)

<b>Transports terrestres et maritimes</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>		
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Infrastructures de transports collectifs et ferroviaires</b>		<b>3.105.427.656</b>	<b>2.875.372.656</b>	<b>2.446.797.868</b>	<b>2.312.365.868</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>374.216.116</b>	<b>374.216.116</b>	<b>18.821.106</b>	<b>18.821.106</b>
Rémunérations d'activité		224.493.592	224.493.592	11.139.129	11.139.129
Cotisations et contributions sociales		143.311.988	143.311.988	7.465.997	7.465.997
Prestations sociales et allocations diverses		6.410.536	6.410.536	215.980	215.980
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>20.956.744</b>	<b>20.956.744</b>	<b>3.526.966</b>	<b>3.526.966</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		20.956.744	20.956.744	3.526.966	3.526.966
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>9.959.796</b>	<b>7.829.796</b>	<b>12.059.796</b>	<b>4.859.796</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		9.959.796	7.829.796	12.059.796	4.859.796
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>2.700.295.000</b>	<b>2.472.370.000</b>	<b>2.412.390.000</b>	<b>2.285.158.000</b>
Transferts aux entreprises		2.699.895.000	2.416.660.000	2.411.990.000	2.254.838.000
Transferts aux collectivités locales		0	55.300.000	0	30.000.000
Transferts aux autres collectivités		400.000	410.000	400.000	320.000
<b>Régulation et contrôle des services de transports terrestres</b>		<b>918.247.068</b>	<b>929.595.068</b>	<b>985.392.557</b>	<b>986.402.557</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>56.333.908</b>	<b>56.333.908</b>
Rémunérations d'activité		0	0	33.130.818	33.130.818
Cotisations et contributions sociales		0	0	22.553.669	22.553.669
Prestations sociales et allocations diverses		0	0	649.421	649.421
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>3.805.372</b>	<b>3.430.372</b>	<b>6.500.649</b>	<b>5.475.649</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		3.805.372	3.430.372	6.500.649	5.475.649
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>3.100.000</b>	<b>2.355.000</b>	<b>2.750.000</b>	<b>1.925.000</b>

<b>Transports terrestres et maritimes</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	3.100.000	2.355.000	2.750.000	1.925.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>911.341.696</b>	<b>923.809.696</b>	<b>919.808.000</b>	<b>922.668.000</b>
Transferts aux entreprises	152.281.600	158.335.000	126.300.000	127.989.132
Transferts aux collectivités locales	189.670.700	189.783.700	200.085.666	199.795.666
Transferts aux autres collectivités	569.389.396	575.690.996	593.422.334	594.883.202
<b>Sûreté dans les transports terrestres</b>	<b>242.600</b>	<b>242.600</b>	<b>8.159.674</b>	<b>8.159.674</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7.557.310</b>	<b>7.557.310</b>
Rémunérations d'activité	0	0	4.432.587	4.432.587
Cotisations et contributions sociales	0	0	3.041.658	3.041.658
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	83.065	83.065
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>242.600</b>	<b>242.600</b>	<b>602.364</b>	<b>602.364</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	242.600	242.600	602.364	602.364
<b>Infrastructures fluviales et portuaires</b>	<b>173.058.386</b>	<b>160.828.406</b>	<b>417.146.838</b>	<b>432.530.844</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>510.444</b>	<b>510.444</b>	<b>252.484.651</b>	<b>252.484.651</b>
Rémunérations d'activité	510.444	510.444	148.946.126	148.946.126
Cotisations et contributions sociales	0	0	100.661.262	100.661.262
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	2.877.263	2.877.263
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>72.620.942</b>	<b>72.560.962</b>	<b>84.022.364</b>	<b>83.962.370</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	13.870.942	13.810.962	26.376.364	26.316.370
Subventions pour charges de service public	58.750.000	58.750.000	57.646.000	57.646.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>26.070.000</b>	<b>40.276.000</b>	<b>25.000.000</b>	<b>43.350.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	26.070.000	40.276.000	25.000.000	43.350.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>73.857.000</b>	<b>47.481.000</b>	<b>55.639.823</b>	<b>52.733.823</b>
Transferts aux entreprises	2.037.000	2.037.000	1.037.004	1.037.004
Transferts aux collectivités locales	14.782.068	9.475.000	4.606.000	1.700.000
Transferts aux autres collectivités	57.037.932	35.969.000	49.996.819	49.996.819
<b>Régulation des services de transports fluviaux et maritimes</b>	<b>73.666.616</b>	<b>74.526.596</b>	<b>92.997.411</b>	<b>94.263.405</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>4.834.948</b>	<b>4.834.948</b>	<b>23.843.247</b>	<b>23.843.247</b>
Rémunérations d'activité	4.408.491	4.408.491	15.641.293	15.641.293
Cotisations et contributions sociales	266.234	266.234	7.932.248	7.932.248
Prestations sociales et allocations diverses	160.223	160.223	269.706	269.706
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.643.668</b>	<b>2.523.648</b>	<b>3.336.023</b>	<b>3.216.017</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.643.668	2.523.648	3.336.023	3.216.017
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.000.000</b>	<b>880.000</b>	<b>1.001.145</b>	<b>881.145</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.000.000	880.000	1.001.145	881.145
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>65.188.000</b>	<b>66.288.000</b>	<b>64.816.996</b>	<b>66.322.996</b>
Transferts aux ménages	172.000	172.000	293.685	293.685
Transferts aux entreprises	60.616.000	60.616.000	60.629.311	60.629.311
Transferts aux collectivités locales	4.400.000	5.500.000	3.894.000	5.400.000
<b>Inspection du travail des transports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23.712.564</b>	<b>23.712.564</b>

<b>Transports terrestres et maritimes</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22.616.657</b>	<b>22.616.657</b>
Rémunérations d'activité		0	0	13.337.031	13.337.031
Cotisations et contributions sociales		0	0	9.020.275	9.020.275
Prestations sociales et allocations diverses		0	0	259.351	259.351
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.095.907</b>	<b>1.095.907</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		0	0	1.095.907	1.095.907

### Passifs financiers ferroviaires

(en euros)

<b>Passifs financiers ferroviaires</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Désendettement de RFF</b>		<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>
Transferts aux entreprises		800.000.000	800.000.000	800.000.000	800.000.000
<b>Désendettement de la SNCF</b>		<b>677.200.000</b>	<b>677.200.000</b>	<b>677.200.000</b>	<b>677.200.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>677.200.000</b>	<b>677.200.000</b>	<b>677.200.000</b>	<b>677.200.000</b>
Transferts aux entreprises		677.200.000	677.200.000	677.200.000	677.200.000

### Sécurité et affaires maritimes

(en euros)

<b>Sécurité et affaires maritimes</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Sécurité et sûreté maritimes</b>		<b>216.955.047</b>	<b>212.894.765</b>	<b>150.599.449</b>	<b>150.089.785</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>186.301.023</b>	<b>186.301.023</b>	<b>121.880.127</b>	<b>121.880.127</b>
Rémunérations d'activité		116.637.568	116.637.568	85.183.786	85.183.786
Cotisations et contributions sociales		66.015.696	66.015.696	35.408.642	35.408.642
Prestations sociales et allocations diverses		3.647.759	3.647.759	1.287.699	1.287.699
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>9.168.991</b>	<b>9.168.991</b>	<b>8.058.807</b>	<b>8.058.807</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		9.168.991	9.168.991	8.058.807	8.058.807
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>19.297.033</b>	<b>15.236.751</b>	<b>18.487.515</b>	<b>17.977.851</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		19.297.033	15.236.751	18.487.515	17.977.851
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>2.188.000</b>	<b>2.188.000</b>	<b>2.173.000</b>	<b>2.173.000</b>
Transferts aux autres collectivités		2.188.000	2.188.000	2.173.000	2.173.000

<b>Sécurité et affaires maritimes</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
		<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Gens de mer et enseignement maritime</b>		<b>12.948.545</b>	<b>12.841.903</b>	<b>48.888.201</b>	<b>48.824.505</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>85.908</b>	<b>85.908</b>	<b>35.478.982</b>	<b>35.478.982</b>
Rémunérations d'activité		85.908	85.908	17.240.994	17.240.994
Cotisations et contributions sociales		0	0	18.047.015	18.047.015
Prestations sociales et allocations diverses		0	0	190.973	190.973
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>4.451.920</b>	<b>4.451.920</b>	<b>5.744.566</b>	<b>5.744.566</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		2.009.140	2.009.140	2.644.566	2.644.566
Subventions pour charges de service public		2.442.780	2.442.780	3.100.000	3.100.000
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>1.608.717</b>	<b>1.502.075</b>	<b>1.562.653</b>	<b>1.498.957</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		1.608.717	1.502.075	1.562.653	1.498.957
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>6.802.000</b>	<b>6.802.000</b>	<b>6.102.000</b>	<b>6.102.000</b>
Transferts aux ménages		1.303.952	1.303.952	1.524.688	1.524.688
Transferts aux entreprises		2.000.000	2.000.000	1.500.000	1.500.000
Transferts aux autres collectivités		3.498.048	3.498.048	3.077.312	3.077.312
<b>Activités littorales et maritimes</b>		<b>5.811.838</b>	<b>5.236.673</b>	<b>18.633.682</b>	<b>18.084.964</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>384.492</b>	<b>384.492</b>	<b>13.038.615</b>	<b>13.038.615</b>
Rémunérations d'activité		384.492	384.492	6.031.802	6.031.802
Cotisations et contributions sociales		0	0	6.934.007	6.934.007
Prestations sociales et allocations diverses		0	0	72.806	72.806
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>2.397.411</b>	<b>2.397.411</b>	<b>2.625.856</b>	<b>2.625.856</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		2.397.411	2.397.411	2.597.388	2.597.388
Subventions pour charges de service public		0	0	28.468	28.468
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>3.029.935</b>	<b>2.454.770</b>	<b>2.969.211</b>	<b>2.420.493</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		3.029.935	2.454.770	2.969.211	2.420.493
<b>Action interministérielle de la mer</b>		<b>8.769.464</b>	<b>9.847.553</b>	<b>29.150.688</b>	<b>27.792.766</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>		<b>242.338</b>	<b>242.338</b>	<b>19.974.631</b>	<b>19.974.631</b>
Rémunérations d'activité		242.338	242.338	10.178.901	10.178.901
Cotisations et contributions sociales		0	0	9.691.756	9.691.756
Prestations sociales et allocations diverses		0	0	103.974	103.974
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>5.616.256</b>	<b>5.616.256</b>	<b>6.004.625</b>	<b>6.004.625</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		5.616.256	5.616.256	6.004.625	6.004.625
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>2.910.870</b>	<b>3.988.959</b>	<b>3.171.432</b>	<b>1.813.510</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		2.910.870	3.988.959	3.171.432	1.813.510

**Transports aériens**

(en euros)

<b>Transports aériens</b> <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Sécurité et sûreté aéroportuaires</b>	<b>14.166.420</b>	<b>14.166.420</b>	<b>61.283.439</b>	<b>61.283.439</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>14.164.109</b>	<b>14.164.109</b>	<b>14.281.242</b>	<b>14.281.242</b>
Rémunérations d'activité	9.331.338	9.331.338	9.266.550	9.266.550
Cotisations et contributions sociales	4.581.039	4.581.039	4.852.190	4.852.190
Prestations sociales et allocations diverses	251.732	251.732	162.502	162.502
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.311</b>	<b>2.311</b>	<b>2.197</b>	<b>2.197</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.311	2.311	2.197	2.197
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>47.000.000</b>	<b>47.000.000</b>
Transferts aux autres collectivités	0	0	47.000.000	47.000.000
<b>Développement, coordination et réglementation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>18.580.000</b>	<b>15.280.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10.676.068</b>	<b>8.779.888</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0	10.676.068	8.779.888
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7.903.932</b>	<b>6.500.112</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	7.903.932	6.500.112
<b>Régulation économique</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>73.870.000</b>	<b>21.500.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>				
Transferts aux entreprises	0	0	73.870.000	21.500.000
<b>Stratégie et développement de l'aviation civile</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires</b>	<b>1.022.966</b>	<b>1.022.966</b>	<b>1.026.645</b>	<b>1.026.645</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>394.522</b>	<b>394.522</b>	<b>698.034</b>	<b>698.034</b>
Rémunérations d'activité	317.850	317.850	540.165	540.165
Cotisations et contributions sociales	76.672	76.672	157.869	157.869
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>625.444</b>	<b>625.444</b>	<b>327.033</b>	<b>327.033</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	625.444	625.444	327.033	327.033
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>3.000</b>	<b>3.000</b>	<b>1.578</b>	<b>1.578</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	2.000	2.000	1.052	1.052
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat	1.000	1.000	526	526

**Météorologie**

(en euros)

<b>Météorologie</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Observation et prévision météorologiques</b>	<b>133.412.498</b>	<b>133.412.498</b>	<b>135.979.197</b>	<b>135.979.197</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>133.412.498</b>	<b>133.412.498</b>	<b>135.979.197</b>	<b>135.979.197</b>
Subventions pour charges de service public	133.412.498	133.412.498	135.979.197	135.979.197
<b>Recherche dans le domaine météorologique</b>	<b>54.149.838</b>	<b>54.149.838</b>	<b>54.149.838</b>	<b>54.149.838</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>17.561.838</b>	<b>17.561.838</b>	<b>17.561.838</b>	<b>17.561.838</b>
Subventions pour charges de service public	17.561.838	17.561.838	17.561.838	17.561.838
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>36.588.000</b>	<b>36.588.000</b>	<b>36.588.000</b>	<b>36.588.000</b>
Transferts aux entreprises	36.588.000	36.588.000	36.588.000	36.588.000

**Soutien des politiques d'équipement**

(en euros)

<b>Soutien des politiques d'équipement</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
<b>Programmation économique et financière</b>	<b>156.624.941</b>	<b>156.682.941</b>	<b>7.445.696</b>	<b>7.445.696</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>130.390.766</b>	<b>130.390.766</b>	<b>6.844.636</b>	<b>6.844.636</b>
Rémunérations d'activité	84.426.084	84.426.084	4.443.107	4.443.107
Cotisations et contributions sociales	41.768.545	41.768.545	2.241.189	2.241.189
Prestations sociales et allocations diverses	4.196.137	4.196.137	160.340	160.340
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>26.234.175</b>	<b>26.292.175</b>	<b>601.060</b>	<b>601.060</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	26.234.175	26.292.175	601.060	601.060
<b>Pilotage juridique</b>	<b>7.311.796</b>	<b>7.311.796</b>	<b>11.568.606</b>	<b>11.568.606</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4.011.750</b>	<b>4.011.750</b>
Rémunérations d'activité	0	0	2.590.204	2.590.204
Cotisations et contributions sociales	0	0	1.325.349	1.325.349
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	96.197	96.197
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7.311.796</b>	<b>7.311.796</b>	<b>7.556.856</b>	<b>7.556.856</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.311.796	7.311.796	7.556.856	7.556.856
<b>Politique et gestion mobilières et immobilières</b>	<b>62.695.795</b>	<b>56.475.795</b>	<b>109.907.566</b>	<b>103.660.566</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>21.685.913</b>	<b>21.685.913</b>
Rémunérations d'activité	0	0	14.144.431	14.144.431
Cotisations et contributions sociales	0	0	7.020.337	7.020.337
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	521.145	521.145

<b>Soutien des politiques d'équipement</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>56.803.668</b>	<b>52.803.668</b>	<b>72.824.264</b>	<b>72.824.264</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	56.803.668	52.803.668	72.824.264	72.824.264
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>4.892.127</b>	<b>3.672.127</b>	<b>14.397.389</b>	<b>9.150.389</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	4.892.127	3.672.127	14.397.389	9.150.389
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.000.000</b>	<b>0</b>
Transferts aux ménages	1.000.000	0	1.000.000	0
<b>Politique et gestion des systèmes d'information et des réseaux</b>	<b>26.754.622</b>	<b>26.754.622</b>	<b>53.450.898</b>	<b>53.450.898</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>28.367.268</b>	<b>28.367.268</b>
Rémunérations d'activité	0	0	18.418.382	18.418.382
Cotisations et contributions sociales	0	0	9.261.526	9.261.526
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	687.360	687.360
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>25.471.722</b>	<b>25.471.722</b>	<b>23.863.125</b>	<b>23.863.125</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	25.471.722	25.471.722	23.863.125	23.863.125
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>1.282.900</b>	<b>1.282.900</b>	<b>1.220.505</b>	<b>1.220.505</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	1.282.900	1.282.900	1.220.505	1.220.505
<b>Gestion opérationnelle des ressources humaines</b>	<b>26.138.319</b>	<b>26.176.319</b>	<b>98.985.703</b>	<b>98.996.703</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>67.560.920</b>	<b>67.560.920</b>
Rémunérations d'activité	0	0	43.918.773	43.918.773
Cotisations et contributions sociales	0	0	21.998.572	21.998.572
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	1.643.575	1.643.575
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>26.138.319</b>	<b>26.176.319</b>	<b>30.829.783</b>	<b>30.833.783</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1.277.813	1.280.813	4.778.327	4.778.327
Subventions pour charges de service public	24.860.506	24.895.506	26.051.456	26.055.456
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>595.000</b>	<b>602.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	0	595.000	602.000
<b>Communication et documentation et archives</b>	<b>2.928.990</b>	<b>2.928.990</b>	<b>9.797.974</b>	<b>9.797.974</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>2.290</b>	<b>2.290</b>	<b>6.846.693</b>	<b>6.846.693</b>
Rémunérations d'activité	2.290	2.290	4.445.164	4.445.164
Cotisations et contributions sociales	0	0	2.241.189	2.241.189
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	160.340	160.340
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.918.700</b>	<b>2.918.700</b>	<b>2.944.106</b>	<b>2.944.106</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.918.700	2.918.700	2.944.106	2.944.106
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>8.000</b>	<b>8.000</b>	<b>7.175</b>	<b>7.175</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	8.000	8.000	7.175	7.175

## Mission Travail

La mission *Travail* est une mission ministérielle composée de cinq programmes :

- Le programme *Développement de l'emploi* ;
- Le programme *Accès et retour à l'emploi* ;
- Le programme *Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques* ;
- Le programme *Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail* ;
- Le programme *Gestion et évaluation des politiques d'emploi et de travail*.

---

### Programme Développement de l'emploi

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
17.353.754.226	18.027.987.574

Les politiques publiques mises en œuvre dans ce programme assurent un soutien structurel à la création d'emploi. Elles s'articulent autour de deux actions : la baisse du coût du travail et la stimulation de la création d'activités et d'entreprises, ainsi que le soutien aux nouvelles formes d'emploi. Ces politiques contribuent ainsi, d'une part à lever ou diminuer les freins qui font obstacle à la création d'emploi, d'autre part à apporter des appuis directs (aides financières, accompagnement) au démarrage ou à la croissance de l'activité et de l'emploi.

La première action de ce programme, « Allègement des cotisations sociales », vise une baisse du coût du travail afin d'assurer une croissance plus riche en emplois et d'augmenter (ou soutenir) l'emploi des personnes peu ou

pas qualifiées. Les secteurs à forte intensité de main d'œuvre sont les premiers bénéficiaires de cette action.

La seconde action, « Promotion de l'emploi », concerne la stimulation de la création et de la reprise d'entreprises et le soutien aux nouvelles formes d'emploi. Cette action vise notamment à aider financièrement et à accompagner des porteurs de projets d'entreprises, demandeurs d'emploi ou bénéficiaires des minima sociaux.

Ce programme recouvre en partie l'agrégat 4 : chapitre 44-77 et le chapitre 44-79 : « Promotion de l'emploi ». Les crédits CPER, pour ce qui est des actions relevant de ce programme, ont été intégrés. Il est à noter un transfert : celui des exonérations DOM vers la section « outre-mer ».

---

### Programme Accès et retour à l'emploi

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
7.335.884.809	7.173.227.820

La politique d'accès et de retour à l'emploi vise à compenser des situations de difficultés particulières (l'âge, le sexe, le chômage de longue durée, le handicap, le manque de formation) en utilisant comme levier d'action les outils du service public de l'emploi, associés à l'UNEDIC et en lien avec les collectivités territoriales.

L'action 1 « Mise en relation offres et demandes d'emploi » favorise un ajustement entre l'offre et la demande d'emploi.

L'action 2 « Indemnisation de personnes au chômage et contrôle de la recherche d'emploi » vise à faire de l'indemnisation des demandeurs d'emploi une sécurisation financière facilitant leur recherche ou leur parcours de formation.

L'action 3 « Contrats aidés dans les secteur marchand et non marchand » et l'action 4 « Activation des minima sociaux » favorisent les mises en situation de travail par des aides à l'embauche articulées, si besoin, à des actions de formation et d'accompagnement.

L'action 5 « Parcours individualisés vers l'emploi » vise la construction de parcours d'insertion plus spécifiques en fonction des difficultés diagnostiquées.

L'action 6 « Insertion des publics en difficulté » est menée dans le cadre des structures d'insertion par l'activité économique pour un public en situation d'exclusion, des ateliers protégés et des centres de distribution du travail à domicile pour les personnes handicapées.

La structure de ce programme reprend pour l'essentiel celle de l'agrégat 3 (44-70, 44-71, 44-01 articles 10 et 20).

Les subventions aux opérateurs tels que l'ANPE (36-61 art. 10), l'AFPA (43-71 art 11), le Fonds de Solidarité (46-71) et les versements à l'UNEDIC au titre de l'AFR-AFF et des allocations complémentaires en font également partie.

Les dépenses en capital correspondent au chapitre 57-92 art. 40. Les crédits CPER et du chapitre 44-80 ont été répartis entre les différentes actions selon les dispositifs concernés. Le Fonds social européen cofinance des actions de lutte contre les exclusions à travers les entreprises d'insertion.

---

## Programme Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
4.928.785.261	4.837.784.308

Dans le cadre d'une économie de plus en plus fondée sur l'innovation et les compétences, les mutations doivent être anticipées, par une meilleure connaissance des évolutions techniques, sociales et démographiques au sein de l'entreprise, de la filière ou du bassin d'emploi. Elles doivent également être accompagnées afin de mieux prévenir l'impact social et territorial des restructurations.

Ce programme identifie des actions nécessaires pour atteindre des objectifs d'accroissement global des qualifications et des actions de prévention, d'accompagnement des mutations économiques et restructurations.

Ce programme se compose de trois actions :

L'action 1 « Soutien à la professionnalisation des actifs » vise à faciliter la transition des jeunes entre la formation initiale et le marché du travail, ainsi qu'à favoriser le retour à l'emploi des personnes sans emploi, par des actions d'acquisition et de développement des compétences.

L'action 2 « amélioration de la qualification des actifs et développement de la validation des acquis de l'expérience » a pour objectif d'accroître la qualification des personnes dans un environnement économique mouvant.

L'action 3 « anticipation et accompagnement des mutations économiques » vise à prévenir les risques d'inadaptation des salariés et les licenciements et à favoriser le reclassement de ceux dont le licenciement ne peut être évité.

Ce programme regroupe l'ensemble de l'agrégat 2 chapitres 43-70 et 43-06, la subvention de l'AFPA pour les crédits déconcentrés (43-71 art 12) ; les articles du chapitre 44-79 « accompagnement des restructurations » qui étaient répartis entre les agrégats 4 et 5. De même que pour les précédents programmes, les lignes CPER et 44-80 sont réparties entre les différentes actions.

---

## Programme Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
181.017.573	193.220.675

L'objet du programme est l'amélioration des conditions d'emploi et de travail des salariés du secteur concurrentiel, au moyen de trois leviers : le droit, l'incitation et le dialogue social.

- Action « Santé et sécurité au travail » : bien que l'Europe soit la principale source normative, il revient à l'État d'élaborer, transposer et appliquer le droit, à charge pour les partenaires sociaux de l'adapter aux branches et territoires. Il est nécessaire de mieux mesurer les risques professionnels et de développer les actions de prévention avec l'appui de l'ANACT.

- Action « Qualité et effectivité du droit » : la qualité des emplois repose aussi sur la sécurité juridique, salariés et employeurs doivent pouvoir connaître et faire valoir leurs droits fondamentaux. L'administration du travail doit élaborer, diffuser et faire appliquer les textes appropriés, avec une attention particulière pour les situations de discrimination au travail.

- Action « Dialogue social et démocratie sociale » : les changements socio-économiques en cours (transfert aux

collectivités locales, apparition de nouveaux interlocuteurs) appellent d'autres modalités d'élaboration du droit : réduire la production réglementaire au profit de la négociation collective. L'État doit créer les conditions favorables au développement d'un dialogue social de qualité, dans tous ses champs et dimensions (nationales, professionnelles et locales).

- Action « Lutte contre le travail illégal » : sous la responsabilité de la Délégation interministérielle à la lutte contre le travail illégal, les comités opérationnels coordonnent dans chaque département la lutte contre le travail illégal menée conjointement par les inspections du travail, le Parquet, la Police, la Gendarmerie, l'URSSAF et les services fiscaux.

Ce programme reprend l'ensemble du chapitre 44-73 et 37-62 ainsi que la subvention à l'ANACT 36-61 article 50. Les crédits de personnel, du chapitre 37-61 article 11 et du chapitre 37-63 sont associés aux différentes actions.

---

## Programme Gestion et évaluation des politiques d'emploi et de travail

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
505.758.734	512.452.604

Le programme regroupe les activités mutualisées d'encadrement, de mise en œuvre et de soutien aux programmes de politiques publiques de la mission travail : fonctions de conception, de pilotage, d'animation et de mise en œuvre des politiques, ainsi que les fonctions d'état major, d'évaluation des politiques et de gestion des moyens de la mission.

La principale finalité du programme est de conduire les adaptations nécessaires pour apporter une réponse appropriée aux demandes des différents publics et rendre un service de qualité aux autres programmes de la mission, dans le cadre d'une gestion efficace et optimisée.

- les trois actions « Gestions du programme » 1, 2 et 3 de la mission Travail : les trois premières actions regroupent les personnels affectés aux programmes 1, 2 et 3 de la mission travail.

- l'action « Soutien » résulte de l'organisation mutualisée des fonctions d'état major (orientation, encadrement des politiques par les ministres et les cabinets ministériels, fonctions de direction) et de soutien de la mission travail (fonctions transversales et mutualisées d'accueil du public et de gestion des moyens). Les moyens mobilisés sont les dépenses de personnel affectés aux fonctions d'état major et de soutien, les dépenses de fonctionnement et d'investissement pour immobilisations de la mission travail.

- l'action « Etudes et statistiques » a pour finalités l'alimentation des services chargés du pilotage, de la mise en œuvre et de l'évaluation en données et en éléments de connaissance réguliers et fiables et la mise à disposition de l'ensemble des acteurs des informations fiables et régulières. Les travaux sont conduits par la DARES, par les services régionaux (SEPES) et par deux opérateurs : le CEE et le CEREQ.

## Travail

Les moyens mobilisés par l'action sont les dépenses de personnel de l'action et les dépenses de fonctionnement relatives aux travaux de l'action.

---

## Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie

(en euros)

Intitulé du programme Intitulé du titre et de la catégorie	2004		2005	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Développement de l'emploi</b>	<b>17.353.754.226</b>	<b>17.353.754.226</b>	<b>18.027.987.574</b>	<b>18.027.987.574</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>17.353.754.226</b>	<b>17.353.754.226</b>	<b>18.027.987.574</b>	<b>18.027.987.574</b>
Transferts aux ménages	74.169.500	74.169.500	155.828.656	155.828.656
Transferts aux entreprises	17.243.006.000	17.243.006.000	17.839.246.396	17.839.246.396
Transferts aux autres collectivités	36.578.726	36.578.726	32.912.522	32.912.522
<b>Accès et retour à l'emploi</b>	<b>7.337.454.809</b>	<b>7.335.884.809</b>	<b>7.422.546.820</b>	<b>7.173.227.820</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.557.767.987</b>	<b>1.555.897.987</b>	<b>1.567.771.173</b>	<b>1.573.152.173</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	150.000	150.000	0	0
Subventions pour charges de service public	1.557.617.987	1.555.747.987	1.567.771.173	1.573.152.173
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>300.000</b>	<b>0</b>	<b>300.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	300.000	0	300.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.779.686.822</b>	<b>5.779.686.822</b>	<b>5.854.775.647</b>	<b>5.599.775.647</b>
Transferts aux ménages	1.441.368.400	1.441.368.400	1.420.650.938	1.420.650.938
Transferts aux entreprises	1.178.171.680	1.178.171.680	1.010.140.145	1.010.140.145
Transferts aux collectivités locales	36.020.000	36.020.000	110.734.280	110.734.280
Transferts aux autres collectivités	3.124.126.742	3.124.126.742	3.313.250.284	3.058.250.284
<b>Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</b>	<b>4.921.785.261</b>	<b>4.928.785.261</b>	<b>4.851.652.308</b>	<b>4.837.784.308</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>520.231.000</b>	<b>525.231.000</b>	<b>523.804.000</b>	<b>511.804.000</b>
Subventions pour charges de service public	520.231.000	525.231.000	523.804.000	511.804.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>4.401.554.261</b>	<b>4.403.554.261</b>	<b>4.327.848.308</b>	<b>4.325.980.308</b>
Transferts aux ménages	569.570.841	569.570.841	612.536.246	612.536.246
Transferts aux entreprises	1.819.560.941	1.819.560.941	1.604.945.437	1.604.945.437
Transferts aux collectivités locales	1.826.384.629	1.826.384.629	1.941.775.116	1.941.775.116
Transferts aux autres collectivités	186.037.850	188.037.850	168.591.509	166.723.509
<b>Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</b>	<b>181.017.573</b>	<b>181.017.573</b>	<b>193.220.675</b>	<b>193.220.675</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>124.780.276</b>	<b>124.780.276</b>	<b>129.414.587</b>	<b>129.414.587</b>
Rémunérations d'activité	91.466.682	91.466.682	94.950.164	94.950.164
Cotisations et contributions sociales	30.379.053	30.379.053	32.547.523	32.547.523
Prestations sociales et allocations diverses	2.934.541	2.934.541	1.916.900	1.916.900
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.944.105</b>	<b>11.944.105</b>	<b>17.819.163</b>	<b>17.819.163</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	259.163	259.163	259.163	259.163
Subventions pour charges de service public	11.684.942	11.684.942	17.560.000	17.560.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>44.293.192</b>	<b>44.293.192</b>	<b>45.986.925</b>	<b>45.986.925</b>
Transferts aux entreprises	2.147.398	2.147.398	1.847.398	1.847.398
Transferts aux autres collectivités	42.145.794	42.145.794	44.139.527	44.139.527

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Gestion et évaluation des politiques de l'emploi et de travail</b>	<b>507.558.734</b>	<b>505.758.734</b>	<b>515.445.604</b>	<b>512.452.604</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>316.852.031</b>	<b>316.852.031</b>	<b>323.119.153</b>	<b>323.119.153</b>
Rémunérations d'activité	237.001.856	237.001.856	242.229.308	242.229.308
Cotisations et contributions sociales	71.893.832	71.893.832	75.591.127	75.591.127
Prestations sociales et allocations diverses	7.956.343	7.956.343	5.298.718	5.298.718
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>178.481.557</b>	<b>178.481.557</b>	<b>182.100.067</b>	<b>180.407.067</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	159.988.821	159.988.821	162.824.306	161.131.306
Subventions pour charges de service public	18.492.736	18.492.736	19.275.761	19.275.761
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>12.225.146</b>	<b>10.425.146</b>	<b>10.226.384</b>	<b>8.926.384</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	12.225.146	10.425.146	10.226.384	8.926.384

## Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Développement de l'emploi**

(en euros)

Intitulé de l'action <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Allègement de cotisations sociales</b>	<b>17.241.400.000</b>	<b>17.241.400.000</b>	<b>17.833.640.000</b>	<b>17.833.640.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>17.241.400.000</b>	<b>17.241.400.000</b>	<b>17.833.640.000</b>	<b>17.833.640.000</b>
Transferts aux entreprises	17.241.400.000	17.241.400.000	17.833.640.000	17.833.640.000
<b>Promotion de l'emploi</b>	<b>112.354.226</b>	<b>112.354.226</b>	<b>194.347.574</b>	<b>194.347.574</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>112.354.226</b>	<b>112.354.226</b>	<b>194.347.574</b>	<b>194.347.574</b>
Transferts aux ménages	74.169.500	74.169.500	155.828.656	155.828.656
Transferts aux entreprises	1.606.000	1.606.000	5.606.396	5.606.396
Transferts aux autres collectivités	36.578.726	36.578.726	32.912.522	32.912.522

**Accès et retour à l'emploi**

(en euros)

Intitulé de l'action <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Mise en relation entre offres et demandes d'emploi</b>	<b>1.463.012.834</b>	<b>1.461.442.834</b>	<b>1.855.528.297</b>	<b>1.606.209.297</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1.461.747.987</b>	<b>1.459.877.987</b>	<b>1.479.354.987</b>	<b>1.484.735.987</b>
Subventions pour charges de service public	1.461.747.987	1.459.877.987	1.479.354.987	1.484.735.987
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>300.000</b>	<b>0</b>	<b>300.000</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	0	300.000	0	300.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.264.847</b>	<b>1.264.847</b>	<b>376.173.310</b>	<b>121.173.310</b>
Transferts aux autres collectivités	1.264.847	1.264.847	376.173.310	121.173.310
<b>Indemnisation de personnes au chômage et contrôle de la recherche d'emploi</b>	<b>1.368.491.400</b>	<b>1.368.491.400</b>	<b>1.291.531.328</b>	<b>1.291.531.328</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>96.020.000</b>	<b>96.020.000</b>	<b>88.416.186</b>	<b>88.416.186</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	150.000	150.000	0	0
Subventions pour charges de service public	95.870.000	95.870.000	88.416.186	88.416.186
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.272.471.400</b>	<b>1.272.471.400</b>	<b>1.203.115.142</b>	<b>1.203.115.142</b>
Transferts aux ménages	1.272.471.400	1.272.471.400	1.203.115.142	1.203.115.142
<b>Contrats aidés dans les secteurs marchands et non marchands</b>	<b>3.992.210.000</b>	<b>3.992.210.000</b>	<b>3.154.820.481</b>	<b>3.154.820.481</b>

<b>Accès et retour à l'emploi</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>3.992.210.000</b>	<b>3.992.210.000</b>	<b>3.154.820.481</b>	<b>3.154.820.481</b>
Transferts aux ménages	7.660.000	7.660.000	1.409.226	1.409.226
Transferts aux entreprises	986.950.000	986.950.000	790.651.255	790.651.255
Transferts aux autres collectivités	2.997.600.000	2.997.600.000	2.362.760.000	2.362.760.000
<b>Activation des minima sociaux</b>	<b>20.000.000</b>	<b>20.000.000</b>	<b>393.110.000</b>	<b>393.110.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>20.000.000</b>	<b>20.000.000</b>	<b>393.110.000</b>	<b>393.110.000</b>
Transferts aux autres collectivités	20.000.000	20.000.000	393.110.000	393.110.000
<b>Parcours individualisés vers l'emploi</b>	<b>131.455.493</b>	<b>131.455.493</b>	<b>297.825.927</b>	<b>297.825.927</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>131.455.493</b>	<b>131.455.493</b>	<b>297.825.927</b>	<b>297.825.927</b>
Transferts aux ménages	4.360.000	4.360.000	52.000.000	52.000.000
Transferts aux collectivités locales	36.020.000	36.020.000	110.734.280	110.734.280
Transferts aux autres collectivités	91.075.493	91.075.493	135.091.647	135.091.647
<b>Insertion des publics fragiles</b>	<b>362.285.082</b>	<b>362.285.082</b>	<b>429.730.787</b>	<b>429.730.787</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>362.285.082</b>	<b>362.285.082</b>	<b>429.730.787</b>	<b>429.730.787</b>
Transferts aux ménages	156.877.000	156.877.000	164.126.570	164.126.570
Transferts aux entreprises	191.221.680	191.221.680	219.488.890	219.488.890
Transferts aux autres collectivités	14.186.402	14.186.402	46.115.327	46.115.327

### Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques

(en euros)

<b>Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Soutien à la professionnalisation des actifs</b>	<b>2.718.976.592</b>	<b>2.718.976.592</b>	<b>2.479.584.988</b>	<b>2.479.584.988</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>2.718.976.592</b>	<b>2.718.976.592</b>	<b>2.479.584.988</b>	<b>2.479.584.988</b>
Transferts aux ménages	99.640.000	99.640.000	21.210.774	21.210.774
Transferts aux entreprises	1.541.640.941	1.541.640.941	1.286.209.745	1.286.209.745
Transferts aux collectivités locales	1.038.705.828	1.038.705.828	1.128.183.021	1.128.183.021
Transferts aux autres collectivités	38.989.823	38.989.823	43.981.448	43.981.448
<b>Amélioration de la qualification des actifs et développement de la validation des acquis de l'expérience</b>	<b>1.747.529.909</b>	<b>1.754.529.909</b>	<b>1.744.389.521</b>	<b>1.730.521.521</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>520.231.000</b>	<b>525.231.000</b>	<b>523.804.000</b>	<b>511.804.000</b>
Subventions pour charges de service public	520.231.000	525.231.000	523.804.000	511.804.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.227.298.909</b>	<b>1.229.298.909</b>	<b>1.220.585.521</b>	<b>1.218.717.521</b>
Transferts aux ménages	303.053.841	303.053.841	287.774.000	287.774.000
Transferts aux collectivités locales	787.678.801	787.678.801	813.592.095	813.592.095

<b>Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Transferts aux autres collectivités	136.566.267	138.566.267	119.219.426	117.351.426
<b>Anticipation et accompagnement des mutations économiques</b>	<b>455.278.760</b>	<b>455.278.760</b>	<b>627.677.799</b>	<b>627.677.799</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>455.278.760</b>	<b>455.278.760</b>	<b>627.677.799</b>	<b>627.677.799</b>
Transferts aux ménages	166.877.000	166.877.000	303.551.472	303.551.472
Transferts aux entreprises	277.920.000	277.920.000	318.735.692	318.735.692
Transferts aux autres collectivités	10.481.760	10.481.760	5.390.635	5.390.635

### Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

(en euros)

<b>Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Santé et sécurité au travail</b>	<b>56.133.645</b>	<b>56.133.645</b>	<b>63.073.408</b>	<b>63.073.408</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>37.913.428</b>	<b>37.913.428</b>	<b>39.378.133</b>	<b>39.378.133</b>
Rémunérations d'activité	27.461.751	27.461.751	28.550.125	28.550.125
Cotisations et contributions sociales	9.570.470	9.570.470	10.250.876	10.250.876
Prestations sociales et allocations diverses	881.207	881.207	577.132	577.132
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>11.684.942</b>	<b>11.684.942</b>	<b>17.560.000</b>	<b>17.560.000</b>
Subventions pour charges de service public	11.684.942	11.684.942	17.560.000	17.560.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>6.535.275</b>	<b>6.535.275</b>	<b>6.135.275</b>	<b>6.135.275</b>
Transferts aux entreprises	2.147.398	2.147.398	1.847.398	1.847.398
Transferts aux autres collectivités	4.387.877	4.387.877	4.287.877	4.287.877
<b>Qualité et effectivité du droit</b>	<b>46.727.448</b>	<b>46.727.448</b>	<b>48.819.263</b>	<b>48.819.263</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>37.913.428</b>	<b>37.913.428</b>	<b>39.378.133</b>	<b>39.378.133</b>
Rémunérations d'activité	27.461.751	27.461.751	28.550.125	28.550.125
Cotisations et contributions sociales	9.570.470	9.570.470	10.250.876	10.250.876
Prestations sociales et allocations diverses	881.207	881.207	577.132	577.132
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>259.163</b>	<b>259.163</b>	<b>259.163</b>	<b>259.163</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	259.163	259.163	259.163	259.163
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>8.554.857</b>	<b>8.554.857</b>	<b>9.181.967</b>	<b>9.181.967</b>
Transferts aux autres collectivités	8.554.857	8.554.857	9.181.967	9.181.967
<b>Dialogue social et démocratie sociale</b>	<b>67.116.488</b>	<b>67.116.488</b>	<b>70.047.816</b>	<b>70.047.816</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>37.913.428</b>	<b>37.913.428</b>	<b>39.378.133</b>	<b>39.378.133</b>
Rémunérations d'activité	27.461.751	27.461.751	28.550.125	28.550.125
Cotisations et contributions sociales	9.570.470	9.570.470	10.250.876	10.250.876
Prestations sociales et allocations diverses	881.207	881.207	577.132	577.132
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>29.203.060</b>	<b>29.203.060</b>	<b>30.669.683</b>	<b>30.669.683</b>

<b>Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
Transferts aux autres collectivités	29.203.060	29.203.060	30.669.683	30.669.683
<b>Lutte contre le travail illégal</b>	<b>11.039.992</b>	<b>11.039.992</b>	<b>11.280.191</b>	<b>11.280.191</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>11.039.992</b>	<b>11.039.992</b>	<b>11.280.191</b>	<b>11.280.191</b>
Rémunérations d'activité	9.081.429	9.081.429	9.299.790	9.299.790
Cotisations et contributions sociales	1.667.643	1.667.643	1.794.896	1.794.896
Prestations sociales et allocations diverses	290.920	290.920	185.505	185.505

### Gestion et évaluation des politiques de l'emploi et de travail

(en euros)

<b>Gestion et évaluation des politiques de l'emploi et de travail</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Gestion du programme « développement de l'emploi »</b>	<b>25.890.297</b>	<b>25.890.297</b>	<b>26.549.347</b>	<b>26.549.347</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>25.890.297</b>	<b>25.890.297</b>	<b>26.549.347</b>	<b>26.549.347</b>
Rémunérations d'activité	15.310.959	15.310.959	15.543.820	15.543.820
Cotisations et contributions sociales	10.107.153	10.107.153	10.710.416	10.710.416
Prestations sociales et allocations diverses	472.185	472.185	295.111	295.111
<b>Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »</b>	<b>67.991.153</b>	<b>67.991.153</b>	<b>69.976.835</b>	<b>69.976.835</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>67.991.153</b>	<b>67.991.153</b>	<b>69.976.835</b>	<b>69.976.835</b>
Rémunérations d'activité	52.680.510	52.680.510	54.258.283	54.258.283
Cotisations et contributions sociales	13.634.211	13.634.211	14.633.954	14.633.954
Prestations sociales et allocations diverses	1.676.432	1.676.432	1.084.598	1.084.598
<b>Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques »</b>	<b>73.780.111</b>	<b>73.780.111</b>	<b>75.652.431</b>	<b>75.652.431</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>73.780.111</b>	<b>73.780.111</b>	<b>75.652.431</b>	<b>75.652.431</b>
Rémunérations d'activité	55.468.438	55.468.438	56.836.742	56.836.742
Cotisations et contributions sociales	16.547.567	16.547.567	17.687.267	17.687.267
Prestations sociales et allocations diverses	1.764.106	1.764.106	1.128.422	1.128.422
<b>Soutien</b>	<b>311.573.735</b>	<b>309.773.735</b>	<b>310.954.144</b>	<b>309.654.144</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>136.218.444</b>	<b>136.218.444</b>	<b>137.353.627</b>	<b>137.353.627</b>
Rémunérations d'activité	102.746.873	102.746.873	104.224.929	104.224.929
Cotisations et contributions sociales	29.806.168	29.806.168	30.604.314	30.604.314
Prestations sociales et allocations diverses	3.665.403	3.665.403	2.524.384	2.524.384
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>163.130.145</b>	<b>163.130.145</b>	<b>163.374.133</b>	<b>163.374.133</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	152.685.124	152.685.124	152.626.087	152.626.087
Subventions pour charges de service public	10.445.021	10.445.021	10.748.046	10.748.046
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>12.225.146</b>	<b>10.425.146</b>	<b>10.226.384</b>	<b>8.926.384</b>

<b>Gestion et évaluation des politiques de l'emploi et de travail</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	12.225.146	10.425.146	10.226.384	8.926.384
<b>Études et statistiques</b>	<b>28.323.438</b>	<b>28.323.438</b>	<b>32.312.846</b>	<b>30.619.846</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>12.972.026</b>	<b>12.972.026</b>	<b>13.586.912</b>	<b>13.586.912</b>
Rémunérations d'activité	10.795.076	10.795.076	11.365.533	11.365.533
Cotisations et contributions sociales	1.798.733	1.798.733	1.955.176	1.955.176
Prestations sociales et allocations diverses	378.217	378.217	266.203	266.203
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>15.351.412</b>	<b>15.351.412</b>	<b>18.725.934</b>	<b>17.032.934</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7.303.697	7.303.697	10.198.219	8.505.219
Subventions pour charges de service public	8.047.715	8.047.715	8.527.715	8.527.715

## Mission Ville et logement

La mission *Ville et logement* est une mission ministérielle composée de quatre programmes :

- Le programme *Rénovation urbaine* ;
- Le programme *Equité sociale et territoriale et soutien* ;
- Le programme *Aide à l'accès au logement* ;
- Le programme *Développement et amélioration de l'offre de logement*.

### Programme Rénovation urbaine

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
209.500.000	226.600.000

Le programme « Rénovation urbaine » comprend les crédits relatifs à la mise en œuvre du volet éponyme de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1<sup>er</sup> août 2003.

Ce programme vise à restructurer, dans un objectif de mixité sociale et de développement durable, les quartiers où le cadre bâti est le plus dégradé, l'enjeu étant de les rendre plus attractifs afin de les réinsérer dans la dynamique urbaine de l'agglomération à laquelle ils appartiennent.

Le programme rénovation urbaine se décline en deux actions :

L'action « Logements participant à la rénovation urbaine » renvoie aux moyens mis en œuvre par l'agence nationale de rénovation urbaine en faveur du logement dans les zones urbaines sensibles. Ces moyens permettent de soutenir les projets initiés par les collectivités locales, en lien avec les organismes bailleurs et sont principalement destinés à la démolition, la construction et la réhabilitation d'ensembles de logements locatifs sociaux ou de copropriétés dégradées, ainsi qu'à la réalisation de travaux de résidentialisation.

L'action « Aménagement des quartiers participant à la rénovation urbaine » doit permettre le financement des projets relatifs à :

- l'aménagement urbain et la requalification des espaces de proximité ;
- la création, la réhabilitation et la démolition d'équipements publics ou collectifs ;
- la réorganisation du foncier permettant l'émergence d'une offre d'habitat diversifié et le développement de l'activité économique ;
- l'ingénierie de projet.

Le programme « Rénovation urbaine » comprend des crédits relevant de deux budgets : les crédits inscrits sur le chapitre 65-48 art.80 de la section Logement financent les projets relatifs à l'action « Logements participant à la rénovation urbaine », ceux du chapitre 67-10 art.30 de la section Ville assurent le financement des projets d'« Aménagement des quartiers participant à la rénovation urbaine ».

### Programme Equité sociale et territoriale et soutien

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
584.571.842	660.383.650

Le programme « Equité sociale et territoriale » comporte les actions tendant à :

- renforcer la mixité fonctionnelle des quartiers de la politique de la Ville, la finalité étant d'en changer

l'image, de les ouvrir sur le reste de l'agglomération et d'offrir à leurs habitants de meilleures conditions de vie.

- réduire la vulnérabilité sociale et économique de leurs habitants. A ce titre, ce programme soutient un processus d'adaptation et de dimensionnement de l'offre de services aux besoins de la population.

- favoriser l'implantation d'activités économiques et d'emplois au sein des quartiers.

- faire bénéficier les habitants des mesures en faveur du développement économique.

Ce programme, qui participe au document de politique transversale consacré à la politique de la Ville, se décompose en quatre actions :

- prévention et développement social ;

- revitalisation économique et emploi ;

- stratégie, ressources, évaluation ;

- allègements de charges sociales en ZUS.

Le programme « Equité sociale et territoriale et soutien » regroupe les crédits inscrits sur les chapitres 37-60, 39-01, 46-60 et 67-10 art.10 du budget de la ville. S'y ajoutent :

- des crédits imputés sur les chapitres 31-90, 31-94, 32-97, 33-90, 33-91, 33-92 et 34-96 du budget des Services commun et de l'Urbanisme correspondant aux dépenses de personnel du cadre d'emploi de la DIV ;

- des crédits des chapitres 43-20 et 43-30 du budget de la Culture, 43-90 de la Jeunesse, 43-91 des Sports correspondant aux participations de ces ministères aux actions inscrites dans les contrats de ville et aux opérations ville-vie-vacances ;

- des crédits du chapitre 44-77 de l'Emploi correspondant aux exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines.

---

## Programme Aide à l'accès au logement

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
5.174.224.860	5.186.490.000

Le programme « Aide à l'accès au logement » regroupe, en deux actions distinctes, les crédits relatifs au financement des aides personnelles au logement et ceux destinés aux associations œuvrant en faveur de l'insertion par le logement des personnes en difficulté.

L'action « Aides personnelles au logement » comprend l'essentiel des crédits du programme autour de l'allocation de logement à caractère social (ALS) et l'aide personnalisée au logement (APL), le financement de l'allocation de logement à caractère familiale (ALF) relevant de la branche famille de la sécurité sociale.

L'action « Accompagnement des publics en difficulté » retrace la contribution du ministère chargé du logement au fonctionnement des principaux réseaux associatifs œuvrant en faveur de l'insertion par le logement des personnes en difficulté. Elle comprend, en outre, les

subventions accordées chaque année à l'association nationale (ANIL) et aux associations départementales d'information pour le logement (ADIL). Elle regroupe enfin les crédits éventuellement nécessaires au fonctionnement des fonds d'aide aux accédants en difficulté (FAAD).

Le programme « Aide à l'accès au logement » recouvre les crédits inscrits à la section Logement au chapitre 46-40 (art.10 : financement des aides personnelles au logement). Pour partie, les crédits du chapitre 44-30 correspondent aux subventions accordées aux associations nationales œuvrant pour l'insertion par le logement des personnes en difficulté, ainsi qu'à l'association nationale et aux associations départementales d'information pour le logement.

---

**Programme Développement et amélioration de l'offre de logement**

Crédits de paiement LFI 2004 (en euros)	Crédits de paiement PLF 2005 (en euros)
1.433.679.070	1.377.755.751

Le programme a pour finalité d'accroître l'offre de logements et d'améliorer le parc existant. Il comprend cinq actions.

L'action « Construction locative et amélioration du parc » regroupe les aides accordées par l'Etat à la construction et à l'amélioration des logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles ainsi que les aides destinées à l'amélioration du parc de logements privés. Ces dernières transitent par l'ANAH sous forme de subventions aux propriétaires bailleurs et occupants. Cette action recouvre également les crédits destinés à la création ou à la réhabilitation des aires d'accueil des gens du voyage.

L'action « Soutien à l'accession à la propriété » correspond au financement du prêt à taux zéro et au dispositif de garantie des prêts à l'accession sociale (PAS).

L'action « Lutte contre l'habitat indigne » retrace les moyens consacrés au traitement des logements insalubres

ou présentant des risques pour la santé de leurs occupants (saturnisme, par exemple).

L'action « Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction » vise la production législative, réglementaire et de doctrine ; mais également la qualité du bâti.

L'action « Soutien » correspond aux moyens support du domaines du logement et de la rénovation urbaine.

Le programme regroupe la masse salariale et les moyens de fonctionnement ; les crédits de frais de justice et réparations civiles, inscrits à la section services communs et urbanisme, les crédits de la section Logement : chapitres 65-48 Construction et amélioration de l'habitat ; 37-40/10 et 55-21/40 (lutte contre le saturnisme et l'insalubrité), 44-30/50 et 65-50/10 (fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété), 57-30/10 (études) et 34-30/10 (communication).

**Présentation de la mission, par programme, titre et catégorie**

(en euros)

<i>Intitulé du programme</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Rénovation urbaine</b>	<b>465.000.000</b>	<b>209.500.000</b>	<b>415.000.000</b>	<b>226.600.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>465.000.000</b>	<b>209.500.000</b>	<b>415.000.000</b>	<b>226.600.000</b>
Transferts aux entreprises	432.750.000	200.950.000	242.200.000	111.310.000
Transferts aux collectivités locales	32.250.000	8.550.000	153.600.000	102.480.000
Transferts aux autres collectivités	0	0	19.200.000	12.810.000
<b>Équité sociale et territoriale et soutien</b>	<b>581.571.842</b>	<b>584.571.842</b>	<b>637.983.650</b>	<b>660.383.650</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>3.704.156</b>	<b>3.704.156</b>	<b>3.243.650</b>	<b>3.243.650</b>
Rémunérations d'activité	3.374.156	3.374.156	2.697.290	2.697.290
Cotisations et contributions sociales	330.000	330.000	505.215	505.215
Prestations sociales et allocations diverses	0	0	41.145	41.145
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9.863.952</b>	<b>9.863.952</b>	<b>8.090.039</b>	<b>8.090.039</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9.863.952	9.863.952	8.090.039	8.090.039
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>	<b>406.048</b>	<b>406.048</b>	<b>405.900</b>	<b>405.900</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat	406.048	406.048	405.900	405.900
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>567.597.686</b>	<b>570.597.686</b>	<b>626.244.061</b>	<b>648.644.061</b>
Transferts aux ménages	57.000.000	57.000.000	47.000.000	47.000.000
Transferts aux entreprises	303.072.362	303.402.362	367.603.000	370.067.000
Transferts aux collectivités locales	96.249.484	98.169.484	54.295.636	68.631.636
Transferts aux autres collectivités	111.275.840	112.025.840	157.345.425	162.945.425
<b>Aide à l'accès au logement</b>	<b>5.174.224.860</b>	<b>5.174.224.860</b>	<b>5.186.490.000</b>	<b>5.186.490.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>5.174.224.860</b>	<b>5.174.224.860</b>	<b>5.186.490.000</b>	<b>5.186.490.000</b>
Transferts aux ménages	5.127.300.000	5.127.300.000	5.179.000.000	5.179.000.000
Transferts aux autres collectivités	46.924.860	46.924.860	7.490.000	7.490.000
<b>Développement et amélioration de l'offre de logement</b>	<b>1.561.779.070</b>	<b>1.433.679.070</b>	<b>1.161.155.751</b>	<b>1.377.755.751</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>151.814.147</b>	<b>151.814.147</b>	<b>152.768.183</b>	<b>152.768.183</b>
Rémunérations d'activité	99.675.362	99.675.362	99.120.745	99.120.745
Cotisations et contributions sociales	48.807.886	48.807.886	51.470.388	51.470.388
Prestations sociales et allocations diverses	3.330.899	3.330.899	2.177.050	2.177.050
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>21.954.923</b>	<b>21.604.923</b>	<b>21.387.568</b>	<b>28.487.568</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15.855.913	15.505.913	15.687.568	22.787.568
Subventions pour charges de service public	6.099.010	6.099.010	5.700.000	5.700.000
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>1.388.010.000</b>	<b>1.260.260.000</b>	<b>987.000.000</b>	<b>1.196.500.000</b>
Transferts aux ménages	981.500.000	939.400.000	500.000.000	698.200.000
Transferts aux entreprises	363.510.000	289.360.000	443.500.000	466.500.000
Transferts aux collectivités locales	37.000.000	26.000.000	37.000.000	26.000.000
Transferts aux autres collectivités	6.000.000	5.500.000	6.500.000	5.800.000

Présentation des programmes, par action, titre et catégorie

**Rénovation urbaine**

(en euros)

Rénovation urbaine <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Logements participant à la rénovation urbaine</b>	<b>250.000.000</b>	<b>152.500.000</b>	<b>223.000.000</b>	<b>98.500.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>250.000.000</b>	<b>152.500.000</b>	<b>223.000.000</b>	<b>98.500.000</b>
Transferts aux entreprises	250.000.000	152.500.000	223.000.000	98.500.000
<b>Aménagement des quartiers participant à la rénovation urbaine</b>	<b>215.000.000</b>	<b>57.000.000</b>	<b>192.000.000</b>	<b>128.100.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>215.000.000</b>	<b>57.000.000</b>	<b>192.000.000</b>	<b>128.100.000</b>
Transferts aux entreprises	182.750.000	48.450.000	19.200.000	12.810.000
Transferts aux collectivités locales	32.250.000	8.550.000	153.600.000	102.480.000
Transferts aux autres collectivités	0	0	19.200.000	12.810.000

**Équité sociale et territoriale et soutien**

(en euros)

Équité sociale et territoriale et soutien <i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	2004		2005	
	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Prévention et développement social</b>	<b>208.230.965</b>	<b>210.630.965</b>	<b>229.284.802</b>	<b>247.204.802</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2.500.000</b>	<b>2.500.000</b>	<b>600.080</b>	<b>600.080</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2.500.000	2.500.000	600.080	600.080
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>205.730.965</b>	<b>208.130.965</b>	<b>228.684.722</b>	<b>246.604.722</b>
Transferts aux ménages	57.000.000	57.000.000	47.000.000	47.000.000
Transferts aux collectivités locales	62.118.420	63.918.420	43.437.917	56.877.917
Transferts aux autres collectivités	86.612.545	87.212.545	138.246.805	142.726.805
<b>Revitalisation économique et emploi</b>	<b>23.161.809</b>	<b>23.761.809</b>	<b>15.315.000</b>	<b>19.795.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>23.161.809</b>	<b>23.761.809</b>	<b>15.315.000</b>	<b>19.795.000</b>
Transferts aux entreprises	8.132.362	8.462.362	4.603.000	7.067.000
Transferts aux collectivités locales	4.237.508	4.357.508	2.735.550	3.631.550
Transferts aux autres collectivités	10.791.939	10.941.939	7.976.450	9.096.450
<b>Stratégie, ressources et évaluation</b>	<b>55.239.068</b>	<b>55.239.068</b>	<b>30.383.849</b>	<b>30.383.849</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>3.704.156</b>	<b>3.704.156</b>	<b>3.243.650</b>	<b>3.243.650</b>
Rémunérations d'activité	3.374.156	3.374.156	2.697.290	2.697.290
Cotisations et contributions sociales	330.000	330.000	505.215	505.215

<b>Équité sociale et territoriale et soutien</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Prestations sociales et allocations diverses		0	0	41.145	41.145
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>7.363.952</b>	<b>7.363.952</b>	<b>7.489.959</b>	<b>7.489.959</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		7.363.952	7.363.952	7.489.959	7.489.959
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>406.048</b>	<b>406.048</b>	<b>405.900</b>	<b>405.900</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		406.048	406.048	405.900	405.900
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>43.764.912</b>	<b>43.764.912</b>	<b>19.244.340</b>	<b>19.244.340</b>
Transferts aux collectivités locales		29.893.556	29.893.556	8.122.170	8.122.170
Transferts aux autres collectivités		13.871.356	13.871.356	11.122.170	11.122.170
<b>Allègements de charges sociales en zones urbaines sensibles</b>		<b>294.940.000</b>	<b>294.940.000</b>	<b>363.000.000</b>	<b>363.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>294.940.000</b>	<b>294.940.000</b>	<b>363.000.000</b>	<b>363.000.000</b>
Transferts aux entreprises		294.940.000	294.940.000	363.000.000	363.000.000

### Aide à l'accès au logement

(en euros)

<b>Aide à l'accès au logement</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Aides personnelles</b>		<b>5.046.000.000</b>	<b>5.046.000.000</b>	<b>5.179.000.000</b>	<b>5.179.000.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>5.046.000.000</b>	<b>5.046.000.000</b>	<b>5.179.000.000</b>	<b>5.179.000.000</b>
Transferts aux ménages		5.046.000.000	5.046.000.000	5.179.000.000	5.179.000.000
<b>Accompagnement des publics en difficulté</b>		<b>128.224.860</b>	<b>128.224.860</b>	<b>7.490.000</b>	<b>7.490.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>		<b>128.224.860</b>	<b>128.224.860</b>	<b>7.490.000</b>	<b>7.490.000</b>
Transferts aux ménages		81.300.000	81.300.000	0	0
Transferts aux autres collectivités		46.924.860	46.924.860	7.490.000	7.490.000

### Développement et amélioration de l'offre de logement

(en euros)

<b>Développement et amélioration de l'offre de logement</b>		<b>2004</b>		<b>2005</b>	
<i>Intitulé de l'action</i>	<i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>
<b>Construction locative et amélioration du parc</b>		<b>790.109.010</b>	<b>687.959.010</b>	<b>939.700.000</b>	<b>883.700.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>		<b>6.099.010</b>	<b>6.099.010</b>	<b>5.700.000</b>	<b>5.700.000</b>
Subventions pour charges de service public		6.099.010	6.099.010	5.700.000	5.700.000

<b>Développement et amélioration de l'offre de logement</b>	<b>2004</b>		<b>2005</b>	
	<i>Intitulé de l'action</i> <i>Intitulé du titre et de la catégorie</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>Crédits de paiement</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>784.010.000</b>	<b>681.860.000</b>	<b>934.000.000</b>	<b>878.000.000</b>
Transferts aux ménages	392.000.000	376.000.000	462.000.000	395.000.000
Transferts aux entreprises	362.010.000	287.860.000	442.000.000	465.000.000
Transferts aux collectivités locales	30.000.000	18.000.000	30.000.000	18.000.000
<b>Soutien à l'accession à la propriété</b>	<b>576.500.000</b>	<b>551.500.000</b>	<b>26.500.000</b>	<b>291.500.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>576.500.000</b>	<b>551.500.000</b>	<b>26.500.000</b>	<b>291.500.000</b>
Transferts aux ménages	575.000.000	550.000.000	25.000.000	290.000.000
Transferts aux entreprises	1.500.000	1.500.000	1.500.000	1.500.000
<b>Lutte contre l'habitat indigne</b>	<b>21.500.000</b>	<b>21.400.000</b>	<b>20.000.000</b>	<b>21.200.000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>21.500.000</b>	<b>21.400.000</b>	<b>20.000.000</b>	<b>21.200.000</b>
Transferts aux ménages	14.500.000	13.400.000	13.000.000	13.200.000
Transferts aux collectivités locales	7.000.000	8.000.000	7.000.000	8.000.000
<b>Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction</b>	<b>6.022.867</b>	<b>5.522.867</b>	<b>6.500.000</b>	<b>5.800.000</b>
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>22.867</b>	<b>22.867</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	22.867	22.867	0	0
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>6.000.000</b>	<b>5.500.000</b>	<b>6.500.000</b>	<b>5.800.000</b>
Transferts aux autres collectivités	6.000.000	5.500.000	6.500.000	5.800.000
<b>Soutien</b>	<b>167.647.193</b>	<b>167.297.193</b>	<b>168.455.751</b>	<b>175.555.751</b>
<b>Titre 2 : Dépenses de personnel</b>	<b>151.814.147</b>	<b>151.814.147</b>	<b>152.768.183</b>	<b>152.768.183</b>
Rémunérations d'activité	99.675.362	99.675.362	99.120.745	99.120.745
Cotisations et contributions sociales	48.807.886	48.807.886	51.470.388	51.470.388
Prestations sociales et allocations diverses	3.330.899	3.330.899	2.177.050	2.177.050
<b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>	<b>15.833.046</b>	<b>15.483.046</b>	<b>15.687.568</b>	<b>22.787.568</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15.833.046	15.483.046	15.687.568	22.787.568